

# LE MONDE SANS VISA : le Mexique, Pologne de l'Amérique ?

DERNIÈRE ÉDITION



## Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE N° 12965 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - SAMEDI 4 OCTOBRE 1986

### Un vote retentissant à Washington

Le jeudi 2 octobre 1986 restera comme un jour particulièrement sombre pour M. Reagan : le Sénat - à majorité républicaine - lui a en effet infligé un retentissant camouflet en « cassant » par 78 voix contre 21 le veto opposé à la loi adoptée par les deux Chambres et imposant de très dures sanctions à l'Afrique du Sud.

La défaite subie par le président est d'autant plus grave qu'elle intervient quelques jours seulement avant sa rencontre décisive précipitamment avec M. Gorbatchev à Reykjavik. Certes, il ne sera sans doute que peu question de l'Afrique australe dans la capitale islandaise, mais il est toujours peu recommandable d'arriver à une réunion de ce genre sans pouvoir compter sur un soutien total de l'arrière. Et il serait mal de croire que la question sud-africaine, qui ne fait que commencer, peut se résumer en un simple problème moral dépourvu de toute dimension géopolitique, à l'écart de la rivalité Est-Ouest.

Le vote des parlementaires - la Chambre des représentants s'étant opposée au veto de M. Reagan - a été la détonation d'un séisme qui a secoué tout par le moralisme profond qui continue d'animer la société américaine. « On ne déplace à la vieille Europe, qui a trop souvent tendance à l'oublier. Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. F. W. Botha, a été de ce point de vue d'une extraordinaire loquacité en menaçant de « révoquer » les sanctions américaines, « révoquer » la « vieille loi de votre pays ». Forcément, on constatera cependant que les Etats-Unis n'ont plus aujourd'hui de politique en Afrique australe, et que cette absence va peser lourd sur la suite des événements.

Sans doute le pire n'est-il pas toujours sûr, mais, dans ce cas, il est pourtant à grandir. Graduellement, en effet, tous les ingrédients d'un long et sanglant affrontement se mettent en place. C'est ainsi que le veto du Congrès répond à l'échec de la politique dite « d'engagement constructif » suivie jusqu'alors par Washington. Cet échec est dû lui-même au comportement des dirigeants sud-africains, toujours en retard d'une réforme, toujours prompts à avoir recours à la répression face à la surenchère militante des organisations - et des générations - noires. La politique de M. Reagan n'a pas davantage permis de calmer les tensions dans la région, notamment en Angola et en Namibie, où des insurrections souterraines par Pretoria fragilisent des gouvernements en pleine banqueroute, les entraînant encore un peu plus au bloc soviétique.

Les événements qui viennent d'intervenir à Washington auront aussi leurs répercussions en Europe, où la Communauté hésite depuis des mois sur la marche à suivre à l'égard de l'Afrique du Sud et ne s'est résolue que récemment à adopter des sanctions symboliques.

Ainsi, faute d'avoir imaginé à temps une politique commune envers l'apartheid, les Occidentaux se sont laissés déborder dans une région où leurs intérêts ne sont pas négligeables. Pretoria devrait, en toute logique, continuer de résister sur ce facteur pour tenter d'obtenir un assouplissement de la rigueur qui lui est imposée. Mais ces arguments ne devraient pas peser plus que le « challenge » auquel les parlementaires américains ont été soumis ces derniers jours.

Reste à savoir si les sanctions économiques sont la bonne recette pour éliminer la ségrégation raciale en Afrique du Sud.

(Lire nos informations pages 2 et 3.)

### Coup de main d'un groupe armé Le chargé d'affaires syrien enlevé à Téhéran

Le chargé d'affaires syrien à Téhéran, M. Ayad El Mahmoud, a été enlevé, le 2 octobre dans la soirée, dans la capitale iranienne par des inconnus. La radio de Téhéran a précisé que le diplomate, qui se rendait de l'ambassade à sa résidence, avait été enlevé par des hommes armés se trouvant dans une BMW et une ambulance qui ont barré la route à sa voiture. Selon des témoins cités par la radio, ces derniers auraient tiré six balles avant d'emmener le diplomate.

La célérité avec laquelle la radio iranienne a rendu compte de cet enlèvement, la place importante qu'elle lui a réservée dans son bulletin d'information national, prouvent que les dirigeants sont conscients qu'il s'agit d'un grave coup porté à la République islamique et à ses services de sécurité.

On peut en effet se demander comment les auteurs de l'enlèvement ont pu circuler et agir en toute impunité dans une ville pratiquement quadrillée par les Gardiens de la révolution (pasdaran) et les comités islamiques. On peut supposer que, pour passer in-

perçus, ils se sont déguisés en pasdaran et en infirmiers, ce qui laisse penser qu'ils disposent d'importants moyens d'action et d'un réseau structuré.

Jusqu'à présent, les actions spectaculaires menées contre le régime - l'attentat à la voiture piégée de Qom, qui avait fait, le 20 août dernier, treize morts, et celui de Téhéran, qui avait coûté la vie à une vingtaine de passants dans le centre de la capitale quelques jours plus tard - étaient le fait d'individus agissant isolément.

JEAN GUYRAS.

(Lire la suite page 4.)

### Risques de surenchères à l'UDF

## Découpage électoral : M. Chirac veut aller vite

M. Jacques Chirac évite de polémiquer avec M. Mitterrand après le refus du président de la République de signer les ordonnances sur le découpage électoral. « Ce n'est ni un drame ni une surprise », indiquait-on, ce vendredi 3 octobre, dans l'entourage du premier ministre.

Le gouvernement soumettra au Parlement un projet de loi reprenant le contenu des ordonnances. Mais M. Chirac devra sans doute user de procédures contraignantes pour éviter les surenchères au sein de sa majorité.



(Lire page 6 l'article d'ALAIN ROLLAT.)

### Un entretien avec M. Albin Chalandon

## Les drogués face à la justice

Après avoir bénéficié d'un relatif calme, les drogués de M. Albin Chalandon ont été de sous les coups de la justice de la réforme de l'éducation surveillée, de la privatisation des prisons ou de la lutte contre la toxicomanie, le garde des sceaux est soupçonné, sinon accusé, de « liquidation » et de « répression ». Ses dernières déclarations à propos d'un éventuel débat parlementaire sur le rétablissement de la peine de mort risquent de susciter de nouvelles polémiques. M. Chalandon donne ici les raisons de sa politique concernant la drogue.

« Avez-vous le sentiment que votre projet de loi contre la toxicomanie a été mal interprété ?  
- On a insisté sur l'aspect répressif en négligeant tout ce qui est constructif, ne serait-ce que sur le plan des crédits, qui ont doublé, 250 millions de francs, dont la plus grande partie est consacrée aux structures d'accueil, à l'aspect curatif.  
- Considérez-vous la création de mille six cents places dans des centres pénitentiaires comme un des aspects thérapeutiques de votre plan ?  
- En effet, c'est tout-à-fait curatif. Ce sont des centres spécialisés pour traiter les drogués. A

l'heure actuelle, les toxicomanes sont en prison sans traitement particulier, avec tous les inconvénients que cela présente, notamment sur le plan de la santé publique.  
- Mais ces centres ne sont pas encore construits.  
- Il fallait aller vite. Nous constatons un changement de dimension du problème de la toxicomanie depuis que la loi de 1970 a été votée et que l'application de ce texte a été un échec. Aujourd'hui, la drogue est un phénomène de masse et non plus élitiste, un phénomène de pauvreté et non plus seulement de richesse. La drogue ne concerne plus seulement

l'individu qui se drogue, mais la société tout entière.

- Vous demandez une stricte application de la loi de 1970, qui considère le simple usager comme un délinquant.  
- La loi de 1970 dit en effet que l'usage de la drogue est un délit et que le drogué peut échapper à une condamnation en se soignant.

Propos recueillis par CHRISTIAN COLOMBANI.  
(Lire la suite page 6, dans notre page « Débats » consacrée à la toxicomanie et, page 9, la controverse sur la politique judiciaire du garde des sceaux.)

### « Mission », un film de Roland Joffé

## L'utopie massacrée

Palme d'or à Cannes, la « Mission », de Roland Joffé, qui relate l'épopée des jésuites au Paraguay jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, est un grand western idéologique, un somptueux film d'images.

Les bons (sauvages), les prêtres et les truands : ce pourrait être le titre de Mission, le film du Britannique Roland Joffé, qui obtient une palme d'or contestée (forcément contestée) au dernier Festival de Cannes. Une sorte de western théologique provoquant des catartiques d'émotions, des kilomètres de remords et l'envie de demander - au nom de l'Occident chrétien - pardon aux rares descendants des Indiens Guarani pour le mal qu'on fit à leurs sympathiques aïeux.

Beau film ou tire-larmes ? Épopée ou machinerie à effets, souligné trois fois plutôt qu'une ? Aux vrais critiques d'en décider et au spectateur de choisir, en son âme et conscience. Car c'est bien d'âmes perdues et de consciences tourmentées qu'il est question dans ce film qui relate la plus étrange utopie qui ait germé, depuis quatre siècles et demi, sous le crâne d'un jésuite. Une utopie achevée en carnage pour raison d'Etat (s).

Pendant plus de cent cinquante ans, jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, des Indiens du Paraguay ont vécu à l'écart des envahisseurs ibériques dans un Etat grand comme la moitié de la France et sous la houlette de jésuites faisant office de chefs de village. Des missionnaires visionnaires qui crurent pouvoir, comme disaient leurs ennemis, créer « le royaume de Dieu sur terre ».

Ces prêtres avaient obtenu la bénédiction du pape pour regrouper les semi-nomades de la jungle dans des cités construites sur des plans idéaux : les « réductions ». Il s'agissait d'enseigner la vraie foi à ces indigènes farouches mais finalement accueillants et de bonne composition. Les bons pères organisèrent une société de type collectiviste comme on dirait aujourd'hui, égalitaire, pratiquant la protection sociale, la propriété collective des moyens de production, la limitation du temps de travail, l'assistance aux handicapés, le théâtre, le chant choral...

De ces patronages kolkhoziens avant la lettre, Voltaire s'est cruellement moqué dans un chapitre de Candide : « Le gouvernement de los padres est une chose merveilleuse. Los padres y ont tout et les peuples rien. C'est le

chef-d'œuvre de la raison et de la justice. Je ne vois rien de si divin que les pères qui font ici la guerre au roi d'Espagne et au roi du Portugal et qui en Europe confessent ces rois. »

C'était pêcher par excès d'anti-jésuitisme, ce qui n'est guère surprenant s'agissant de Voltaire. Mais Roland Joffé, lui, ne pêchait-il pas par excès d'angélisme et par une autre forme de simplisme ? Il nous présente une vision manichéenne, pour le coup candide, d'une société et d'un temps qui, comme tous les temps et toutes les sociétés, furent étreints par les contrastes et les contradictions. Les héros jésuites qu'il nous montre comptaient sans doute dans leurs rangs quelques dictateurs en soutane (de toute manière, ils faisaient la loi sur terre), et tous les colons ibériques n'étaient peut-être pas des brutes sanguinaires ne voyant pas plus loin que le bout de leur poignard.

Le film se situe aux derniers instants de cette République extra-territoriale (extra-terrestre ?). Travaillé par les émissaires espagnols et portugais ennemis des jésuites, le pape (qui à l'époque ne voyageait pas lui-même...) a délégué un cardinal pour une prétendue tournée d'inspection.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 13.)

**HENRI COULONGES**

**Les Frères Moraves**

370 pages 95 F

Le vrai romanesque de notre temps.

Stock



## Une grave défaite personnelle pour M. Reagan

Tournant le dos à de vives pressions de la Maison Blanche, le Congrès a donné force de loi, le 2 octobre, à un train de sévères sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Outre qu'elle remet en question toute la politique que les États-Unis menaient depuis cinq ans dans l'ensemble de la région, cette décision constitue une grave défaite personnelle pour M. Reagan dans la mesure où elle a été acquiescée à une écrasante majorité, par un vote du Sénat que contrôlent les Républicains.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Dès lundi dernier, la Chambre des représentants, à majorité démocratique, avait repoussé par 313 voix contre 67 le veto opposé par le président américain à ce texte sur lequel l'ensemble du Congrès, faisant preuve d'une rare unanimité, s'était mis d'accord le 12 septembre dernier. Ce premier vote avait laissé peu d'espoir de l'emporter à la Maison Blanche, puisque, même sommés de répondre à l'appel de leur président, de très nombreux représentants républicains avaient fait front avec les démocrates.

La défaite présidentielle était en ce sens prévisible, mais les conseillers de M. Reagan avaient espéré l'éviter en le faisant intervenir personnellement auprès des Sénateurs les moins sûrs de leur position, et, depuis mardi matin, l'annonce du prochain sommet de Reykjavik avait redonné confiance à la Maison Blanche. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, avait en effet été aussitôt envoyé au Sénat pour faire valoir que le Congrès ne saurait infliger au président un camouflet de politique étrangère, alors qu'il se prépare à ouvrir, dans neuf jours maintenant, de difficiles pourparlers avec M. Gorbatchev.

Cette offensive de dernière minute avait semblé remporter, mercredi, quelques succès, la vieille extrême droite républicaine, en la personne du sénateur Jesse Helms, a réitéré à néant en encourageant le ministre sud-africain des affaires étrangères à appeler, dans la soirée,

des élus de régions agricoles pour les avertir que l'adoption des sanctions susciterait un embargo sur les importations de blé américain.

Peu habitués à être menacés de quoi que ce soit par quiconque d'autre que les électeurs, le Sénat a très mal pris la chose et repoussé le veto présidentiel par 78 voix contre 21, alors qu'il n'en fallait que 67 pour que le projet fût définitivement adopté. Plus de la moitié des sénateurs républicains se sont ainsi dissociés de M. Reagan, en n'adoptant pas à lui infliger l'une des plus cuisantes défaites de sa présidence.

## Les Républicains veulent faire peau neuve

A un mois des élections parlementaires du 4 novembre et à vingt-cinq mois de la prochaine élection présidentielle, ce 2 octobre aura peut-être marqué par là le début du post-reaganisme, car ce vote tient très largement à la volonté de nombreux élus républicains de penser désormais plus aux intérêts à long terme de leur parti qu'aux consignes du président.

Dans la jeune génération républicaine — et particulièrement parmi les militants du renouveau conservateur et de l'idéologie libérale — le sentiment est, en effet, très fort que si le parti de M. Reagan veut véritablement s'imposer demain comme le parti dominant de la vie politique américaine, il lui faut se débarrasser de sa vieille image. Il lui faudrait, autrement dit, ne plus être perçu comme l'avocat des seuls conseils d'administration et des plus fortunés, ni comme le gardien d'un ordre établi dont la présidence blanche demeure un élément important.

Si les défiances et sourdes tensions entre les races demeurent un fait de la vie quotidienne américaine, la défense de toute forme de ségrégation raciale est, en effet, devenue complètement inacceptable par les États-Unis, qui ont récemment fêté les vingt ans du mouvement des droits civils — aujourd'hui officiellement reconnu comme une page glorieuse de l'histoire nationale.

Pour préserver et consolider les succès réalisés sous M. Reagan dans des milieux traditionnellement démocrates — ceux des jeunes, des



coils bleus et des cadres supérieurs — les Républicains doivent devenir le parti du mouvement et de l'égalité des chances en laissant à leurs adversaires la tâche d'incarner l'immobilisme et la défense des intérêts acquis.

Ce retournement apparaît à beaucoup comme déjà pratiquement réalisé, et M. Mandela en avait, de fait, beaucoup souffert en 1984. Il ne pouvait cependant plus s'accommoder longtemps d'une politique d'« engagement constructif », qui, pour pointer aussi du doigt la présence cubaine en Angola et souligner que toute forme de transition pacifique passe par un dialogue avec le pouvoir blanc minoritaire, n'en a pas moins, essentiellement, pris la forme d'une temporisation vis-à-vis de l'apartheid.

## La « vieille droite » isolée

Bonne un mauvais dans sa conception, la politique d'« engagement constructif » est surtout devenue un monument échec puisqu'elle a accompagné (en partie causé ?) une radicalisation de la majorité noire avec une forte montée des sentiments anti-américains et un sanglant développement de la violence, dont les dévotions des États-Unis rendent compte presque quotidiennement.

Contraire aux intérêts électoraux du Parti républicain, la politique sud-africaine de M. Reagan a donc fini par être aussi perçue, dans les

milieux de la jeune garde conservatrice, comme contraire aux intérêts du monde libre. Dès l'été 1984, M. Jack Kemp, le très battant candidat de ces milieux pour 1988, avait ainsi terminé son discours à la convention républicaine par une dénonciation morale de l'apartheid, qui détonnait singulièrement dans l'atmosphère « club privé » de Dallas.

En décembre suivant, trente-cinq représentants écrivaient à l'ambas-

## Pretoria : un vote « émotionnel »

Retransmis en direct à la télévision sud-africaine, le vote du Sénat américain a été aussitôt dénoncé par M. P. Botha, ministre des affaires étrangères de Pretoria, comme « émotionnel » et fondé sur de « fausses perceptions ». Le Sénat « n'a pas tenu compte de notre programme de réformes », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « J'espère que les pays occidentaux vont nous laisser en paix au moins pour un temps, afin que nous, Sud-Africains, puissions nous concentrer sur la recherche de solutions à nos problèmes sans ingérence étrangère ». À ses yeux, les seuls éléments positifs de la nouvelle loi américaine (intitulée « Loi contre l'apartheid ») sont la clause réclamant une enquête sur les communistes au sein de l'ANC (Congrès national africain,

leader d'Afrique du Sud à Washington pour brandir la menace de sanctions en cas de maintien de la ségrégation institutionnelle : « Nous sommes trop conscients, comme conservateurs, de l'importance et de la valeur stratégique de l'Afrique du Sud, disaient-ils, mais c'est précisément en raison de la force avec laquelle nous percevons nos intérêts communs que nous ne pouvons passer sur l'apartheid, qui affaiblit, croyons-nous, nos intérêts à long terme et, à coup sûr, notre capacité à traiter avec vous de manière constructive ».

Il y a un an, M. Reagan ne réussissait à éviter l'imposition de sanctions qu'en en prenant, par décret, de très symboliques, et il a, cette fois-ci, perdu.

Aux termes de ce qui est désormais loi grâce aux efforts conjugués de libéraux et de conservateurs faisant front contre une vieille droite dans laquelle M. Reagan se trouve rejeté, sont interdits : tout nouvel investissement en Afrique du Sud ; tout dépôt de fonds gouvernementaux sud-africains dans des banques américaines, qui ne peuvent plus, non plus, accorder de prêts au gouvernement de Pretoria ; tout achat américain à des compagnies d'Etat sud-africaines ; toute vente d'ordina-

teurs aux services officiels liés à l'application de l'apartheid ; toute exportation de produits pétroliers vers l'Afrique du Sud ; la vente aux États-Unis de pièces d'or sud-africaines et l'échelle aux États-Unis des appareils de la compagnie aérienne sud-africaine.

Sous quatre-vingt-dix jours devront également être arrêtées les importations aux États-Unis d'acier et de fer (293 millions de dollars en 1985) ; d'uranium (140 millions) ; de charbon (43 millions) ; de textiles (55 millions) et de produits agricoles (180 millions).

Ces sanctions ne pourraient être levées qu'à la condition que soient remplies quatre des cinq conditions suivantes : libération de tous les prisonniers politiques, dont M. Nelson Mandela ; levée de l'état d'urgence ; égalisation de tous les partis politiques ; abolition de l'apartheid et négociations avec les dirigeants noirs.

A l'issue du vote, M. Reagan a exprimé ses « profonds regrets » et l'espoir qu'on n'ait pas maintenant « à plus de violence et de répression ». Les militants anti-apartheid, eux, s'embrassaient dans les couloirs du Congrès, fiens de l'Amérique.

BERNARD GUETTA.

## Les réactions

interdit) et la condamnation de la violence pratiquée par l'ANC.

De son côté, M. Helms Suzman, député du Parti progressiste fédéral (opposition parlementaire blanche), a affirmé que le vote du Sénat était « inquietant mais pas battant ». « L'absence de réformes, la déclaration d'Etat d'urgence, les déclarations de la ligne de front », a-t-il ajouté, tout en reconnaissant la gravité des périls contenus dans les menaces sud-africaines à l'égard des États africains de la ligne de front. « 61 % du commerce extérieur du Zimbabwe transitait par l'Afrique du Sud : il faudra faire des efforts particuliers afin de réactiver les voies de communication alternatives, notamment celles qui griffent le littoral mozambicain, c'est une question de vie ou de mort », a-t-il ajouté tout en se montrant particulièrement hostile à l'égard de l'administration Reagan, qu'il a accusée de « ne pas vouloir connaître la vérité sur l'Afrique australe ».

## M. Mugabe applaudit

A New-York, dans les couloirs de l'ONU, nous signalons notre correspondant, l'annonce de l'adoption du veto présidentiel américain a sus-

cité un grand émoi. Le premier ministre du Zimbabwe, M. Mugabe, qui tenait une conférence de presse en présence du révérend Jesse Jackson, ancien candidat noir à la Maison Blanche, s'est écrié : « Bravo pour le peuple américain ! ». « Nous sommes prêts à ne manger que de la bouillie de maïs, mais nous voulons les sanctions », a-t-il ajouté, tout en reconnaissant la gravité des périls contenus dans les menaces sud-africaines à l'égard des États africains de la ligne de front. « 61 % du commerce extérieur du Zimbabwe transitait par l'Afrique du Sud : il faudra faire des efforts particuliers afin de réactiver les voies de communication alternatives, notamment celles qui griffent le littoral mozambicain, c'est une question de vie ou de mort », a-t-il ajouté tout en se montrant particulièrement hostile à l'égard de l'administration Reagan, qu'il a accusée de « ne pas vouloir connaître la vérité sur l'Afrique australe ».

## Après la démarche des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies

## M. Perez de Cuellar semble assuré de sa réélection

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, dont le mandat de cinq ans arrive à expiration à la fin de l'année, a reçu, jeudi 2 octobre, les représentants des cinq membres permanents du Conseil de

sécurité (États-Unis, Union soviétique, Chine, France et Grande-Bretagne) venus lui demander d'accepter un deuxième mandat. Le poids politique des cinq grandes puissances étant déterminant au sein du Conseil, il est quasi certain que celui-ci fera la même recommandation lors de la réunion consacrée à ce

sujet, vraisemblablement le 10 octobre. L'Assemblée générale, qui ne s'est jamais opposée à un candidat présenté par le Conseil, procéderait au vote le même jour. A moins d'événement exceptionnel, M. Perez de Cuellar ne devrait pas refuser cette reconduction.

Réfractaire à toute idée de « campagne » électorale, le secrétaire général attendait le geste que les cinq ont accompli jeudi, non sans avoir montré auparavant quelques hésitations, dues essentiellement aux problèmes financiers de l'ONU et aux critiques, notamment américaines, à l'égard de son fonctionnement. De source proche du secrétariat, on indique que M. Perez de Cuellar a obtenu des assurances de la part des États-Unis concernant l'avenir financier de l'Organisation. Le représentant américain, M. Vernon Walters, estime, de son côté, que la loi Gramm-Rudman et l'amendement Kaschnick, adoptés par le Congrès dans le but de réduire les dépenses publiques (dont la contribution américaine à l'ONU) pourraient être modifiés à brève échéance. S'exprimant devant le groupe africain, qu'il recevait à déjeuner jeudi, le secrétaire d'Etat George Shultz est allé dans le même sens.

## Incident inter-arabe

Alors que l'Assemblée générale poursuivait son débat, le groupe des quarante-deux pays de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) se réunissait pour définir les propositions de résolutions devant être soumises à l'Assemblée. Un incident a éclaté dès le début de la réunion. Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, et son collègue syrien, M. Farouk Al-Shara, ont violemment protesté contre le fait que le Maroc — dont le roi a reçu récemment le premier ministre israélien M. Shimon Pérès — préside l'OCI et ont exigé que le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdelatif Filali, qui dirigeait la séance, se retire sur-le-champ. Pendant près d'une demi-

heure, les deux ministres ont exposé leurs thèses sur la nécessité d'empêcher « tout acte de trahison » à l'égard de la cause commune du monde arabe, refusant de laisser la parole au président. Le représentant libyen, M. Ali Tirkil, regrettant cette querelle, a proposé une suspension.

Dès que la séance reprit, M. Filali demanda que ceux des chefs de délégations dont les points de vue étaient en accord avec la Syrie et l'Iran lèvent la main. Aucune main ne s'étant levée, les ministres syrien et iranien ont quitté la salle en protestant des insultes à l'égard du régime marocain. Dès qu'ils eurent refermé la porte, des applaudissements sourds ont salué M. Filali. « Nous regrettons cet incident, mais nous pensons qu'il a été utile, car il nous a permis de constater l'isolement total de certaines délégations », nous a déclaré le ministre marocain. Cet incident augure mal du débat que le Conseil de sécurité entame ce vendredi à propos de la guerre Iran-Irak.

Le ministre iranien des affaires étrangères a quitté New-York jeudi soir, prouvant ainsi le peu de cas qu'il faisait de la session du Conseil. Avant de partir, il avait tenu une conférence de presse, au cours de laquelle il a confirmé qu'il avait eu la semaine dernière à New-York « plus de huit heures d'entretiens constructifs » avec le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. « Nous pensons que le nouveau gouvernement en place à Paris est en mesure de prendre des décisions plus positives à l'égard de l'Iran que ne l'était le gouvernement précédent. Nos contacts se poursuivront d'un rythme accéléré à Paris et à Téhéran », a-t-il ajouté.

CHARLES LESCAUT.

(1) A Paris, le porte-parole de M. Chirac, M. Denis Baudouin, a déclaré jeudi que la normalisation des relations franco-iraniennes « devrait se faire et faciliter certaines négociations que nous désirons », étant entendu que la France, notamment dans le conflit entre l'Iran et l'Irak, « ne modifie en rien sa politique étrangère ».

## La tournée américaine de M. Chevardnadze

## Le chef de la délégation soviétique prodigue des apaisements aux juifs canadiens

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, est arrivé jeudi soir 2 octobre à Mexico, où il doit demeurer quatre jours. Il se rendra ensuite à La Havane.

La préparation du sommet de Reykjavik des 11 et 12 octobre se poursuit à Washington et à Moscou dans un climat optimiste. Le vice-président américain, M. George Bush, a déclaré jeudi que la rencontre pourrait conduire à des « progrès spectaculaires » en faveur d'un accord sur les armes nucléaires intermédiaires. Différents porte-parole soviétiques ont, de leur côté, exprimé l'espoir que le sommet de Reykjavik puisse permettre une « percée », et donner une « impulsion énergique » aux pourparlers de Genève. On a, par ailleurs, appris que M. Reagan avait adressé un message à M. Mikhaïlov au sujet de sa prochaine rencontre avec le numéro un soviétique.

MONTREAL  
de notre correspondant

Le dégel des relations soviéto-américaines a eu des répercussions au Canada, où le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a conclu, jeudi 2 octobre, une visite de deux jours qui a donné lieu à la signature d'un important contrat de vente de céréales à Moscou et à une rencontre imprévue du ministre soviétique avec un groupe de jeunes Canadiens.

Dans un geste inhabituel, M. Chevardnadze a pris l'initiative de s'approcher d'une dizaine de manifestants juifs qui l'attendaient, à l'issue de sa rencontre avec le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney. « Je suis sensible à vos préoccupations », a-t-il déclaré. « Je comprends le problème de la réconciliation des familles. Ne vous inquiétez pas. » Le ministre a accepté de recevoir une liste de trois mille noms qu'il s'est engagé à étudier. Ce geste a été bien accueilli par les manifestants, qui avaient déjà eu une bonne nouvelle, la venue de l'arrivée de M. Chevardnadze à Ottawa, en l'occurrence la décision de Moscou d'autoriser M. Benjamin Bogomolny et son épouse Tatiana, après une attente de vingt ans, à quitter l'Union soviétique pour rejoindre leur famille à Montréal.

De source canadienne, on estime que si les Soviétiques n'ont pas pris d'engagement précis au sujet de la

réconciliation des familles ils ont néanmoins fait preuve d'une « attitude plus souple qu'auparavant ».

De même source, on note également que les discussions se sont déroulées dans un climat « amical », et dénué de toute « polémique ». A l'ambassade soviétique à Ottawa, c'est carrément l'euphorie qui succède aux sept années du refroidissement provoqué par l'invasion de l'Afghanistan en 1979. Dans une déclaration sans ambiguïté, qui ne tient pas compte des positions réticentes défendues par le Canada, l'ambassade soviétique affirme que « les deux pays ont des positions très proches sur de nombreux sujets comme la question des armes chimiques, l'interdiction des essais nucléaires et les conflits en Amérique centrale ».

La bonne volonté des deux parties s'est concrétisée par le renouvellement de deux accords de coopération, et surtout par l'engagement soviétique d'acheter au Canada au moins 25 millions de tonnes de céréales d'ici au 31 juillet 1991. La signature de ce contrat intervient à un moment particulièrement délicat pour les fermiers canadiens, qui s'attendent à une récolte pléthorique. Dans le cadre de l'accord quinquennal précédent (1981-1986), Moscou avait acheté 30 millions de tonnes de céréales, ce qui en faisait déjà le premier client du Canada dans ce secteur.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Plus vite, moins cher!

en permanence  
**1000 PEUGEOT**  
en stock

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir téléphoné

**NEUBAUER**

c'est la garantie du prix et du service!

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42 85 54 34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎43 21 60 21



## Diplomatie

### de sanctions contre l'Afrique du Sud

#### Le dilemme d'une petite ville norvégienne

### Contre l'apartheid... et le boycottage

SAUDA  
de notre envoyé spécial

« Je hais l'apartheid autant que le nazisme, mais j'estime que le gouvernement travailliste norvégien, avant de décréter un boycottage unilatéral de l'Afrique du Sud, aurait dû examiner les conséquences de ses actes. Bothe va rigoler, et pour nous c'est la catastrophe ! La fermeture de l'usine et l'exode... » M. J.E. Birkeland est le maire, inquiet, de la commune de Sauda, dans le sud-ouest de la Norvège. Une petite ville de quatre mille cinq cents habitants, au fond d'un fjord, la seule municipalité travailliste de ce bastion « bourgeois » qu'est le comté du Rogaland.

Sauda est, en effet, une vieille cité ouvrière. Attirée surtout par l'hydroélectricité bon marché des montagnes environnantes, Union Carbide s'y était installée en 1915 pour fabriquer des effluents ferreux. Les voies d'accès construites à l'époque par les Américains s'appellent toujours « route du dollar » ou « route du pays des Vikings ». Mais, en 1981, Union Carbide se retire et passe la main à Elkem, l'un des principaux groupes industriels norvégiens.

La fonderie emploie six cent cinquante personnes et fait vivre 70 % des familles de la commune. Sa spécialité : le ferromanganèse, qui est utilisé dans l'affinage et l'élaboration des aciers. 98 % d'une production annuelle de l'ordre de 200 000 tonnes sont exportés vers les entreprises sidérurgiques d'Europe occidentale. Le manganèse est importé d'Afrique du Sud.

Chaque jour ou presque, un cargo battant pavillon libérien entre dans le port de Sauda avec ses cargaisons de minerai, dont les propriétés sont exceptionnelles : il est pauvre en phosphore et en oxygène et il est bon marché. L'entreprise présente des résultats flatteurs : elle occupe dans son secteur l'une des toutes premières places en Europe et dans le monde. Grâce au manganèse sud-africain.

#### Une décision symbolique

Quel choc, à Sauda, au printemps dernier, lorsque le nouveau gouvernement travailliste de Mrs Gro Harlem Brundtland annonce que le Parlement sera saisi au mois d'octobre d'un projet de boycottage total des échanges norvégiens avec l'Afrique du Sud. Une décision « symbolique », de l'avis général, car le commerce entre les deux pays est très modeste. « C'est une question qui mobilise les Norvégiens depuis plusieurs années déjà », dit M. Birkeland. Nous savons que nous étions concernés, mais on aurait quand même pu espérer que le premier ministre travailliste se rappelle de l'existence de Sauda ou qu'on nous passe un coup de fil... » On regrette ici que M<sup>me</sup> Brundtland ait écouté davantage les étudiants et les intellectuels qui manifestent dans les rues d'Oslo.

Les responsables d'Elkem sont formels : un arrêt des importations de manganèse d'Afrique du Sud (150 000 tonnes en 1986) entraînera la fermeture de l'usine au bout d'un an. Des spécialistes en métallurgie de l'université d'Edimbourg sont venus

sur place pour constater que le minerai sud-africain avait effectivement des propriétés uniques et que l'alternative — l'utilisation exclusive de manganèses brésiliens, gabonais ou australiens — supposerait, pour arriver au même résultat, une épuration plus poussée et des investissements considérables. Les prix de vente du ferromanganèse de Sauda s'en ressentiraient et les clients habituels se tourneraient naturellement vers un concurrent non touché par des sanctions.

Personne, à Sauda, ne défend le régime raciste sud-africain. Au contraire, dans toutes les associations locales et dans tous les partis politiques, l'apartheid est jugé « ignoble ». Mais la colère est dirigée surtout contre la « bêtise » et l'inefficacité des sanctions unilatérales. « Les premiers bénéficiaires en seront Bothe et ses amis qui s'enrichiront, et nos autres concurrents français et allemands vont se réjouir aux dépens », déclare M. Jan Ringstrand, le délégué syndical d'Elkem. Il est favorable à un boycottage de l'Afrique du Sud, à condition qu'il soit international et décidé par les Nations unies : « A ce moment-là, tous les sidérurgistes seront sur le même plan, nous serons tous obligés d'employer d'autres qualités de ferromanganèse et Sauda vivra... »

Par ailleurs, la perspective des sanctions unilatérales arrive au plus mauvais moment possible pour Sauda. La municipalité avait réussi en 1985 à stopper l'exode de la population et à attirer de nouvelles petites entreprises (mécanique, laminage et verre de sécurité) à côté d'Elkem, ainsi qu'une fabrique d'eau minérale, Wilking Water. Après de dures années, l'avenir s'annonçait bien : entre 1983 et 1986, le

chômage a été ramené de 13 % à 2 %. Sauda était enfin devenue une commune assez riche, sans problèmes.

Le maire ne cache pas son amertume. M. Birkeland est pourtant un bon social-démocrate, comme on l'est dans sa famille depuis quatre générations. Mais, sur cette question précise, il est décidé à se battre contre son parti. Il sillonne le pays de long en large pour parler du problème de sa commune, pour voir des dirigeants politiques, syndicaux et des représentants de l'ANC en Norvège.

#### On parle d'une « dépense »

Depuis quelques semaines, les ténors politiques d'Oslo se rendent à leur tour à Sauda pour tenter de rassurer la population, mais aucun ne peut donner de garanties. On parle d'« une dépense au boycottage » pour Sauda, de « crédits spéciaux pour l'implantation d'entreprises » ou encore d'un délai d'adaptation de deux ou trois ans, comme cela existe au Danemark. « Des mots, toujours des mots », dit-on à Sauda, où responsables d'Elkem, syndicalistes et conseillers municipaux, toutes tendances confondues, crient à la fois : « Mort à l'apartheid ! » et « Du travail à Sauda ! ». Dilemme... Le jour du débat parlementaire, dans le courant de cet automne, les gens de Sauda seront nombreux à manifester à Oslo et, « si les députés nous oublient, nous ne les oublierons pas aux prochaines élections ! ».

ALAIN DEBOVE.

### Le filet économique se resserre

Protéger a fait un mauvais calcul. Le message du gouvernement sud-africain d'augmenter les importations de céréales américaines n'a guère impressionné les parlementaires américains. Les experts s'étaient empressés de souligner que ce 666 était « vide de sens » dans la mesure où les ventes des Etats-Unis à l'Afrique du Sud représentent moins de 0,5 % de leurs exportations de blé. Dans la guerre psychologique que se livrent les deux pays, le risque d'une extension de cet embargo au Swaziland, au Lesotho et au Botswana, dont 37 % des besoins en blé et 77 % des besoins en maïs dépendent de leur puissant voisin, n'a eu qu'une portée très limitée.

Un malaise est, pour l'instant, perceptible sur les marchés des matières premières où certains craignent que les menaces du ministre des affaires étrangères, M. Fikile Bothe, sur les céréales américaines ne soient le prélude à un arrêt des ventes états-unies à certains métaux précieux. Le platino, qui a progressé le 2 octobre de 41,6 dollars l'once pour s'inscrire à 596,6 dollars, pourrait, de ce fait, poursuivre sa course ascendante, certains attendant sous

peu que la barre des 680 dollars l'once soit atteinte.

Une flambée qui profitera un temps, comme la hausse de l'or, à la balance commerciale sud-africaine. Mais la perspective de sanctions arrêtées par le Congrès américain est, cette fois-ci, suffisamment impressionnante pour ne pas être compensée, en termes de commerce extérieur, par une hausse des cours des métaux précieux.

#### Le retrait des investisseurs

Les échanges avec les Etats-Unis ont cessé d'être réels comme peu de choses ces dernières années, la perspective d'une chute évaluée à 60 %, soit quelque 700 millions de dollars des achats américains, a de quoi inquiéter les Sud-Africains. D'autant que la montée des pressions américaines risque fort d'entraîner les Européens, dont les sanctions ont, jusqu'à présent, été limitées.

Voilà plusieurs mois que les groupes anti-apartheid marquent

des points aux Etats-Unis. Depuis 1982, cinquante entreprises américaines ont fermé leurs portes en Afrique du Sud, dont seize durant le premier semestre 1986. De crainte de perdre des parts du marché national, de grandes sociétés comme General Electric et, tout récemment, Coca-Cola, ont suivi le mouvement. Une politique de retrait, dont un spécialiste des questions australiennes soulignait, il y a quelques jours, qu'elle n'entraînait généralement pas de pertes d'emplois, puisque les emplois américains étaient, dans la plupart des cas, créés à des acheteurs sud-africains. Une façon de répondre aux arguments de ceux qui, à Pretoria, mettent en garde les partisans des sanctions contre ses retombées sur le chômage, notamment des Noirs.

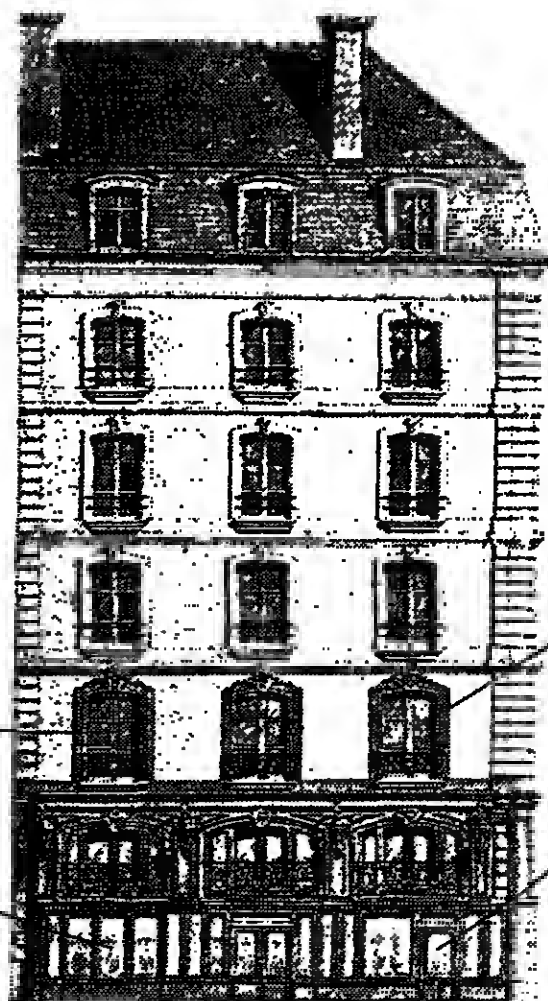
Privés de nouveaux investissements américains, dont la valeur globale a diminué de près de moitié pour représenter 1,3 milliard de dollars selon les dernières estimations, mis au ban des accords par les banques américaines, dont les prêts, de plus de 5 milliards de dollars en septembre 1984, étaient revenus à 3 milliards à la fin de 1985, les dirigeants sud-africains ressentent de plus en plus durement leur isolement.

Dans un pays dont plus de la moitié du produit national brut dépend du commerce extérieur, cette situation pourrait devenir délicate. Déclaté à résister aux pressions internationales en recourant leur économie sur une demande intérieure peu dynamique, le gouvernement a réussi jusqu'à présent à réduire ses importations et à maintenir un courant d'exportation suffisant pour que l'excédent du commerce extérieur progresse un peu. Ce dernier a atteint 3,3 milliards de dollars durant les huit premiers mois de l'année, une hausse de 5 % sur la période correspondante de 1985, qui n'a valu aucune indulgence à Pretoria. Ses créanciers viennent de lui demander des remboursements supérieurs aux 500 millions de dollars prévus pour 1986 au titre de l'accord du printemps dernier sur le rééchelonnement de la dette sud-africaine dont le montant global devrait être ramené à 21,4 milliards de dollars à la fin de 1986, grâce notamment à la dépréciation du dollar.

Mais le filet se resserre, et la polémique sur la nécessité d'un repli à l'intérieur des frontières va prendre un tour nouveau en Afrique du Sud. D'anciens rappellent l'exemple de la Rhodésie, devenue depuis son indépendance le Zimbabwe et qui, en dépit des sanctions internationales, est parvenue, avec le soutien actif de l'Afrique du Sud d'ailleurs, à maintenir sa croissance. Mais aujourd'hui, Pretoria ne peut pas compter sur un allié du même type. L'économie s'est sensiblement internationalisée, rendant plus complexes et dangereuses les tentatives d'habillage. Enfin, le niveau d'industrialisation sud-africain est tel que la marge de manœuvre interne semble singulièrement plus étroite que celle dont disposait, il y a quelques années, la Rhodésie pour assurer son développement.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

## LAPEROUSE restaure les passions



DECOUVERTE  
Pierre Pothier  
ARCHITECTE  
Alain Cornet  
HALL  
LAPÉROUSE  
Ouverte pour la  
1<sup>re</sup> fois au  
public avec vue  
sur la Seine  
BAR  
Pour boire un  
vert entre amis  
de midi à 1 heure  
du matin.

MER  
200 F. Service  
compris.  
7 HALLOU  
PARTY LIEUX  
Pour les déjeuners  
d'affaires de 4  
à 14 places.  
TOUT LE  
JOUR  
de midi à 1 heure  
du matin.  
FRUIT DE  
MER  
A volonté !  
Lapérouse  
retrouve sa  
spécialité des  
années 20.

Pourquoi n'aurait-on qu'une passion ? Pourquoi pas deux, trois ou quatre ? Aussi dévorantes les unes que les autres.

La passion des grands crus millésimés, des dîners de fête ou des déjeuners d'affaires.

Des dîners dans une salle somptueuse où l'on a le plaisir d'être vu et de regarder les autres.

La magie de se retrouver dans un décor chargé d'histoire. Lapérouse a compris que « passion » s'écrit au pluriel. Avec sa cuisine traditionnelle, ses fruits de mer, son bar, Lapérouse restaure les passions.

Chez Lapérouse, on peut avoir toutes les passions, et en changer, avec la délicieuse impression de rester fidèle.

Lapérouse

51, QUAI DES GRANDS AUGUSTINS - 75006 PARIS - RÉSERVATIONS 43.26.68.04

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 696572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-86-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général :  
Bernard Wozniak.  
Rédacteur en chef :  
Daniel Vernier.  
Correspondant en chef :  
Claude Salas.

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-45-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 266 136 F

Le Monde USPS 705-010 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde  
c/o Speedpost, 45-45 35th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at  
New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost, U.S.A.  
P.O.L., 45-45 35th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 288 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandats)  
L. BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 390 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse officiels en  
provision : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

Le Monde

TELEMATIQUE  
Composé 36-15 - Type LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57-437  
ISSN : 0395-2037



## Proche-Orient

## IRAK

**Condamnées pour prévarication  
Sept personnes  
dont un ancien  
sous-secrétaire d'Etat  
ont été exécutées**

Bagdad (AFP). — Un sous-secrétaire d'Etat au ministère du pétrole, M. Abdel Moneim Hassan Alouane, et six autres personnes, notamment des hommes d'affaires et des entrepreneurs, ont été exécutés en Irak, a annoncé, jeudi soir 2 octobre, l'agence de presse irakienne INA.

Selon l'agence, les sept personnes étaient accusées d'avoir « fourni des informations à des sociétés internationales concernant des adjudications prévues en Irak et d'avoir touché des pots de vin de ces sociétés après qu'elles eurent remporté les marchés ».

Les exécutions auraient eu lieu jeudi par pendaison.

L'INA a fait état de la promulgation d'un décret autorisant les condamnations à mort des sept personnes.

Parmi les personnes exécutées, figure M. Saïd Rahim Hussein Al Mahdi, qui dirigeait une entreprise de bâtiment privée ayant des succursales en Europe et entretenant des relations d'affaires avec plusieurs sociétés internationales.

Les autres suppliciés sont MM. Houssam Ahmad Faraz Ali (industriel), Hamed Soulayman Hamid (entrepreneur), Raad Bahjat Daoud (ingénieur dans une entreprise de construction industrielle), Nassir Chaker Naamoun Ojji (commerçant) et Abdallah Ouni.

C'est la première fois depuis plusieurs années que l'Irak annonce des exécutions pour de tels délits. Les sept condamnations à mort ont été prononcées le 19 août dernier par le Tribunal de la révolution.

Cette juridiction avait été créée dès le début de la guerre avec l'Iran, en 1980, pour statuer sur les affaires d'espionnage, de malversation, de détournement de deniers publics et de falsification de documents officiels.

## ÉGYPTÉ : le renouvellement partiel du Conseil consultatif

**L'opposition dénonce « l'exagération dans la falsification » des résultats**

Les rapports entre l'opposition égyptienne et le gouvernement se sont détériorés à la suite de la publication, jeudi soir 2 octobre, des résultats des élections de la veille pour le renouvellement du mandat de la moitié des membres élus (70 sur 140) du Conseil consultatif (Sénat dépourvu du pouvoir législatif).

L'opposition qui accuse le gouvernement de « falsification », avait unanimement boycotté les élections pour protester contre le scrutin de liste proportionnelle et la « barre des 3 % ». Chaque parti, pour être représenté, doit obtenir selon cette disposition au moins 30 % des voix au niveau national. Seul parmi les partis d'opposition, le Néo-Wafd (libéral) était parvenu à franchir ce seuil lors des élections législatives de 1984.

Selon le ministre de l'Intérieur, le général Zaki Badr, le Parti national démocratique (PND) du président Mubarak a obtenu 97,50 % des suffrages. Mais ce n'est pas ce chiffre

qui scandalise l'opposition. Elle conteste surtout le taux de participation donné par le ministère de l'Intérieur. Selon le général Badr, 82 % des 13,6 millions d'Égyptiens inscrits ont voté. Ce qui nous surprend, écrit l'hebdomadaire *Al-Ahali*, organe du Rassemblement progressiste unioniste (marxiste-léniniste), c'est la grande exagération dans la falsification. M. Fouad Serageldin, chef du Néo-Wafd le plus grand parti d'opposition avec ses quarante-huit députés, a abondé dans le même sens en estimant que le chiffre du ministère de l'Intérieur « ne correspond certainement pas au nombre des personnes ayant voté ».

Lors des dernières élections législatives en mai 1984, le taux de participation n'avait été officiellement que de 43 % et l'opposition était parvenue à obtenir 27 % des voix. Or ces élections étaient de loin plus importantes que celles qui se sont déroulées cette semaine.

## IRAN

**Le chargé d'affaires syrien enlevé à Téhéran**

(Suite de la première page.)

Les services de sécurité iraniens ont révélé, à ce propos, que les auteurs de ces actes de terrorisme, dont plusieurs ont été arrêtés et exécutés, avaient été recrutés dans des camps de réfugiés iraniens en Irak.

En l'absence de toute indication sérieuse fournie par les autorités, qui se sont contentées de mettre en cause la « CIA et l'opposition mondiale », on peut supposer qu'il s'agit cette fois d'une action conjuguée menée par les Moudjahidines du peuple, qui connaissent bien les rues de la capitale, et les Irakiens, qui peuvent leur fournir tout le matériel nécessaire.

Les liens entre l'Irak et les Moudjahidines, qui disposent à Bagdad de toutes les facilités, y compris d'un temps d'antenne de plus de trois heures par jour à la télévision, n'ont jamais été aussi étroits que depuis que M. Massoud Radjavi, « exilé » de France, s'est installé

en Irak, près de la frontière irakienne.

Un autre élément, qui pourrait impliquer la responsabilité de l'Irak, est la personnalité même de l'otage. Il est syrien, c'est-à-dire qu'il représente un des rares pays arabes qui, avec la Libye, soutient l'effort de guerre irakien et joue à Téhéran un rôle diplomatique et politique important.

M. Ayad el Mahmoud, qui assure l'intérim de l'ambassadeur, lequel a regagné Damas il y a six mois, se trouve à Téhéran depuis près de cinq ans, et n'ignore aucun des secrets de la situation complexe qui règne en Iran. Il a joué un rôle déterminant en juin dernier dans l'échec de la tentative de rapprochement irakien-iranien entreprise par le roi Hussein de Jordanie pour isoler l'Irak de son allié de Damas. Selon des informations récemment parvenues de Téhéran, le diplomate syrien était également très actif dans les

## Le gouvernement britannique suspend les vols des Libyan Arab Airlines

Londres (AFP). — Le gouvernement britannique a décidé jeudi 2 octobre de suspendre les vols des Libyan Arab Airlines des vols de la Grande-Bretagne, un récompte après avoir fait apparaître l'implication d'un représentant de la compagnie aérienne dans un complot terroriste.

La mesure prendra effet le 31 octobre à minuit, à l'expiration du contrat provisoire d'exploitation accordé aux LAA pour deux vols hebdomadaires aller-retour qui commencent la dernière saison africaine directe entre Londres et Tripoli.

Cette décision fait suite à la condamnation d'un responsable présumé du groupe palestinien Abou Nidal, M. Rasmi Awad, vendredi dernier à Londres. Ce dernier,

ayant la double nationalité espagnole et jordanienne, avait été arrêté en flagrant délit, en août 1985, alors qu'il cherchait à récupérer quatre grenades introduites clandestinement au Royaume-Uni par un homme portant l'uniforme des Libyan Arab Airlines. Un porte-parole du Foreign Office a précisé jeudi que cet homme portait trois galons dorés à la manche, « ce qui indique un rang important dans la compagnie ». Les équipages ne sont normalement pas soumis aux contrôles aux rayons X ni aux fouilles imposés aux passagers.

D'ici au 31 octobre, les mesures de sécurité seront renforcées autour des appareils vert et blanc de la compagnie libyenne.

Le Foreign Office a pris soin de souligner jeudi que la suspension

des vols devaient être interprétée comme « parade nécessaire » contre une menace en matière de sécurité, et non comme « geste politique ». Elle n'en constitue pas moins un élément supplémentaire dans le lourd contentieux entre la Grande-Bretagne et la Libye, qui ont rompu leurs relations diplomatiques depuis la mort d'une femme-policier, tuée par des coups de feu tirés à partir de l'ambassade de Libye à Londres, en 1984.

British Caledonian avait suspendu ses vols sur Tripoli en avril dernier, après le raid américain sur la Libye, soutenu par le gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher.

L'agence TASS a qualifié jeudi d'« acte extrêmement inhumain à l'égard de la Libye » la décision du gouvernement britannique.

## La « guerre psychologique » des Etats-Unis contre la Libye

Washington. — Le journal *Washington Post* a affirmé, jeudi 2 octobre, que l'administration américaine avait financé secrètement cette année une campagne de désinformation en direction de la Libye, dont le but était de pousser le colonel Kadhafi à quitter le pouvoir. Les Américains pouvaient à nouveau bombarder son pays. Le plan de cette campagne a été proposé au président Reagan par M. John Poirer, son conseiller en matière de sécurité nationale, écrit le *Post*. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a confirmé l'existence du rapport, mais n'a pas voulu commenter son contenu.

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a, pour sa part, déclaré, jeudi, qu'il n'avait rien contre « une petite guerre psychologique contre Kadhafi » bien que, contrairement à ce qu'écrivait le journal, il n'ait jamais entendu parler de la campagne de désinformation. M. Shultz a ajouté : « S'il y a des moyens de rendre Kadhafi nerveux, pourquoi ne le ferions-nous pas ? ». Le président Reagan, se exprimant sur la sujet quelques heures plus tôt, estimait utile « que Kadhafi se couche chaque soir en se demandant quel faire ». Le président américain n'a cependant précisé que l'administration n'avait pas tenté de fournir volontairement la presse et les citoyens. — (AFP, AP, Reuters.)

## Afrique

## MAROC : la visite du premier ministre

**M. Chirac déclare que la France ne tolérera ni racisme ni xénophobie**

RABAT  
de notre envoyé spécial

M. Chirac a commencé sa visite officielle de quarante-huit heures à Rabat, jeudi 2 octobre, en voulant rassurer l'opinion marocaine : « La France et son gouvernement ne toléreront pas, a dit le premier ministre à la presse, que les tragiques événements de Paris puissent se traduire par une campagne de xénophobie et de racisme ». Au-delà de l'importante communauté d'immigrés marocains en France (quelque 600 000 personnes), le message est aussi destiné, de façon plus générale, aux ambassadeurs arabes à Paris. Ceux-ci ont récemment fait part de leur irritation face à ce qu'ils considéraient comme la passivité des autorités françaises devant la montée des sentiments anti-arabes en France depuis la bombe terroriste du début du mois de septembre (le *Monde* du 3 octobre).

Le terrorisme — que l'on qualifie ici de « barbarie » — devrait d'ailleurs être au des principaux thèmes de discussion au cours de cette visite de M. Chirac au Maroc. Elle a

débuté dans la soirée de jeudi par un bref entretien du premier ministre avec le roi Hassan II, suivi d'un dîner au palais de Rabat. M. Chirac devrait avoir ce vendredi une deuxième conversation avec le souverain. Il devrait ensuite retrouver son homologue marocain, M. Azizul-Lahad, pour plusieurs séances de travail. Élargies aux ministres accompagnant le chef du gouvernement, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, et M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité. Au programme des entretiens, la situation au Proche-Orient, les relations bilatérales et les difficultés des industries exportatrices marocaines à la suite de l'élargissement de la Communauté économique européenne. Il y a sans doute peu de surprises à attendre d'un voyage ayant tout d'abord pour but de réaffirmer l'attachement de la coopération entre les deux pays. M. Chirac l'a confié à la presse marocaine : il s'agit, a-t-il dit, d'une « visite d'amitié » qui témoigne de l'importance toute particulière que la France attache à ses rapports avec le Maroc.

Al. Fr.

## TUNISIE : pour « franchissement illégal de frontière »

**M. Mzali est condamné à un an de prison**

TUNIS  
de notre correspondant

L'ancien premier ministre, M. Mohamed Mzali, a été condamné par défaut, jeudi 2 octobre, à un an de prison par le tribunal cantonal de Tunis, pour franchissement illégal de la frontière tuniso-nigérienne, dans la nuit du 3 au 4 septembre. L'organisateur de sa fuite, M. Rachid Azouz, qui a lui aussi quitté le pays, a été vu infliger la même peine.

Les deux fils de M. Mzali, Rafik et Haden, qui comparaissaient en état d'arrestation pour complicité, ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis, et six autres per-

sonnes, également impliquées dans le départ clandestin de l'ancien premier ministre, à des peines de six mois et un an de prison.

A l'exception de l'un des fils de M. Mzali, qui a reconnu avoir été informé du projet de fuite de son père, les sept autres accusés présents ont affirmé à la barre qu'ils ignoraient les intentions de l'ancien premier ministre. La dizaine d'avocats plaident dans cette affaire avaient demandé l'acquiescement de leurs clients, arguant entre autres qu'on ne pouvait retenir contre eux l'accusation de « complicité du complice », en l'occurrence M. Rachid Azouz.

M. D.

## Europe

## GRANDE-BRETAGNE : la nouvelle autorité de M. Kinnock

**Une volonté unitaire a dominé le congrès du Labour**

BLACKPOOL  
de notre envoyé spécial

Parmi les stands installés dans les galeries du Jardin d'hiver de Blackpool, la traditionnelle boutique de souvenirs du Parti travailliste. Sur les étagères sont alignés de charmants ours en peluche habillés de tee-shirts avec ce slogan : « Rejoignez la gauche câline ». Ce gadget est assez symbolique de l'atmosphère qu'ont voulu faire régner les travaillistes tout au long de ce congrès. Quel changement en douze mois ! En 1985, le congrès avait été le théâtre d'affrontements dramatiques. Cela ne surprenait guère, tant le Labour était coutumier de ce genre de spectacle. Cette fois, on s'étonne de l'apaisement : le Labour nouveau est arrivé en douceur.

Les commentateurs de la presse britannique sont unanimes à conclure que les débats ont été particulièrement « ternes ». Mais c'est précisément ce que souhaitaient la

direction du parti et la majorité des députés. A la tribune, comme au parterre et dans les conversations de couloir, on n'a cessé d'entendre cette consigne : « Pas de vagues », même de la bouche de ceux qui, à l'aise dans la droite comme à l'aise gauche, ont toujours bien des motifs de n'être pas d'accord. Pour la première fois depuis longtemps, les travaillistes goûtent les vertus de l'élan unitaire.

La proximité d'une échéance électorale n'explique pas tout. Le Labour vient constamment en tête de la plupart des sondages depuis le début de l'année, et cela ne tient pas seulement au fait que comme le gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher, à l'évidence usé par sept ans de pouvoir. Depuis le congrès de 1985, M. Neil Kinnock a prouvé qu'il pouvait réellement s'imposer comme leader et remettre de l'ordre dans le mouvement — en dénonçant l'extrême gauche notamment. Il y a douze mois, il avait été obligé de taper du poing sur la table ; cette

semaine, il n'a même pas eu besoin de faire la démonstration de son autorité nouvelle.

M. Kinnock a obtenu sans le moindre problème la confirmation de l'exclusion des dirigeants de la tendance trotskiste. « Militant », lors du scrutin pour le renouvellement partiel du comité central l'un de ses plus farouches adversaires et un des chefs de la gauche dure, M. Eric Heffer, a été évincé, et le soutien de deux nouveaux élus est acquis au leader.

## Une équipe de technocrates

M. Kinnock doit aussi son assurance à une équipe de technocrates dont l'influence est de plus en plus grande au sein de l'appareil. Il l'a constamment progressivement en un an. Ce sont des hommes jeunes comme lui (il a quarante-quatre ans), qui partagent son sens du réalisme. Ils agissent avec dynamisme et discrétion à l'image de leur chef

direct, M. Larry Whitty, secrétaire général du parti désigné en 1985, un personnage-clé qui est en train d'en transformer l'organisation.

Il y a toutefois des ombres à ce tableau. « Militant » existe toujours au niveau local et dans le Mouvement des jeunes travaillistes. Par ailleurs la gauche dure n'a pas dit son dernier mot, puisque dans la liste des candidats travaillistes aux prochaines élections ses représentants seront plus nombreux qu'en 1983. La modération de M. Kinnock risque d'être mise à rude épreuve par le prochain groupe parlementaire.

Sur le plan économique, le chef du Labour a prôné la patience à l'attention des syndicats. Il s'est engagé à revenir sur la privatisation de British Telecom et de British Gas, mais il se refuse à établir la liste et un calendrier des nationalisations, mot qu'il n'aime pas. Il a réussi à édulcorer considérablement la résolution sur l'abandon des centrales nucléaires. Puis, au cours du dernier grand débat, jeudi, il est parvenu sans effort à faire repousser l'offensive de ceux qui veulent que le Parti travailliste s'engage à retirer la Grande-Bretagne de l'OTAN et à fermer toutes les bases américaines, nucléaires ou non.

Reste le refus de la dissuasion nucléaire. M. Kinnock demeure plus que jamais fidèle à cette orientation, par conviction personnelle mais aussi peut-être par calcul. En effet, l'assagissement du parti, qu'on vient de constater dans les autres domaines, est sans doute dû au maintien de ce choix. Des opposants de M. Kinnock l'admettent assez volontiers, en privé. « C'est cher payé », murmurent pour leur part des membres de l'aile droite, qui savent les doutes de l'électorat et ont vu leurs craintes aggravées par les propos menaçants tenus par des dirigeants américains avant et pendant le congrès.

L'annonce du sommet Reagan-Gorbatchev est à cet égard tombée au plus mauvais moment. La perspective d'un accord de désarmement multilatéral rend encore plus difficile la position unilatérale du Labour.

FRANCIS CORNU.

(Interim.)

## La rencontre interministérielle de Saragosse

**Paris et Madrid souhaitent réduire les divergences sur les affaires communautaires**

MADRID  
de notre correspondant

Saragosse, la capitale de l'Aragon, balayée par les vents, accueille samedi 4 et dimanche 5 octobre la sixième rencontre interministérielle franco-espagnole depuis janvier 1983. Ce sera la première prise de contact élargie des dirigeants socialistes espagnols avec leurs collègues français au pouvoir depuis mars. Ce séminaire doit permettre d'approfondir les relations bilatérales et de réfléchir à quelques grands sujets d'intérêt commun, en particulier la construction européenne.

Côté français, la délégation, conduite par le chef de la diplomatie, M. Jean-Bernard Raimond, comprend MM. André Girard (défense), François Guillaume (agriculture), Bernard Bosson

(chargé de la CEE), Ambroise Quelloc (ministre délégué à la mer), ainsi que Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, et M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture. Les Espagnols seront représentés par MM. Francisco Fernandez Ordóñez (affaires étrangères), Narcis Serra (défense), Carlos Romero (agriculture), ainsi que par les secrétaires d'Etat à la pêche, M. Miguel Oliver, à la CEE, M. Pedro Solbes, et à l'économie et aux finances, M. José Borrell.

Le rendez-vous de Saragosse est également le premier tête-à-tête bilatéral depuis l'adhésion de l'Espagne à la CEE, le 1<sup>er</sup> janvier dernier. Or, si Madrid ne peut que se louer de la fermeté accrue de la nouvelle équipe au pouvoir à Paris dans l'affaire basque, l'entrée de l'Espagne dans le club bruxellois n'est pas sans créer certaines difficultés entre Paris et Madrid. Les deux pays ont

toujours des divergences, non insurmontables mais réelles, dans divers secteurs tels que la pêche, l'agriculture (fruits et légumes...), le politique méditerranéen de la Communauté et les rapports avec les pays tiers associés ou les mécanismes complémentaires des échanges.

La rencontre de Saragosse va donner l'occasion de confronter les positions sur tous ces sujets dans un climat serein, toujours illuminé par la déclaration commune du 9 juillet 1985, signée à Paris en présence du roi Juan Carlos et de M. Mitterrand. La question du terrorisme ne sera pas absente de la rencontre mais, en la matière, les deux gouvernements ont établi une coopération entre les ministères concernés, qui, désormais, « roule » pratiquement toute seule. La visite de M. Robert Pandraud, début août, en pleine vague d'expulsion de réfugiés, l'a largement démontré.

مكتبة القرآن



## Asie

INDE : après l'attentat contre M. Gandhi

### La presse se déchaîne contre les responsables de la sécurité

NEW-DELHI  
de notre correspondant

Trois officiers de police, dont le chef de la « Security Branch » de Delhi, M. Gantam Kani — fils d'un ancien ministre d'Indira Gandhi — ont été suspendus de leurs fonctions jeudi soir (1). Une enquête administrative a été ordonnée par le ministre de l'Intérieur pour déterminer comment l'agresseur de M. Rajiv Gandhi avait pu échapper à la vigilance des deux cent cinquante hommes de sécurité présents deux heures plus tôt sur les lieux.

« Incompétence criminelle », « choquante bêtise », « impardonnable faute », les journaux indiens, ce vendredi 3 octobre, n'avaient pas de mots assez durs pour fustiger les responsables de la sécurité. On sait maintenant que l'agresseur du premier ministre s'était embusqué sur le toit d'une petite structure de ciment à moitié cachée par des feuillages, à moins de 100 mètres de l'endroit où se tenaient traditionnellement les délégations officielles.

Il est également certain qu'à son arrivée sur les lieux, M. Rajiv Gandhi et son entourage sont passés à moins de 10 mètres du tireur. Celui-ci a-t-il alors lâché une première balle, comme tous les témoins l'affirment ? De fait, le ministre de l'Intérieur, qui accompagnait M. Gandhi, a entendu comme tout le monde une

détonation et ordonné que l'on s'enquière immédiatement de son origine. Quelques minutes après, les policiers lui faisaient savoir qu'ils n'avaient rien trouvé, et le « cloaque » fut mis sur le compte du pot d'échappement d'un scooter sur la route. Cinquante minutes plus tard, l'apprenti meurtrier tirait au moins trois autres balles avant de jeter son arme en criant : « Je me rends ! ».

L'Inde a frôlé, jeudi matin, une tragédie aux conséquences incalculables. « Que serait-il arrivé », se demande-t-on ici, « si l'agresseur, au lieu de revolver de fabrication artisanale de petit calibre et de portée limitée, avait été pourvu d'un pistolet-mitrailleur ou d'un fusil sophistiqué ? ». Angoissante question, qui a au moins le mérite de donner du poids à la thèse policière selon laquelle le tireur n'appartient pas à une organisation terroriste.

#### Raid contre le QG de la police au Pendjab

D'ailleurs, comme pour démontrer leur innocence dans cette affaire précise, les terroristes sikh, manifestant un sang-froid et une maîtrise tout à fait professionnelle de l'attentat, ont attaqué, ce vendredi matin, le quartier général de la police à Jalandhar au Pendjab. Vêtus d'uniformes réglementaires et

armés de pistolet-mitrailleur, les terroristes ont tenté d'abattre le R. B. Singh — l'homme qui avait déclaré vouloir « terroriser les terroristes » — directeur général de la police du Pendjab, qui effectuait sa promenade matinale dans les jardins du complexe. L'épouse du directeur a reçu une balle dans la jambe. Un policier a été tué et trois autres blessés, dont un gravement.

Parvenus sur les lieux en jeep officielle, les attaquants sont repartis dans un camion, qui les attendait à l'extérieur. On est loin, c'est évident, de l'émotionisme dont a fait preuve l'agresseur du premier ministre et dont on ignore encore les motivations.

L'homme, au cours des premiers interrogatoires, a fourni au moins deux identités : d'abord Mamohan Desai — un patronyme hindou assez courant — puis Karamjit Singh, un nom qui pourrait porter un Sikh (2). S'il s'avère, comme peuvent le laisser croire les premiers éléments d'enquête, que l'homme est un déséquilibré n'ayant agi seul, la promesse de l'opinion sur les responsables de la sécurité va encore s'accroître. Une restructuration profonde des services est déjà à l'étude.

Pour l'heure, outre la police régulière, la sécurité du premier ministre est assurée par le « groupe spécial de protection » (SPG). Constitué un lendemain de l'assassinat d'Indira Gandhi, le SPG comprend

mille cinq cents hommes choisis parmi les meilleurs éléments de la police et des forces paramilitaires ; ils subissent un entraînement de commando intensif et disposent des armes les plus sophistiquées. Vêtus de costumes saffaris banalisés, les SPG gardent le premier ministre jour et nuit.

Théoriquement, celui-ci ne peut jamais se déplacer sans que les commandos aient donné leur feu vert. Leur tâche est précisément de vérifier à l'avance tous les itinéraires du chef du gouvernement afin de débarrasser les éventuels dangers. Ironie du sort, selon l'agence de presse indienne UNI, les chefs du SPG viennent précisément d'étudier de près tous les détails de l'attentat manqué récemment contre le président Pinochet à Santiago.

PATRICE CLAUDE.

(1) Le prédecessor immédiat de M. Kani à la tête de la « Security Branch » de New-Delhi avait été congédié après l'assassinat d'Indira Gandhi.

(2) Rappellent que tous les sikh ne portent pas la barbe et le turban. Beaucoup, pour des raisons diverses parmi lesquelles la volonté de passer inaperçu, ont abandonné les attributs extérieurs de leur foi religieuse. Selon l'agence indienne de presse PTI, l'homme qui a tenté d'assassiner M. Gandhi samedi, d'ailleurs, un sikh, qui se nomme officiellement Karamjit Singh, originaire de Sangur, foyer de l'extrémisme sikh.

INDONÉSIE : plus de treize ans après leur condamnation à mort

### Quatre anciens dirigeants communistes ont été fusillés

Djakarta (AFP). — Quatre anciens dirigeants du Parti communiste indonésien (PKI), arrêtés entre 1967 et 1971, ont été fusillés récemment à Djakarta, et d'autres exécutions de communistes sont prévues dans les jours qui viennent, a-t-on appris de sources diplomatiques, jeudi 2 octobre, à Djakarta. Selon ces sources, citant de hauts responsables indonésiens, quatre nouvelles exécutions sont prévues.

Ces exécutions prennent place vingt et un ans après une tentative manquée de coup d'Etat communiste, qui avait été suivie d'une vague de répression contre les milieux de gauche. Les identités des quatre membres du PKI déjà passés par les armes n'ont pas été révélées. Mais, selon des sources à l'intérieur de la prison de Cipinang à Djakarta, où étaient incarcérés dix-neuf anciens dirigeants communistes condamnés à mort depuis plus de quinze ans, trois détenus ont quitté leurs cellules le 24 septembre et, depuis, n'ont pas réapparu. Il s'agit de M. Bono, soixante ans, arrêté en 1967 et condamné à mort en 1968 ; M. Sopo, soixante-cinq ans, arrêté en 1969 et condamné à la peine capitale en 1972, et M. Sam Karamuzaman, soixante ans, capturé en 1967 et condamné à mort l'année suivante. Ils auraient été fusillés le vendredi 26 septembre, à l'indépendance du pays.

Plusieurs responsables de la justice, de l'armée et du ministère de l'Information ont refusé de confirmer ou de démentir ces informations. Selon un avocat spécialisé dans les cas de défense des droits de l'homme, la dernière exécution aurait eu lieu mercredi dernier, mais l'identité de la victime n'a pas pu être établie avec certitude.

En 1985, après une quinzaine d'années sans exécution de communistes condamnés à mort, quatre anciens dirigeants du PKI avaient été fusillés. Ces exécutions avaient provoqué de nombreuses protestations, notamment au Parlement européen. Le président Suharto s'est jusqu'ici montré insensible à ce genre de réactions. Il semble avoir décidé de liquider rapidement le noyau dur des communistes indonésiens, quitte à libérer certains militants. Ainsi, en 1985, quatre condamnés à mort communistes avaient vu leur peine commuée en prison à vie ou avaient été libérés discrètement.

Selon des organisations humanitaires, il reste, après ces récentes exécutions, vingt-huit condamnés à mort dans les prisons indonésiennes, vingt-trois communistes et cinq musulmans.

[Les diplomates à Djakarta estiment que ces exécutions traduisent la préoccupation du gouvernement devant une résurgence du Parti communiste, dans une période économique difficile. Ils soulignent aussi que le président Suharto a toujours maintenu une sorte d'équilibre entre les exécutés de musulmans indigènes et celles de communistes. Ce système change ne fait qu'ajouter un caractère sélectif d'exécution ordonnée plus de treize ans, et parfois davantage, après les condamnations.]

## A TRAVERS LE MONDE

### Chili

#### Arrestation d'un dirigeant socialiste

Santiago du Chili. — Le porte-parole du Parti socialiste (tendance Almeyda, proche du PC), M. Eduardo Loyola, a été arrêté, jeudi 2 octobre, à Santiago, sur ordre du ministère de l'Intérieur. L'avocat a été interpellé alors qu'il se trouvait à son étude dans le centre de la capitale.

D'autre part, le dirigeant syndicaliste Rodolfo Seguel, qui présidait le puissant syndicat du cuivre, a annoncé, ce même jeudi, qu'il démissionnait de son poste en raison des pressions gouvernementales. Le syndicaliste, âgé de 57 ans, a été arrêté par la société nationale Codelco, et qui a été emprisonné trois fois depuis 1983, a indiqué qu'il resterait présent du Commandement national des travailleurs (CNT), regroupement de syndicats responsable d'un certain nombre de manifestations antigouvernementales depuis trois ans. — (AFP, Reuters.)

### Canada

#### L'enseignement du français en Ontario

Toronto. — Une loi permettant aux cinq cent mille francophones de l'Ontario d'exercer un certain contrôle sur l'éducation de leurs enfants est entrée en vigueur, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, dans cette province du Canada. Revendiquée depuis longtemps par la minorité francophone de la province, cette loi leur accorde la garantie d'être représentés dans cinquante-six des cent cinquante commissions scolaires de la province. Elle officialise du même coup la création de la première commission scolaire indépendante de langue française, qui doit être établie d'ici à 1988 dans la région d'Ottawa.

Cette loi, estime-t-on dans les milieux scolaires francophones, ne va pas aussi loin que celles adoptées au Nouveau-Brunswick, la seule province canadienne officiellement bilingue, où existe une double structure de commissions scolaires anglaises et françaises. Les franco-ontariens, qui revendiquent la création de commissions scolaires indépendantes partout où se trouve un nombre significatif de francophones, devront cependant patienter. Le ministre provincial de l'éducation, M. Sean Conway, a, en effet, indiqué que, à part celle d'Ottawa, aucune création de commission scolaire indépendante n'était prévue. — (AFP.)

Le Monde  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4956

## AUSTRALIE

### Une enquête officielle est ouverte sur les anciens nazis réfugiés

SYDNEY  
correspondance

Le ministre australien des affaires étrangères, M. Hayden, s'est vu remettre, jeudi 2 octobre, à New-York, par le Centre Simon-Wiesenthal, une liste de quarante personnes vivant actuellement en Australie et qui sont soupçonnées d'être des criminels de guerre nazis. Le rabbin Marvin Hier, doyen du Centre Wiesenthal, qui a remis la liste à M. Hayden, s'est engagé à fournir aux autorités australiennes cent cinquante noms supplémentaires de suspects nazis d'ici un mois.

L'Australie est le premier pays à se voir remettre une telle liste. Celle-ci inclut des détails précis sur les crimes (par exemple, assassinat dans la forêt de Vecsules, en Lituanie, de juifs, mais aussi de Tziganes), des détails aussi sur la manière dont les accusés ont quitté l'Allemagne dans les années qui suivirent la guerre ; le nom des bateaux qu'ils ont empruntés pour gagner l'Australie. Dans certains cas, leur

adresse actuelle et leur numéro de téléphone sont mentionnés.

Le rabbin Marvin Hier a déclaré, jeudi, à New-York, qu'il ignorait si tous les individus figurant sur la liste remise à M. Hayden étaient encore vivants et si certains d'entre eux avaient actuellement des activités politiques en Australie. Il a toutefois précisé que nombre de suspects font aujourd'hui « profession d'anticommunisme » et se vantent d'être des « défenseurs de la démocratie ».

M. Hayden a communiqué la liste à M. Andrew Menzies, un ancien secrétaire adjoint du premier ministre, qui avait été chargé en juin dernier par le gouvernement fédéral d'enquêter sur les criminels de guerre nazis réfugiés en Australie après la guerre.

La nomination n'avait fait suite à la diffusion ici d'un documentaire télévisé sur les nazis en Australie et aux déclarations de M. Peter Baume, un sénateur du Parti libéral : celui-ci avait affirmé que les Etats-Unis étaient intervenus dans les années 50 pour que Klaus Barbie, le « boucher de Lyon », trouve refuge en Australie.

S. C.



### La perfection dans tout le répertoire

NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6 - P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

# NEC

Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

## AGENA

11, boulevard Pershing 75017 PARIS  
Tél. : (1) 47.48.09.09

## AIR CANADA VOUS FAIT UNE FLEUR.



Du 9 septembre au 31 octobre, sur Air Canada, c'est le bouquet : 3650 F l'aller-retour Paris-Montreal. N'importe quel jour ? Sur n'importe quel vol régulier ? Absolument, mais pas avec n'importe quels services.

Pour vous détendre en musique, les écouteurs sont mis à votre disposition gracieusement. Pour vous relaxer, les drinks sont offerts. Pour bien profiter des films, ils sont en français.

C'est ça, la feuille d'érable. Le parfum d'une grande compagnie sans les épines du charter. Dernier conseil avant d'attacher votre ceinture : des fleurs comme ça, il n'y en aura pas pour tout le monde. Mais il y en aura pour tout le Canada : Paris-Toronto non-stop 4 000 F A/R et Paris-Québec 3 650 F A/R.

Air Canada se réserve le droit de modifier ses conditions de transport sans préavis.

# PARIS-MONTREAL

# 3650F

DU 9 SEPT AU 31 OCT

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS.

AIR CANADA



# Politique

## Après le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance électorale

### Conflit à l'amiable

M. Mitterrand et M. Chirac en sont parfaitement conscients : toute polémique entre eux sur un sujet subalterne serait déplacée, et condamnée par l'opinion publique, au moment où le gouvernement exprime lui-même les craintes que de nouveaux attentats terroristes se produisent.

Le président de la République et le premier ministre gèrent donc en douceur leur désaccord sur le nouveau découpage des circonscriptions. Cette fois, le refus de M. Mitterrand de signer les deux ordonnances adoptées le 24 septembre, par le conseil des ministres, ne provoque aucun drame. M. Chirac, qui n'y attendait, n'en appellera pas aux Français comme il l'avait fait en juillet dernier après que le chef de l'Etat eut usé de la même procédure sur les privatisations. Sa parole était prête depuis longtemps : le conseil des ministres du mercredi 8 octobre adoptera un projet de loi reprenant le contenu des deux ordonnances et le Parlement verra le dernier mot vers le milieu octobre.

En voyage officiel au Maroc, M. Chirac s'est, pour l'instant, abstenu de tout commentaire mais dès l'annonce de la décision présidentielle son entourage s'est employé à dramatiser ce nouvel « accord » à la cohabitation. Le premier ministre avait été expressément informé des conclusions de M. Mitterrand par un coup de téléphone du secrétaire général de la présidence de la République quelques instants avant le début d'après-midi, du communiqué de l'Elysée qui a expliqué le refus pré-

dentiel par « la tradition républicaine qui veut que l'Assemblée nationale détermine elle-même les modalités de l'élection des députés ».

Dernière cette position de principe, dont le rappel est jugé bien tardif par la majorité parlementaire. M. Mitterrand a tranché, en vérité, en fonction d'une considération constitutionnelle, impérative à ses yeux et d'une préoccupation politique immédiate.

### L'ordre d'arbitrage

Attaché au rôle d'arbitre que lui confèrent les institutions de la V<sup>e</sup> République, il a estimé qu'il ne pouvait cautionner un découpage électoral qui vise, malgré toutes les précautions prises par ses inspirateurs, à assurer la prédominance d'un parti, la RPR, sur les trois formations de l'opposition, la PS, le PCF, le Front national, et même dans une certaine mesure, sur l'UDF. Le fait que le gouvernement n'ait pas totalement tenu compte de tous les avis du Conseil d'Etat et de la commission dite des « sages » l'a conforté dans cette attitude.

Ensuite, M. Mitterrand a jugé inconcevable d'avoir un projet qui, en dépit de ces avis multiples, continue de comporter, à ses yeux, comme à ceux de ses amis socialistes, des cas flagrants de « charcutage », même si ces outrances ne sont pas très nombreuses.

Et comme par la même occasion le président de la République pouvait

faire plaisir non seulement aux socialistes mais aux communistes...

Dans l'immédiat, les désagréments sont pour M. Chirac qui va devoir faire face aux revendications de ses alliés. Ceux des députés UDF qui sont mécontents des opérations de découpage dans leurs fiefs actuels ne vont pas manquer l'occasion de réclamer certains ajustements au ministre de l'Intérieur. Plusieurs d'entre eux, tels MM. Jacques Barrot (Haute-Loire) et Jean-Pierre Soisson (Yonne), Michel d'Ornano (Calvados), Pascal Clément (Loire) demandent, dès jeudi soir, des modifications ponctuelles. D'autres parlementaires, tel M. Marcel Lucotte, président du groupe de l'Union des républicains et des indépendants du Sénat, élu de Seine-et-Marne, veulent faire « payer » les élus socialistes pour la « duplicité », pour les principes tenus du PS du M. Mitterrand : ils souhaitent que le projet de loi soit plus douloureux que n'est l'ordonnance repoussée par le chef de l'Etat.

Bien qu'en l'absence de M. Chirac le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, se soit aussitôt montré ouvert à quelques petites retouches, les discussions, voire les marchandages, vont aller bon train au sein de la majorité. D'autant qu'à l'intérieur de l'UDF apparaissent déjà des divergences entre les « maximalistes », qui voudraient revenir sur au moins une dizaine de découpages, et les « minimalistes », qui se contenteraient d'une révision limitée à une demi-douzaine de circonscriptions. Sans parler des barrières qui ont tout intérêt à la surenchère afin d'enfoncer

davantage le coin entre M. Mitterrand et M. Chirac, histoire de prouver le bien-fondé de la thèse entocohabitationniste de leur champion.

La première conséquence de ce conflit à l'amiable entre M. Mitterrand et M. Chirac est ainsi de provoquer de nouveaux grincements dans... la cohabitation entre la RPR et l'UDF. Il y a fort à parier que cette considération n'a pas totalement échappé à M. Mitterrand.

ALAIN ROLLAT.

### « Le président de la République estime... »

Voici les communiqués publiés successivement par l'Elysée...

« Après examen des projets d'ordonnances sur la délimitation des circonscriptions législatives qui lui ont été soumis le 23 septembre, le président de la République estime qu'il convient de s'en tenir à la tradition républicaine qui veut que l'Assemblée nationale détermine elle-même les modalités de l'élection des députés. »

... et par Matignon

« Le Parlement a donné au gouvernement, par une loi d'habilitation, le mandat d'établir par ordonnance le tableau portant

délimitation des circonscriptions électorales.

« Le gouvernement s'est acquitté de cette obligation au terme de longues consultations, après s'être entouré de toutes les garanties d'objectivité et de justice nécessaires. Nul ne peut contester que le projet d'ordonnance n'ait scrupuleusement tenu compte.

« Le président de la République, néanmoins, vient de faire connaître qu'il ne signerait pas ce texte.

« Sans entrer dans une controverse constitutionnelle, le gouvernement a décidé de soumettre immédiatement au Conseil des ministres un projet de loi, portant délimitation des circonscriptions électorales pour les élections législatives, qui sera examiné dans les meilleurs délais par le Parlement. »

dans un Palais-Bourbon qui se préparait à une sage rentrée. La décision du président dans un domaine aussi sensible pour un parlementaire n'a laissé personne indifférent ; surtout pas ceux dont le siège est à la merci d'un coup de ciseau mal placé.

Dans les couloirs gérés de soleil et encombrés de caméras, les commentaires vont bon train. « Ce n'est qu'une péripétie de la cohabitation », estime M. Charles Millon (UDF, Ain), en faisant écho à M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, qui y voit, lui, un « événement peu considérable ». « Le président a eu ce jour-là raison », s'exclame M. Georges Dufoix (PS, Gard). M. Michel Rocard (PS, Yvelines) passe à grandes enjambées, et hebe : « C'est la totale liberté ! ». M. Henri Nallet (PS, Yonne) affiche une mine rassurée : « C'est plus clair maintenant pour les électeurs et les militants [socialistes]. Le président n'est pas associé à la démarche du gouvernement Chirac. » « Le président a fait preuve d'une grande sagesse », conclut M. Pierre Mauroy (PS, Nord).

Les des pipés de M. Pasqua

« C'est un coup politique en faveur du PS et du PCF, riposte M. Jean Foyer (RPR, Maine-et-Loire). François Mitterrand ne veut pas s'allier les voix des communistes parce qu'il commence à songer au second tour d'une présidentielle. Il veut finir de plumer la volaille communiste, mais, en attendant, il lui redonne un peu de grain. »

Pas du tout, rétorque M. Lionel Jospin (PS, Haute-Garonne), qui invoque tous avec les députés PS, la « tradition républicaine ». Elle commandait à M. François Mitterrand de remettre au Parlement le soin de « décider lui-même de son sort ». « C'était la seule façon de

répondre à M. Charles Pasqua, qui avait pipé les des élections », explique, à deux pas, M. Louis Mexandeau, particulièrement furieux de son redécoupage. « Il faut laisser l'Assemblée débattre, ajoute M. Lionel Jospin. Le recours au 49-3 constituerait une pression indue sur la souveraineté nationale. » Un sentiment que partage M. Jean-Marie Le Pen (FN, Paris), qui demande au chef de l'Etat de refuser d'insérer à l'ordre du jour du conseil des ministres la possibilité de recourir par le gouvernement au 49-3. Quant à M. André Lajoinie (PCF, Allier), à qui il est impossible de tirer un mot d'approbation de la part du président, il se félicite de « la lutte menée par la PCF contre le rétablissement du mode de scrutin majoritaire », et ajoute, le doigt tendu : « Mais la bataille est devant nous. »

L'ancien rapporteur du projet de loi, le bariste M. Pascal Clément (UDF, Loire), aperçu à la salle des Quatre-Colonnes, en dénonçant, devant qui vent l'entendre la « duplicité » du chef de l'Etat. « Pourquoi le président s'est-il laissé aller à signer l'ordonnance ? Pourquoi a-t-il refusé de signer la loi ? », s'interroge-t-il. « D'autant plus, ajoute M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados), que toutes les précautions ont été prises pour garantir l'objectivité de ce redécoupage. » M. Jean Foyer est, quant à lui, catégorique : « M. François Mitterrand est dans l'illégalité ». Il n'a pas le droit de « refuser sa signature ».

Nombre de députés de la majorité ne partagent pas — ou plus — ce point de vue. La constatation du droit de M. Mitterrand à refuser son paraphe sur les ordonnances n'est plus aussi en vogue qu'après son premier refus sur la privatisation. Il y a jurisprudence. M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF, Pays-de-Dôme), hier si proche, fend, mmet, la foule des journalistes.

### Quelle urgence ?

D'autres députés de la majorité préféreraient placer le débat sur le plan de l'opportunité, de la décision. « M. François Mitterrand met le projecteur sur un débat politique inopportun et ce n'est pas moi », se plaint M. Michel Barnier (RPR, Savoie). « C'est un débat mineur qui ne passionne pas les Français en ces moments difficiles », renchérit M. Jacques Baudouin (RPR, Haute-Loire). « Justement, intervient M. Jean Auroux (PS, Loire), le ministre de l'Intérieur, c'est en ce moment, bien d'autres chats à fouetter avec le terrorisme. Son projet de redécoupage n'a donc rien d'urgent. L'œil plissé comme s'il s'apprêtait à en raconter une bien bonne, M. Pierre Mauroy s'étonne : « Si j'ai bien écouté M. Jacques Chirac, il paraît que cette Assemblée est certaine d'être encore là en 1991... Je ne vois pas où est l'urgence. »

« On ne peut rien reprocher au président », reconnaît M. Alain Peyrefitte (RPR, Seine-et-Marne), relayé par M. Jean-Pierre Soisson (UDF, Yonne), qui affirme, se démarquant de M. Pascal Clément : « Juridiquement, il en avait le pouvoir et je lui conteste pas ce droit. M. Jacques Chirac, poursuit le député de l'Yonne, a reculé une première fois quand M. Mitterrand a refusé de signer l'ordonnance de privatisation. Il est aujourd'hui contraint de reculer une deuxième fois. » Quant à M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais), le tout nouveau porte-parole du PR, il ne s'embarrasse pas de vaines considérations et critique tout de go : « A la place de M. François Mitterrand, je n'aurais pas signé. Et il ne faudrait pas beaucoup pousser M. Dominique Bussereau (UDF, Charente-Maritime), pour qu'il se félicite de la décision de M. François Mitterrand : « Cela ne m'empêchera pas de dormir, et puis ce n'est pas complètement idiot de demander au Parlement de se prononcer sur une telle question. »

Chacun sait, pourtant, que les possibilités d'intervention du Parlement seront fort limitées. Le ministre de l'équipement, M. Pierre Méhaignerie, et M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), le diront : « Le projet du gouvernement est trop avancé, estime le second, pour que l'on puisse y apporter autre chose que quelques mailles supplémentaires ». Ces mailles, M. Jean-Pierre Soisson compte bien les faire tricoter au RPR : « L'UDF veut apporter des modifications, elle sera adoptée », explique-t-il sur un ton qui ne laisse à M. Jacques Chirac que la possibilité de s'écarter. « On pourra faire quelques concessions marginales, accorde M. Jacques Toubon, mais, ironise-t-il, il faudra, auparavant, que les communistes de l'UDF ne mettent d'accord entre elles. »

PIERRE SERVANT.

## Le gouvernement utilisera des procédures contraignantes pour éviter les défaillances dans sa majorité

La majorité souhaite que le Parlement aille aussi vite que possible pour adopter le projet de loi sur le découpage des nouvelles circonscriptions électorales. Mais entre la discussion du projet sur la concentration dans les médias et le début du débat budgétaire, qui ne peut être retardé, il ne reste que trois jours : le samedi 11, le dimanche 12 et le lundi 13 octobre pour ouvrir une discussion qui sera très vite interrompue par l'engagement de la responsabilité du gouvernement et pour débattre de la motion de censure que déposeront, sans aucun doute, les socialistes.

« Même motif, même punition ! » La procédure appliquée pour le texte sur les conditions de la privatisation sera à nouveau utilisée pour le découpage des circonscriptions électorales.

Le gouvernement va approuver en conseil des ministres, mercredi 8 octobre prochain, un projet de loi dont le texte devrait être exactement identique à celui que le président de la République a refusé de signer sous forme d'ordonnance. Il sera immédiatement déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale et étudié par la commission des lois, qui avait déjà examiné le texte de loi d'habilitation. Le rap-

porteur — après quelques hésitations du côté du RPR — ne changera pas : ce sera M. Pascal Clément, député UDF barrot de la Loire. Comme pour tout projet, la majorité de la commission aura la possibilité de proposer des amendements au texte gouvernemental. Mais il se semble pas qu'elle en usera à ce moment de la procédure.

Le premier ministre, en effet, engagera certainement la responsabilité de son gouvernement sur le vote de ce texte. Il préférera le faire sur un projet exactement équivalent à celui qu'il a soumis à la signature du chef de l'Etat. Mais l'utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ne sera pas — comme pour la privatisation — la conséquence de la volonté de répliquer nettement au président de la République, M. Jacques Chirac ne peut cette fois prendre le risque que plus de trois membres de sa majorité refusent d'approuver son projet. La simple abstention de six d'entre eux, alors que le Front national a déjà annoncé qu'il rejoindra la gauche dans son refus, suffirait à le repousser. D'où l'utilisation certaine du 49-3, comme lors de la présentation de la loi d'habilitation, avant même la discussion de toute motion de procédure, dangereuse pour le gouvernement.

Les socialistes répliqueront, bien entendu, par le dépôt d'une motion de censure. Mais le renfort des communistes et de l'extrême droite ne suffira pas à la faire voter par une

majorité de députés, car il n'est guère envisageable qu'un élu du RPR ou de l'UDF, même se sachant condamné par le découpage de M. Charles Pasqua, prenne la responsabilité de renverser le gouvernement.

Le projet sera alors considéré comme adopté par l'Assemblée nationale et transmis au Sénat. Comme pour les privatisations, celui-ci devrait voter une question préalable, ce qui équivaut au rejet du texte mais supprime toute discussion, et donc tout risque d'écroulement au Palais du Luxembourg, où le gouvernement ne peut engager sa responsabilité. Il ne restera plus alors qu'à réunir une commission mixte paritaire entre députés et sénateurs.

### Batailles souterraines

S'il doit y avoir amendements, ils sortiront des négociations de couloirs, comme ce fut le cas lors du texte reprenant le projet d'ordonnance sur les conditions de la privatisation. Cette procédure permet au gouvernement et aux responsables de sa majorité de maîtriser l'ouverture de la boîte de Pandore que serait la modification du projet actuel de découpage. En effet, la Constitution ne permet, à ce stade, que la discussion en séance publique, à l'Assemblée nationale, du texte mis au point par la commission

## La majorité sénatoriale ne veut pas s'en mêler

Le refus de M. François Mitterrand de signer les ordonnances a occupé une place secondaire dans les préoccupations des sénateurs, le 2 octobre. Les socialistes se montraient manifestement satisfaits. Les communistes ont « pris acte », selon Mme Hélène Luc, reconduite dans ses fonctions de président du groupe. Les élus RPR dont la réunion de groupe se terminait quand M. Roger Romani, leur président, leur a annoncé la décision présidentielle, ont été si peu surpris qu'ils n'ont pas jugé bon de la commenter.

En revanche, M. Marcel Lucotte, président du groupe de l'Union des républicains et indépendants et coordinateur des groupes de la majorité sénatoriale, a jugé « d'une extrême gravité » la décision du chef de l'Etat, qui, en prenant « tout le temps possible de faire traîner les

choses, a essayé de compliquer la vie au gouvernement ». Épisodiquement, M. Lucotte a réclamé une correction du découpage proposé par le gouvernement afin de donner les « petites garanties » et les « gros cadeaux » accordés à des responsables socialistes, entre autres dans le Nord et la Seine-et-Marne (où il est lui-même élu).

En tout état de cause, la majorité au Sénat entend respecter une tradition qui veut qu'une Assemblée ne se mêle pas des modalités de désignation de l'autre.

Coincitant avec l'ouverture de la session parlementaire, le renouvellement triennal entraîne au Sénat une redistribution des postes de responsabilité. Devant le groupe le plus nombreux au Palais du Luxem-

bourg, le RPR a fait part de ses prétentions : deux présidences de commission, dont celle des finances, vacante depuis le départ de M. Edouard Bonnefous ; la présidence des trois questions occupée depuis trois ans par M. Pierre Schiégel, sénateur centriste du Haut-Rhin, et un des quatre postes de vice-président.

### Éliminer les socialistes

La Gauche démocratique, dont M. Bonnefous était issu, réclame la présidence de la commission des finances (pour M. Jean François-Poncet), alors que le RPR la revendique pour M. Christian Poncelet, élu RPR des Vosges. A défaut, M. François-Poncet pourrait se voir

attribuer la présidence de la commission des affaires économiques, que M. Michel Chauty (RPR) a consenti à abandonner.

Dès lors, le RPR troquerait la présidence de cette commission pour celle des affaires culturelles, qui serait confiée à M. Maurice Schumann (RPR, Nord). Ce schéma implique que les socialistes perdraient la seule présidence de commission qui leur restait.

Quant aux centristes, ils conserveront la présidence de la commission de la défense et des affaires étrangères, au profit de M. Jean Lecanuet qui l'occupait avant le 16 mars, et le rapport général de la commission des finances, confié à M. Maurice Blin. Les centristes sont d'autre part peu enclins à laisser leur poste de premier questeur au RPR, qui

souhaite installer vraisemblablement M. Amédée Bouquerel (Ose), plus ancien dans la maison que M. Lucien Neuwirth (Loire).

La présidence de la commission des lois, occupée par M. Jacques Larché (Seine-et-Marne), et celle des affaires sociales, assurée par M. Jean-Pierre Fourcade (Hauts-de-Seine), ne sont pas remises en cause. Le groupe des RI ne serait pas mécontent d'améliorer ce statut par le gain d'un poste de questeur. Mais cela se ferait là aussi aux dépens des socialistes.

Ces tractations internes à la majorité sénatoriale n'auront en rien entamé l'union qu'elle a voulu manifester en réalisant pour la septième fois consécutive M. Alain Poirer au « percibir ». Avec deux cent trente voix, sur trois cent dix-neuf votants, le président du Sénat a obtenu une majorité écrasante.

ANNE CHAUSSEBOURG.



حکومت اسلامی



حکومت اسلامی

## Politique

### L'imperturbable M. Barre

Imperturbable. Les dernières journées parlementaires UDF de Nancy, l'opération éducation de M. Jacques Chirac à Vitry, n'ont rien changé. M. Raymond Barre n'est pas résolu à se laisser divertir par les interrogations inquiètes de ses amis ou les offensives plus ou moins discrètes de ceux qu'il aime moins. Et tout le monde sait que l'homme est têtue. Il avait prévu qu'à Nancy il était inutile d'espérer entendre le son de sa voix. Il a, si l'on peut dire, tenu parole.

Ce ne sont pourtant pas les allusions plus ou moins habiles à sa candidature à l'Elysée qui ont manqué. Nombre de parlementaires, leur président, M. Jean-Claude Gaudin en tête, n'ont cessé au cours de ces deux journées de harceler, dans les couloirs, ses proches pour amener le député de Lyon, sinon à se décider, du moins à montrer qu'il s'intéresse encore au sujet. Cette amicale pression a surpris son entourage, mais pas l'intéressé, qui continue de jouer le grand muet.

Imperturbable. L'entêtement risque de durer. « Je n'ai pas l'intention, confiait-il jeudi, de me mêler au débat actuel sur l'élection présidentielle, qui est un débat prématuré et, dans les difficiles circonstances actuelles, peu opportun. »

M. Barre ne veut donc pas se découvrir. Pourquoi le ferait-il ? Les Français, fait-on valoir dans son entourage, connaissent parfaitement son sentiment sur l'expérience en cours de la cohabitation. A défaut de se contredire, il ne pourrait, par conséquent, que se répéter, ainsi qu'il le fit mardi à Nancy au cours de sa discussion avec M. Valéry Giscard d'Estaing, « curieux », entre autres choses, de savoir si précisément cette cohabitation inspirait toujours autant de répulsion à son voisin.

Pourquoi parler, puisque tous les sondages indiquent que M. Barre vendra cet automne les raisons de sa colère silencieuse ? Pourquoi s'engager, puisque ce sont les autres qui viennent à lui ? M. Simone Veil,

qui jette à son tour la rancune à la rivière, est prête à lui décerner le brevet de meilleur européen de France, et le presse de sortir du bois. M. Giscard d'Estaing, qui, paraissant brusquement se faire à l'idée de ne plus retourner un jour à l'Elysée, est maintenant disposé à accepter l'invitation à dîner avec son ancien premier ministre. « On ne peut tout de même pas laisser Chirac faire son OPA sur l'UDF », a-t-il lâché à un député barriériste.

MM. Giscard d'Estaing et Barre se sont promis mardi 30 septembre, de se revoir. Cela ne devrait plus tarder. En milieu de semaine, leurs secrétariats ont pris contact, et chez M. Barre, on se dit : « ravi à cette idée ». Pourquoi aller enfin clamer urbi et orbi que la majorité peut compter, quoi qu'il arrive, sur son soutien actif en 1988, puisque, disant ses proches, « tout cela tombe sous la sens » ? « Sur les reports de vote, pleident-ils, il n'y a aucune espèce d'ambiguïté. Comme il l'a montré depuis le 16 mars, M. Barre manifestera sa loyauté la plus totale et la plus déterminée. » Alors, que M. Chirac ait proclamé mercredi à Vitry que pour l'élection présidentielle « l'union fait la force », les barriéristes jugent cet engagement tout à fait « naturel ».

#### Au crayon rouge

La force oui, mais pas la force ! En effet, M. Barre refuse aujourd'hui de se prêter à une quelconque mise en scène où l'on verrait, devant un parterre de photographes, signant de sa plus belle plume, une espèce de serment du Jeu de paume avec M. Chirac et M. Giscard d'Estaing... La convention libérale de juin 1985 a laissé des traces. M. Barre préfère écouter La Marseillaise chez lui. Il suffit, rétorque-t-il de savoir qu'il est un homme de parole, tout le reste n'est que comédie.

De la même façon, refuse-t-il, comme le suggère M. Gaudin, de signer un « contrat UDF de bonne conduite ». D'abord, parce qu'il estime que personne ne peut mettre en doute sa solidarité avec cette confédération, et qu'ensuite le moment venu, ce sera à l'UDF

de s'investir derrière lui et non pas à lui de réclamer l'investiture de l'UDF.

Imperturbable, M. Barre se contentera donc, dans les prochaines semaines, de faire doucement résonner la petite musique de sa différence. Sa dernière lettre *Faits et arguments* (s) est un exemple de la partition qu'il entend jouer. Un éditorial pour présenter à sa façon les « réalités de la rentrée », les réalités économiques qui n'inclinent pas, écrit-il en substance, à l'optimisme et qui appellent des remèdes qui ne sont pas présidents ceux proposés par le docteur Balladur. Un post-scriptum pour corriger ceux qui dans la « classe politique » se sont récemment hasardés à renvoyer à leurs chères études les sages du Conseil constitutionnel.

Discrètement, mais fermement, le professeur Barre continue d'annoter au crayon rouge la copie du gouvernement et quand il le juge nécessaire de taper sur les doigts des hommes politiques soumis de plus en plus, selon lui, « au régime des partis ». Progressivement, l'ancien premier ministre va reprendre également contact avec le terrain. A Lille, jeudi, pour un colloque sur la participation, suivi le lendemain d'une visite d'information à Roubaix. Le 22 novembre, il traitera de l'indépendance nationale au cours d'un autre colloque organisé à Paris par l'association de M. Jean Chabonnet, « la Convention pour la défense de la V<sup>e</sup> République ».

En décembre, un autre déplacement en province est programmé, qui lui permettra de s'exprimer sur un sujet important de société. Entre-temps, ses premiers violons, MM. Edmond Alphandery, Bruno Durieux et quelques autres se chargeront, à l'Assemblée nationale, d'exécuter quelques variations sur le budget. Sa rentrée en fanfare, M. Barre l'accomplira seulement en janvier, au cours du rendez-vous politique d'Antenne 2, « L'heure de vérité » après neuf mois de silence, à combien parlant !...

DANIEL CARTON.

### La rentrée parlementaire

### Un session chargée

La décision présidentielle a pour effet d'allourdir un programme de travail déjà particulièrement chargé pour cette session d'automne. Il est tellement que M. Jacques Chabonnet-Delmas a déjà prévenu ses collègues, du haut du perchoir, qu'il y « aura une session extraordinaire après Noël, après le jour de l'An » : le président de l'Assemblée a même demandé qu'elle soit « allongée un peu », pour éviter que les parlementaires ne subissent « encore le rythme insupportable qui a été celui de nos travaux » au printemps et en été.

Le chef du gouvernement a certes voulu — et réussi — à faire bâtir le socle législatif de son changement lors du printemps et de l'été, mais les projets de ses ministres se sont multipliés. Chacun tient à marquer son passage ministériel par une réforme la plus rapidement possible. Traditionnellement, la session d'automne est consacrée à la discussion budgétaire, occasion certes de débat de la politique de chaque ministre mais aussi prétexte à toutes les surenchères, à toutes les demandes des groupes de pression. Craignant le pire, M. Edouard Balladur a déjà demandé aux parlementaires RPR et UDF de ne pas solliciter l'impossible. Malgré cela, la discussion de fond avec les barriéristes ne sera probablement pas la seule qu'il aura à soutenir.

D'autres épreuves attendent le gouvernement. Dès le mercredi 8 octobre, il va devoir s'expliquer sur sa politique pour faire face au terrorisme. Le Front national n'est pas décidé à lui faire de cadeaux sur ce sujet. Dès la première séance, à l'occasion d'un rappel au règlement, M. Pierre Sergent (FN, Hauts-de-Seine), a demandé la discussion des propositions de lois déposées par son groupe, et par certains députés de la majorité rétablissant la peine de mort. « Le premier ministre a bien sûr le droit d'être contre la peine de mort pour les terroristes, a-t-il déclaré, mais il a le devoir d'écouter les élus du peuple débattre sur un sujet aussi important ».

Messmer a rappelé que pour « beaucoup d'entre nous » le projet de M. Alain Devaquet sur l'enseignement supérieur n'était qu'un « minimum ». Toujours à Epinal, une brève altercation entre M. Jacques Toubon et M. Michèle Barzac a montré que le projet de M. Albin Chalandon sur la drogue n'était pas apprécié par tout le monde. Quant à M. Edmond Alphandery, il a déjà prévenu qu'il demanderait à M. Balladur de faire plus que ce qui est prévu dans le texte sur le développement de l'épargne.

D'autres projets devraient amener quelques discussions délicates : la privatisation des prisons par exemple, ou la réforme hospitalière sans parler de la loi de programmation militaire dans laquelle des choix engageant la défense de la France pour de nombreuses années vont devoir être faits.

#### Pas de soutien sans discussion

Nombre de projets du gouvernement sont de nature à susciter la grogne dans la majorité. Et comme il ne s'agit plus de textes traduisant les grands choix des électeurs, il lui sera difficile de demander un soutien sans discussion.

La ratification de « l'acte unique » européen soulève déjà quelques difficultés. Au cours des journées parlementaires, M. Pierre

Th. B.



## PICARD

**LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !**

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » (3/3)\*\*\* par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85+

# 1985 ET 1986

## PEUGEOT CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 85 REEDITE SON EXPLOIT EN 86



Depuis ses débuts dans le championnat du monde des rallyes, la 205 Turbo 16 s'est affirmée comme une surdouée, en accumulant les succès : 25 participations, 24 fois classée et 15 fois première avec sa toute dernière double victoire au rallye des 1000 Lacs. Peugeot Champion du monde des rallyes en 1985, réédite son exploit en 1986. Au-delà de l'extraordinaire performance sportive, il faut y voir la consécration d'une technologie de pointe, la Peugeototechnologie.

Un constructeur sort ses griffes

**AUTOMOBILES PEUGEOT**





# Débats

## Amalgames, illusions et incohérence

Faire cohabiter les « bons buveurs » et les militants de la Ligue antialcoolique.

par GUY CARO (\*)

La prévention de l'alcoolisme souffre d'amalgames, de confusions, d'illusions, d'incohérence. Des erreurs d'analyse, résultant d'erreurs de méthode, entraînent régulièrement des erreurs de politique.

Deux gouvernements différents ont fait des erreurs ayant la même origine : l'absence de prise en compte de la diversité régionale dans les manières de boire et, de ce fait, l'uniformité de décisions centralistes.

En 1980, les conclusions du groupe animé par le professeur Jean Bernard sont à l'origine

d'une décision politiquement erronée : l'augmentation des droits sur les eaux-de-vie qui sera suivie d'une opposition massive de certaines régions quelques mois avant l'élection présidentielle.

En 1984, le slogan publicitaire « Un verre ça va, trois verres... bonjour les dégâts » fera florès

la composition, la répartition des boissons consommées, sont à prendre en compte pour comprendre et prévenir l'alcoolisme.

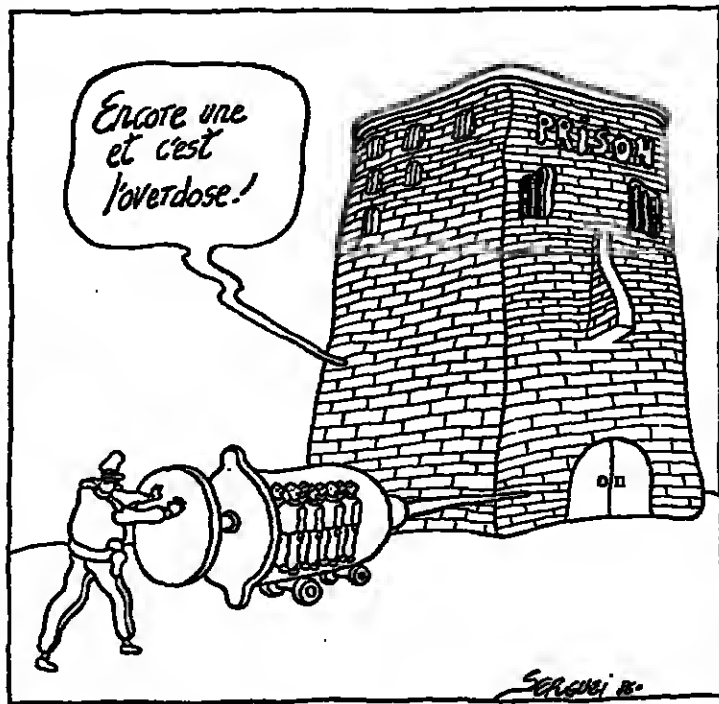
Non seulement ceux qui interviennent pour prévenir... les dégâts ne doivent pas interdire tristement les boissons alcoolisées,

les pays de religion catholique prépondérante. C'est bien souvent alors, et alors seulement, qu'on peut être mieux entendu et mieux suivi lorsqu'on veut susciter le développement de l'autocritique, individuel et collectif des risques, en particulier l'un des plus préoccupants chez les jeunes : celui des accidents de la route liés à des excès d'alcool.

Notre expérience nous amène à aller plus loin : l'initiation à la dégustation et à l'appréciation de la meilleure qualité possible des boissons alcoolisées préférées est un des moyens paradoxaux de prévention de l'alcoolisme.

Le Haut Comité sur l'alcoolisme, qui rend des services précieux, a quelques difficultés dans sa forme actuelle à remplir l'une de ses missions essentielles : proposer au gouvernement une politique cohérente de prévention des problèmes d'alcool. En particulier parce qu'il souffre de deux défauts : il juxtapose des spécialistes très compétents dans l'une des multiples disciplines concernées par les problèmes d'alcool mais pas toujours en mesure d'avoir une vue d'ensemble, d'effectuer une synthèse transdisciplinaire de ces problèmes très complexes.

Sa composition en fait une sorte de Parlement trop influencé par les analyses manichéennes, fréquentes dans le mouvement antialcoolique et trop soumis aux pressions de celui-ci. Un certain je d'intolérance et d'exclusion réciproques, parfois d'agressivité, s'établit trop souvent entre les tenants de la lutte antialcoolique et les « bons buveurs ». Dans ce domaine aussi la cohabitation, avec prudence et réalisme, est à l'ordre du jour : c'est un de ceux pour lesquels existent, en terme, tant pour les objectifs que pour les moyens, des possibilités de consensus de forces politiques et sociales, d'accord national, de mobilisation d'énergies, de rassemblement de volontés, de changement.



mais soulèvera un tollé dans les milieux viciés.

C'est qu'une autre donnée essentielle mais paradoxale a été négligée : ce sont des régions non productrices de vin qui souffrent le plus de la mortalité par alcoolisme, et à l'opposé ce sont des régions fortement productrices qui en souffrent le moins.

Il n'y a pas que la quantité d'alcool consommé à considérer. Les manières de boire, et la qualité, le degré alcoolique, la nature,

mais ils doivent faire savoir, sans oublier l'humour, qu'ils respectent les valeurs positives associées, dans nos traditions et notre culture, à l'usage de l'alcool : plaisirs individuels, sensoriels et psychologiques, plaisirs de la convivialité en particulier des fêtes familiales ou de plus larges groupes sociaux, association aux rituels sacrés en particulier dans

(\*) Docteur, président et directeur de recherche de Bretagne, Alcool et Santé (Rennes).

## Médecine, justice et société

Il faut multiplier les « communautés thérapeutiques »

par GABRIEL NAHAS (\*)

L'INJONCTION thérapeutique de la loi de 1970 qui contraint le toxicomane à consulter un médecin plutôt qu'à aller en prison n'a pas donné les résultats escomptés.

Deux raisons peuvent expliquer cet échec. La première, c'est qu'il n'existe pas de traitement médical, pharmacologique ou psychiatrique, de la toxicomanie. Il n'existe des drogues de substitution que pour la seule héroïne. La seconde raison est que le toxicomane est le plus souvent dans l'incapacité de renoncer spontanément à la drogue et à son univers, même lorsqu'il va consulter un médecin : les effets de la drogue sur le cerveau entraînent un comportement compulsif quasi obligatoire de recherche et de consommation de la toxique, qui met en sommeil le libre arbitre du drogué et inhibe sa volonté. Comme le déclarait le psychanalyste Rado, élève de Freud : « Le drogué ne souffre pas de son mal, il en jouit ».

Et pourtant, le seul traitement du toxicomane est, comme tout le monde sait, l'abstinence. Or, à l'égard du drogué, le médecin se trouve dans une situation très ambiguë : de par sa vocation, il ne peut considérer le drogué comme un délinquant, mais comme un malade qui doit être traité en toute confidentialité (confidentialité relative d'ailleurs, puisque le toxicomane est déjà reconnu par ses proches, ses employeurs, et les services policiers) ; cela alors qu'il ne dispose pas de moyens thérapeutiques pour rendre le drogué abstinent. Tout se passe comme si la société se déchargeait sur le médecin d'une responsabilité sociale qu'elle ne parvient pas elle-même à exercer.

### Deux autres injonctions

Pour sortir de cette impasse, la société française dispose de deux autres injonctions. La première s'adresse à tous les citoyens et plus particulièrement aux médecins. Il s'agit de la loi qui enjoint de porter secours à une personne dont la vie est en danger. Or, le drogué est en danger de mort à plusieurs titres : par overdose, par endocardite infectieuse ou par la maladie du SIDA ; 50 % des toxicomanes à l'aiguille sont déjà infectés par le virus de cette maladie mortelle, et plusieurs en sont déjà morts. Par ailleurs, les drogués sont également des prosélytes, et ils disséminent leurs toxiques et leurs infections autour d'eux. Mais comment protéger le drogué et son entourage contre un danger mortel ?

C'est ici qu'intervient la seconde injonction qui s'adresse particulièrement au toxicomane : la mise en placement administratif volontaire ou obligatoire de toute personne dont le comportement met en danger sa propre vie ou celle d'autrui (loi de 1938). Le placement administratif en dehors de toute injonction pénale est justifié tant du point de vue médical que social. Toutefois, il ne s'agit

pas d'interner le drogué dans un milieu médical, puisque son comportement, lorsqu'il est séparé de la drogue, redevient cohérent. Il s'agit de réhabiliter le drogué, tâche longue, difficile et délicate qui requiert un centre d'accueil spécialisé. Au cours de ces vingt dernières années, ces centres se sont multipliés de par le monde : du Japon aux Amériques et à l'Europe occidentale. Ce sont les « communautés thérapeutiques » inspirées des méthodes du scoutisme adulte et de la famille élargie des Alcooliques anonymes. Dans un tel milieu, peu médicalisé et d'où la drogue est bannie, l'ancien toxicomane peut se reconstruire physiquement et mentalement tout en apprenant un métier. Le but de ce placement est la réinsertion sociale de l'ancien toxicomane.

De toutes les méthodes, celle-ci est abouti à la plus grande inci-

(\*) Professeur à l'université Columbia et directeur de recherches à l'INSERM.

dence de réinsertion sociale, très supérieure à celle obtenue après incarcération pénale ou traitement ambulatoire sous injonction thérapeutique. Ces communautés existent en France et elles ont obtenu des résultats comparables à ceux rapportés par l'étranger (1). Il s'agit aujourd'hui de redéfinir leurs capacités thérapeutiques intrinsèques, ainsi que le rôle respectif des encadrants et des animateurs afin de mieux les adapter au rôle qu'elles peuvent jouer dans une réhabilitation généralisée des drogués à l'héroïne. Ces derniers, au nombre de 60 000 à 100 000 suivant les estimations, consomment plusieurs tonnes de toxique chaque année. Or la diminution d'une telle consommation passe obligatoirement par la diminution du nombre des consommateurs.

(1) Léon Georges : « Long Term Follow up of Heroin Addicts treated in therapeutic Communities ». NIDA, Rockville MD, 1986.

## Un entretien avec M. Albin Chalandon

raisons de l'association Le Patriarche ?

— C'est chez lui, semble-t-il, que le taux des guérisons est le plus élevé. J'observe que la thérapie des psychologues, des psychanalystes, des psychiatres est d'un rendement extrêmement limité à cause de son coût et du petit nombre de places disponibles. Leurs résultats restent tout à fait médiocres.

— En Amérique, on a fait des expériences de thérapie comportementale anti-psychanalytiques qui n'ont pas donné de meilleurs résultats.

— Nous n'abandonnons pas la voie psychoanalytique, mais d'autre part, nous aidons les associations du type de celle du Patriarche. Ce n'est pas d'ailleurs la seule. Je viens d'en visiter une autre dont le principe est tout à fait analogue, fondée essentiellement sur le travail et la réinsertion. Toutefois je ne prétends pas que les associations soient la panacée — d'ailleurs qu'est-ce que la guérison d'un drogué ?

— Pourtant vous préconisez la désintoxication forcée, le serrage en milieu fermé. Vous faites un choix thérapeutique.

— En réalité, c'est le Patriarche qui offre le plus de place et qui a le plus de dynamisme.

— Vous avez dit que la toxicomanie était le péril le plus grave qui menace aujourd'hui notre société.

— J'ai dit que la drogue était un phénomène contagieux. C'est pourquoi il faut ce volet répressif. On recherche un effet dissuasif.

— Pour celui qui court le risque de se droguer, peut-être. Mais pour qui est enfoncé dans la toxicomanie, la peur du gendarme fera-t-elle son effet ?

— Pour celui qui est en manque sûrement pas. Il faut quand même par tous les moyens l'amener à se soigner, et pratiquer le serrage obligatoire, même si cela s'assure pas, bien entendu, la guérison.

— Vous pensez que le phénomène s'étend. Or de nombreux

spécialistes observent, au contraire, un certain tassement.

— Je m'en réjouis.

— Il n'y a eu en France en 1985 que soixante-douze suicides mortels alors qu'il y en avait deux cent trente-cinq l'année précédente.

— Ce ne sont pas les informations que j'ai reçues de mes magistrats.

— Ce sont pourtant les statistiques de l'Office central de répression de trafic illicite des stupéfiants.

— Je suis l'élève d'un département fortement urbanisé où il y a une formidable délinquance. Je constate qu'aujourd'hui la drogue en est la principale cause. Au parquet de Paris, elle est à l'origine de 60 % à 70 % des affaires traitées. A Dreux, le pourcentage est de 80 %. Mon devoir est de faire reculer la délinquance. Je dois faire tout ce que je peux pour endiguer une vague qui monte même si je n'arrive pas à la contenir. Dans la montée de cette vague, la drogue joue un rôle majeur, c'est un fait.

— Pour vous, qu'est-ce qu'un drogué ?

— Je viens de relire notamment un texte du docteur Curlet (qui ne m'a pas ménagé ses critiques l'autre soir sur Antenne 2). Je suis à peu près en accord avec tout ce qu'il dit. Par exemple que le drogué « n'est pas un malade, hormis la période de manque physique, que son mal est avant tout un état d'esprit », etc. Nous tous, d'une façon ou d'une autre dans un moment de notre vie nous éprouvons des problèmes, et nous nous en tirons. Toute notre philosophie repose sur cette notion de liberté et non pas de fatalité. Le drogué cède à la tentation du plaisir pour nier un mal-être, une difficulté de vivre...

— On peut en dire autant du buveur d'alcool, mais l'usage d'alcool n'est pas un délinquant.

— Si, il le devient quand il trouble l'ordre public.

— Pourquoi dans ce cas pour-

— Parce que je ne pense pas que l'autodestruction par l'alcool puisse être comparable à celle de l'individu par la drogue.

— 60 000 victimes de l'alcoolisme chaque année, c'est impressionnant, nettement plus que les suicides mortels en tout cas.

— Pour l'instant nous essayons d'endiguer le problème de la drogue. Je suis convaincu que dans les maux de la jeunesse actuelle il y a l'absence des interdits. Nous avons besoin de sentir qu'il y a des contraintes. Le drogué aujourd'hui n'en a pas conscience.

— Si comme vous le dites tout à l'heure, la drogue est devenue un phénomène de masse, faut-il en conclure que les jeunes des milieux défavorisés sont moins capables que les autres de résister à la transgression des interdits ?

— Non, je dis que nous avons toute une jeunesse pour laquelle ce qui doit se faire ou ne pas se faire, la notion de bien ou de mal a disparu.

— Pourquoi, alors, la drogue touche-t-elle massivement les milieux défavorisés ?

— Je dirais qu'elle les a gagnés. Dans ma jeunesse, c'était un phénomène de luxe. Aujourd'hui, elle est partout, dans la rue. A Lille, en face de chez moi, je connais une école qui est un centre de drogue. Nous sommes obligés de mettre de l'ordre là-dedans.

— Comment faire si vous comptez huit cent mille toxicomanes en France ? D'ailleurs, ces chiffres, d'où viennent-ils ?

— C'est ce qu'on m'a dit lorsque je suis arrivé. Mais j'avoue humblement que mes chiffres peuvent être totalement faux. Le Canard enchaîné pense qu'ils sont plutôt en dessous de la réalité. Je ne vais pas non plus dramatiser le cas de celui qui, une fois, deux fois, trois fois dans sa vie aura fumé du hachich...

— Par votre prise de position vous vous êtes mis à dos une bonne partie des spécialistes de la toxicomanie.

— Je ne cherche pas l'approbation unanime. Au départ, on m'a

accusé de vouloir construire des camps de concentration, de vouloir supprimer les crédits. Finalement, qu'est-ce qui s'est passé ? J'ai ouvert des camps de jeunesse pour tous les jeunes en difficulté. C'est mieux pour eux que la prison. M. Rocard disait : « Il faut avoir de la compassion pour les drogués et leurs victimes. Et je peux vous assurer que chaque fois que je vais dans une prison — j'y étais encore vendredi — j'en suis malade. Mais je dois oublier mes sentiments personnels parce que, dans ce cas-là, je verrais les prisonniers comme ayant l'intention de le faire M. Badinter ».

— Vous n'avez pas connu personnellement de toxicomanes ?

— Pour vous dire la vérité, aucun de mes enfants ne s'est adonné à la drogue. Je n'ai jamais connu d'affaire dramatique comme certains de mes amis : — Ces amis sont-ils d'accord avec votre projet ?

— C'est là peut-être que le bât blesse. Ceux qui, par exemple, aujourd'hui s'impliquent dans les mouvements associatifs ont souvent eu affaire à la drogue. Ils ne sont pas forcément les mieux placés pour trouver des solutions objectives. Mais vous ne pouvez pas gouverner en vous appuyant seulement sur les sentiments.

Propos recueillis par CHRISTIAN COLOMBANI

### M. ALBIN CHALANDON invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la Justice, sera l'invité du « Grand Jury RTL - le Monde » dimanche 5 octobre de 18 h 15 à 19 h 30. Le ministre de la Justice répondra aux questions d'André Passeron et de Bertrand Le Gendre du Monde et de Gilles Leclerc et de Dominique Pannepierre de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

حکومت النجف



هكذا من الأعمال

## Société

... Le Monde • Samedi 4 octobre 1986 9

### La politique du garde des sceaux Après l'état de grâce

Le garde des sceaux était parvenu, jusqu'ici, à se jouer des oppositions. Son pragmatisme, l'art et la manière qu'il a de désamorcer les polémiques ont fait merveille, l'été dernier, lors de la discussion des projets de loi sur la sécurité. Face à une opposition atone, M. Chalandon avait réussi à faire accepter sans trop de heurts des mesures dans lesquelles le président de la Ligue des droits de l'homme, isolé, il est vrai, voyait du « *Peu de répression* ».

Ces jours heureux sont finis. Les syndicats grondent, la privatisation des prisons suscite des interrogations, et la croisade anti-drogue de M. Chalandon est mal comprise. Le ministre auréolé d'un sans-faute parlementaire, doit faire face à une montée des oppositions dont il serait dangereux pour lui qu'elles se cristallisent.

Les éducateurs regimbent. M. Chalandon a l'éducation surveillée — chargée des mineurs délinquants — dans le collimateur, non sans motif. Ce secteur souffre d'un mal d'être qui ne date pas d'aujourd'hui. Les gâchis en hommes et en moyens y sont fréquents, à côté de réussites incontestables.

tables dues à un dévouement qui fait rarement défaut. M. Chalandon veut remettre de l'ordre et se heurte à des corporatismes tenaces.

Néanmoins, cette volonté d'y voir plus clair et de manifester que l'éducation surveillée a enfin un patron serait mieux acceptée si le ministre de la justice ne donnait pas corps au soupçon de vouloir « liquider » ce secteur, comme s'en inquiète le principal syndicat d'éducateurs (*Le Monde* du 3 octobre). Le garde des sceaux — c'est son inclination — fait davantage confiance au privé, c'est-à-dire, en l'espèce, au secteur associatif. Plus de deux cents postes d'éducateurs du public seront supprimés en 1987. Une décision justifiée, plaide-t-on à la chancellerie par les contraintes budgétaires, mais, en réalité un choix politique.

L'autre volet de la privatisation, celle des prisons, suscite, après une période de flottement, l'opposition unanime des syndicats pénitentiaires. FO, la principale organisation de ce secteur, multiplie actuellement les meetings pour s'opposer aux projets du garde des sceaux ou si elle ne peut y faire échec, obtenir

le maximum de contreparties. M. André Bergeron est personnellement hostile à la privatisation et il ne l'a pas caché à M. Chalandon qu'il a rencontré récemment.

Des relents de corporatisme sont là aussi perceptibles, mais la question posée mérite un débat de fond. L'Etat peut-il déléguer, sans renier sa mission, le droit de punir ? Faut-il abandonner à d'autres le pouvoir de priver des individus de leur liberté ? Le projet de loi de privatisation, mis au point à la chancellerie, multiplie les garde-fous, les précautions juridiques destinées à amadouer le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel. M. Chalandon n'exclut pas cependant un échec devant ce dernier, et il n'est pas le seul.

#### Confiance excessive dans l'incarcération

Au-delà de ce débat de principe, la création de 20 000 à 25 000 places de prisons privées — le nombre exact n'est pas encore décidé — dénote une confiance excessive dans les vertus de l'incarcération. La France n'a pas besoin de 20 000 places de

prison supplémentaires. Il en existe aujourd'hui 32 500 pour 47 000 détenus, soit un manque de 14 500. Lorsqu'on sait que 6 000 places environ seront créées dans le secteur public en 1987, cela situe les besoins à moyen terme à 15 000 tout au plus. Pas à 20 000, encore moins à 25 000.

Il s'agit, là encore, d'une décision politique, non d'une précaution de gestionnaire avisé comme donne à le croire M. Chalandon. Si le garde des sceaux parle de 20 000 places et plus, c'est que les choix qu'il a faits les rendent indispensables. Les procureurs généraux ont reçu pour consigne d'être plus répressifs. Le nombre des détenus va augmenter plus vite, inévitablement, au détriment des solutions alternatives à l'emprisonnement : le contrôle judiciaire ou le travail d'intérêt général par exemple.

Même conséquence, prévisible, dans le domaine de la toxicomanie. La cure ou l'incarcération, tel est le choix laissé par M. Chalandon aux usagers de la drogue. « Une approche qui a été essayée par d'autres pays et n'a pas eu beaucoup de

succès », a commenté M<sup>me</sup> Simone Veil qui, longtemps magistrate et ancien ministre de la santé, sait de quoi elle parle, une approche qui risque en tout cas de peupler les prisons de toxicomanes.

Ce sont ces orientations qui font dire au syndicat de la magistrature que M. Chalandon est atteint de « *paranoïa de l'enfermement* ». Excessif, ce jugement n'en montre

pas moins le chemin parcouru depuis ces jours du printemps où le garde des sceaux prenait soin dans ses discours de faire la part égale à la prévention et à la répression. Aujourd'hui, l'équilibre est rompu et, en même temps, se termine l'état de grâce.

BERTRAND LE GENDRE.

### Le ministre de la justice n'exclut pas un débat sur le rétablissement de la peine de mort

M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a déclaré lors de l'entretien qui paraît vendredi 3 octobre dans le quotidien *Ouest-France* : « Je dois admettre que, si le terrorisme devait continuer à s'étendre, on ne pourrait esquisser un nouveau débat sur la question du rétablissement de la peine de mort en matière de terrorisme ».

M. Chalandon a ajouté que, dans le cas d'un non-bien pour l'affaire Abdallah, « le parquet ferait appel devant la chambre d'accusation ».

A moins de considérer que le premier ministre et le garde des sceaux se sont répartis les rôles, on ne comprend pas les déclarations de M. Chalandon à *Ouest-France* sur la peine de mort.

Le 14 septembre, sur RTL, M. Chirac s'était montré catégorique : « Je n'ai pas (...) l'intention de rouvrir en France (ce) débat ». Le 24 septembre, au siège des Nations unies à New-York, le premier ministre avait insisté : « Les récents attentats ne justifient pas ma conviction. Je ne suis pas partisan de la peine de mort et j'ai voté son abolition. Je ne vais pas proposer maintenant son rétablissement ».

Abolitionniste déclaré, M. Chalandon s'est chargé de tempérer les propos de M. Chirac, afin de complaire à l'opinion, majoritairement favorable à ce rétablissement. Cette répartition des rôles illustre les divisions de la majorité, partagée entre abolitionnistes (M<sup>me</sup> Chirac et Toubon notamment) et anti-abolitionnistes (M. Barre en particulier).

M. Chalandon, qui juge inévitable un débat sur le rétablissement de la peine capitale en cas de nouvelles vagues terroristes, avait habilement esquivé ce débat il y a quelques mois lors de la discussion à l'Assemblée nationale des projets de loi sur la sécurité. Par une astuce de procédure, il avait empêché que la majorité n'ait à se compter sur cette délicate question.

Si la position du premier ministre est bien celle du gouvernement, on ne voit pas quel intérêt celui-ci aurait à rouvrir un débat au Parlement qui ferait, inévitablement, apparaître les divisions de la majorité, d'autant que ce débat serait purement académique : un protocole additionnel à la convention européenne des droits de l'homme, ratifié par la France peu de temps avant la défaite de la gauche, interdit, en effet, le rétablissement de la peine de mort avant un délai de cinq ans.

B.L.G.

### Le Syndicat de la magistrature critique « l'archaïsme » de M. Chalandon

Le Syndicat de la magistrature a diffusé jeudi 2 octobre au cours d'une conférence de presse à Paris un texte très opposé à la politique de M. Albin Chalandon. Intitulé « *Péril en la demeure* », ce texte marque une étape dans les rapports du Syndicat avec la chancellerie. De critique jusqu'à présent à l'égard du garde des sceaux, l'appréciation des magistrats de gauche tourne à l'hostilité déclarée.

« L'annonce des mesures constantes touchant à la lutte contre la toxicomanie, déclare le syndicat, a sans doute constitué le point d'orgue de la conception archaïque de nos gouvernants des problèmes de société : la répression avant tout, contre les simples usagers, la prison comme remède miracle, les soins forcés comme thérapie.

« Jusqu'à, malgré les faits, Albin Chalandon avait toujours essayé de se donner l'image d'un homme raisonnable, ne cédant pas aux excès d'un Peyrefitte, et plutôt rassurant face à l'axe Pasquand-Pasqua au ministère de l'intérieur.

#### Politique répressive

« Cet été, ont été adoptées les lois renforçant considérablement les pouvoirs de droit et de fait de la police (contrôle d'identité), facilitant les condamnations selon les procédures d'urgence (comparution immédiate), réduisant les possibilités d'individualisation de la peine, développant les prérogatives et le pouvoir d'opportunité des administrations et du gouvernement (terrorisme et immigration).

« Les attentats justifient une réponse policière et des mesures effi-

caces mais serines, ne remettant pas en cause nos principes essentiels. Or certains débordements à cette occasion (expulsions abusives, utilisation de l'armée, diffusion de portraits-robots et primes...) traduisent une évolution inquiétante.

« C'est à ce moment que le garde des sceaux, avec le but premier de rassurer artificiellement l'opinion, développe une politique pénale répressive, dont on peut mesurer l'ampleur à travers une véritable paranoïa de l'enfermement :

« Aggravation du « tout-carcère » en s'en donnant les moyens matériels grâce aux prisons privées.

« Création des centres fermés pour mineurs, privations de liberté sans limite, même en l'absence d'infraction pénale.

« Dispositions hallucinantes d'incompétence et de méconnaissance du problème de la toxicomanie, après énoncé du postulat :

« *Tout drogué est d'abord un délinquant* ».

« Cette politique qui se complait dans le simplisme et l'archaïsme est aussi irrationnelle. Loin de faire baisser la délinquance, elle ne va qu'aggraver les tensions sociales et la violence au détriment de la société, de tous.

« Contre la politique du garde des sceaux, qui, selon le syndicat, privilégie à tort l'emprisonnement, les magistrats de gauche organisent le jeudi 23 octobre une journée nationale d'action.

« Le congrès annuel du syndicat aura lieu les 28, 29 et 30 novembre à Paris sur le thème « *Justice et libéralisme* ». Les adhérents y discuteront en particulier de la prochaine privatisation des prisons à laquelle ils sont foncièrement hostiles (Le Monde du 26 septembre).

# LA PEUGEOTECHNOLOGIE

## PEUGEOT CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 85

### REEDITE SON EXPLOIT EN 86

La 205 Turbo 16 est une sportive qui gagne. Associée à l'exploit de toute une équipe, c'est la technologie Peugeot qui l'emporte, une haute technologie qui se situe aujourd'hui à la pointe de la précision et des techniques nouvelles. Le savoir-faire technologique de Peugeot, tous ses modèles en bénéficient : nouvelle 309 Diesel, la maîtrise du Diesel ; nouvelle 505 V6, une révélation dans le haut de gamme ; nouvelle 205 GTI 130 ch, la dynamique sportive... Et demain ? Nous y pensons déjà et toute une somme d'expériences et de connaissances voit son illustration dans "Proxima", approche technologique du futur automobile, présente au Salon de l'Auto. Cette technologie Peugeot, gagnante dans le sport, performante pour notre gamme et qui aborde avec enthousiasme le futur, cette technologie-là, c'est la Peugeottechnologie.

AUTOMOBILES  
PEUGEOT



Un constructeur sort ses griffes

## Société

## La lutte contre le terrorisme

Selon le porte-parole du premier ministre

## Le gouvernement n'a pas de « preuves patentes » de l'implication d'un Etat

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a déclaré, le jeudi 2 octobre, au cours de son point de presse hebdomadaire, que le gouvernement se refuse à tout « psychodrame » au sujet du terrorisme et que son « inquiétude », qui est à l'origine des déclarations de MM. Charles Pasqua et Robert Pasqua, est « liée aux événements de la fin de la semaine ». M. Baudouin a cité la visite du pape à Lyon et le Nouvel An juif; il a indiqué, aussi, que le gouvernement prend au sérieux les menaces de l'ASALA.

« Les rapports des renseignements généraux montrent que les gens ont bien réagi » au danger terroriste et aux mesures prises par le gouverne-

ment, a dit M. Baudouin. « Il y a mobilisation des esprits, a-t-il ajouté. Nous voulons qu'elle se poursuive. »

Au sujet de l'implication éventuelle d'Etats dans les attentats des dernières semaines, le porte-parole du premier ministre a déclaré : « On finit par avoir un certain nombre de renseignements. Cela nous permet d'y voir un peu plus clair sur un certain nombre d'événements qui se sont passés, mais nous n'avons pas de preuves patentes, claires, de la participation de tel ou tel Etat ou de tel ou tel service secret d'un Etat dans telle ou telle opération. »

M. Baudouin a évoqué, d'autre part, les négociations sur le conten-

teux franco-iranien. Il a déclaré que, « une fois réglé le problème Eurodif », une « normalisation classique » des relations entre les deux pays « devrait se faire et, en effet, faciliter peut-être certaines libérations que nous attendons ».

Le gouvernement fera, le 8 octobre, au Palais-Bourbon, une déclaration d'une vingtaine de minutes sur le terrorisme. Cette déclaration, dite « hors règlement », sera faite par le premier ministre, et suivie par une intervention de quinze minutes de chacun des cinq groupes de l'Assemblée nationale (RPR, UDF, PS, PC, Front national).

## L'ASALA menace à nouveau de « frapper » dans les jours prochains en France

L'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA) a menacé, jeudi 2 octobre, de « frapper dans les jours prochains en France si le gouvernement persévère dans sa politique hostile aux révolutionnaires et ne libère pas les militants » détenus dans ses prisons.

« Au lieu de proférer des menaces contre ceux qui il nomme des terroristes, le premier ministre français, Jacques Chirac ferait mieux de tenir les promesses de libération faites par les autorités françaises », ajoute le communiqué de l'ASALA, qui affirme détenir des « preuves » sur les tractations menées à ce sujet par l'intermédiaire de « certains régimes arabes » et menace de les publier « en temps opportun ». L'ASALA affirme encore que « les services de sécurité français sont en train de fabriquer de nouveaux chefs d'accusation contre les prisonniers qui ont été déjà condamnés ».

arbitrairement afin de les liquider physiquement ». Cette précision n'est pas la première du genre. Le 26 septembre, déjà, l'ASALA avait mis en garde le gouvernement français « contre toute atteinte à l'intégrité physique » de Varoujan Garibedian, Anis Naccache et Georges Ibrahim Abdallah, tous trois détenus en France.

C'est donc l'ASALA qui semble, désormais, avoir pris le relais du Comité de soutien aux prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), tout au moins en ce qui concerne la signature apposée en bas des communiqués. La participation de l'organisation arménienne aux attentats des dernières semaines, pour l'instant, n'est pas établie, à moins que sous le sigle du CSPPA se dissimulent, aux côtés des membres du clan Abdallah, quelques éléments de l'ASALA.

La probabilité d'un tel complot est d'autant plus grande qu'elle ne concerne, en tout état de cause, que quelques poignées d'individus qui se sont octroyés à plusieurs moments de l'histoire tourmentée du Liban dans ces dernières années. Comme les Forces armées révolutionnaires libanaises (FARL) —

« organisation mère » du CSPPA — l'ASALA est par ailleurs composée de militants d'origine chrétienne, qui, comme ceux des FARL, encore se sont entraînés dans les camps du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) implantés dans la plaine de la Bekaa.

En attendant, policiers et gouvernement français demeurent convaincus de l'implication de la famille Abdallah dans les attentats de ces dernières semaines. « Les seuls soupçons précis, à nouveau assurés, jeudi, M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, c'est que la famille Abdallah est derrière les attentats de Paris ». C'est aussi pour vérifier le bien-fondé de ces soupçons que M. Alain Marsaud, le juge d'instruction chargé du dossier de ces attentats, a gagné jeudi soir, après quelques hésitations, Larnaca à Chypre. Le magistrat, qui était accompagné de deux inspecteurs de la police judiciaire, entend notamment, vérifier dans quelle mesure Emile Ibrahim Abdallah, soupçonné d'avoir posé la bombe devant le magasin Tati de la rue de Rennes, le 17 septembre, aurait pu repasser le Liban, via Chypre, quelques heures à peine après l'explosion.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

ILS n'avaient lieu sur fond de tragédie, les événements que vit la France ces temps-ci tourneraient à la farce. Comment désigner autrement le vibrationnel verbal et ambuleur dont est saisi le gouvernement ? C'est Zazie au pouvoir, pour causer et causer encore. Bien malin qui pourrait rédiger, à l'intention de quelque encyclopédie à venir, une note de synthèse sur les déclarations du moment. Bien plus malin celui qui devrait trouver de l'unité entre ce qui se dit et ce qui se fait, entre les redondances et les voyages à Canossa, le poing sur la table et le chemin de Damas ?

Jacques Chirac, c'est le père Jourdain en politique. Comme la Bourgeois avec sa prose, le premier ministre négocie sans le savoir. Comme par mégarde. Avant d'apprendre à chanter, probablement. Pour l'heure, le mode est aux visites : à Alger, à Damas, à New-York ; cependant qu'à Paris, où passent des tas de gens, un patriarche pas très catholique en dépit de sa fonction y fait « un court séjour » à la manière d'un baron d'Offenbach. Son salon est place Beauvau et son boudoir à la Santé. Mais comme il est « homme de bonnes intentions », selon le jugement de M. Pasqua, pourquoi la France, faite de mieux, ne lui confierait-elle pas son sort ?

Pour n'être pas en reste de déclarations, M. Alain Chalandon expédie proprio motu Georges Ibrahim Abdallah aux assises. Encore qu'on puisse voir dans la rigueur affichée du garde des sceaux les contours d'une fausse fenêtre. Abdallah comparait (ça, pour la rigueur). Mais un jury bien tenu par des magistrats bien choisis prononcera une peine qui, confondue bien sûr avec la présidence comme la loi le permet, ouvre la large voie des réductions de peine et des libérations conditionnelles (ça, pour l'accommodement). La justice serait passée, pour faciliter les choses.

Les ministres se prennent pour Hercule Poirot. Les uns absolvent, les autres accusent. « La Syrie est venue de probité candide et de fin blanc », dit (presque) l'un à la radio ; « mais les Abdallah sont coupables de tout », précise l'autre à la télévision, et si ce n'est lui, c'est donc son frère.

A ce jeu-là, le ciel va nous tomber sur la tête. Les Abdallah, qui, coupables ou pas, directement ou pas, de ce qui leur est imputé, ne sont pas des enfants de chœur, vont mijoter à l'intention de la France, provisoirement paisible, quelque coup à la sauce Liban qui sera la réponse du berger à la bergerie. Mais si la poudre venait à partir encore dans l'Hexagone, ce ne serait pas de la poudre de riz. Les bergers de Koubeyat ne sont pas ceux de François Boucher.

Est-ce pour cela que, prudent ou bien informé, M. Pasqua, puis en écho M. Pandraud, confesse : « Le pire n'est pas forcément derrière nous. » Qu'est-ce à dire ? Est-ce manière de décaler a priori leur responsabilité ? Ou bien de reconnaître que les mirobolantes mesures préventives (visas et patrouilles aux frontières) ne sont pas de nature à empêcher quoi que ce soit ?

SANS excuser ce qui est commis, tout au contraire en le condamnant, sans méconnaître ce qui résulte de la politique extérieure de la France, qu'elle soit continuée ou nouvelle, il ne faut pas oublier que ces bombes sont filles de situations locales qui ne seront pas résolues du jour où le calme serait revenu en France.

Il est des pays, pour n'être que des agrégats de minorités, qui se targuent du nom d'Etat sans en avoir l'attribut premier : que chacun de ses ressortissants le reconnaisse comme étant le sien mais aussi celui de tous les autres.

Alors que les vieux pays, à force de séduction et de contraintes alternées, mais surtout de temps, ont réussi à se rassembler en nations, d'autres terres perpétuent leur désordre dans des accouchements qui n'en finissent pas.

Où bien chacune des minorités est assez forte pour se défendre d'être fondue dans un tout, mais aucune assez pour s'approprier ce tout ; et l'on a le Liban. Ou bien, selon un autre cas de figure, qui a nom Israël, les juifs sont assez forts pour dominer leurs frères arabes sur le sol commun, mais pas assez pour l'emporter et mettre fin à la lutte.

Or, tous les Etats maintenant reconnus comme tels et méritant ce nom se sont bâtis sur l'idée d'une domination consentie ou attachée, l'unification se faisant à partir d'un domaine qui s'en agrègeait d'autres, conquête civile et conquête militaire mêlées.

## Minorités

TEL est, exemple parfait, le cas du duché de France, qui devint la nation du même nom, au terme d'une évolution qui n'a pas duré moins de onze siècles, de l'Évêque de France à nos jours. Elle a montré, ainsi que l'écrivait le comte de Paris voici quelques années à M. François Mitterrand, président de la République, la Royauté, la Révolution, l'Empire et la République animés d'une volonté égale, constante, et que les changements politiques n'altèrent ni ne dévièrent.

Mais l'organisation sociale achevée que représente peut-être l'Etat n'est assurée ni de sa permanence ni de sa tranquillité. Semblable en cela aux siècles passés, l'époque contemporaine voit, dans un même mouvement, l'Etat, unificateur sinon centralisateur, convoité et rejeté.

Pour ancienne qu'elle soit, la France n'est pas à l'abri des forces centrifuges. La Bretagne a beau être France depuis Henri II (puisque ce n'est qu'avec lui que sont réunies sur une même tête les deux couronnes), la Corse depuis Louis XV, l'Alsace depuis Louis XIV au la Navarre depuis Henri IV, les régionalismes n'y sont pas étrangers, sans que la violence doive prouver leur sincérité. Que dire de l'Espagne, de la Grande-Bretagne ou de tant d'autres Etats hors d'Europe ? Que dire même de ceux qui ne doutent pas d'être éternels dans leur forme actuelle ?

Mais dans les combats que livrent et se livrent les minorités, il n'y a pas de champ clos. Chacun des adversaires est à la recherche de soutiens extérieurs, ou doit en subir. Aussi loin qu'on remonte dans la temps, aussi loin qu'on se porte dans l'espace, les minorités sont, plus ou moins en sous-main, l'objet de sollicitudes qui ne sont jamais innocentes ou gratuites. Mais pas non plus sans risque pour le sœur.

C'est aussi ce que constate la France aujourd'hui lorsque, disant apporter la paix, on lui répond par la fer.

QUE leur cause soit légitime ou qu'elle soit abusive, les minorités ne sortent pas une réalité facile à saisir. Soit que l'Etat qui les encadre les prive de toute parole, ce n'est vraiment pas cher. Soit que, pour comprendre ce qu'elles sont ou ce qu'elles veulent.

C'est dire à quel point est bien venu l'ouvrage que M. Roger Caratini vient de publier chez Larousse sous le titre *Encyclopédie mondiale des minorités, la force des faibles*. Si l'on se laissait aller à la familiarité, on dirait que ce livre est formidable et que payer 115 F quatre cents pages aussi passionnantes, ce n'est vraiment pas cher. Disons, avec plus de retenue, que c'est un ouvrage indispensable pour qui se veut citoyen au vingtième siècle.

Ainsi, pour tout savoir de la querelle des Fourons qui rebondit pour la énième fois en Belgique, suffit-il de se reporter à la page 237 du livre. Le lecteur apprendra dans la foulée que la Belgique n'est, officiellement, pas bi mais trilingue, du fait des soixante-dix mille germanophones qui peuplent les « cantons de l'Est ».

Sous réserve de ce que diraient les spécialistes de chacun des cas mentionnés, cette encyclopédie n'usurpe pas son nom. Grâce aux cartes, index, bibliographies dont elle est parsemée, ainsi qu'à son « atlas des minorités », il est possible de connaître, tout à la fois, l'histoire de ces minorités et leur implantation ; de voir les régions du globe qui en ont riches, et celles qui en sont dépourvues.

C'est donc une admirable photographie, sous la forme d'une énumération commentée, de ces peuples, ou de ces groupes religieux qui, bien que brimés, muselés, battus, opprimés, exilés ou massacrés, ne cessent pas de vouloir vivre et (re)trouver un droit à l'existence qu'ils n'ont d'ailleurs, pour certains, jamais connu.

Car s'il est vrai que l'époque contemporaine est celle de la mort des Etats, elle est aussi, par symétrie, celle de la rébellion des minorités, de leur prise de conscience et de parole, comme on dit aujourd'hui. C'est un trait du temps, pour ne pas parler de mode, que de rechercher derrière la façade étatique les pièces qui composent la maison. Au point de soutenir que la partie vaut plus que le tout. Mais ce souci d'identifier chacun des éléments risque de mener bien loin...

Comme c'est une photographie que cet ouvrage, il est un instantané. La question vient d'elle-même : si la France est (entre autres...) formée d'une Bretagne qui réclame ses droits, faut-il remonter encore et rappeler que les unitaires bretons du vingtième siècle étaient, sous César, ce qui n'est pas si ancien après tout, composés de Redones, de Nannètes, de Vénètes, de Diablintes et de Curiosolites dont nul à présent ne se hasarderait à invoquer les titres.

Si l'on veut au contraire avancer dans le temps, ne faut-il pas concevoir une époque, plus rapprochée qu'on ne pense, où les Etats incontestés d'aujourd'hui auraient glissé vers l'état de minorités ; même si elles n'en portaient pas le nom, sous l'empire, par exemple, des Etats-Unis, plus unificateurs que jamais et placent sous leurs ailes, par un étonnant reflux de l'histoire, la Grande-Bretagne qui les domine et la France qui leur permet de naître ? A moins que ces pays et leurs pairs ne se donnent à l'Europe, qui les ferait minorités pour les empêcher de l'être vraiment.

## M. Chirac recevra prochainement les ambassadeurs arabes

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, recevra jeudi prochain des ambassadeurs arabes. « Dans les prochains jours », a annoncé jeudi M. Hamadi Essid, chef de la mission de la Ligue arabe à Paris. M. Essid a précisé à l'AFP avoir été « informé par Matignon » de cette décision.

Selon des informations recueillies mercredi dans les milieux diplomatiques arabes, le conseil des ambassadeurs avait demandé audience depuis trois semaines à M. Chirac sans qu'une suite ait été donnée à sa demande. « Les ambassadeurs, au demeurant inquiets d'un climat général qu'ils déplorent, n'ont que des raisons de se féliciter du climat d'entente et de compréhension qui prévaut dans leurs relations avec Matignon et le Quai d'Orsay, et relèvent avec satisfaction les propos tenus par le premier ministre sur la pérennité de la politique française au Moyen-Orient et la position claire de la France au Conseil de sécurité sur le problème de la FINUL », a déclaré jeudi le représentant de la Ligue arabe.

La veille, M. Essid, intervenant sur Antenne 2, avait déploré les « contradictions dans la classe politique française » concernant le Proche-Orient qui, selon lui, « peuvent prêter à équivoque et inquiéter les responsables arabes sur l'avenir de l'unité du monde arabe et de la France ».

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a déclaré pour sa part que l'ambassadeur d'Irak,

M. Mohammed Al-Mashat, dès mercredi après-midi, était « tombé des nues » en apprenant certaines des reproches formulés par certains diplomates arabes en poste à Paris selon lesquels M. Chirac aurait refusé de se voir (*le Monde* du 3 octobre). Il a ajouté que l'ambassadeur du Maroc — pays dans lequel s'est rendu M. Chirac jeudi soir — s'était également montré « fort surpris » de ces mêmes reproches.

## Une précision des Forces libanaises

Les responsables des Forces libanaises (milice chrétienne) en France tiennent à préciser les propos de leur porte-parole, rapportés par l'Associated Press et cités dans nos éditions du 27 septembre. Selon l'agence de presse, ils estimaient que l'affaire Abdallah avait « été montée par la police » et que les auteurs des attentats parisiens relevaient plutôt de l'extrême gauche française, peut-être appuyée par certains chutes intégristes pro-iraniens.

M. Fadhy Rahme, responsable de l'information des Forces libanaises, nous demande de préciser que « la police française est seule juge des pistes à suivre et sait parfaitement dans quelle direction elle effectue ses recherches ». « Nous avons simplement dit, ajoute M. Fadhy Rahme, que la piste Abdallah a été un peu trop montée en flèche. C'en est une. Il y en a aussi peut-être d'autres ».

## « Le gouvernement s'est fait une force de son impuissance » déclare M. Jospin

Le bureau exécutif du PS, réuni le jeudi 2 octobre, a évoqué la préparation du débat qui suivra la déclaration du gouvernement sur le terrorisme, mercredi 8 octobre à l'Assemblée nationale. Le contenu de l'intervention et l'orateur seront précisés lors de la réunion, mardi, du groupe socialiste de l'Assemblée.

La nécessité, pour le PS, de passer à une nouvelle phase de son expression publique a été soulignée. Il s'agit pour les socialistes d'interpeller le gouvernement, non seulement sur la lutte contre le terrorisme, mais aussi sur la cohérence de sa politique étrangère.

Sur le premier point, M. Jospin a fait ressortir que, paradoxalement, le gouvernement « s'est fait une force de son impuissance » et a invité les socialistes à démasquer ce stratagème.

Sur le second, des dirigeants socialistes ont commencé à appliquer, dès la fin du bureau exécutif, les principes dégagés lors de leur

réunion. Ainsi M. Pierre Mauroy, jeudi soir à Sarcelles, a-t-il, nous signale notre correspondant Jacques Meillon, déclaré : « Je le dis à Pasqua (...), agir contre le terrorisme international, c'est avoir une politique claire et non incohérente comme celle du gouvernement. »

Quant à M. Georges Sarre, député de Paris, il a déclaré jeudi, lors d'une réunion publique dans la capitale : « Le gouvernement de Jacques Chirac donne la tournure. Sa politique en zigzag au Proche-Orient est totalement incohérente, donc dangereuse. Elle a de quoi inquiéter les Français et les Français. » M. Sarre a notamment souligné : « La toile de fond (...) c'est la reprise des relations avec l'Iran, relations qui placent en fait et ne voit pas comment elles pourraient être satisfaites sans aller à Canossa. » Le député de Paris invite à « casser cette politique de gr-bouille ».

PRIX EXCEPTIONNELS  
DU 29 SEPTEMBRE AU 11 OCTOBRE DANS TOUS LES RAYONS

AUX TROIS  
QUARTIERS

17, Bd de la Madeleine, Paris, tél. 42.60.39.30.

مكتبة الأنجل



## Société

### JUSTICE

#### Au tribunal de Paris

### La fantaisie aéronautique de M. Maltret

« Vous n'avez pas d'avocat ? »

« Non, le président. J'étais tout seul dans mon avion. Je me défends tout seul. »

Position originale pour une affaire originale. C'est bel et bien un avion, un monomoteur rallye-club que M. Albert Maltret vient poser sur les Champs-Élysées le dimanche 10 août, alors que l'avenue était interdite à la circulation pour les besoins d'un tournage de film.

Quelles furent les raisons de cette extravagance d'un quinquagénaire qui valait à son auteur, le jeudi 2 octobre, d'avoir à répondre devant la trentième chambre du tribunal de Paris d'un survol à basse altitude d'une zone interdite, d'un atterrissage en dehors d'un aérodrome et même d'une falsification fort compliquée de licence de pilote ? Elles ont de quoi surprendre. Elles ont effectivement surpris le président, M. Jean-Louis Mazères. M. Maltret, qu'on le croie ou non, voulait protester contre une détention arbitraire dont il assure avoir été victime au Maroc, un pays où il a vécu de 1972 à 1977, et où, en 1986, il revenait avec sa femme pour un pèlerinage sur la tombe d'un de leurs enfants. « On m'a jeté dans une cellule de trois mètres sur deux. On m'y a laissé trente-six heures sans boire ni manger en proie aux cafards et aux punaises. »

« Vous auriez pu, alors, aller poser votre avion sur une avenue de Rabat ou de Casablanca. Ou, si vous préférez, aller vous enchaîner devant l'ambassade du Maroc. »

En vérité, ce qui ulcère véritablement M. Maltret, c'est qu'on puisse lui reprocher d'avoir pris le risque de faire des victimes, comme s'il était un débutant.

« Je ne suis pas un pilote expérimenté. Je ne suis pas un fantaisiste. J'ai deux mille heures de vol dans tous les pays du monde. »

J'ai toutes les licences internationales. J'ai été instructeur au Bangladesh et en Afrique. Tous les gens qui ont volé avec moi m'ont toujours tenu pour un gars sérieux. »

#### Dissuasion

Comme pour ajouter poutant à ces accusations, à son amour-propre et à son savoir-faire, voilà que le substitut, M. Bertrand Faure, dans son réquisitoire, va opposer le cas Maltret à celui d'Alain Marchand, qui, le 18 octobre 1981, aux commandes d'un autre avion, passa, lui, carrément sous l'Arc de triomphe.

« Alain Marchand, dit M. Faure, avait, egl, lui, par idéal, pour attirer l'attention sur la situation de l'aviation civile, il avait exprimé ses regrets et benédiction, à bon droit, de la clémence des tribunaux. M. Maltret me paraît bien plus dangereux. Sa justification s'apparente à celle de tous ceux qui, pour faire parler d'eux, se moquent des risques qu'ils font courir aux autres. »

Bref, le parquet catapacte à cette affaire une réelle importance. Si M. Faure demande, en conclusion, non seulement la suspension maximum de trois ans de la licence de M. Maltret, il souhaite que s'y ajoute une amende de plusieurs milliers de francs. Tout cela pour que l'on dissuade une fois pour toutes d'autres Maltret. Autrement dit, c'est à une époque où il se passe des choses particulièrement inquiétantes, il faut que l'on sache que si un avion ou un autre engin vient survoler Paris, ce ne sera pas le fait d'un nouveau pilote fantaisiste, et l'on pourra alors prendre sans hésiter toutes les dispositions nécessaires.

Jugement le 9 octobre. JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

### L'auteur de la tuerie de Nancy a avoué

Gardé à vue depuis jeudi soir 2 octobre dans les locaux de la police judiciaire de Nancy, Thierry Farouelle, vingt-deux ans, a avoué le meurtre de trois femmes, commis dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 octobre à Nancy (le Monde du 3 octobre). Le jeune homme est le petit-fils d'une des victimes, Lucienne Grandjean, retraitée de soixante-dix-neuf ans et locataire des deux autres victimes.

Michèle Gatnot, cinquante-quatre ans, professeur d'histoire et géographie au lycée Chopin de Nancy, et sa sœur Odette, soixante ans, commerçante en retraite.

Les trois femmes, avaient été tuées à l'arme blanche et le meurtrier avait organisé une mise en scène pour faire croire à un crime de sadisme sexuel.

Un ancien membre du SAC condamné à Bayonne. — Accusé d'avoir incendié, en août 1984, une coopérative de meubles à Saint-Martin-d'Arroaza (Pyrénées-Atlantiques), où travaillaient quelques réfugiés basques espagnols, Yann Brouches, restaurateur phocéien de trente-sept ans, ancien

membre du SAC, a été condamné, jeudi 2 octobre, par le tribunal de Bayonne, à cinq ans de prison. Remis en liberté au cours de l'instruction en raison d'une erreur de procédure, le prévenu, qui comparait libre, a été arrêté à l'audience et incarcéré à la maison d'arrêt de Bayonne. — (Corresp.)

### SCIENCES

#### 50 millions de francs pour le Muséum

### Un « spectacle scientifique »

Le Muséum national d'histoire naturelle recevra, en 1987, 50 millions de francs destinés aux travaux de rénovation de la grande galerie de zoologie, fermée au public depuis 1966. Telle est la bonne nouvelle que M. Alain Devaquet, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, est venu annoncer, le 2 octobre, à M. Philippe Taquet, directeur du Muséum.

M. Devaquet a précisé que l'effort devrait être poursuivi pendant cinq ans. La rénovation de la grande galerie de zoologie a commencé il y a plusieurs années par la construction, dans le Jardin des plantes, de la zoothèque souterraine. Il fallait, en effet, vider le bâtiment délabré avant de pouvoir y travailler. Inaugurée en février 1986, la zoothèque regroupe désormais une grande partie des collections de la galerie et des différents laboratoires du Muséum : un million de poissons (la plus belle collection du monde), quatre-vingt mille mammifères et

oiseaux, plus d'innombrables reptiles et invertébrés.

La grande galerie de zoologie, inaugurée en 1889, conservera son caractère de témoin architectural de la muséologie de son époque. Mais l'organisation complètement nouvelle de son contenu va la transformer en galerie de l'évolution. L'évolution des espèces y sera replacée dans le cadre de l'évolution de notre planète et le plan de muséologie a été élaboré en liaison avec les spécialistes des universités et des musées de province. Ce plan se présente comme une synthèse regroupant tous les éléments contribuant à l'évolution, depuis la biologie moléculaire jusqu'à l'écologie et la génétique des populations.

La galerie de l'évolution présentera un « spectacle scientifique » où seront montrés la diversité des formes de la vie, l'origine et le futur de la vie, les preuves de l'évolution, les mécanismes de la nature. Ainsi, d'un « musée d'objets », la galerie

### ÉDUCATION

### Le syndicat autonome recommande d'appliquer dès maintenant le projet de loi Devaquet

« Il est urgent de réparer des dégâts provoqués par la gauche. » Datus un communiqué publié à l'occasion de la rentrée universitaire, M. Jean Bastié, secrétaire général des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur « déplore » les lenteurs apportées à réformer les universités. « Certes, estime-t-il, le projet de réforme préparé par M. Alain Devaquet doit être examiné lors de la session parlementaire d'automne et il faudra, à cette occasion, l'améliorer encore par une judicieuse politique d'amendements. Mais cette nouvelle loi universitaire ne pourra être appliquée au mieux qu'à la rentrée de 1987. »

Ce retard paraît d'autant plus intolérable à M. Bastié que dans

l'intervalle la loi Savary continue, en principe, à s'appliquer. Il invite donc les universités à se placer délibérément en avance d'une loi : « Nous conseillons vivement à tous nos collègues d'anticiper sur le vote de la loi Devaquet en agissant dès la rentrée en vue d'un nouveau redécoupage interne et externe des Universités, par la mise en place d'un nouveau statut adapté à ces redécoupages et par la non application des mesures Savary-Chevènement. »

M. Bastié considère notamment qu'il faut faire réexaminer par une commission spéciale les décisions prises par des « instances irrégulièrement constituées ou élus », notamment le Conseil supérieur des universités qui joue un rôle essentiel dans le recrutement, les mutations et l'avancement des universitaires.

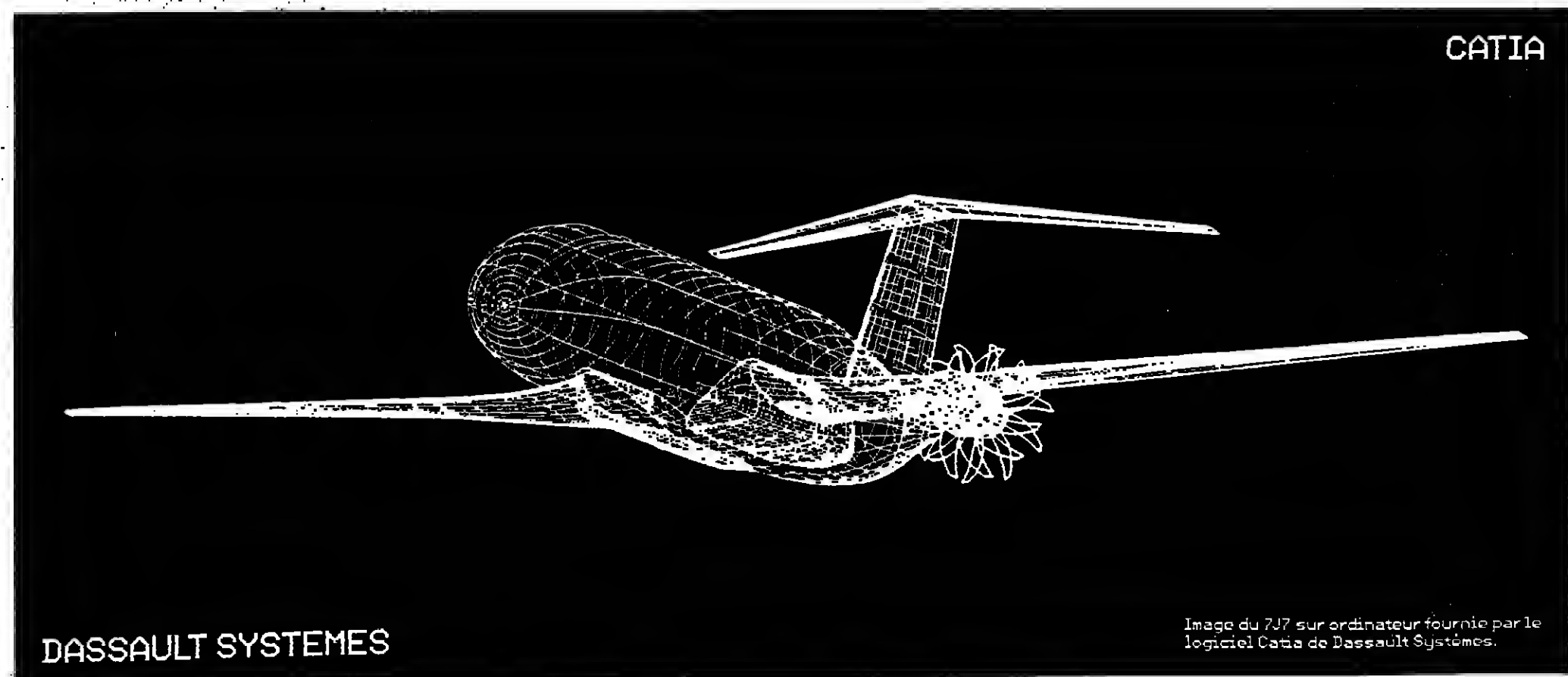
« Plusieurs mois après que le peuple français ait clairement exprimé sa volonté, on ne peut continuer à laisser la majeure partie du pouvoir de décision aux mains des mêmes hommes qui l'ont exercé de manière si partisane de 1981 à 1986. » Et outre le CSU il cite le comité national du CNRS, le comité national d'évaluation, les recteurs, les directeurs scientifiques et leurs conseillers et d'« innombrables commissions d'experts ». — (F. G.)

Après avoir pendant trois ans recommandé aux universitaires de ne pas appliquer la loi Savary, le syndicat autonome de l'enseignement supérieur et de la recherche les invite maintenant à mettre en application une loi qui n'est encore ni votée, ni même examinée par le Parlement. On peut s'étonner de l'obstination de ce syndicat, qui compte dans ses rangs de nombreux professeurs de droit, à prôner ainsi l'illégalité. — (F. G.)

Nomination au rectorat de Paris. — M. Louis Baladier, inspecteur général de l'éducation nationale, est nommé inspecteur d'académie de Paris, directeur des services académiques d'éducation. Il est adjoint au recteur pour les questions relatives aux écoles, aux collèges et aux lycées. Il remplace M. Denis Bieu. M. Baladier, qui était membre du cabinet de M. Monory, avait été remplacé à ce poste par M. Gilbert Lécourt (le Monde du 30 septembre).

Y.R.

## BOEING : PLUS FRANÇAIS QUE JAMAIS !



DASSAULT SYSTEMES

Image du 737 sur ordinateur fournie par le logiciel Catia de Dassault Systèmes.

### Dassault et Snecma participent au développement du best-seller de demain.

Boeing a adopté et utilise d'ores et déjà le logiciel Catia de Dassault Systèmes pour la conception assistée par ordinateur de son 737, le moyen-courrier de 150 places qui promet d'être le best-seller des années 1990. Dans le cadre d'une relation technique étroite entre les ingénieurs de Boeing et de Dassault Systèmes, les procédés d'analyse et de fabrication de Boeing sont progressivement intégrés à Catia pour permettre de lancer la production du 737 dès 1988.

Le moteur UDF de General Electric et de la Snecma vient d'entreprendre un programme intensif d'essais en vol sur un Boeing 727, qui permettra de garantir la mise en service commercial du 737 en 1992. Ce moteur révolutionnaire sera le digne héritier des succès sans précédent remportés par le CMF56, coproduit par la Snecma et que Boeing a choisi pour équiper en exclusivité les nouvelles versions de son 737 best-seller d'aujourd'hui.

Les améliorations technologiques spectaculaires que les collaborations de Dassault et de la Snecma permettront à Boeing d'incorporer dans le 737 ne manqueront pas de faire de ce futur moyen-courrier une autre grande réussite de l'aéronautique civile française.

**BOEING**

## THÉÂTRE

« American Buffalo », de David Mamet

## Léotard : danger !

Trois acteurs hors du commun, un metteur en scène invisible et présent, un décorateur-brocanteur, c'est plus qu'assez pour une soirée fascinante. La pièce ? Il n'y en a pas.

Si vous aimez les acteurs, une bonne adresse : le Sporting-Théâtre Tristan Bernard, 64, rue du Rocher. Le match commence à 20 h 30.

Au centre du ring : Léotard. Ce n'est pas son frère, c'est donc lui : Philippe Léotard. En vieux jeu noir et blanc (il ne s'est pas payé une garde-robe chez Dior-Bonhomme, il aurait presque eu l'air plus endimanché que son frère). Il a la tronche d'un champion welter qui s'est fait foudre cinquante fois les deux arcades sourcilières. Il danse sur place, il saute, envoie des uppercuts à gauche à droite, pousse

des coups de gueule, tombe en prostration, repart au charbon. Tout ce qu'il fait est fini à l'ère. Et tout ce qu'il fait fascine. Il a un charme irrésistible. C'est comme ça.

A droite, dans le coin des cordes, assis très pensif sur son tabouret, Alexis Nitzer. Comme Léotard, nu fur et à mesure des répétitions, avait envoyé au tapis (il ne connaît pas sa force) les acteurs successivement chargés du rôle, entre autres Yves Robert et Daniel Gelin (des SAMU les emportèrent), les organisateurs de la soirée, en ultime recours, sont allés dans le fin fond du Gers chercher Alexis Nitzer, vieux renard des rings connaissant toutes les faiblesses de la politique, au lendemain du 6 février 1934, étaient allés dans le Gard chercher Gaston Doumergue.

Où, dans le fin fond du Gers, parce qu'Alexis Nitzer est l'un des seuls ashkénazes français qui fait dans l'agriculture, et dans le Gers,

c'est l'agriculture plutôt dix fois qu'une. Les vaches ne s'y plaisent pas, les moutons non plus, y récolter le hié, le maïs, c'est un drame, tous les champs sont de travers, au point même, les tracteurs basculent. Il faut aller chercher midi à quatorze heures ; Nitzer a d'abord essayé le concombre d'Odessa, il n'a pas trouvé preneur, il s'est rabattu sur le kiwi, qui venait bien, mais, justement, tout le monde en fait, alors est hiver, il risque le gros coup, l'ananas martiniquais, le plus résistant, parce que tout de même dans le Gers, en février, il gèle, mais voilà qu'on vient le chercher pour tenir quinze jours face à un Léotard, et il est là, fidèle, solide, et tout de même un peu songeur.

A gauche, bien droit bien propre, frais comme un gardon, un jeune : Stéphane Bierry, désarmant d'innocence, remarquable acteur sans équivoque, dont la mine et la voix de premier communicant vont intriguer

l'ouragan Léotard tout au moins durant quelques rounds.

En principe, il s'agit de soir d'un combat de boxe américaine, qui s'engage, imprégné, à Chicago, dans le sous-sol d'un brocanteur, et les managers, bizarrement, ont confié la construction du ring-décor à un peintre soviétique, Iuri Kuper, qui a profité, pas fou, de ce qu'il était juif pour quitter légalement Moscou, gagner Tel-Aviv et surtout ne pas y rester.

C'est que Iuri Kuper est un digne de la brocante, il collectionne les vieilles petites enseignes peintes métalliques, réclames des machines Singer ou des pneus Bibendum, qui sont encore collées aux portes des granges, le long des anciennes départementales. Il amasse aussi un tas d'ustensiles rouillés, il aime les couleurs de la rouille, du bouton d'or à l'abricot moisi. Il a en Normandie des granges pleines de ces objets. Il o'a en q'à faire un choix, pour planter le décor, rue du Rocher.

Après les trois boxeurs et l'antiquaire-décorateur, un cinquième coquin est à l'œuvre, mais caché sous le ring : c'est lui qui tient les fils de nos marionnettes, c'est le « metteur en scène », qu'on est allé chercher, lui, sur le Vieux-Port, chez Pagnol, Marcel Maréchal. Pourquoi lui ? Parce qu'il a des muses de Sior, des finesse et des souplesses et des légèretés de chat sauvage, et qu'il fallait bien ça pour faire évoluer les trois « artistes » dans ces piles en faux équilibre de vieux ostéostyles cassés, et dans ces échafaudages de coups de poing.

Qui il reste invisible, comme il se doit, le metteur en scène, mais ce soir vous pensez à lui tout le temps, peut-être parce qu'il y a de la catastrophe dans l'air. Tenez, avez-vous eu peur, vraiment peur, une fois, en avion, parce qu'un moteur prenait feu, ou parce qu'une porte à couper un coussin empêchait l'atterrissage ? Eh bien dans ces cas-là, vous pensez au pilote, qui pourtant vous ne voyez pas. Ce soir, c'est la même chose.

Et maintenant, si vous voulez bien, venons-en enfin au programme de la réunion, à la « pièce », comme on dit. Ce qui est une façon de parler, car de pièce, il n'y a pas. On nous donne un titre de pièce, *American Buffalo*, un nom d'auteur, américain, David Mamet, mais il n'y a ni pièce, ni action, ni personnages (il est vrai que ça ne se fait plus), ni texte.

## Ne cherchez pas la pièce

Il y a les trois acteurs, Léotard, Nitzer, Bierry, qui glissent au petit bonheur dans le brio-à-brac de Kuper, Léotard super-speedé, dément et irrésistible, Nitzer qui se coupe les ongles, le petit Bierry, prolixe candide et fin blanc, et Maréchal qui, du Vieux-Port, tient ferme la manche à balai, mais ne cherchez pas la pièce : zéro.

Alors, là, c'est le mystère. Comment se fait-il qu'on importe, ici, du non-théâtre américain ? Est-ce une histoire de gangsters ? Y a-t-il une « théâtre-franc » connexion ? qui trafique les fausses pièces, qui nous fourgue, dramatiquement parlant, des faux dollars, sous prétexte qu'un faux billet d'un dollar ça vaudra toujours plus que dix vrais billets de 100 balles ? Allez savoir.

Une dernière information : chaque soir, un peu après 23 heures, Léotard en a assez d'envoyer des coups de poing et des coups de gueule dans le vide, alors il se met à démolir le décor, tout ce qui lui tombe sous la main, et à cogner sur le jeune Bierry. Et l'arbitre, Maréchal, fait vite baisser le rideau. Donc, si cela vous dit d'aller voir ce spectacle, qui tout compte fait est fascinant, choisissez plutôt un fauteuil tout au fond de la salle à droite, près de la porte de sortie, parce que ça ne va pas traîner : un de ces soirs Léotard, après le décor et ses partenaires, va s'en prendre aux fauteuils d'orchestre, et aux spectateurs qui lui tomberont sous la main. C'est un risque à prendre. Voilà. Bonne soirée, à *American Buffalo* !

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre Tristan-Bernard, 21 heures.

« Les Fourberies de Scapin », à l'Escalier d'or

## Molière sans perruque

Dans un décor de bains de mer 1900, sur une musique de Scott Joplin, Scapin mord les fesses de Géronte, et les enfants s'amuse. Mais le texte est là, intact. Revivifié.

« Il est sensationnel, ce petit bonhomme là ! » La sortie de l'Escalier d'or est digne d'une kermesse de village. Run d'Enghien, visages pastels de rouge, enfants ravis, tous se racontent des gags : Scapin (Pierre Olivier Scotto) mord les fesses de Géronte, ou, coiffé d'un torchon et d'un moulin à savaire, se dandinant sur un chameau imaginaire, les coups de parapluie, les disques en chocolat et les tartes à la crème.

Deux heures de théâtre hurlé sur une musique de Scott Joplin avec des pantomimes grimaçantes et poudrées qui ressemblent Harold Lloyd, Laurel et Hardy et Chaplin. Voilà Molière sans perruque, campé dans un décor de bords de mer 1900, où évolue un maître-nageur cabotin moulé dans un maillot rayé, deux amants-pantins éplorés (Vincent Silvestre en barman de guinguette (Vincent Solignac) Eloy et Pierre Berriau, deux chibiteuses de muses, Zerbette (Isabelle Leygonie) et Hyacinthe (Patricia George), une Nérine tour à tour pianiste, photographe, zouave et marchand de glaces (Olivier Lefevre), enfin deux papas sublimes, le pingouin avaré, Géronte (Jacques Echallillon) et le gentleman à gâtures et à lavallière, Argante (Gil Baladon). Le texte est là, intact, mais nne boiffée de fraîcheur ramène ce vieux classique, pince les souvenirs de classe, débrite les tirades à la manière d'un vrai divertissement.

Les *Fourberies de Scapin* ou les *Folies de la plage* font partie des trois spectacles joués en alternance jusqu'au premier novembre au Théâtre de l'Escalier d'or. Ici, le mot « relâche » semble inconnu : quatre-vingt-dix représentations en deux mois, une équipe bouillonnante de dynamisme qui se taille un joli succès avec ses « pièces à histoires ». En 1985, elle a comptabilisé treize mille entrées (contre neuf mille en 1982, l'année de la première saison...)

L'aventure ressemble à un conte : trois amis, une normalienne (Martine Feldmann) et deux théâtres, Jean-Paul Schitta et Pierre Olivier Scotto, repérés par le public et la critique avec « Est-ce que les fous

incent-ils » de Michel Viola, cherchent un lieu de création.

En comptant les fascicules de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, ils « tombent » sur les anciens salons de réception du *Parisien libéré*, abandonnés depuis deux ans. Coup de foudre. On signe un bail de douze ans. Pierre Olivier Scotto démissionne de la Comédie-Française, le trio s'entend : trois mois de travaux que les 400 000 francs de subventions n'amortissent pas vraiment. C'est Guy Claude François, le scénographe d'Ariane Mnouchkine, qui ravive ce superbe hangar, en l'assouplissant de miroirs, en faisant blanchir la pierre, en magnifiant le sol à damiers de marbre.

La suite ? Elle est plutôt rocambolesque. Depuis cinq ans, les trois amis jouent les hommes-orchestres. Martine Feldmann s'occupe de la gestion, met en scène (elle dirigera bientôt Denise Chalem dans *Cosquie et Looki* sur un bateau), Jean-Paul Schitta lit et furete (la programmation va de Manpassant et Rilke aux auteurs contemporains, François Rollin, Jean-Pierre Sarrazac), Pierre Olivier Scotto écrit et fait l'acteur. Il joue de son physique de petit bonhomme sensible dans son one-man-show Haut comme une table, ou ailleurs : dans un téléfilm, *The Beat Klarsfeld Story*, et même dans un spot de Jean Leizer pour Panchols Chop. Il dit : « On s'en sort en faisant des à-côtés », des à-côtés dont la liste rappelle l'inventaire de Prévert : animation au lycée Rabelais (cours de théâtre dans les classes du second cycle), location de la salle aux cinéastes, création d'un cabaret-restauration, accueil de troupes qui versent un minimum de garantie par jour (le Théâtre de la Ville présente trois spectacles cette année, et pour la première fois co-écrit une pièce, celle de Denise Chalem).

Les 400 000 francs de subventions annuelles n'assurent qu'un quart du fonctionnement. Alors on économise comme on peut : on fait travailler des TUC à la régie, on est même allé divertir pendant un mois les personnes âgées d'Alfortville. Mais ce qui pourrait ressembler à un feuilleton misérabiliste prend ici l'allure d'un vaudeville : en 1987, Scotto part en tournée avec son *Haut comme la table* : « Martine conduit la R5, je mets le décor, trois tapis persans, un coffre et un masque dans le coffre... »

LAURENCE BENAIM.

\* L'Escalier d'or, 18, rue d'Enghien, 75010 Paris. Tél. : 45-23-15-10.

## EXPOSITION

« La leçon de Charcot, voyage dans une toile » au musée de l'Assistance publique

## Le grand théâtre de l'hystérie

Une exposition retrace les heures où tout Paris courait assister à la Salpêtrière aux leçons de Charcot. L'illustrateur espérait découvrir les mécanismes de l'hystérie. Parmi ses élèves, un jeune médecin viennois : Sigmund Freud.

« L'arrivée du patron, chaque matin, est un petit événement (...). Il salue son monde d'un regard circonflexe, tend deux doigts à son chef de clinique, un doigt à son interne, et c'est tout. Il se dirige vers son vestiaire, contigu à une pièce qui sert de laboratoire, de musée, de salon d'attente. Brevement, le chef de clinique signale ce qui s'est passé depuis la veille. Charcot, à mi-voix, donne quelques rapides, elliptiques conseils. En route pour la salle de cours, spacieuse, assez mal éclairée, telle que l'ont reproduite bien des photographies et des gravures... Ces lignes de Léon Daudet, familier du médecin, font allusion au tableau d'André Brouillet : « Une leçon de clinique à la Salpêtrière » autour duquel Nadine Simon a organisé une exposition au musée de l'Assistance publique.

Cette œuvre, cent fois reproduite, est finalement peu connue. Seule l'exposition « Vienne », organisée au Centre Pompidou, a réussi à la faire sortir de l'hôpital lyonnais qui l'abrite. Ce pompiérisme témoignage est pourtant son heure de gloire. Ce fut l'un des cœurs du Salon de 1887. Même si son rival, Gervais, produisit au même endroit une autre œuvre d'inspiration médicale, *Avant l'opération*, — que l'on peut également voir au musée de l'Assistance publique avant son accrochage définitif à Orsay.

Les leçons de Charcot faisaient accourir tout Paris à la Salpêtrière. Cette toile immense, à défaut de qualités picturales, nous en restitue l'atmosphère. Au milieu de la salle de cours, trône, coiffé, l'illustrateur professeur au sévère profil de médaille. A ses côtés, l'hystérique de service : ici, Blanche Wittman, l'un de ses meilleurs « sujets », soutenue par le docteur Behniski, futur pionnier de la neurochirurgie, qui remettra radicalement en cause les théories de son patron. En face de lui, un aréopage d'élèves et de personnalités diverses. On reconnaît son fils, le futur navigateur Alfred Naquet, l'auteur de la loi sur le divorce, Jules Claretie, administrateur de la



« Une leçon clinique du professeur Charcot à la Salpêtrière », par André Brouillet (1887)

Comédie-Française, ou le journaliste Philippe Burry, ardent défenseur des impressionnistes.

Autour de ce pivot vont s'articuler les différents éléments de l'exposition. L'ascension d'un illustre mandarin de la médecine, pilier de la Troisième République naissante, la description d'une pathologie aberrante : la grande hystérie, et une réflexion sur l'imaginaire de la maladie.

Quand Charcot est nommé, en 1862, à la Salpêtrière, l'asile hospitalier général est devenu un hospice pour vieilles femmes, incurables ou indigentes, doublé d'un asile d'aliénés. Les dessins de Daniel Vierge qui fit, à cette époque, un reportage pour une revue illustrée sont assez terrifiants. C'est là que Jean Charcot fit presque toute sa carrière. Il y posa les fondements d'une nouvelle spécialité médicale : la neurologie.

Ses leçons sur les localisations cérébrales vont lui donner une stature internationale. En 1882, il inaugure la chaire de clinique des maladies du système nerveux créée pour lui. Les honneurs pleuvent quand il s'engage dans l'étude de l'hystérie qui va vite devenir son sujet de prédilection. Presque une obsession. Pour lui, c'est une maladie comme les autres. Certes, les troubles manifestés sont de nature psychique, mais ils dépendent d'une localisation cérébrale précise. Pour tenter — en vain — de la relier à l'anatomie, il en décrit sans relâche les manifestations, la fait dessiner, photographier, mûluer, sculpter, autopsier. Son chef de laboratoire, le docteur

Richet, par ailleurs artiste méticuleux, sera l'illustrateur de cette « matière pathologique » : les patients dont il fixe les déformations malades et les crises qui les frappent.

Les théories de Charcot furent vite abandonnées. Mais no jeune médecin Viennois, pas assez célèbre pour qu'André Brouillet songe à en fixer les traits sur sa toile, est, très précisément à cette époque, un auditeur assidu des leçons de la Salpêtrière. Il y observe les troubles liés à l'hystérie et de la suggestion pratiqués par Charcot pour étudier les comportements de ses malades. Ces observations vont l'amener à concevoir l'idée de l'inconscient.

L'homme le fascine : « *Aucun être humain ne m'a jamais affecté de cette façon* », écrit-il. Il demandera avant son départ l'autorisation de traduire quelques-unes de ses œuvres. Et quatre ans après son séjour parisien, en signe de gratitude, Sigmund Freud prononcera son fils Jean Martin. Comme Charcot.

EMMANUEL DE ROUX.

\* « La leçon de Charcot, voyage dans une toile », musée de l'Assistance publique, 47, quai de la Tourneville, 75005 Paris, jusqu'au 31 décembre.

**CRETEIL**  
Plus de 100 ans d'histoire

DU 10 AU 30 OCTOBRE

**L'OISEAU VERT**

Mise en scène : Benno Besson

48.99.94.50

Maison Créteil Préfecture

Ensemble InterContemporain

eio

Direction PIERRE BOULEZ

avec Aurèle Nicolet, flûte - Alain Durniens, clarinette

DONATONI

création à Paris

HOLLIGER

création française

BOULEZ

création à Paris

Lundi 6 Octobre - 20 h 30

Théâtre du Rond-Point Loc. : 42 56 08 80

**OPERA DE PARIS**

SAMEDI 4 OCTOBRE A 20H

**ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPERA**

Direction musicale : **MICHAEL SCHOENWANDT**

Soliste : **ANNA TOMOWA-SINTOW**

**R. STRAUSS**

Quatre derniers lieder

Capriccio (Sextuor et Scène finale)

**ZEMLINSKI**

Renseignements : 47.42.57.50

**Ensemble InterContemporain**

**eio**

Direction **PIERRE BOULEZ**

avec Aurèle Nicolet, flûte - Alain Durniens, clarinette

**DONATONI**

création à Paris

**HOLLIGER**

création française

**BOULEZ**

création à Paris

Lundi 6 Octobre - 20 h 30

Théâtre du Rond-Point Loc. : 42 56 08 80

**LES TRETEAUX DE FRANCE JEAN DANET**

**UN FIL A LA PATTE**

GEORGES FEYDEAU

Mise en scène : JEAN ROUGERE

Décor : ANDRÉ ACQUART Costumes : ODILE MAILLET

Musique originale : CLAUDE BOLLING

JEAN-LUC MOREAU AXELLE ABRADE

GENEVIÈVE BRUNET MARION BERRY PATRICIA LEGRAND

CLAIRE MAGNIN CHRISTINE THERY

PHILIPPE BRIGAUD JEAN DANET MICHEL DODANE JACQUES MARCHAND

JEAN-PAUL LAHORE JEAN SAUDRAY GEORGES TERAN

— SAINT GERMAIN EN LAYE —

MARDI 7 OCTOBRE 20H 45 ESPLANADE DU CHATEAU

— FRESNES —

MERCREDI 8 OCTOBRE 20H30 SQUARE DU MOULIN DE BERNY

— SUCY EN BRIE —

JEUDI 9 OCTOBRE 20H30 PARC MONTALEAU

— VERNUILLET —

SAMEDI 11 OCTOBRE 20H30 PELOUSE DU PARC



## Culture

### CINÉMA

#### « Mission » de Roland Joffé L'utopie massacrée

(Suite de la première page.)

En fait, le prélat — c'est sa mission — doit régler paternellement son compte à cette indécise cohabitation pleine d'inconvénients : ces marins échappés au contrôle des États colonisateurs, nul — s'il n'est jésuite — ne peut pleurer sur leurs territoires ; leur labeur efface la concurrence, notamment à l'exportation.

« S'acharne soudain à les anéantir ? Du fait qu'on-dit des mers, dans un lointain imaginaire pour eux, des puissances compliquées s'affrontent autour d'un équilibre cruel où le Paraguay — sa forêt, ses fleuves et ses indiens — n'est qu'un pion parmi d'autres. Ils eurent à découvrir, après la foi chrétienne, les chrétiens à l'œuvre : s'entrebatant sur tous les océans, se disputant



tion, celui des colons ; cette autonomie dérange, cette utopie a trop duré. Et puis les rois l'exigent : il faut réduire ces « réductions » sous peine de voir les jésuites chassés de la Péninsule ibérique, où leur puissance est redoutée. Le prélat au grand cœur est bouleversé par les chants des enfants garçons, Larnes perdus : l'intérêt supérieur de la papauté commande et le carnage peut commencer. Les jésuites irréductibles mourront avec leurs protégés, l'au prêtre (Jérôme Trues, fauché en pleine extension), l'autre guerroyant (Robert de Niro, ancien salopard et martyr).

Une belle histoire, somme toute. Et vraie, dans ses grandes lignes. Emouvante. Mais encore ? Encore ceci qu'elle est de tous les temps, donc du nôtre, parce qu'elle constitue une utopie de l'utopie, de l'idéalisme et des bons sentiments. Il y avait, dans un petit cimetière de l'univers, quelques dizaines de milliers d'hommes qui étaient égaux (avec des jésuites certes un peu plus égaux que les autres...). Ils échappaient au trépas des esclaves et à l'oppression. Ils avaient accueilli la foi importée et prenaient l'Evangile au mot. Ils ne demandaient qu'à continuer à vivre de la sorte.

D'où vint que l'Occident chrétien (un pape, deux rois très catho-

les terres découvertes sur lesquelles ils avaient planté la croix et une papauté enlisée dans le temporel des relations internationales. Nous pérorons peut-être tous ainsi ; sans comprendre.

Mission est d'abord un film d'images, comme on le dit d'un livre, pour grands enfants. Il peut aussi provoquer la réflexion des chrétiens sur le thème éternel du rapport entre les deux royaumes. Les « théologues de la libération » y trouveront matière à alimenter leurs certitudes et leur révolte. Les adversaires aussi car on voit l'échec d'une tentative d'instauration sur terre d'une cité évangélique. Ce bain de sang ne saurait être pris pour modèle.

Double échec, au demeurant, car la chrétienté officielle s'y montre compromise, faible, manipulée, hésitante et, pour finir, criminelle. Les libérateurs meurent et les prêtres sont assassinés et les complices ont perdu, comme l'envoyé spécial du pape, le goût de vivre et de croire. Somme bilan, au terme de cette super-production : n'aurions-nous le choix qu'entre l'esclavage et la mort, comme les Indiens, ou qu'entre le sacrifice et le renouveau, comme les prêtres ?

BRUNO FRAPPAT.

### DANSE

#### Alvin Ailey au Palais des sports

#### L'empereur noir

En trente ans, Alvin Ailey a réussi à imposer un courant noir de la modern dance, autant dire que ça swingue ferme sur la scène du Palais des sports.

Le soir de la première, il est venu saluer un public surchauffé par la beauté et l'entrain de Revelations dont le finale fut bisé. Cinquante-cinq ans, une barbe poivre et sel, physique alourdi, Ailey a bien travaillé depuis 1960, époque où il jeta en vrac toutes les techniques acquises chez Graham et son sens profond du rythme and blues.

Revelations, ballet féérique, n'a pas pris une ride. Son succès populaire dans la création chorégraphique ce jeune athlète du Texas dont l'initiation passe par l'enseignement de Lester Horton, ethnologue de la danse, et par Broadway, où il dansait au côté du chanteur Harry Belafonte. En trente ans, Alvin Ailey, très à l'écoute de la vie quotidienne des Noirs américains, a su évoluer sans s'enfermer dans un style. Il a su ouvrir sa compagnie à d'excellents danseurs et aussi à des chorégraphes noirs et blancs où le rythme est roi. Disait Ailey : « Je suis composé par Georges Satcha qui fut « star dancer » de la compagnie. L'atmosphère des années 70 se retrouve dans ses tableaux colorés à dominante rose bonbon enlevés à la diable par une troupe dynamique avec des filles drôles et des garçons bien bâtis qui prennent plaisir à se trémousser et à sauter en tous sens sur des airs qui remuent les souvenirs. » Satisfait, satisfaction... En 1980 le rythme est plus prédictible, les danses plus acrobatiques, plus heureuses, tout comme les rapports entre les gens sont plus agressifs, plus violents. C'est un vieux routier de

Broadway, Talley Beatty, qui en donne une image savoureuse avec The Stack up, comédie chorégraphique des genres et danses de la rue new-yorkaise dans un décor urbain (bâtiments et pont) de Romane Baerden. Alimé par une musique « jazzy », tout un petit monde s'agite, perturbé par les interventions d'un farfelu solitaire en béret beige et pantalon d'argente. Alvin Ailey n'a pas senti sa dernière création For Bird with Love, ballet rétro composé en hommage à Charlie Parker. Il a laissé le champ libre à Judith Jamison et à son ballet Divining, construction subtile d'inspiration plutôt orientale. Un ballet à la fois élégant et sauvage qui met en évidence la technique d'Elisabeth Ross (musique de Kamati Zulu et Monty Ellison).

MARCELLE MICHEL.

\* Palais des sports, 20 h 30.

## Communication

CLT, Havas, Hachette, Hersant, Editions mondiales, journaux

### Monopoly pour deux télé à vendre

C'est lundi 6 octobre que débute à l'Assemblée nationale le débat sur le projet de loi limitant la concentration dans les médias. Un débat rapide espèrent le gouvernement et M. Péricard, rapporteur du projet ; un débat vif, promet l'opposition socialiste, qui prépare ses amendements. Pourtant, ce n'est pas seulement dans l'hémicycle que se déroulera la bataille d'où sortira le nouveau paysage audiovisuel français. Les grandes manœuvres ont déjà

lieu dans les coulisses, où les négociations entre candidats se multiplient et où les tours de table se précèdent, même s'ils ne cessent d'évoluer. Car le nouveau projet Létoury a remis chacun en selle. D'abord les quatre prétendants attirés à TF1 et à la 5 (la CLT, Havas, Hachette, Hersant), désarçonnés un court moment par les observations du conseil Constitutionnel. Puis les différents groupes de presse, ou groupements de journaux, soucieux de ne

pas rater l'aventure télévision, et courtisés par d'autres partenaires pour leur possible contribution au « mieux disant culturel » et la caution apportée au pluralisme.

Restent les autres, bien sûr ; ceux qui sont déjà partie prenante dans une chaîne et souhaitent le rester ; ceux qui sont avant tout des entrepreneurs et veulent prendre pied dans le champ des médias (Bouygues, Tapie, Decaux) ; enfin des financiers (Suez, Paribas).

« Si j'étais un nouveau venu, candidat à une chaîne et ambitieux de créer un jour un groupe multimédia, je critiquerai et dénoncerai très fort ce nouveau projet de loi, qui photographie la situation actuelle et la fige. Faisons partie du sécul des « gros », je me tais... et me réjouis secrètement.

Il a dit cela dans sa moustache, l'œil ironique, et le silence qu'il a fait suivre se voulait éloquent. Cynique, mais franc ! Pourquoi ce député d'un grand groupe de l'audiovisuel aurait-il caché davantage au fond sa relative satisfaction ? Et pourquoi aurait-il nié le soulagement de son groupe, l'un des quatre à stratégie multi-médias que le Conseil constitutionnel semblait mettre à l'index dans son examen de la loi Létoury ?

Oh ! l'affaire n'est pas réglée, le projet — imparfait — doit être discuté, amendé puis voté. La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) devra, seule, arbitrer entre les différents dossiers. L'absence et méfiance sont donc plus que jamais de rigueur. Mais enfin, comme le souligne notre homme, « la raison a semblé l'emporter. Et l'on a bien compris que, loin d'interdire les concentrations, le Conseil constitutionnel recommandait simplement que la loi prévoit elle-même leur limitation ». Plus directement, se réjouissent les groupes multi-médias, la loi préserve les principes de rigueur, d'ampat et ne pénalise aucun groupe et permet à chacun tous les espoirs. De « sur mesure » en quel que sorte.

Candidate à la « 5 », la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT) approuve les options du nouveau projet de loi et la démarche « lucide et saine » du gouvernement, « stricte sur la concentration horizontale, plus ouverte en matière de concentration verticale » (multi ou plutôt bimédias). On aurait pu tout de même aller plus loin, regrette-t-on cependant.

Puis loin ? « Un investisseur devrait pouvoir détenir plus de 25 % du capital d'une télévision nationale. Ce seuil est insuffisant pour définir un contrôle et peut se révéler dangereux, car il rend les majorités incertaines et ouvre la porte à des bouleversements fréquents dans la structure des chaînes ». Satisfait de la possibilité offerte de contrôler deux médias nationaux (pour elle, une radio — RTL — et une chaîne de télé), la CLT ne s'estime pas concernée par l'interdiction de cumul entre une télévision nationale et une télévision régionale. « RTL-TV, qui émet depuis le Luxembourg sur l'est de la France, est de nationalité luxembourgeoise, un non-tre juridique français ».

Mais, plus que jamais, la CLT a l'âme compétitive. « Nous sommes fin prêts », affirme M. Jacques Rigaud, administrateur délégué. La grille est même bouclée. On la réserve à la CNCL. « Plusieurs candidats nous attendent une décision, et des tournages divers sont déjà en cours... Cet optimisme serait-il justifié par quelques assurances politiques ? « Nullement », se récrie M. Rigaud. Mais, contrairement à l'an dernier, nous nous sentons bel et bien dans la course. Notre candidature est prise en compte. Une candidature que la société n'a jamais dispersée : elle concerne la « 5 », seulement la « 5 », avec un ticket (une alliance) Havas et Paribas, sur lequel pourrait

se greffer des partenaires de la presse. Havas peut respirer : elle pourra figurer dans deux télévisions ! Actionnaire de Canal Plus à hauteur de 25 %, la société, qui devrait être privatisée en 1987, pourra, si la CLT l'y autorise, posséder jusqu'à 15 % du capital de la « 5 ». Une option soumise par sa direction. Havas s'occupe de la région d'une chaîne dont la CLT serait l'opérateur et Paribas le « banquier ».

Hachette, elle aussi, est éparpillée : sa candidature à TF1 ne l'oblige à renoncer ni à ses magazines (la législation ne concerne que les quotidiens d'informations générales) ni à sa radio (Europe 1). Pen prolixes, M. Jean-Luc Lagardère, président du groupe (et de Matra) était pourtant intervenu le 23 septembre pour démentir fermement les rumeurs sur son intention de vendre Europe 1 si cela était nécessaire pour acquiescer TF1. « Il n'en est pas question », avait-il fait savoir, en rappelant que la station périphérique rachetée au mois de mars était un pilier essentiel de la stratégie multimédias de son groupe. Cela n'a pas empêché les responsables du groupe de s'inquiéter des conséquences d'une interprétation stricte de la décision du Conseil. Frank Ténor, le président d'Europe 1 lui-même, interviewé sur sa propre antenne, démentait le principe d'une synergie radio-télé et l'urgence, face aux géants européens comme Bertelsmann et Bauer, de constituer en France des groupes multimédias.

Là aussi, le cap est clair : on vise TF1, et l'on se refuse à évoquer les solutions de repli, tandis que Frank Ténor achève, en collaboration avec des journaux régionaux, la préparation d'Europe 2, le nouveau service radio par satellite. Attention : service et non pas réseau. Europe n'entrera pas dans le capital des radios (cela lui serait interdit), mais leur procurera services et programmes.

Challenger de Hachette, le groupe Hersant est résolu à gagner la bataille de TF1. Les chances des deux candidats alternent au fil des semaines et celles du gagnant de la presse quotidienne seraient, dit-on, à la hausse. Les locaux de TVES sont prêts, les studios équipés, des programmes achetés. Mais le silence est de rigueur, et le lobbying intensif auquel se livrent les responsables du groupe se fait dans les couloirs et dans les antichambres, et non dans les colonnes de journaux.

Comment nier cependant les inquiétudes qu'avancent soulevées le Conseil constitutionnel ? Et la construction de scénarios divers pour plier l'organisation du groupe aux exigences de la législation ? Car M. Robert Hersant, coûte que coûte, fera de la télévision. Dût-il peser de tout son poids politique pour obtenir satisfaction. Le nouveau projet ne gêne guère le groupe. Pas question de vendre France-Soir ou un titre quelconque. Seule devra être révisée la stratégie du groupe en matière de télévision régionale et en matière de radio. Le réseau Clio-FM pourrait bien en souffrir... mais ce n'était pas le plus rentable des investissements Hersant.

D'autres groupes de presse sont en lice. Si la discrétion est la règle aux Editions mondiales, l'ambition y est clairement affichée : « Nous voulons être opérateur d'une chaîne privée », se déclare-t-on. Pas de précisions cependant sur la chaîne convoitée, même si l'on sait TF1 dans la ligne de mire du président-

directeur général, M. Antoine de Clermont-Tonnerre. Le deuxième groupe français de presse magazine (Télé-Poche, Nous Deux, etc.) n'avait aucune raison de se sentir visé par les décisions du Conseil constitutionnel : il ne contrôle, en effet, ni quotidien ni radio et ne participe à aucune télévision.

En revanche, il s'est diversifié dans l'audiovisuel et produit des films pour le cinéma (via son département Revcom Films), pour la télévision (via Revcom Multimédia), et des films vidéo (via Régie cassette vidéo). Ce portefeuille de trois cents films constitue un atout pour les Editions mondiales, qui consultent divers partenaires. Toutefois sa volonté d'avoir la haute main sur une chaîne de télévision en tant qu'opérateur exclut une alliance avec un groupe de communication qui disposerait, lui aussi, des 25 % autorisés par la loi et de pouvoirs de décision égaux.

#### La presse incontestable et courtisée

Et l'Express ? Son patron, M. James Goldsmith, est candidat à la reprise de la « 5 ». Son groupe (l'Express, ses hebdomadaires) et ses éditions régionales et internationales, Lire) n'était pas non plus concerné par l'avis du Conseil. Chargé du dossier, M. Henri de Turmeau a consacré, depuis juin, un rapport qui sera examiné par la future CNCL et tient compte du fameux critère de « mieux-disant culturel ».

« La télévision que veut faire l'Express sera généraliste et populaire, explique le producteur des « Grandes batailles du passé », mais son image de marque sera l'information, fabriquée par l'Express. Le reste, qui favorisera la création française (fiction, coproduction de films, documentaires) sera commandé à l'extérieur ». M. Goldsmith entend bien être l'opérateur, « une participation mineure ne l'intéresse pas ». Prêt à investir 1 milliard de francs, le patron de l'Express ne craint pas : il ne possède en effet ni films ni maison de production.

« Nous ne voulons pas de n'importe quel partenaire, ni de n'importe quelle condition », note pour sa part M. Antoine de Tarlé, directeur général de la société Pluricom, qui, sous la présidence d'André Fontaine, réunit cinq entreprises de presse quotidienne (1) et est en pourparlers avec plusieurs groupes candidats. Pluricom n'a pas encore

arrêté son choix entre TF1 et la « 5 ». « Ce qui est sûr, c'est que notre participation ne se réduira pas à un rôle financier », précise le directeur.

« Il faut trouver une formule qui nous permette un droit de regard sur l'information et sur la régulation publicitaire ». Pluricom, comme la Société d'étude de la télévision par la presse (SET-Presse) — société qui regroupe à la fois des quotidiens et des périodiques (2), — se définissent en fait comme les futurs partenaires d'un groupe opérateur.

La SET-Presse, elle non plus, n'a pas défini laquelle des chaînes, de TF1 ou de la « 5 », serait l'élu. Tout dépend, encore une fois, des candidats et des conditions de participation qui lui seront offertes. Forte d'une trentaine de titres qui représentent un chiffre d'affaires cumulé de plus de 4 milliards de francs, elle négocie avec l'ensemble des candidats, bien que certains associés préfèrent éviter des rapprochements avec les groupes qui possèdent des journaux concurrents. Prête à investir 200 millions de francs, elle exigera cependant « la garantie d'une participation active dans la chaîne au sein des instances de direction » ainsi que des accords sur la régulation publicitaire et sur l'information. D'où sa résolution à entrer à hauteur de 10 % dans le capital de l'une ou l'autre des deux chaînes, constituant ainsi avec l'opérateur un « bloc » empêchant les retournements d'alliance. Enfin, la SET-Presse est en négociation avec M. Michel Baroin, PDG de la FNAC et président de la Garantie mutuelle des fonctionnaires.

Le grand Monopoly est commencé.

ANNICK COJEAN  
et YVES-MARIE LABÉ.

(1) Il s'agit de Monde, d'Ouest-France, de Sud-Ouest, de la Montagne, la Nouvelle République du Centre-Ouest.

(2) Outre le groupe Bayard-Presse (la Croix, le Pèlerin, Notre Temps, etc.), il s'agit de Midi-Libre, de la Voix du Nord, du Républicain Lorrain, de l'Est républicain, de la Liberté de l'Est, du Télégramme de Brest, de Sélection du Reader's Digest, de VSD, de l'Officiel de la mode, de l'Officiel des spectacles, de Télé Journal, des éditions Larivière (Moto-verte, Aviation-magazine, etc.), des éditions Max Brézel, Verneuil et M. Houmard, du mensuel Ville de Paris de la SEAE (éditions vétéranes), de la Colloque, de Télévision (qui rassemble les fondateurs du groupe), du Chasseur français, de l'Idollette, de Signatures (Dance's Club), du groupe La Suisse, et de la Compagnie financière de Suez.

**BEDOS** à partir du 7 octobre

**FAISON CIRQUE D'HIVER**

Renseignements : 48.06.02.02  
Location : 3 FNAC, AGENCES, CIRQUE D'HIVER : 43.38.98.00  
110, rue Amélot 75011 Paris, Métro : Filles du Calvaire, Oberkampf

**ABONNEMENT**

**théâtre de gennevilliers**

□ DANSE MUSIQUE  
MEREDITH MONK, BELLA LEWITZKY,  
STEVE LACY, ELISA WOLLASTON,  
DOUGLAS DUNN  
□ LA CHARRUE ET LES ÉTOILES,  
SEAN O'CASEY, BERNARD SOBEL  
□ UBU ROI, ALFRED JARRY,  
JEAN-LOUIS HOURDIN  
□ LE ROMAN PROMETHEE,  
ENZO CORMANN, PHILIPPE GOYARD  
□ L'ESPRIT DES BOIS,  
ANTON TCHERKOV  
JEAN-LOUIS MARTINELLI  
□ NATHAN LE SAGE, LESSING,  
BERNARD SOBEL  
□ CREANGERS,  
AUGUST STRINDBERG,  
CHARLES TORDJMAN  
□ FAUST, GOETHE, DENIS GUENOUN  
□ BRITANNICUS, RACINE,  
JEAN-MARIE SIMON

centre dramatique national

pour recevoir le programme de la saison 1987

NOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_

à retourner au  
théâtre de gennevilliers  
41, avenue des Grésilles  
92230 Gennevilliers

47 93 26 30







# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 3 octobre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Nocturne  
ce soir comme  
tous les mardis et  
vendredis jusqu'à  
**20H30**

20 h 35 Variétés : Grand public.  
Emission de Patrick Sabatier.  
22 h 30 Feuilleton : Shôgun (rediff.).  
23 h 20 Journal.  
23 h 35 Rubrique Information.  
23 h 50 TSF (Télévision sans frontières).

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

**DES LETTRES  
ET DES MOTS**  
LES JEUX D'ARMAND JAMMOT

CHEZ TOUS  
LES LIBRAIRES

20 h 35 Série : Deux fies à Miami.  
21 h 25 Apostrophes.  
Magazine littéraire de Bernard Pivot.  
Sur le thème « Les livres du mois », sont invités : Régine Deforges et Geneviève Dormann (le Livre du point de croix); Kjell Espmark (le Prix Nobel); Philippe Labro (l'Étranger); Jean Lacouture (De Gaulle - T. III : le Souverain); Patrick Méné (Même les tueurs ont une mère).

**CLASSES PRÉPARATOIRES  
Sciences-Po**  
INTEGRALE

22 h 40 Journal.  
22 h 50 Ciné-club : Saint François, ménestral de Dieu ■■■  
Film italien de Roberto Rossellini (1950), interprété par des moines franciscains (v.o.).  
Onze épisodes de la légende dorée de François d'Assise empruntés au recueil des « Florent », traduit en dialecte toscan après sa mort. En une suite de fabliaux, avec une caméra en liberté, Rossellini a capté l'esprit de la pensée franciscaine, des actes de foi. Le film, admirable, n'a pas été présenté à la télévision depuis vingt ans et n'est pas ressorti en salle.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série : Le petit docteur.  
D'après l'œuvre de Georges Simenon. La piste de l'homme roux.  
21 h 25 Magazine : Taxi.  
De Philippe Allou et Maurice Dugousson.  
Troisième volet de l'enquête sur l'Égypte : la montée de l'intégrisme. Rétroviseur, de Michel Naudy; Zorro : Christine Ockrent.  
22 h 30 Journal.  
22 h 50 Dictionnaire.  
23 h 35 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

20 h 30, Les Triplés; 21 h, Cinéma : Retour de manivelle ■ film de Doreys de La Paterle; 22 h 55, Flash d'informations; 23 h 5, Cinéma : Éléments ■ film de Michel Gérard; 8 h 20, Cinéma : la CIE ■ film de Tinto Brass; 2 h 10, Cinéma : Bras de fer ■ film de Gérard Vergez.

### LA « 5 »

20 h 30, Série : Thriller; 21 h 40, Série : Kojak; 22 h 40, Série : Arabesque.

### TV 6

20 h, Tonic 6; 23 h, NRJ 6; 0 h, Tonic 6.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Henri Matisse à Mouch Hadham, par Pierre Des-cargues.  
21 h 30 Musique : Black and Blue. La musique des steeldrums.  
22 h 30 Nuits magnétiques.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné à Stuttgart) : Symphonie n° 3, de David; Introduction et allegro appassionato en sol majeur, pour piano et orchestre, op. 92, de Schumann; Todtenfeier, poème symphonique de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart.  
22 h 20 Les solistes de France-Musique. Les pêcheurs de perles : Te Deum. Troisième symphonie avec chœurs, de Milhaud; Danse concertante, de Stravinsky; Deuxième concerto pour piano et orchestre, de Bartok; à 0 h 30, Mel-Melodrame.

## Samedi 4 octobre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

16 h 45 Voyage du pape Jean-Paul II à Lyon.  
Journal.  
20 h 35 Série : Arsène Lupin : Le film révélateur. Avec Georges Descrières, Yvon Boucard, Maria Korb, Marie Versini, Félix Kemmoller (rediff.). Le gentleman cambrioleur se fait passer pour un grand acteur hollywoodien qui doit tourner un film en Allemagne.  
21 h 30 Volley-ball : championnat du monde. Demi-finale en direct de Berçy. Commentaires : Jean Raynal.  
23 h 55 Journal.  
0 h 15 Ouvert la nuit.  
Série : Le prisonnier.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

16 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
Demi-finale en direct de Nîmes.  
20 h Journal.

**MICHEL SERRAULT**  
AUJOURD'HUI A CHAMPS-ÉLYSÉES  
ET TOUS LES SOIRS  
A PARTIR DU 16 OCTOBRE DANS  
**L'AVARE**  
THÉÂTRE MOGADOR-PARIS  
LOC. 42.85.28.80

20 h 35 Champs-Élysées.  
Emission de Michel Drucker.  
Avec Michel Sardou, Pierre Bachelet, Jean-Jacques Goldman, Indochine, The Cars, Dominique Paturel, Michel Serrault, Alvin Alley, Les Sumotori...  
21 h 50 Série : Le voyageur.  
22 h 25 Les enfants du rock (1<sup>re</sup> partie).  
Clip de la semaine.  
► Talking Heads (Wild Wild Life), Stranglers (Nice to Nice), Rock Report, le magazine du rock; spécial Paul McCartney (interview en clip).  
23 h 30 Journal.  
23 h 45 Les enfants du rock (2<sup>e</sup> partie).  
Rockline : Stan Ridgway, Bananarama, Dory Hall, Bangles, Sam Fox, Carmel, Stray Cats, Redskins, Latin Quarter, Everything but the Girl, et Midge Ure, le leader du groupe Ultravox.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

16 h 25 Théâtre : Mesure pour mesure.  
Cycle William Shakespeare (v.o.). Réal. Desmond Davis. Avec Kenneth, Kate Nelligan, Tim Pigott-Smith, Christopher Strauli, John McEnery, Jacqueline Pearce, Frank Middlemass, Alan Armstrong, Adrienne Cori, Ellis Jones, John Clegg, William Sleight...  
Ce drame en cinq actes est vers et en prose a été composé aux environs de 1604.  
20 h 5 Disney Channel, pour les tout-petits.  
Winnie l'ourson.  
20 h 35 Disney Channel, pour les jeunes et les moins jeunes.  
Journal.  
22 h 20 Série : Mission casse-cou.  
Flagrant délit.

### 23 h 10 Musiclub.

Sonata en sol pour violon et piano, de Guillaume Leker interprété par Frank Preuss, violon, et Harold Martins, piano.

### CANAL PLUS

14 h, Téléfilm : le conteur sur la neige; 15 h 30, Cabon Cadin; 16 h, Série : Batman; 16 h 25, Série : Flash Gordon à la conquête de Planète; 16 h 45, Série : Mike Hammer; 17 h 30, Document : Les amoureux du soleil. Les sources; 17 h 55, Téléfilm : L'homme en carrosse; 19 h 35, Top 50; 20 h 35, Téléfilm : Les Triplés; 21 h 30, Flash d'informations; 22 h 25, Football : Confrontations; 22 h 40, Football : Championnat de France. En direct du stade municipal de Bordeaux. Bordeaux-PSG; 0 h 30, Cinéma : Des femmes pour Gaspard ■ film français classé X, de J. Helle (1983), avec Yves Callias, Victor Vallet, Eva Kleber, Patricia Violet...; 1 h 25, Cinéma : Haute tension, film américain de Renny Harlin (1976), avec Ben Gazzara, Britt Ekland, Paul Winfield...; 3 h 10, Cinéma : C.H.U.D. ■ film américain de Douglas Cheek (1985), avec John Heard, Kim Greist, Christopher Curry...; 4 h 35, Série : Rawhide; 5 h 25, Cinéma : Bessie ■ film français de Michel Gérard (1985), avec Florent Pagny, Patricia Millardet, Boris Bergman, Riton Liebman.

### LA « 5 »

20 h 30, Série : Thriller; 21 h 50, Série : La cinquième dimension; 22 h 45, Série : Arabesque.

### TV 6

20 h, Tonic 6; 22 h, NRJ 6 (rediff.); 23 h, Live 6.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : l'empire de la cuisine d'Alexandre Bonazzi.  
22 h 10 Démonstrations.  
22 h 30 Musiques : le Vaisseau des Bonnes. Le méfier du bonheur, opéra de Gérard Garcia.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de l'Opéra de Paris) : Symphonie n° 4 d'Alexander von Zemlinsky; Quatre derniers lieder, de Richard Strauss; scène finale du Capriccio, de Richard Strauss; Kammermusik, de Franz Schreker, par l'Orchestre du théâtre national de l'Opéra de Paris. Dir. Michael Schoenwandt.  
0 h Les solistes de France-Musique. En-Libre : Renata Tebaldi.

## Dimanche 5 octobre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h 30 Voyage du pape Jean-Paul II.  
Arrivée à l'aéroport de Taizé; visite de l'église de la Réconciliation; rencontre avec la communauté de Taizé.  
9 h Emission islamique.  
Islam et polygamie.  
9 h 15 Orthodoxie.  
Icones critiques au musée d'Héraklion.  
9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.  
10 h Présence protestante.  
Les vaudou.  
10 h 30 Voyage du pape Jean-Paul II.  
Célébration de la messe pontificale à Paray-le-Monial.  
12 h 30 Téléfoot 1.  
13 h Journal.  
13 h 25 Variétés : A la folie, pas du tout.  
Emission présentée par Patrick Poivre d'Arvor.  
13 h 30 Sports dimanche.  
Championnat du monde de volley-ball. Finale, pour la troisième place, à Berçy.  
15 h 30 Tirage au sort.  
Prix de l'Arc de triomphe.  
15 h 45 Sports dimanche (suite).  
16 h 40 Variétés : A la folie, pas du tout (suite).  
17 h 45 Voyage du pape Jean-Paul II.  
Rencontre avec la jeunesse au stade Gerland à Lyon.  
19 h 30 Dessin animé : Tom et Jerry.  
19 h 55 Tirage du toto sportif.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : la Charge héroïque ■■  
Film américain de John Ford (1949), avec John Wayne, John Agar, Joanne Dru, Victor McLaglen.  
En 1876, en Arizona, la dernière mission d'un officier de cavalerie (arrivé à l'âge de la retraite) lorsque la guerre indienne se rallume. Pas d'héroïsme tapageur comme dans le titre français, mais une réflexion sensible, novatrice, sur l'armée, les rapports des Blancs et des Indiens, l'amour. John Wayne devient bouleversant lorsque, sur la tombe de sa femme, il parle à la mort.  
22 h 15 Sport dimanche soir.  
Résumé des Jeux olympiques à Séoul.  
23 h 15 Journal.  
23 h 30 C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

11 h 30 Dimanche Martin.  
Entrez les artistes.  
13 h Journal.  
13 h 30 Tout le monde le sait.  
Invités : Ray Lawson, Speng, Corinne Charly, Laurent Voulzy, Dorothée, Munchener Freiheit, Dick Rivers.  
14 h 30 Série : Félicien Grovèche.  
Scénario et dialogues Sylvain Joubert. Réalisation Michel Wyn. Avec Sylvain Joubert, Pierre Santini, Amos Wilson, Jouy Clève (4<sup>e</sup> épisode).  
15 h 30 L'école des fessés.  
Invités : Lio.  
16 h 25 Le kiosque à musique.  
17 h Téléfilm : Les travailleurs de la mer.  
D'après Victor Hugo. Réal. Edmond Séchan. Avec Julien Guomar, Aurélien Lecoq, Marie-Thérèse Relin, Georges Wilson, Laurence Regain...  
18 h 35 Stade 2.  
Football, championnat de France; Rugby, championnat de France; Volley, championnat du monde; Motonautisme; Course à pied; Tennis; Sumo.  
19 h 30 Feuilleton : Maguy.  
Avec Rosy Varie, Jean-Marc Thibault, Martine Villeneuve, Henri Garcia...  
20 h Journal.

**LUNDI MATIN  
9 H SUR A2**

CAPTURE  
LA VICTOIRE DE LA SCIENCE  
SUR LE TEMPS.

Christian Dior

20 h 35 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
► D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.  
► Grand Tournoi : finale en direct de Nîmes.  
22 h 5 Volley-ball : championnat du monde.  
Finale à Berçy.  
23 h 45 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Magazine : Mosaïque.  
De Reynold Isard.

Portrait de Léopold Sédar Senghor : témoignages des écrivains qui l'ont approché; lecture des poèmes du premier Africain membre de l'Académie française.

12 h Magazine : D'un soleil à l'autre.  
Magazine du monde rural.  
14 h 30 Sports loisirs.  
Les Six Jours à pied de La Rochelle; à 15 h 15, Golf, en direct de Bordeaux; à 16 h 45, les six jours à pied de La Rochelle.  
17 h Amuse 3.  
Bouba; à 17 h 25, Dessin animé : Les entrecœurs; à 17 h 55, Speedy Gonzales; à 18 h, Splendeur sauvage, de Frédéric Rossif.  
18 h 30 RFO Hebdo.  
19 h Amuse 3 (suite).  
Cat's eye; à 19 h 25, L'oiseau bleu.  
19 h 45 Jean-Paul II à Lyon.  
Les temps forts de la visite pontificale.  
20 h 4 Le curé d'Ars.  
Plaidoyer pour un curé de campagne. Réal. André Bonnardel.  
20 h 35 Jean-Paul II à Lyon.  
En direct : cérémonie à la basilique de Fourvière; bénédiction de la ville; embrasement de la colline de Fourvière.  
21 h 55 Journal.  
22 h 30 Cinéma de minuit : l'Entraîneuse ■  
Cycle France, l'avant-guerre. Film d'Albert Valentin (1938), avec Michèle Morgan, Gisèle Préville, Catherine Fontenay, Jeanne Lion, Gilbert Gil, François Périer, Henri Gansel...  
Une entraînante de boîte de nuit parisienne a l'occasion de prendre quinze jours de vacances sur la Côte d'Azur dans une pension de famille fréquentée par des gens de la bonne société. Elle croit se refaire une nouvelle vie. Tourné en seule version française dans les studios de Berlin après Munich, le premier film d'Albert Valentin, sur un sujet néo-romantique et fortement « anti-bourgeois », rejoint, par bien des côtés, le « réalisme poétique » de Michèle Morgan est superbe en jeune femme foncièrement honnête et défendant sa dignité contre l'hypocrisie masculine. Dominage que la plupart de ses partenaires ne soient pas à sa hauteur.  
0 h 5 Prélude à la nuit.  
Révisé et caprice, d'Alexandre Lagoya, interprétés par Valérie Duchateau, guitare.

### CANAL PLUS

7 h 50, Cabon Cadin; 8 h 30, Cinéma : Duet ■ film belge de Marion Hansel (1985), avec Jane Birkin, Trevor Howard, John Matuszkin...; 9 h 55, Cinéma : Firefox, l'arme absolue ■ film américain de Clint Eastwood, avec Freddie Jones, David Huffman...; 12 h, Le croc-note-show; 12 h 5, Série : Canaille plus; 13 h 5, Deux secondes pour un livre. Le livre d'étoile, de Gil Ben Aych; 13 h 9, Série : Top 20; 14 h, Téléfilm : Amy; 15 h 20, Document : naufrage d'Am-trail; 15 h 45, Série : Les monstres; 16 h 10, Série : C'est Kiki; 16 h 50, Football américain; 17 h 50, Cinéma : Une femme disparaît, film américain d'Anthony Page (1979), avec Elliot Gould, Cybill Shepherd, Angela Lansbury...; 19 h 35, Ça cartoon; 20 h 35, Cinéma : Au-dessous du volcan ■ film américain de John Huston (1984), avec Albert Finney, Jacqueline Bisset, Anthony Andrews...; 22 h 15, Flash d'informations; 22 h 25, Cinéma : les Chaussons rouges ■ film anglais de Michael Powell (1948), en v.o., avec Moira Shearer, Anton Walbrook, Marius Goring...; 0 h 35, Cinéma : la Grande Bouffe ■ film italien de Marco Ferreri (1973), avec Marcello Mastroianni, Ugo Tognazzi, Michel Piccoli, Philippe Noiret; 2 h 40, Série : Flash Gordon.

### LA « 5 »

20 h 30, Série : Thriller; 21 h 50, Série : Baretta; 22 h 45, Série : Arabesque.

### LA « 6 »

14 h, Tonic 6; 18 h 30, Play 6; 19 h, Métal 6; 20 h, Tonic 6.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Atelier de création radiophonique. Les thérapies frappeuses.  
22 h 30 Musique : Hommage à François Mitterrand, par Georges Léou. Concert enregistré à Bordeaux le 9 octobre 1985 (Mozart, Schubert).

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Severance Hall, Cleveland le 12 mars 1970) : Symphonie n° 5 en si bémol majeur, D. 485, de Schubert; trois extraits de Wozzeck, de Berg; 22 h 5 Volley-ball : championnat du monde; 22 h 10, L'Opéra de feu, de Stravinsky, par l'Orchestre de Cleveland, dir. P. Boulez; en complément de programme : Pulcinella, ballet avec voix et petit orchestre, de Stravinsky; Symphonie, op. 21, de Weber.  
23 h Les solistes de France-Musique. Musiques traditionnelles; à 1 h, l'art à chœurs.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
TOURISME-GASTRONOMIE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4344

**CHEZ PHOX PAS D'INTOX**  
**1850F** Projecteur  
KINDERMANN AV 150 E  
Projection murale ou sur écran incorporé.  
Autofocus, lampe 24 V 150 W, Paniers LKM  
ou universels.  
Télécommande à distance.  
**phox**  
CHEZ PHOX, PAS D'INTOX  
350 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE  
LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 43.82.71.31  
PARIS 9<sup>e</sup> : PHOTO CINE CHOCOLAT - 87, passage Choiseul - Tél. 42.96.67.39  
PARIS 9<sup>e</sup> : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Malesherbes - Tél. 47.42.33.58  
PARIS 9<sup>e</sup> : A.P.S. - 57, rue de Châteaudun - Tél. 48.74.73.81  
PARIS 9<sup>e</sup> : SELECTION PHOTO CINE - 91, rue La Fayette - Tél. 48.78.07.81  
PARIS 18<sup>e</sup> : PHOTO - CINE - VISION - 85, avenue Mozart - Tél. 42.88.37.69  
SENIS : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 44.53.16.67



**Supplément  
Radio-Télévision:**  
le regard du « Monde » pour choisir.

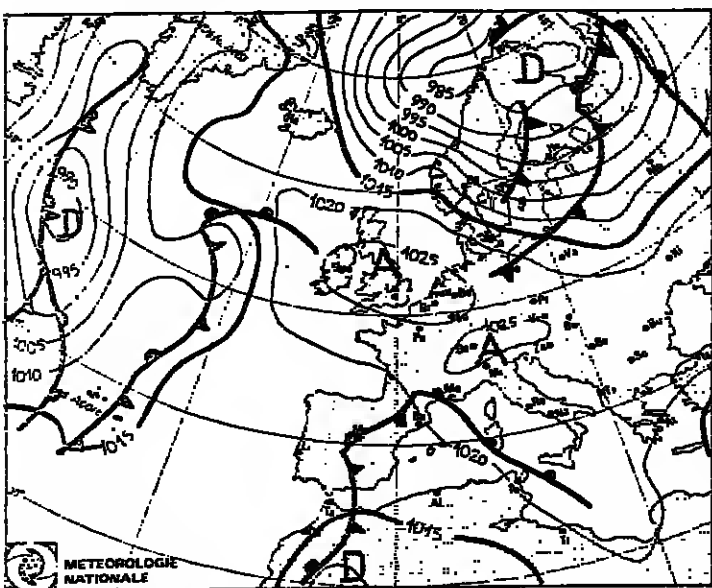
Demain, avec  
**Le Monde**



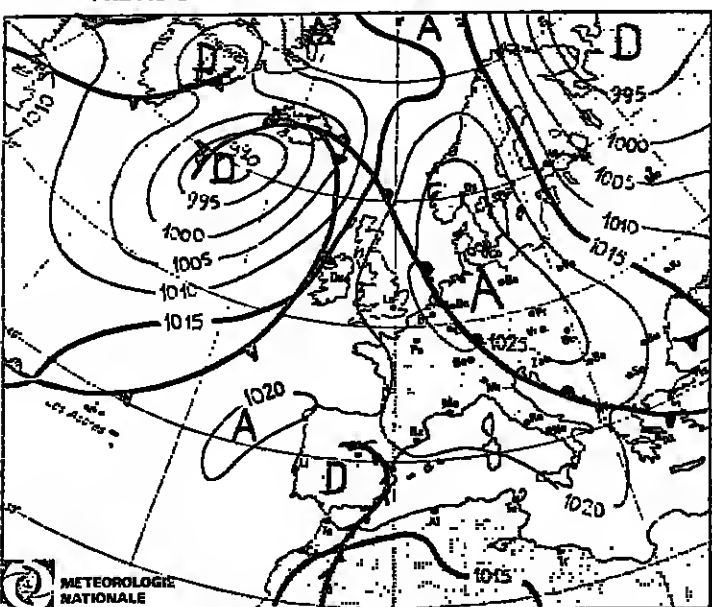
## Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 OCTOBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 OCTOBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 3 octobre à 0 heure et le samedi 4 octobre à 24 heures.

Les hautes pressions centrées sur les îles Britanniques se déplacent vers la Scandinavie et le nord de l'Allemagne. Le courant de sud qui va s'établir sur route la France apportera de l'air plus sec. Les perturbations qui vont circuler en bordure de nos régions septentrionales n'auront qu'une activité nuageuse très faible.

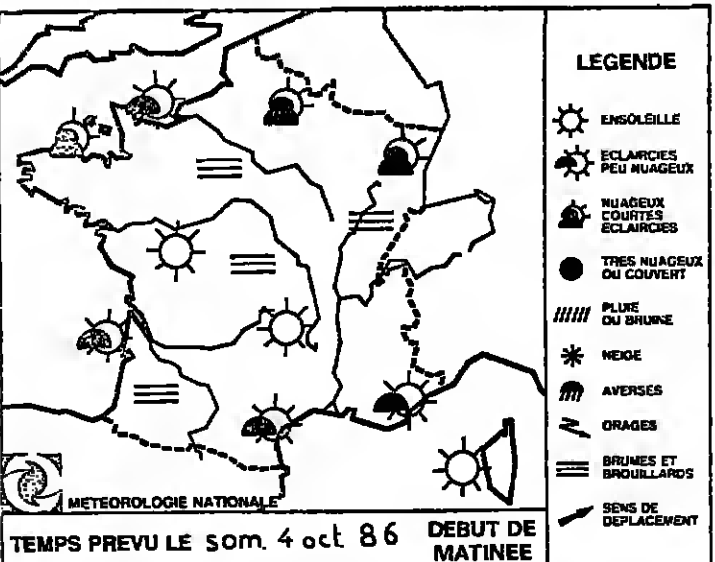
Samedi 4 octobre : le début de journée sera brumeux avec des bancs de brouillards locaux sur presque toute la France. Il y aura quelques nuages passagers près des frontières du Nord-Est, et des résidus de nuages orageux débordant passagèrement sur les Pyrénées. Les températures minimales seront entre 7 et 13 degrés

sur la moitié nord et entre 10 et 17 degrés sur la moitié sud. L'après-midi sera bien ensoleillé sur la majeure partie du pays. Seuls quelques nuages élevés persisteront sur le Jura, le nord des Alpes et les Pyrénées. Les températures maximales seront comprises entre 18 et 26 degrés du nord au sud.

Dimanche 5 octobre : Pas de changement. Le matin brumes et brouillards se dissiperont assez vite. Il fera beau ensuite sur toute la France. Les bancs de brouillards seront toutefois plus épais sur le quart nord-est.

Les nuages passagers du nord des Alpes et des Pyrénées se désagrégeront au cours de journée.

Avec le temps bien ensoleillé, les températures vont monter encore légèrement, dépassant presque partout les moyennes saisonnières.



TEMPÉRATURES maxima - minima				Temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre le 2-10-1986 à 6 h TU et le 3-10-1986 à 6 h TU				le 3-10-1986 à 6 heures TU			
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	20	16	S	ALGER	27	12	S
BARCELONE	22	16	B	BARCELONE	23	18	C
BORDEAUX	23	18	S	BORDEAUX	23	18	S
BRETAGNE	22	18	S	BRETAGNE	22	18	S
CADIX	17	12	B	CADIX	17	12	B
CHERBOURG	16	9	B	CHERBOURG	16	9	B
CLERMONT-FERRAND	24	12	S	CLERMONT-FERRAND	24	12	S
DIJON	23	11	N	DIJON	23	11	N
GRENOBLE	24	10	S	GRENOBLE	24	10	S
LILLE	19	8	B	LILLE	19	8	B
LONDRES	25	15	S	LONDRES	25	15	S
LYON	24	11	B	LYON	24	11	B
MARSEILLE-MER	26	18	S	MARSEILLE-MER	26	18	S
NANCY	23	8	B	NANCY	23	8	B
NANTES	25	14	S	NANTES	25	14	S
NICE	24	17	S	NICE	24	17	S
PARIS-MONTMARTRE	26	12	B	PARIS-MONTMARTRE	26	12	B
PARIS-MONTSAIGNY	25	13	S	PARIS-MONTSAIGNY	25	13	S
PERPIGNAN	21	18	B	PERPIGNAN	21	18	B
RENNES	23	10	B	RENNES	23	10	B
ST-ETIENNE	26	11	S	ST-ETIENNE	26	11	S
STRASBOURG	23	8	B	STRASBOURG	23	8	B
TOULOUSE	27	12	S	TOULOUSE	27	12	S
VALD'AUZ	23	18	C	VALD'AUZ	23	18	C
VIENNE	22	11	N	VIENNE	22	11	N
WATFORD	21	13	N	WATFORD	21	13	N
ZAGREB	21	16	S	ZAGREB	21	16	S
ALGER	27	12	S	ALGER	27	12	S
BARCELONE	23	18	C	BARCELONE	23	18	C
BORDEAUX	23	18	S	BORDEAUX	23	18	S
BRETAGNE	22	18	S	BRETAGNE	22	18	S
CADIX	17	12	B	CADIX	17	12	B
CHERBOURG	16	9	B	CHERBOURG	16	9	B
CLERMONT-FERRAND	24	12	S	CLERMONT-FERRAND	24	12	S
DIJON	23	11	N	DIJON	23	11	N
GRENOBLE	24	10	S	GRENOBLE	24	10	S
LILLE	19	8	B	LILLE	19	8	B
LONDRES	25	15	S	LONDRES	25	15	S
LYON	24	11	B	LYON	24	11	B
MARSEILLE-MER	26	18	S	MARSEILLE-MER	26	18	S
NANCY	23	8	B	NANCY	23	8	B
NANTES	25	14	S	NANTES	25	14	S
NICE	24	17	S	NICE	24	17	S
PARIS-MONTMARTRE	26	12	B	PARIS-MONTMARTRE	26	12	B
PARIS-MONTSAIGNY	25	13	S	PARIS-MONTSAIGNY	25	13	S
PERPIGNAN	21	18	B	PERPIGNAN	21	18	B
RENNES	23	10	B	RENNES	23	10	B
ST-ETIENNE	26	11	S	ST-ETIENNE	26	11	S
STRASBOURG	23	8	B	STRASBOURG	23	8	B
TOULOUSE	27	12	S	TOULOUSE	27	12	S
VALD'AUZ	23	18	C	VALD'AUZ	23	18	C
VIENNE	22	11	N	VIENNE	22	11	N
WATFORD	21	13	N	WATFORD	21	13	N
ZAGREB	21	16	S	ZAGREB	21	16	S

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PHILATÉLIE

## La « Danseuse » de Arp

La « série artistique » célèbre le centenaire de la naissance du sculpteur, peintre et dessinateur, Jean (ou Hans) Arp. Le timbre, d'une valeur faciale de 5 F, sera mis en vente générale le 20 octobre ; dessiné par Odette Baillais d'après la « Danseuse » peinte en 1925 par Arp, il est imprimé en béliogravure dans les tons marron clair, gris, noir, bleu-gris et beige foncé.

Né à Strasbourg, le 16 septembre 1886, de père allemand et de mère française, Arp fréquente d'abord l'Ecole des arts décoratifs de Strasbourg puis l'Académie Julian à Paris en 1904. En 1911, il participe à la fondation du mouvement suisse Der Moderne Bund. Pendant la guerre 1914-1918, il s'installe à Zurich où, avec Hugo Ball et Tristan Tzara, il participe à la fondation du mouvement dada. Après la guerre, il obtient la nationalité française et fréquente les membres du groupe surréaliste qui influence profondément son œuvre.

A partir de 1920, il publie des plaquettes de poèmes en langue allemande et, en 1937, son premier recueil écrit directement en français. En 1930, il réalise ses premières sculptures en ronde bosse. Et



c'est pour son œuvre sculpturale qu'il obtient, en 1954, le Grand Prix de la Biennale de Venise qui lui donne rapidement une audience internationale. A partir de 1959, il s'installe à Locarno (Suisse) où il meurt en 1966.

Une rétrospective de l'œuvre de Arp est actuellement présentée, jusqu'au 16 novembre, au Musée d'art moderne de Strasbourg (le Musée du 25 septembre), ville où, en 1928, avec son épouse Sophie Tauber et Theo Van Doesburg, il avait réalisé la décoration du célèbre café l'Aubette.

★ Vente anticipée à Strasbourg les 18 et 19 octobre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert dans le hall du Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons ; le 18 octobre, de 8 heures à 12 heures, aux guichets philatéliques de la Poste principale et de l'Agence philatélique (AGERIP) de Strasbourg.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE  
Samedi 4 octobre  
Pontoise, 14 h 15 : céramiques, objets d'art, mobilier.

Dimanche 5 octobre  
Provins, 14 heures : mobilier, pianos ; Versailles-Cheval-Légers, 10 h 30 et 14 h 15 : Extrême-Orient ; 14 heures : tableaux, objets d'art, mobilier.

PLUS LOIN  
Samedi 4 octobre  
Agen, 9 h 30 : vins, argenterie, bijoux ; 14 heures : objets d'art, mobilier ; Arles, 14 heures : tapis ; 15 heures : poupées ; 15 h 30 : Extrême-Orient ; Poitiers, 14 h 30 : timbres ; Saint-Marcellin (Isère), 9 h 30 et 14 h 15 : mobilier, bibelots.

Dimanche 5 octobre  
Annemay, 14 h 30 : mobilier, bijoux, argenterie ; Argentan, 14 h 30 : bibelots, mobilier, argenterie ; Arles, 14 heures : bijoux, montres ; Bayeux, 14 heures : tableaux, céramiques, objets d'art, mobilier ; Calvados, 14 heures : affiches publicitaires, mobilier ; Château de Châtenay (41), orfèvrerie, mobilier dix-neuvième siècle ; 14 h 30 : tableaux, bibelots, mobilier ; Marseille (hôtel Cantini), 10 h 30 : bijoux ; 14 h 30 : argenterie, mobilier ; Marseille-Prado, 14 h 30 : objets d'art, mobilier, tableaux ; Reims, 14 heures : archéologie, Extrême-Orient, Art primitif ; Rouen, 14 h 30 : objets d'art, armures, mobilier, argenterie ; Rouen, 14 heures : grands vins ; Tarbes, 14 h 30 : mobilier, argenterie, objets d'art.

FOIRES ET SALONS  
Albi : Albi-Bains ; Celles-sur-Belle (79) ; Chastor ; Lamorlaye (60) ; Mondraiville (14) (dimanche seulement) ; Nogent-le-Rotrou ; Paris (La Villette) : Salon du vieux papier et des disques ; Paris (Grand Palais) : Biennale ; Saint-Germain (95) (samedi seulement) ; Thonon-les-Bains.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 2 octobre 1986 :

DES DÉCRETS  
N° 86-1073 du 30 septembre 1986 relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées.

N° 86-1076 du 24 septembre 1986 portant publication du protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures, fait à Londres le 2 novembre 1973.

DES PUBLICATIONS : les visages de la solitude. — Chaque solitude pose des problèmes différents et est ressentie différemment, selon qu'elle est librement choisie ou imposée par la vie : stress de l'adolescent, sentiment d'isolement des personnes âgées, isolement du dénué ou complexes des handicapés, qui ont parfois le sentiment d'être perdus comme dit le poète et rejoint par la sociologie. Le dossier n° 3/1986 d'Informations sociales analyse ce problème de société.

Des psychologues, sociologues, journalistes et écrivains proposent des solutions. On peut se procurer cette publication à la Documentation française, 25-31, quai Voltaire, 75007 Paris. Prix : 18 F.

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde sans vis » page 32

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Irène et Gerald GUELTON ont la joie de faire part de la naissance de leur fille

## Diane

6, avenue Emile-Accolas, 75007 Paris.

— Isabelle et Francesco ont eu la joie inefable de voir venir au monde

## Lorenzo DELFINI,

le 28 septembre 1986.

5, rue Jean-Fornigé, 75015 Paris.

— M. Olivier COHIN et M<sup>me</sup>, née Catherine Frasez, partagent avec

## Guillaume

la joie d'annoncer la naissance de

## Marie-Pia,

à Paris, le 6 septembre 1986.

## Décès

— Les docteurs Maurice et Geneviève ABIVEN.

Le docteur François Robert et M<sup>me</sup> Marie-France Robert.

M. et M<sup>me</sup> Philippe ABIVEN.

M<sup>me</sup> Benoîte ABIVEN et M. Nils Mallet.

ont la douleur de faire part du décès de

## Dominique ABIVEN

survenu le 9 septembre 1986 dans sa trentième année.

Une célébration religieuse réunira ses parents et amis autour de sa mémoire le 10 octobre 1986, à 19 heures, en l'église Saint-Séverin à Paris.

— M<sup>me</sup> Paul Louis Beaumont, son épouse.

La famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

## M. Paul Louis BEAUMONT,

inspecteur général honoraire de l'instruction publique, croix de guerre avec palme, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques,

survenu le 30 septembre 1986, à Paris.

Les obsèques ont été célébrées le vendredi 3 octobre 1986 en l'église Saint-Roch.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Cambo-les-Bains, Bayonne (64).

Béatrice, Virginie et Damien Chatard.

Le docteur et M<sup>me</sup> Yves Boileau et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

## docteur Pierre CHATARD

survenu à l'âge de cinquante-neuf ans,

Centre Granicher, 64250 Cambo-les-Bains.

— On nous prie d'annoncer le décès, à l'âge de quatre-vingts ans, de

M. Jean GERVILLE-REACHE,

agréé de l'Université,

survenu le 1<sup>er</sup> octobre à Saint-Quay-Portrieux.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M<sup>me</sup> Pierre Huet, M. et M<sup>me</sup> Jean Huet, M. et M<sup>me</sup> Michel Marinier, ses petits-enfants, ses sœurs, parents et amis, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 22 septembre 1986, de

M<sup>me</sup> François HUET,

née Geneviève Charrette,

Selon sa volonté, ses cendres reposent au columbarium de Grammont, à Montpeller.

## Priez pour elle.

9, avenue de Villiers,

75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Alce Roussier, et sa fille Marianne,

M. et M<sup>me</sup> Laurent Salvatori et leurs enfants,

Les familles Rivaille, Chailand et Marinier

ont la grande tristesse de faire part du décès de leur père, grand-père et oncle

## Jules ROUSSIER,

professeur des facultés de droit d'Alger et de Toulouse,

docteur honoraire, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Saint-Barthélemy-d'Agenais, le 27 septembre 1986, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Saint-Barthélemy-d'Agenais 47350 Seyches.

93, chemin Mal-Clabail, 31500 Toulouse.

— M<sup>me</sup> Scisson, ses enfants et la famille

ont la douleur de faire part du décès de

## André SCLISSON,

administrateur en chef de 1<sup>re</sup> classe des affaires maritimes,

chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre du Mérite national,

survenu le 30 septembre 1986 à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Madeleine-Desrozeaux, 93100 La Courneuve.

— Nous avons le regret de faire part du décès de

## Mégarditch TAHMAZIAN

l'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 1<sup>er</sup> octobre 1986.

## Anniversaires

— Pour le vingt-cinquième anniversaire de la subite disparition de

## Boris LEBOVIC

(dit Lebo dans la Résistance), on demande une pensée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

## — Victor LOYER

disparaissait il y a onze ans. Son souvenir reste.

## Avis de messes

— Le samedi 11 octobre, à 15 heures, aura lieu à l'église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon à Paris, un service à la mémoire de

## Maurice DURUFLÉ,

décédé le 16 juin 1986.

La messe sera célébrée sous la présidence de Mgr Jean-Marie Lustiger, cardinal-archevêque de Paris. M. l'abbé Robert Perret, curé de la paroisse, prononcera l'hommage.

A l'issue de la cérémonie, la personnalité de l'organiste de Saint-Etienne-du-Mont sera évoquée par M. le chanoine Jehan Revert, maître de chapelle à la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Sous la direction de Jean Sourisse et en témoignage d'affection, attachement à l'auteur, des membres du chœur de l'orchestre Colonne et de l'ensemble vocal Audite Nova de Paris, Eliane Taubert, mezzo-soprano, et Sarah Sourisse, organiste, interpréteront le Requiem de Maurice Duruflé, version chœur et orgue.

Tous ceux qui ont aimé Maurice Duruflé et ses œuvres sont invités à venir prior à cette messe pour le repos de son âme.

Communications diverses

— Préparant un ouvrage sur le peintre Louis Valtat, son petit-fils prie toutes personnes possédant des documents de bien vouloir le contacter.

L.-A. Valtat, 5, rue de la Rimorière, 78460 Choisy.

CARNET DU MONDE

Tarif H.T.

Toutes rubriques ..... 60 F

Abonnés ..... 60 F

Communications diverses 60 F

Renseignements 42-47-95-03

SERVICES CULTURELS DU QUÉBEC

117, rue du Bac (7<sup>e</sup>) - 42-22-50-60

Québec en 3 D

Sculptures de petits formats

DU 16 SEPTEMBRE AU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

مكتبة العالم



هكنا من الداهل

# Le Monde

... Le Monde • Samedi 4 octobre 1986 17

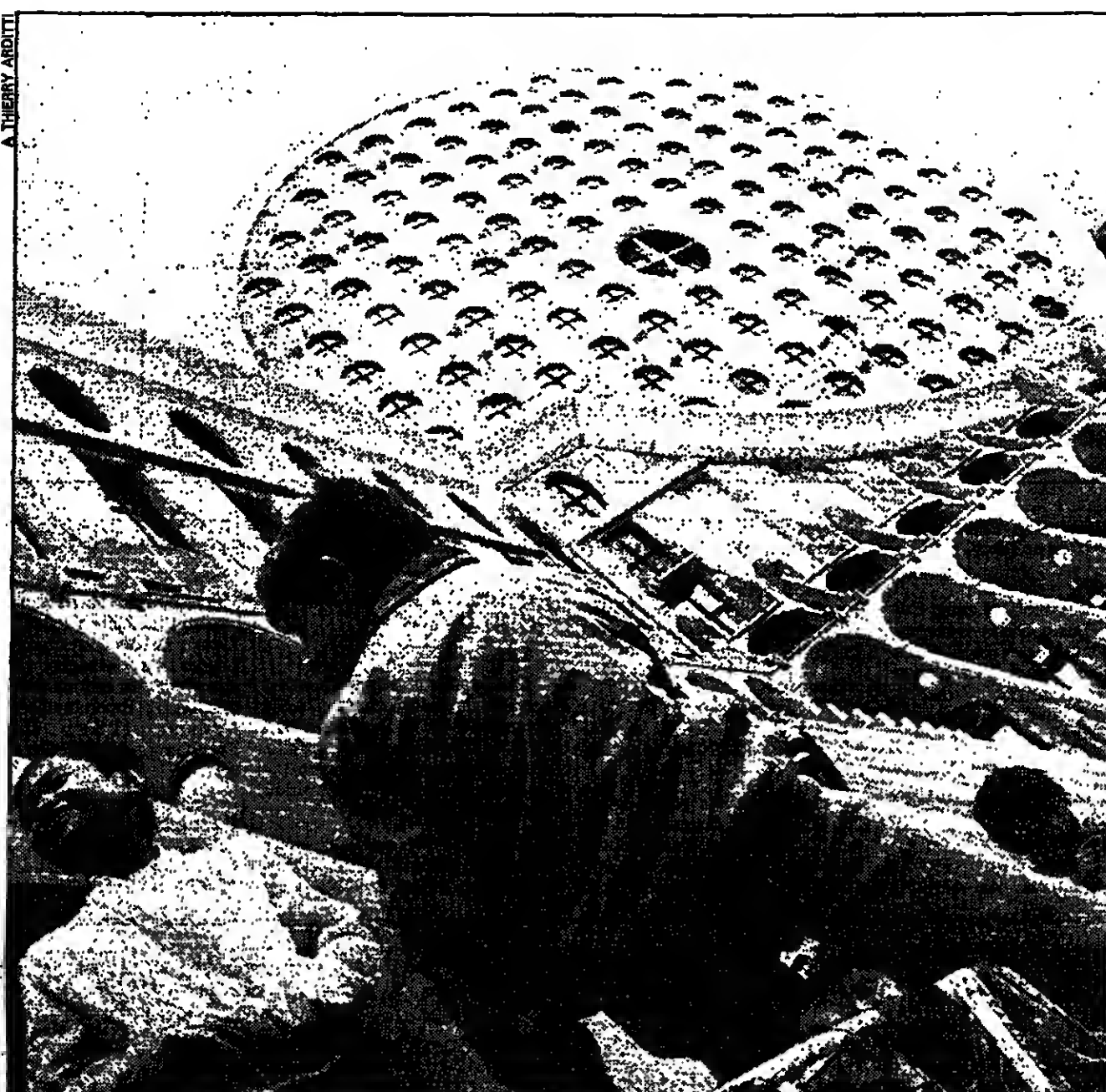
Supplément au n° 12965 - Ne peut être vendu séparément - Samedi 4 octobre 1986

## VILLES NOUVELLES

Marne-la-Vallée, c'est au bout du métro, à quelques dizaines de minutes de voyage de la place de l'Opéra. Tout près du centre de la capitale et cependant si mal connue des Parisiens et des Français.

Car Marne-la-Vallée, ce n'est pas une ville nouvelle mais plutôt des villes nouvelles échelonnées le long de la Marne, très différentes par leur aspect - tours de béton ou villages de cottages, - leur environnement, leur habitat et leur mode de vie.

Phénomène nouveau. Rien au départ ne les rassemblait, que la volonté de leurs aménageurs publics. Elles commencent à penser et à vivre ensemble, à avoir une image. Non seulement celle très (trop) médiatique que leur donne le projet Disneyland, mais celle qu'elles commencent d'acquiescer avec, par exemple, les projets comme celui de la cité scientifique Descartes.



### Dans ce numéro

PAGE 19

*Cité Descartes :  
un parc scientifique  
pour l'Ile-de-France*

PAGE 20

*La ville nouvelle vue  
par ceux qui la vivent*

PAGE 22

*Les projets culturels  
et touristiques  
Autoroute, métro,  
chemin de fer :  
un lourd budget*

PAGE 23

*Un pari sur tous  
les moyens de communication*

PAGE 24

*Disney : la longue  
négociation avec les Américains*

# MARNE-LA-VALLÉE

En treize ans, Marne-la-Vallée est passée de la notion de ville nouvelle à la réalité. Une quasi-réussite qui ne semblait pas évidente à l'origine, car, si la ville nouvelle de l'Est parisien disposait d'atouts naturels, elle devait lutter contre un handicap psychologique important : sa situation géographique.

Avec le temps, les inconvénients se sont estompés au profit des avantages, et « Marne », comme on l'appelle familièrement, a atteint aujourd'hui sa vitesse de croisière. Le rééquilibrage vers l'est préconisé par les pouvoirs publics suit le développement de la ville nouvelle, qui prend forme peu à peu.

S'il est difficile, à première vue, de saisir l'unité de l'ensemble urbain conçu il y a vingt ans par les pères de Marne-la-Vallée, la cohérence de l'opération apparaît rapidement dès qu'on l'examine sur le terrain. Du vaste quartier citadin de Noisy-le-Grand, avec son centre d'affaires et ses hypermarchés, aux plaines agricoles de Bussy-Saint-Georges, qui accueilleront bientôt des maisons individuelles en lotissements, Marne-la-Vallée se présente comme une succession d'agglomérations très variées. C'est d'ailleurs dans la diversité de

## Entre Descartes et Disney

ses « villes nouvelles » qu'elle trouve son originalité et le secret de sa réussite.

Ville nouvelle la plus proche de Paris (Noisy-le-Grand est à treize kilomètres de Notre-Dame), Marne-la-Vallée est aussi la plus grande urbanisation de ce genre en Europe. Elle se développe sur une superficie de 15 000 hectares, à cheval sur la petite couronne parisienne et la grande banlieue briarde.

Curieusement, les phases du développement dans le temps ont correspondu à une situation vécue dans les faits. Après la réalisation de programmes de logements à caractère plutôt social, souhaités par l'ancienne municipalité communiste de Noisy-le-Grand, on est passé à une forme d'habitat intermédiaire sur le secteur de Val-Maubuée, à dominante politique socialiste. Quant aux projets pour le secteur Est, plus conserva-

teur, ils tendent vers un genre de construction haut de gamme avec de nombreux équipements de loisirs.

Le même état d'esprit a présidé à l'aménagement économique de la ville nouvelle. Les industriels, traditionnellement pragmatiques, ont vite compris l'intérêt d'une localisation à Marne-la-Vallée. La multiplication des dessertes (autoroute A4, RER) la proximité de Paris autant que des deux aéroports internationaux de Roissy et d'Orly, constituent des conditions « objectives » de nature à motiver une installation sur l'une des zones d'activités de la ville nouvelle. Les résultats enregistrés par l'Etablissement public d'aménagement (Epa-marne) le prouvent. En moyenne, 25 hectares de zones industrielles sont vendus chaque année, et l'on estime à 40 hectares la surface industrielle qui sera aménagée en 1986.

Autre vocation de Marne-la-Vallée : l'immobilier de bureau. Face

à la Défense, la ville nouvelle déploie ses charmes. Avec succès, puisque 600 000 mètres carrés ont déjà été vendus. Et la demande incite les promoteurs à multiplier leurs réalisations. Pour M. Philippe Crauk, directeur commercial du cabinet Bourdais, qui commercialise de nombreux programmes de tertiaire, Marne-la-Vallée a atteint son seuil de crédibilité psychologique. « Les aspects négatifs de l'Est parisien sont peu à peu oubliés, et les chefs d'entreprise commencent à prendre conscience de l'intérêt de cette ville nouvelle. Elle offre en effet des conditions exceptionnelles de nature à concurrencer l'Ouest parisien. Le principal avantage réside notamment dans une diversité qui n'existe nulle part ailleurs. Pour le même prix, il est en effet possible de trouver des locaux dans un immeuble en hauteur et dans un espace paysager à l'américaine. Tout cela à proximité du RER et de l'autoroute... »

Un sondage réalisé récemment par Démoscopia pour le compte d'Epa-marne souligne la nette amélioration de l'image de marque de Marne-la-Vallée. Selon les chefs d'entreprise consultés (essentiellement en région parisienne), la ville nouvelle apparaît comme un « site animé où il fait bon vivre et travailler ».

C'est également une « zone d'avenir pour la région Ile-de-France », car elle dispose de grands espaces aménageables. Les décideurs interrogés estiment aussi que « s'installer à Marne-la-Vallée, c'est parier sur l'avenir ».

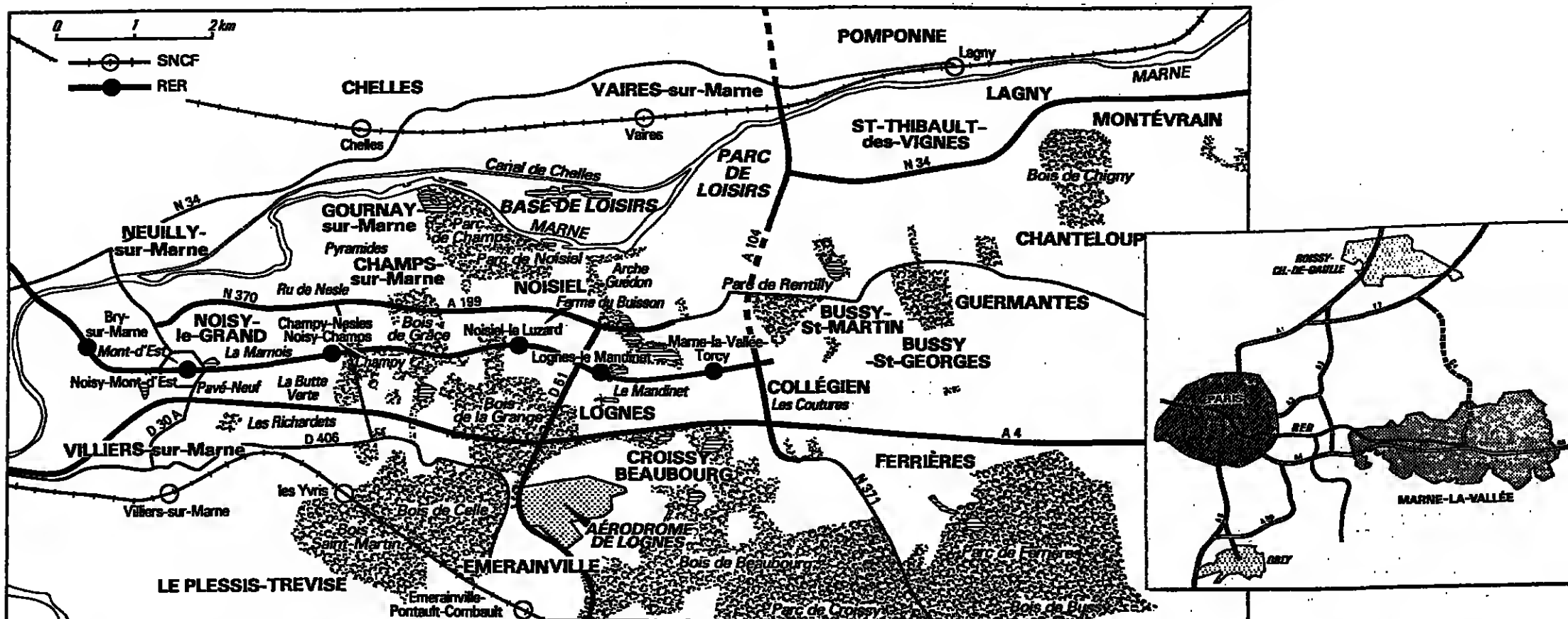
Pour beaucoup, en effet, la ville nouvelle se définit comme un pôle de développement pour les activités liées aux technologies nouvelles. Control Data, IBM et Bull illustrent cette orientation qui va être accentuée par la réalisation de la cité Descartes, la « technopole » de la région parisienne.

En attendant Mickey et les Jeux olympiques, Marne-la-Vallée commence à ressembler à une vraie ville, avec un style qui se dessine progressivement. Entre Descartes et Disney. Entre le génie technologique et le divertissement féerique.

CHRISTIAN-LUC PARISON.



# 15 000 hectares sur trois départements



**A**CHEVAL sur trois départements, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne, Marne-la-Vallée occupe une superficie totale de 15 215 hectares.

Elle est divisée en quatre secteurs :

## Secteur 1 :

Trois communes : Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), Bry-sur-Marne et Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne).

## Secteur 2 :

Six communes du Val-Maubuée : Champs-sur-Marne,

Croissy-Beaubourg, Emerainville, Lognes, Noisiel et Torcy.

## Secteur 3 :

Douze communes : Lagny, Collégien, Bussy-Saint-Georges, Saint-Thibault-des-Vignes, Chanteloup, Montevrain, Ferrières-en-Brie, Guermantes, Conches, Jossigny, Gouvernes et Bussy-Saint-Martin.

## Secteur 4 :

Cinq communes : Bailly-Romainvilliers, Chessy, Coupvray, Magny-le-Hongre et Serris.

Population en 1985 : 178 200 habitants, dont 47 400 à

Noisy-le-Grand, 12 650 à Bry-sur-Marne, 22 000 à Villiers-sur-Marne, 62 400 sur Val-Maubuée et 33 750 pour les dix-sept communes du secteur est. Prévisions : 217 000 habitants en 1990 et 252 000 en l'an 2000.

Emploi à fin 1985 : 50 870 emplois, dont 13 440 à Noisy-le-Grand, 17 280 à Val-Maubuée et 12 270 sur le secteur est.

Bureaux réalisés et en cours : 250 000 mètres carrés sur le secteur 1 et autant sur Val-Maubuée. Prévision pour Disneyland : 400 000 mètres carrés. Com-

merces : 986 boutiques et sept hypermarchés.

Logements : 59 500 en 1985, dont 16 510 à Noisy-le-Grand et 20 000 à Val-Maubuée.

## Les élus :

Le Syndicat d'agglomération nouvelle de Val-Maubuée (SAN) est présidé par Lucien Mayadoux (PS) ; l'Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (Epamarne) est présidé par Jérôme Bouvier (PS).

Secteur 1 : Noisy-le-Grand : Françoise Richard (RPR) ; Bry-sur-Marne : Etienne Audfroy

(RPR) ; Villiers-sur-Marne : Serge Delaporte (PS).

Secteur 2 : Champs-sur-Marne : Lionel Hartebeize (PC) ; Noisiel : Daniel Vachez (PS) ; Torcy : Lucien Mayadoux (PS) ; Lognes : Paul Mangot (div. d.), minoritaire au sein de son conseil municipal ; Emerainville : Pierre Audrien (PS) ; Croissy-Beaubourg : Michel Géres (div. d.).

Secteur 3 : Bussy-Saint-Georges : Michel Doussot (RPR) ; Collégien : M. Zmuda (div. d.) ; Lagny : Claude Avisse (RPR) ; Saint-Thibault-des-

Vignes : Marc Brinon (div. g.) ; Chanteloup : Gérard Guillaume (PS) ; Montevrain : Renaud Vié Le Sage (app. PS) ; Ferrières-en-Brie : M<sup>me</sup> Pottier (div. d.) ; Conches : M. Crestey (div. d.) ; Jossigny : M. Roland Noury (div. g.) ; Gouvernes : M. Bouvier (div. d.) ; Bussy-Saint-Martin : M. André Boureau (div. d.).

Secteur 4 : Bailly-Romainvilliers : Michel Colombé (div. d.) ; Chessy : M<sup>me</sup> Odette Pasqualini (div. d.) ; Coupvray : Jacques Taberlet (div. d.) ; Magny-le-Hongre : Jean-Marc Dugravot (div. d.) ; Serris : Martin Steffen (div. d.).

## MARNE-LA-VALLÉE: PORTE DU MONDE



"MARNE-LA-VALLÉE, c'est notre tête de pont vers l'Europe Occidentale" expliquait Monsieur BERTHOD, P.D.G. de DANZAS France, 1<sup>er</sup> transitaire Européen avec 4000 employés, interviewé par EUROPE N° 1.

"Le site idéal, nous l'avons trouvé à MARNE-LA-VALLÉE : autoroute, desserte ferroviaire privée, aéroports à proximité. Bref, un réseau complet, avec en plus une équipe de douane dans nos murs. Quant à l'environnement de la ville nouvelle, notamment au Val Maubuée, je le trouve tout-à-fait à l'image de notre société : plein d'imagination et d'harmonie, résolument contemporain". DANZAS est implanté sur

## LE PARC D'ACTIVITÉS PARIS EST

Le parc d'activités de Paris Est accueille les entreprises dans un cadre paysagé où l'architecture et l'urbanisme sont en harmonie avec l'environnement naturel.

Ouvert sur l'Europe, tout proche de Paris, c'est pour quelques mois encore l'opportunité foncière à saisir : les chefs d'entreprises qui y sont installés l'ont compris et en profitent pour développer leur infrastructure déjà en place.

Avec 250 ha aménagés, le parc d'activités de Paris Est, est l'un des plus importants de la Région Parisienne. Raccordé rail, proche des aéroports, au cœur d'un

étonnant réseau autoroutier, c'est à l'évidence le plus "branché".

Comme DANZAS, CORA, GMF, le Ministère des Finances, SNVB, la SAMDA, ont choisi également de s'implanter à MARNE-LA-VALLÉE.

Pour en savoir plus, écoutez tous les jours à partir du 12 septembre, pendant le journal entre 19 h et 19 h 30, la rubrique de Christian MORIN

"Les Portes de la Réussite" sur **EUROPE 1**



SERVICE IMPLANTATION D'ENTREPRISES  
Etablissement Public d'Aménagement de la Ville  
Nouvelle de MARNE-LA-VALLÉE  
5, boulevard Pierre Carle - NOISIEL  
77426 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2

**Tél.: 60059020**

Daussat

**MARNE-LA-VALLÉE. LES PORTES DE LA RÉUSSITE.**

هكذا من الأول



## Savants au vert

**A 15 kilomètres de Paris, 130 hectares sont réservés pour accueillir un parc scientifique nouvelle manière. Spécialités : informatique, électronique, urbanisme, transports.**

En annonçant la création de la Cité Descartes, le 22 mars 1983, Pierre Mauroy a souligné la vocation de ce parc scientifique qui doit être « le pôle privilégié de la région Ile-de-France pour l'accueil des établissements d'enseignement et de formation supérieure, des instituts et centres de recherche et des organismes scientifiques et techniques ». Un « paradis des cerveaux » à 15 kilomètres de Paris par l'autoroute et à 100 mètres du RER, sur un terrain de 130 hectares qui avait échappé à l'urbanisation du secteur Noisy-Champs.

A l'origine de la ville nouvelle, le schéma directeur d'aménagement avait réservé le site de la Haute-Maison à de futures activités sportives et de loisirs liées au projet d'université à Noisy-le-Grand. L'université n'a pas vu le jour, et le grand champ rectangulaire est resté sans affectation tandis que la ville nouvelle sortait de terre.

En 1981, bien avant Disney, une société américaine spécialisée dans la conception et la réalisation de parcs d'attractions s'est intéressée au terrain. Armand Lehman, le PDG de la société

LEMCO, qui a, depuis, réalisé Aqualand au Cap-d'Agde, a réussi à pousser son projet assez loin, avec le soutien de Paris. Mais il s'est heurté au refus des élus de gauche, notamment des maires communistes de Champs-sur-Marne et de Noisy-le-Grand qui n'ont pas apprécié l'arrivée éventuelle d'investisseurs américains. L'opposition réitérée des communistes n'a cependant pas pu empêcher la réalisation du projet suivant, celui de la Cité Descartes.

### ■ Territoire du troisième type

Le choix du site, au cœur de Marne-la-Vallée, apparaît déterminant dans les chances de réussite de ce parc scientifique qui sera axé sur deux secteurs préférentiels : informatique-électronique et urbanisme-transport. Pour Yann Lecoanet, urbaniste d'Epamarme, la Cité

Descartes est installée sur un « territoire du troisième type » : ni dans la ville comme les anciennes universités ni vraiment à l'extérieur comme les campus. La qualité de l'environnement et du site fait désormais partie des critères de choix des entreprises du tertiaire, de même que la nécessité d'un pôle scientifique regroupant certaines activités. « Il s'agit à la fois d'un besoin de se retrouver en famille, d'une sorte d'esprit de club et aussi de la conviction que, en se rassemblant, les entreprises pourront se développer ensemble », estime Yann Lecoanet.

Plusieurs bâtiments en cours d'achèvement prouvent que les choses avancent sensiblement à la Cité Descartes. Dès le 12 janvier prochain, Bull inaugurera le parc en ouvrant son Centre national de formation (quatre cent soixante-dix employés et près de mille cinq cents stagiaires par jour) et l'Ecole supérieure des ingénieurs en électronique et électrotechnique de la Chambre de commerce de Paris accueillera ses premiers élèves à la fin de l'année 1987. Le Centre national de la formation du ministère des finances sera aussi installé à Marne-la-Vallée.

### ■ Environnement soigné

Dans le domaine de l'urbanisme et des transports, il est prévu de construire l'Ecole nationale des ponts et chaussées, le Laboratoire central des ponts et chaussées, l'Ecole nationale des sciences géographiques, le Centre scientifique et technique du bâtiment, le Centre technique de l'urbanisme, le Centre informatique de gestion du ministère de

l'urbanisme, le Centre d'études et de transports urbains, ainsi qu'une dizaine de laboratoires de recherche du CNRS consacrés à la communication.

A terme, la Cité Descartes devrait accueillir près de cinq mille personnes par jour. Des utilisateurs qui disposeront d'un environnement extraprofessionnel soigné : courts de tennis, complexe sportif couvert, restaurants d'entreprise ou universitaires, pôle de rencontres et de séminaires dans la ferme de Haute-Maison.

Même si elle est noyée dans la verdure seine-et-marne, la technologie de l'Est parisien ne sera pas coupée du monde extérieur. Les urbanistes d'Epamarme ont, en effet, prévu autour de la Cité Descartes, la réalisation d'un centre de quartier. A proximité de la station Noisy-Champs du RER, quatre cent soixante-dix logements seront construits pour les familles et les étudiants. Une quinzaine de boutiques ainsi que quelques cafés-restaurants assureront le commerce de proximité. En fait, c'est une mini-ville qui va sortir de terre, avec son lycée, son stade, son auberge de jeunesse, son bureau de poste... Un programme de bureaux de 45 000 mètres carrés devrait apporter un millier d'emplois supplémentaires dans ce centre de quartier.

Les aménageurs espèrent que l'installation des écoles et des centres de recherche à la Cité Descartes attirera à Marne-la-Vallée des entreprises de hautes technologies intéressées par un voisinage fructueux avec les scientifiques. Un parc d'activités de 17 hectares leur sera réservé dans ce but. Cerveau de la ville nouvelle, la Cité Descartes pourrait bien en être aussi le cœur...

C.-L.-P.

## Les hôteliers arrivent

Actuellement, la ville nouvelle ne compte que quatre hôtels : un Novotel (le plus ancien), un Campanile et deux Climeo de France, soit trois cents chambres environ. La construction d'un Finotel, d'un Relais bleu et d'un Belladins portera prochainement à cinq cents le nombre de chambres disponibles sur Marne-la-Vallée. Le développement de la ville nouvelle vers l'est et le projet d'Eurodisneyland ont amené les aménageurs d'Epamarme à programmer l'implantation hôtelière. « Nous tentons de définir les besoins par secteur, avant et après l'ouverture du parc d'attractions », explique M. Bachmann. Et nous lançons ensuite les appels d'offres.

Parmi les projets déjà inscrits : un « trois étoiles » de deux cents chambres à Noisy-le-Grand, un « quatre étoiles » de deux cents chambres également à Noisy-le-Grand, à l'emplacement initialement prévu pour le Centre d'action culturelle (on parle d'un Hilton), un « trois étoiles » à Bussy-Saint-Georges, à proximité d'un projet de lotissement haut de gamme sur un golf (à 2 ou 3 kilomètres de Disney), un « une étoile » à Noisy-le-Grand, et deux petits hôtels (une et deux étoiles) près de la Cité Descartes. Cela représentera environ cinq cents chambres supplémentaires réalisées en six mois. D'autres équipements sont prévus à plus long terme, mais précisons-on à Epamarme : « Notre volonté est de regrouper les hôtels, plutôt que de les disperser sur l'ensemble du territoire de la ville nouvelle. Il y a ainsi plusieurs établissements sur le secteur urbanisé de Noisy-le-Grand et d'autres près de la zone d'activités industrielles de Paris-Est. »

Un développement qui ne tient pas compte des équipements qui seront réalisés sous l'égide de Disney dans l'enceinte du parc d'attractions.

## Entreprises sous serre

Les génies en herbe ont eux aussi rendez-vous à la Cité Descartes. La chambre de commerce et d'industrie de Meaux leur propose, en effet, de venir s'installer dans la pépinière d'entreprises qu'elle crée dans le parc scientifique. Le principe est simple. Il consiste à offrir à des « créateurs-innovateurs » des conditions susceptibles de les aider à lancer leur entreprise. Des unités de 40 % seront louées aux candidats sélectionnés sur dossier. Pour 4 000 F HT par mois, et pour une durée maximum de vingt-trois mois, les jeunes chefs

d'entreprise de la Cité Descartes bénéficieront d'une panoplie de services communs : hôtesse d'accueil, salles de réunions, standard téléphonique, secrétariat, télex, photocopieur, courrier. Quelques services spécialisés seront également disponibles, notamment l'accès à des matériels informatiques, aux banques de données françaises et étrangères, etc.

Le recrutement des futurs locataires de la pépinière est organisé au plan national. Leur « profil » devrait être fidèle à l'esprit du parc scientifique, et, à

la chambre de commerce, on précise que l'on recherche des créateurs dans les domaines de technologies avancées. Les candidats devront donc « proposer le développement de produits innovants » tout en répondant aux critères de gestionnaires d'entreprises.

L'installation dans les locaux est prévue pour le début de l'année prochaine et les dossiers de candidatures sont étudiés jusqu'au 15 décembre 1986. Renseignements : chambre de commerce et d'industrie de Meaux, 12, boulevard Jean-Ross, 77104 Meaux Cedex.

## MEUNIER PRÉSENTE SA COLLECTION «MARNE-LA-VALLÉE» 87

LE LUZARD III 3000 m<sup>2</sup>

PORTES DE PARIS 10 000 m<sup>2</sup>

LE VENDÔME 2<sup>e</sup> tranche 10 000 m<sup>2</sup>

« Leader depuis 10 ans à Marne-la-Vallée ».

LE LUZARD II 11 000 m<sup>2</sup>

VILLAS D'ENTREPRISES

LE MANHINET 3750 m<sup>2</sup>

CENTRAL IV 5000 m<sup>2</sup>

FONTAINES GIROUX II 4500 m<sup>2</sup>

**Meunier Promotion, c'est l'immobilier d'entreprise sur mesure.**

10, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.96.15.63

**MEUNIER PROMOTION**  
GROUPE BNP



# Banale comme la vie

**Finis l'époque des pionniers et des résidents en colère ! Dans les rues de la ville nouvelle, la vie s'est banalisée. La mauvaise humeur est retombée lorsque les habitants ont cessé d'avoir les pieds dans la boue.**

**I**NCORRIGIBLES propriétaires ! Les urbanistes de Marne-la-Vallée leur encochent des espaces ouverts, où chacun peut déambuler au travers des allées et des résidences, où l'œil ne heurte nulle barrière intempestive — et quel est le premier souci des nouveaux arrivants, les meubles à peine installés ? Clôturer, encadrer, barrer la perspective. Sous-traiter leur jardin à la vue des voisins, construire des murets, poser des grillages et faire pousser des troènes, au mépris de cahiers des charges qui interdisent, dans les lotissements, de telles insultes à la convivialité.

De quoi désespérer architectes et sociologues ou, plutôt, ramener sur terre ceux qui avaient cru pouvoir confondre ville nouvelle et nouvelle ville. Les habitants de Marne-la-Vallée ne sont ni des pionniers ni des aventuriers de l'urbanisme de demain. Ils sont venus parce qu'ils en avaient assez de payer un loyer pour rien et parce que « acheter à Paris aurait coûté trop cher », ou parce qu'ils ont trouvé ici « un F4 ou prix d'un deux-pièces à Paris », ou — exception — « pour aller pêcher sur les bords de la Marne ».

Ils sont aujourd'hui près de cent quatre-vingt mille, dont plus de la moitié ont moins de trente-cinq ans ; 44 % des actifs se rangent dans la catégorie « employés » ; 57 % des habitants sont propriétaires de leur logement.

De clôture en aménagement personnalisé, les habitants de Marne-la-Vallée ont fini par imprimer leur marque à cette ville sortie des planches à dessin des architectes à la fin des années 60. A l'épreuve des faits, les urbanistes ont dû eux-mêmes réviser certains de leurs projets. Ainsi, Marne-la-Vallée, qui devait devenir la grande métropole de l'Est parisien et la « première ville à la campagne », est restée une abstraction. A peine une entité pour Codex postal et une direction sur l'autoroute.

En fait, le nom de Marne-la-Vallée est surtout utilisé par les Parisiens qui ont peine à s'y retrouver dans cette nébuleuse de vingt-six communes disséminées de part et d'autre de la ligne de RER, comme les bourgeois anciens l'étaient le long de la Marne.

Les habitants de la ville nouvelle, eux, se disent de Noisy-le-Grand, de Torcy ou d'Emerainville. « Marne-la-Vallée, on situe mal où cela commence et où cela s'arrête », dit une jeune Noisette. La décentralisation aidant, les communes défendent chèrement leur toute nouvelle identité.

## Cottages et palais

Difficile donc de généraliser. Que peut-il y avoir de commun entre les constructions géantes de Noisy-le-Grand comme les « arènes de Picasso » ou le Palacio de Ricardo Bofill, véritables délices d'architectes nés vivent plusieurs milliers de personnes, et les zones pavillonnaires de Val-Maubuée ? Entre les occupants d'une HLM de quatorze étages et les propriétaires d'un cottage avec jardin ?

Certains habitants ne connaissent de leur ville que le trajet qui conduit du RER à leur immeuble, en passant par la boulangerie, et la route de l'hypermarché pour les courses du week-end. « Le dimanche, on s'en va ici ; c'est trop peuplé, on se croirait à New-York. Nous allons dans le 91 [Essonne] ou bien à la campagne,

jamais à Paris », dit Andrée, une dactylo de vingt-quatre ans installée à Noisy depuis trois ans. D'autres, au contraire, retournent systématiquement à Paris. « Aller au cinéma ici, dans le centre commercial, me donne l'impression de prendre une consommation dans un fast-food », explique Simone Ouanounou, médecin installée dans le Théâtre de Bofill. Il y a enfin ces jeunes couples avec enfants qui sortent peu et rêvent de « partir pour acheter un petit pavillon », et ces irréductibles, comme Yasmina, dix-neuf ans, pour qui « c'est mort, cela ne bouge pas, mais est fermé le dimanche »...

## Les vertus des rues d'antan

Les aménageurs, de leur côté, ont aussi dû se résoudre à construire des immeubles moins beuts et des quartiers moins denses et à relancer l'idée de commerces au rez-de-chaussée des habitations au lieu de les parquer dans des centres commerciaux. Pour un peu, on retrouverait les vertus des bonnes vieilles rues d'antan : arpenter le secteur piéton de Noisy à la nuit tombée, les « mails » et autres « lieux de rencontres », déserts, laisse tout loisir pour regretter la compagnie de ces voitures bannies — un peu bâtives — du centre des villes nouvelles.

En fin de compte, la vie s'est banalisée. Finis l'époque des pionniers et des manifestations de résidents en colère. La mauvaise humeur est retombée lorsque les habitants ont cessé d'avoir les pieds dans la boue, les travaux commençant enfin à s'achever. Plusieurs collectivités locales sont en outre dirigées aujourd'hui par les « revendicatifs » d'hier, comme à Emerainville. « Il y a quatre ans, nous aurions eu une émeute pour une école pas tout à fait terminée pour la rentrée. Cette année, le cas s'est produit : les parents d'élèves sont allés à la mairie, où on leur a fait comprendre qu'un effort important avait déjà été fait », explique Jean-Marie Boyer, sociologue et responsable des relations publiques à l'Etablissement public d'aménagement (Epamarne). Autre signe d'une moindre contestation : les associations de défense de l'environnement ont fait place à des

associations sportives ou culturelles. « Pour le cadre de vie, nous ne pouvons plus rien, c'est fait », se résigne une habitante de Val-Maubuée.

Faut-il en déduire que tout va pour le mieux dans la ville nouvelle. Sûrement pas. L'ennui, l'isolement, restent des ennemis insaisissables. Les équipements existent pourtant, en nombre suffisant (cinq piscines, vingt-sept gymnases, vingt et un centres de loisirs). Des bâtisses d'accueil passent chez les nouveaux arrivants pour expliquer le fonctionnement des services municipaux. Des réseaux se sont créés pour nouer des liens entre les habitants. Ainsi, à Val-Maubuée, une association, Voisinage-Service, propose des échanges originaux : quatre heures de baby-sitting contre autant de bricolage ou de cours d'anglais, par exemple.

## Pantouffles

Mais il manque toujours ce supplément d'âme qui donne envie de flâner, ces boutiques, ces petits commerces grâce auxquels la ville-dortoir deviendrait enfin une ville tout court, cette fin du siècle empêcherait les cinéphiles d'aller voir à Paris le film programmé à Noisy... Il manque aussi une réelle participation des habitants. « Lorsque les gens arrivent, ils sont très réceptifs et prêts à participer à la vie associative. Ensuite, il se replie sur eux-mêmes et deviennent pantouffles », regrette Bernadette Cojan, animatrice de Voisinage-Service.

En se banalisant, la vie à Marne-la-Vallée s'est aussi accompagnée d'une dimension qui risque, à terme, de provoquer des remous : l'immigration. De nombreuses familles asiatiques ou africaines sont en effet venues s'installer récemment à Noisy ou à Val-Maubuée, achetant des logements par le biais de prêts à l'accès à la propriété (PAP).

Si aucun incident grave n'a été enregistré, nombreux sont ceux qui s'inquiètent de cette situation, comme au Palacio de Ricardo Bofill. A la municipalité, dirigée par M<sup>me</sup> Françoise Richard (RPR), on se déclare « submergée » de lettres de protestations. « L'an dernier, cinq écoles ont dû être fermées à cause d'une épidémie de gorge. La mairie a distribué des désinfectants comme en 1945 », affirme le premier adjoint, chargé des affaires sociales, M. Jean-Claude Potiez.

Pour « rééquilibrer » la population de quartiers où les résidents d'origine étrangère sont actuellement majoritaires, la municipalité a donc décidé de ne plus attribuer, sur le contingent dont elle dispose, de logements aux immigrants.

CORINE LESNES.



A. THIERRY AGOSTI

## Chez Blanche-Neige

Avant le « déluge », Emerainville emplit quatre cent cinquante habitants, qui résidaient fidèlement depuis 1959 M<sup>me</sup> Germaine Bras, aujourd'hui octogénaire, à la tête de la commune. En 1975 apparurent de petites maisons, des « chalandonnets », dont l'une venait d'être achetée par un cadre parisien, membre du PS, M. Pierre Andrieu. Rapidement, celui-ci fonda une Association de défense de l'environnement d'Emerainville et s'installait à la mairie en 1977.

Aujourd'hui, Pierre Andrieu, quarante ans, se souvient encore d'avoir obtenu la construction du premier talus anti-bruit de la région parisienne, une modification du tracé d'une voie express et la suppression d'un projet de route de raccourci. Mais il se frotte surtout d'avoir limité l'urbanisation prévue à Emerainville dans le cadre de l'aménagement de la ville nouvelle. « Nous avons soutenu une architecture qui permette aux habitants de mieux se connaître », explique-t-il.

Les Emerainvillois ont tout de même eu la chance unique ou presque dans les quartiers récents de Marne-la-Vallée de posséder une église. Un véritable clocher, masquant une mairie « authentique » : il n'en fallait pas plus pour donner au nouveau quartier l'allure d'un vrai village. La hauteur des constructions a été limitée à quatre étages, et les lotissements de maisons individuelles ou groupées ont été

privilegiés par rapport à l'habitat collectif.

Après les tours de Noisy-le-Grand, Emerainville, quatre mille habitants, avec ses pavillons de style provençal et ses noms de rues de dessin animé fait un peu l'effet d'un village de poupée. Rue du Lapin-Vert, allée des Maîtresses-Gentilles, rue des Coeurs-Rouges, allée du Crocodile-Rose... « Ce sont les enfants qui ont choisi les noms en 1980 au cours d'un référendum dans les écoles », raconte le maire. Le conseil municipal n'a tout de même pas retenu les propositions de rue Goldorak ou d'allée Zorro. La place principale a été baptisée d'office du nom de Mendès France ; quant au centre culturel, il a reçu celui de Simone Signoret.

Mais faire participer les habitants à la dénomination de leurs rues ou établir la fête communale ne suffit pas à insuffler une âme à un « dortoir » neuf peuplé de déracinés qui retournent travailler à Paris. « C'est tristounet, ici. Les gens galopent, ils ne sont pas fiers. Pourtant, j'ai déjà pratiqué la poterie, la peinture sur soie et le tissage », explique une ancienne Parisienne du cinquième arrondissement. Pas trop de regrets malgré tout : « J'ai l'impression d'habiter à la campagne. Le sentier de grande randonnée démarre derrière chez moi, et l'hiver, on peut faire du ski de fond. »

Les premiers commerçants n'ont ouvert qu'en 1983 : une boulangerie, un café et un mar-

chand de journaux. A la suite de tractations avec les concessionnaires, qui hésitent à venir dans les villes nouvelles, un marché s'est implanté l'an dernier. « Les habitants l'ont réclamé et finalement ils continuent à faire leurs courses au supermarché », regrette le maire de la commune.

Suréquipée par rapport à sa population (quatre groupes scolaires, une piscine et bientôt un gymnase), Emerainville va voir le nombre de ses habitants doubler d'ici à 1990, après la mise en service d'un nouveau lotissement, au hameau de Malnoue. Du coup, Pierre Andrieu a été confronté à son tour à une véritable opposition, venue d'une association de défense du cadre de vie. Résultat des discussions : l'habitat y sera encore moins dense qu'à Emerainville même.

Autres mécontentants : les parents d'élèves. Après la rentrée, une délégation est venue voir le maire pour se plaindre de ce que certaines classes comptaient 70 % d'Africains. Une communauté marseillaise vient en effet de s'installer dans un lotissement de la commune, à la suite d'une opération de parrainage montée par un promoteur. L'organisme HLM, qui avait des difficultés financières, octroyait 2 000 F à tout acquéreur qui en présenterait un autre. C'est ainsi que s'est constituée une « filière marseillaise », affirme Pierre Andrieu. Sur cinquante-dix logements vendus, trente-cinq sont occupés par des Maliens, qui travaillent pour certains comme éboueurs à Paris.

C. L.

## Le rêve avorté de Ricardo

Ricardo Bofill avait voulu faire de son Palacio d'Abrazas un « monument pour le peuple », un décor propice au rêve et à la convivialité. Mais l'architecte catalan avait sans doute négligé un détail : Marne-la-Vallée n'est pas Barcelone. Trois cent cinquante jours par an, ce gigantesque paquebot amarré à l'entrée du plateau de Brie à Noisy-le-Grand n'est qu'un palais glacé, fouetté par les courants d'air. Sous d'autres latitudes, le pari de cette « architecture du soleil » aurait pu fonctionner : les habitants se seraient attardés dans ses innombrables recoins ; ils auraient engagé la conversation. Ici, enfilé entre autoroute et parking par de hautes parois écrasantes de leur style néo-classique, chacun se songe qu'à regagner son cinquième ou son dix-septième étage. Pis : l'indifférence entre les communautés qui résident dans cet ensemble architectural terminé en 1980 se mue progressivement en mépris.

Le bâtiment comporte en fait deux parties très différentes : le Palacio et le Théâtre, séparés par

un espace circulaire au centre. Le Palacio compte quatre cent vingt appartements, logements sociaux, locatifs ou en accession à la propriété entre la quatorzième et le dix-septième étage. Le Théâtre, beaucoup plus luxueux, compte moins de deux cents appartements, disposés en demi-cercle.



A. THIERRY AGOSTI

Objet de la querelle : les parties communes, dégradées, selon les propriétaires du Théâtre, par les locataires du Palacio, qui, n'étant pas pour la plupart propriétaires, ne respectent rien... Au total, ce sont environ deux mille personnes qui habitent dans les deux immeubles, sur une superficie de 1 hectare seulement.

En fait, les habitants du Théâtre ont l'impression d'avoir été floués. Eux qui avaient acheté « avec beaucoup d'enthousiasme » ces appartements conçus par Ricardo Bofill ont été « trahis » par le voisinage avec l'arrivée de ces Asiatiques ou de ces Africains qui, grâce à des prêts avantageux, ont pu, eux aussi, acquiescer leur logement. Sans parler de ces locataires — français — « qui font pisser leurs chiens sur les tapis ». « L'erreur a été de vouloir mettre les HLM au niveau des propriétaires », estime Simone Ouanounou, médecin installée au rez-de-chaussée du Théâtre. Déjà, un propriétaire a mis son appartement en vente.

Côté Palacio, on juge les voisins plutôt crève-cœur. « Les mères, ce sont des bourgeoises, on ne se fréquente pas », dit Meria, vingt-six ans, deux enfants. « Quand des réalisateurs viennent tourner des films ici, tout le monde va voir les vedettes, mais personne n'échange une parole », raconte une dame du cinquième étage.

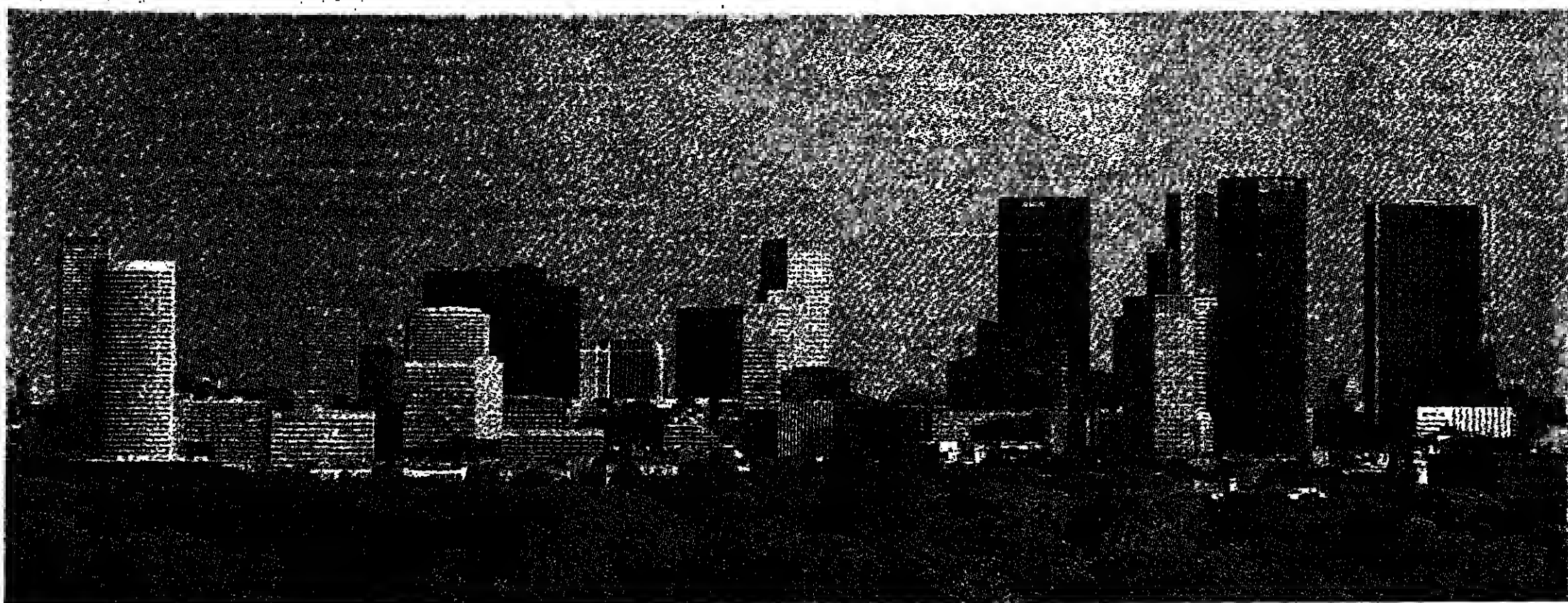
« C'est tellement international ici que les gens ne se parlent pas. On croirait que cela a été fait exprès. » Au onzième étage, un chien-loup aboie sur un balcon. Des gamines en robe légère jouent dans les coursives à ciel ouvert qui relient les chemins de ronde des prisons, les marocaines, ouvre la porte, les mains rougies par le henné. L'ainée des cinq enfants traduit. La famille est arrivée il y a trois ans de Saint-Denis. Azna, dont le mari travaille chez Citroën à Aulnay-sous-Bois, s'est fait deux amies algériennes au Palacio. Quant aux courants d'air, la question l'amuse franchement.

C. L.

هكنا من الأهل



## Que ceux qui avaient prévu l'échec de la Défense, nous donnent leur prochaine prédiction. Ça peut servir !



### Le tertiaire de haut niveau technologique : un besoin vital.

La Défense fut longtemps critiquée. Il aura fallu les dernières générations de bureaux pour lui donner son image actuelle. Il n'en faut pour en témoigner que quelques noms : I.B.M., Total, Saint-Gobain, Rank Xerox, Rhône Poulenc, et un chiffre : SARI à La Défense plus d'un million de m<sup>2</sup> de bureaux réalisés d'ici 1989, qui vont par leur performance et leur dynamisme concrétiser son image internationale.

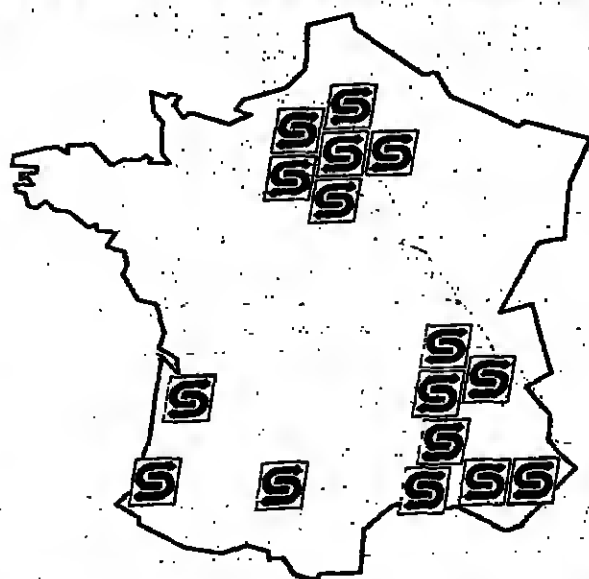
### La stratégie d'implantation SARI : la logique économique.

Pour la SARI, le tertiaire, c'est avant tout le dynamisme, la technicité et la recherche de tous les facteurs nécessaires à la bonne implantation des entreprises, qu'il s'agisse d'accès ou de communications sous toutes ses formes afin d'assurer aux sociétés leur développement dans un cadre correspondant à la recherche de convivialité.

### La technologie SARI aux services des entreprises.

La SARI s'attache à construire des immeubles performants pour toutes sociétés qu'elles soient jeunes ou déjà plus structurées. Ces dernières ont les mêmes soucis, réduction des coûts, accès à la bureautique, espace fonctionnel, tout en privilégiant tant pour leur personnel que pour leurs clients, des espaces communs de détente nécessaires à la vie tertiaire moderne.

### Les bonnes adresses de demain: Sari en France



#### Marne-la-Vallée

**«LE STRATEG»**  
RER NOISY MONT D'EST  
4.600 m<sup>2</sup> de bureaux neufs.  
VENTE OU LOCATION.  
Livraison 2<sup>ème</sup> trimestre 1987.

#### «LE SARI»

Face RER NOISY MONT D'EST  
Restent 1.000 m<sup>2</sup> de bureaux neufs  
divisibles. LOCATION.  
Disponible immédiatement.

#### La Défense

**«LE REPUBLIQUE»**  
PUTEAUX-LA DEFENSE  
15.200 m<sup>2</sup> de bureaux divisibles  
et de centre d'activités.  
VENTE OU LOCATION.  
Livraison Juin 1988.

**«QUARTIER BOUVETS»**  
PUTEAUX-LA DEFENSE  
Av. du Président Wilson.  
18.000 m<sup>2</sup> de bureaux neufs,  
divisibles en 2 bât indép.  
Prest. exceptionnelles.  
VENTE OU LOCATION.  
Livraison Juin 1988.

#### «QUARTIER VALMY»

FACE RER  
Imm. 32.000 m<sup>2</sup> bureaux  
divisibles en 3 bât indép.  
Prest. exceptionnelles.  
VENTE OU LOCATION.  
Liv. 1<sup>ère</sup> tranche Juin 88.

#### «QUARTIER GAMBETTA»

Imm. n<sup>o</sup> 35.000 m<sup>2</sup> bureaux  
divisibles en 3 bât indép.  
Prest. exceptionnelles.  
LOCATION.  
Livraison 2<sup>ème</sup> sem. 1988.

#### «QUARTIER GAMBETTA»

Imm. n<sup>o</sup> 17.000 m<sup>2</sup> bureaux  
div. par moitié en 2 bât indép.  
Prest. exceptionnelles.  
VENTE OU LOCATION.  
Livraison début et mi-1988.



#### «LE MICHELET»

3.998 m<sup>2</sup> bureaux n<sup>o</sup>s, divisibles.  
Prest. exceptionnelles.  
Restaurant interentreprises.  
Parkings. LOCATION.  
Disponibilité immédiate.

#### «PB 26»

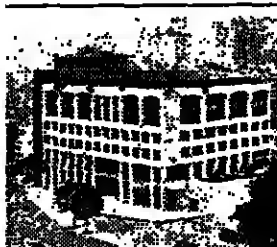
QUARTIER MICHELET  
7.500 m<sup>2</sup> de bureaux divisibles.  
LOCATION. Livraison fin 87.

#### Courbevoie

**«LE SAINT MARIE»**  
Face ILE DE LA JATTE  
Quai Paul Doumer.  
4.275 m<sup>2</sup> de bureaux neufs,  
divisibles. LOCATION.  
Livraison fin 1987.

#### «LES RENARDIERES»

PLACE VICTOR HUGO  
6.300 m<sup>2</sup> de bureaux n<sup>o</sup>s, divisibles.  
LOCATION. Livraison Mars 87



#### «FONTANES»

Face HOTEL DE VILLE  
3.482 m<sup>2</sup> de bureaux divisibles.  
LOCATION.  
Livraison mi-1987.

#### Saint Quentin en Yvelines



#### «LE MICHELET»

PROX. IMMEDIATE GARE  
Imm. neuf 9.000 m<sup>2</sup> bureaux  
divisibles. LOCATION.  
Disponibilité immédiate.

#### Sèvres

GABRIEL PERI. Centre ville.  
4.800 m<sup>2</sup> de bureaux n<sup>o</sup>s divisibles.  
VENTE OU LOCATION.  
Livraison Décembre 87.

#### Charenton

RUE DE PARIS  
Opération en cours de montage.

### Locations Paris. Région Parisienne.

#### PARIS 1<sup>ère</sup>

CHATELET  
Immeuble de caractère.  
165 m<sup>2</sup>. RENOVE.

#### PARIS 6<sup>ème</sup>

SAINT-PLACIDE  
Imm. indépendant. 987 m<sup>2</sup>.  
BONNES PRESTATIONS.

#### PARIS 7<sup>ème</sup>

PALAIS BOURBON.  
Rue de l'Université  
Imm. indép. 3.708 m<sup>2</sup> de bureaux.  
RENOVATION  
TRES GD. STANDING.

#### PARIS 8<sup>ème</sup>

AVENUE HOCHÉ  
Imm. gd. stand. 465 m<sup>2</sup> de bureaux.  
RENOVATION RECENTE.  
Disponibilité immédiate.

#### PARIS 9<sup>ème</sup>

MADELINE  
170 m<sup>2</sup> de bureaux divisibles.  
Excellent standing.

#### PARIS 9<sup>ème</sup>

Rue Fg St-Honoré  
4 ADRESSES  
EXCEPTIONNELLES.  
• 1.225 m<sup>2</sup> ou 6.000 m<sup>2</sup> bureaux div.  
• 285 m<sup>2</sup> ou 130 m<sup>2</sup> bureaux.

#### PARIS 9<sup>ème</sup>

Rue Fg St-Honoré  
1.507 m<sup>2</sup> de bureaux divisibles.  
RENOVÉS.

#### PARIS 9<sup>ème</sup>

Rue Condorcet  
HOTEL PARTICULIER.  
500 m<sup>2</sup> bureaux. Standing.

#### PARIS 15<sup>ème</sup>

BEAUGRENELLE  
1.671 m<sup>2</sup> de bureaux cloisonnés  
Sur un niveau. Parkings.



#### PARIS 11<sup>ème</sup>

PROCHE PLACE NATION  
Imm. indép. 2.250 m<sup>2</sup> bureaux.  
Rénovation grand standing.

#### PARIS 19<sup>ème</sup>

Rue de Crimée  
1.583 m<sup>2</sup>.  
Divisibilité possible  
A VENDRE OU A LOUER.



#### 78. VELIZY

Imm. indép. 5.000 m<sup>2</sup> bureaux.  
Park., archives, tél., asc., chauff.  
BON ETAT GENERAL

#### 92. NEUILLY.

Av. Charles de Gaulle.  
763 m<sup>2</sup> bureaux, cloisonnés et div.

**92. SAINT-CLOUD**  
PONT DE SAINT-CLOUD  
Quai Carnot  
Imm. indépendant, récent.  
2.700 m<sup>2</sup> bureaux. Restaurant.

#### 92. LA DEFENSE.

«TOUR GENERALE»  
4.300 m<sup>2</sup> sur 3 niveaux,  
divisibles par plateau.  
Restaurant Club. Salles de conf.  
Restaurant interentreprises.

#### Ventes Paris. Région parisienne

#### PARIS 10<sup>ème</sup>

GARE DU NORD.  
1.211 m<sup>2</sup>. Rénovation récente.  
Nombreuses salles de conf.  
Salle informatique.  
CONDITIONS  
INTERESSANTES.

#### 92. PLESSIS-ROBINSON

Imm. caractère. 1.500 m<sup>2</sup> bureaux  
sur terrain clos de 4.700 m<sup>2</sup>.  
POSSIBILITE CONSTRUIRE.

#### 93. ST-OVEN

PROX. PERIPHERIQUE  
Immeuble indépendant  
2.000 m<sup>2</sup> de bureaux et activités.

### Opérations en cours. Province

CANNES - ANTIBES - NIMES - MARSEILLE -  
LYON - GRENOBLE - SAINT ETIENNE

**SARI S**  
L'ESPRIT D'ENTREPRISE  
47.76.44.88



## Paris à la porte

**Les liaisons avec la capitale sont bonnes mais elles coûteront cher. Très cher.**

**M**ARNE-LA-VALLÉE n'a pas de problème de liaison avec la capitale, comme avec les banlieues avoisinantes. Ou si peu !

Il faut dire que le conseil régional d'Ile-de-France a concentré la majorité de ses moyens financiers sur les infrastructures de l'Est parisien. En mars 1987, le tunnel sous-fluvial qui franchira la Marne comblera le hiatus entre les autoroutes A 3 et A 4. La rocade interdépartementale des villes nouvelles se poursuit lentement mais sûrement.

Le seul vrai problème d'engorgement qui s'annonce concernera la partie communale autoroutière de l'A 4 et de l'A 86, entre le pont de Nogent et le carrefour des Canadiens. Les services de l'équipement ont prévu de le résoudre en 1992, en doublant l'autoroute sur environ trois kilomètres. Il en coûtera 350 millions de francs. L'enquête publique sera lancée avant la fin de l'année, et les discussions avec les élus et les riverains vont débiter afin de parvenir à un accord sur la protection contre le bruit.

Restent deux difficultés. L'une est mineure et inévitable : les « bouchons » du petit matin sur l'A 4, lorsque les banlieusards roulent pure-chose contre paroboc pour gagner la porte de Bercy ; l'autre est plus grave, et sa solution dépend de la réalisation de la rocade A 86 : la relation entre Marne-la-Vallée et l'aéroport d'Orly demeure malaisée.

Du côté des transports en commun, la satisfaction des usagers de la ligne A du RER, qui bénéficie depuis 1980 des gares de Noisy, Noisiel, Lognes et Torcy, est tempérée par les pannes et les retards à répétition. La RATP a renforcé les bobinages défilants des moteurs de ses rames ; elle attend beaucoup aussi de l'automatisation en 1989 de la conduite grâce au système SACEM, qui fera descendre à deux minutes et demie le temps maximum entre deux rames.

Cette situation plutôt beureuse tient au fait que la ville nouvelle de l'Est parisien est et restera d'une taille raisonnable, ce qui compare la Défense, qu'elle est appelée à contre-balançoer.

A l'ouest, environ 2 millions de mètres carrés de bureaux ; à l'est, guère plus de 500 000. Et la croissance s'y poursuit sans excès, à la cadence de 70 000 m<sup>2</sup> de bureaux commercialisés chaque année.

Les bouleversements pourraient venir des projets lancés à l'horizon de années 1990 : aménagement de Bercy, Jeux olympiques et surtout Eurodisneyland, parc d'attractions prévu pour accueillir chaque année dix millions de visiteurs.

### ■ Deux gares nouvelles

Les simulations de trafic ont montré qu'aucune aggravation des conditions de circulation sur les routes ne devrait intervenir du fait de l'afflux des clients de Mickey, au moins durant la première période d'exploitation (1990-1995). Pour la ligne A du RER, la présence d'Eurodisneyland occasionnera à terme une charge supplémentaire de six mille voyageurs dans le sens Paris-banlieue, qui est le moins sollicité à l'heure de pointe du matin. Dans le sens banlieue-Paris, le surcroît de trafic atteindrait environ mille cinq cents voyageurs par heure, ce qui reste modeste.

Le prolongement du RER au-delà de Torcy sera réalisé grâce de nouvelles infrastructures de 11 kilomètres. Deux gares sont prévues, l'une à l'intérieur du parc, l'autre à son entrée. L'opération coûtera 790 millions de francs, dont plus de la moitié sera supportée par la région, grâce à des subventions ou à des prêts. La RATP prendra en charge l'investissement de 160 millions de francs pour l'achat de deux rames et de quatre voitures de réserve.

Finalement, les alarmes des responsables de la région restent budgétaires. Le contrat de plan signé avec l'Etat a prévu le montant annuel indexé d'un programme minimum routier. La poursuite de la construction de l'A 86, de la rocade interdépartementale des villes nouvelles, l'aménagement du pont d'Austerlitz et celui du pont de Bercy, nécessitent un effort financier soutenu. Si le budget de l'Etat 1987, encore en discussion, devait descendre au-dessous de 620 millions de francs pour la voirie de l'Ile-de-France, le retard pris pourrait compromettre l'accueil des automobilistes à Bercy, à l'occasion des Jeux olympiques et, dans une moindre mesure, à Eurodisneyland.

ALAIN FAUJAS.

**Des villes nouvelles mais un environnement rural que les aménageurs ne méprisent plus, mais veulent valoriser. Marne-la-Vallée, site touristique ?**

**P**LUS vaste département de l'Ile-de-France, la Seine-et-Marne est aussi le plus rural. A ce titre, elle dispose de nombreux atouts dans le domaine touristique. Marne-la-Vallée, qui se veut une ville nouvelle verte, s'apprête à jouer à fond la carte des loisirs. Un axe de développement qui devrait occuper les aménageurs au cours des dix prochaines années.

Quand on parle loisirs, on pense bien sûr à Disney. Mais le parc d'attractions américain fait partie des projets à moyen et long terme. En attendant, et parce qu'il faut des équipements pour tous les goûts, Epamarme poursuit une politique de loisirs qui s'inspire dans deux directions majeures : les plans d'eau et les golf.

Si elles sont moins nombreuses à Marne-la-Vallée que dans le sud du département, les carrières d'extraction de sable présentent l'avantage de se situer tout près des axes de communication avec la capitale. Depuis deux ans, les anciennes sablières de Torcy font l'objet d'un aménagement en parc de loisirs.

Le plan d'eau de 25 hectares déterminait d'office le type d'activités proposées : baignade, voile et planche à voile. Mais il limitait du même coup l'utilisation des lieux à une période de quelques mois d'été. La société d'économie mixte (dépendant de l'Association foncière et technique de la région Ile-de-France) qui gère la base a essayé d'attirer la clientèle « toutes saisons » en créant à Torcy un *swim club*. Cette version ludique du golf ne suffit pourtant pas à générer un mouvement de foule vers Torcy en période creuse. « Nous avons voulu aller plus loin en décidant la création de structures d'hébergement », explique un responsable d'Epamarme.

### ■ Golf et piscine

De rendez-vous dominical des dingues de planche à voile, Torcy deviendrait alors un vaste pôle touristique régional, avec des hôtels, des résidences paravacances, des résidences de vacances, des restaurants, des commerces.

## La carte verte

Promotion prévoit la réalisation, à Bussy-Saint-Georges, d'un lotissement haut de gamme dont les maisons seront posées directement sur la pelouse du golf. A côté de ce terrain privé, on envisage un golf public à Croissy-Beaubourg, et un autre à Reaillilly. Les promoteurs, qui avaient lancé l'idée d'un troisième golf à Chessy, semblent faire marche arrière. Leur équipement risquerait de souffrir de la proximité de Disney... et de ses golfs.

Tandis que les négociateurs français et américains examinent les termes du contrat relatif à la venue de Mickey à Marne-la-Vallée, le groupe néerlandais Venderado a déjà sauté le pas. Il a obtenu l'autorisation de réaliser un parc aquatique au nord de Fontainebleau-Brie, sur des terrains acquis par l'Etat pour le compte d'Epamarme. Le projet comporte : une piscine à vagues, un grand aqua-lod, des aménagements (restaurants et commerces) et six cents chalets. Venderado, qui a

déjà à son actif six centres de ce type aux Pays-Bas et deux en Allemagne, envisage de vendre son parc équipé à des investisseurs français et de conserver la gestion de l'ensemble.

Jean-Claude Mignon (RPR), le président du comité départemental du tourisme de Seine-et-Marne, se frotte les mains. Malgré le développement de son programme de gîtes ruraux, son organisme n'arrive plus à faire face à la demande en hébergement de loisirs. « Depuis quelque temps, les touristes qui visitent Paris n'hésitent plus à passer quelques jours dans la région, remarque-t-il. Certains, même, choisissent de louer en Seine-et-Marne et de faire des excursions dans la capitale entre deux visites de Fontainebleau et Vaux-le-Vicomte. Ces équipements paravacanciers vont nous permettre de développer nos campagnes en faveur du département de Seine-et-Marne et de son patrimoine. »

C.-L. P.

## De culture en culture

**La ferme du Buisson, désaffectée, réaménagée, va devenir le grand centre d'art et de culture de la ville nouvelle. Ouverture début 1989.**

**L**E présent et l'avenir culturels et artistiques de Marne-la-Vallée passent par la ferme du Buisson. Dans les authentiques bâtiments agricoles désaffectés dans les années 60, doit s'installer un centre d'art et de culture de dimension nationale, voire internationale. Dans ce cadre, on « diffuserait », mais aussi on créerait de la danse, de la musique, du théâtre, des arts plastiques et des images.

Après avoir franchi plusieurs échangeurs routiers, croisé des groupes d'immeubles et un supermarché asiatique, voilà la ferme, imposante et rigide, toute de briques et de poutrelles métalliques, telle que conçue par les architectes de la révolution industrielle. Une bibliothèque pour enfants et un hall de spectacles occupent pour l'instant une infime partie de l'espace disponible au cœur de cette ferme, qui sera le grand centre d'art et de la culture, de la ville nouvelle quand les travaux d'aménagement seront terminés, début 1989.

Construite par la dynastie Menier pour approvisionner une

partie de son personnel durant l'âge d'or du capitalisme patrimonial, l'immense bâtisse est située au beau milieu de la nouvelle cité. Elle sera prochainement bordée par la cité Descartes, la « technopole » des sciences et des techniques de l'an 2000 et... l'Eurodisneyland.

Les responsables de Marne-la-Vallée n'hésitent pas à comparer l'image de la future ville à celle d'une Silicon Valley version soft, où les industries de pointe côtoient les terrains de golf et les villes à la campagne et où chacun pourra assister à la représentation de la dernière chorégraphie de Carolyn Carlson. Bref, on veut rompre avec l'image de la ville nouvelle cafardeuse et sans âme que Rohmer avait dépeinte dans ses *Nuits de la pleine lune*.

### ■ Appel aux mécènes

C'est dans ce cadre et pour le fortifier encore que 10 milliards de francs viennent d'être déboursés par le Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) et par le ministère de la culture pour assurer la réhabilitation de la ferme et sa transformation en « temple de la culture ». Fabien Jannelle, son directeur, et le co-investigateur du projet, en résume le principe : « C'est l'intérêt du lieu que de mêler intimement le passé au présent et à l'avenir. Un centre d'art ne peut qu'accompagner la maturation de la ville nouvelle. »

Ainsi, pendant deux ans à partir de décembre prochain, les 5000 mètres carrés de corps de ferme seront l'objet d'importants travaux qui ne toucheront pas à

son aspect extérieur. L'architecte parisien Bernard Huet, lauréat du concours, a choisi de transformer le bâtiment central en salle de spectacles de 800 places avec fauteuils rétractables et fosse d'orchestre, permettant d'accueillir aussi bien une œuvre lyrique qu'un salon consacré au mobilier contemporain. Le futur centre abritera aussi deux salles de cinéma, un centre de production audiovisuelle et phonographique avec ateliers de construction de décors.

Les bâtiments latéraux de la ferme accueillent un centre de production musicale et chorégraphique, une galerie d'arts plastiques, une maison des arts pour les enfants, qui sera un lieu de rencontre et d'expression, un restaurant et des salles de séminaires, ainsi qu'un centre de résidence à mi-chemin entre la villa Médicis et la chaux de Villeneuve-lez-Avignon. Une vingtaine de musiciens, danseurs, acteurs et plasticiens français ou étrangers pourront y travailler et créer à leur guise.

La création est un point auquel Fabien Jannelle se dit très attaché. « Faut-il rappeler que la création artistique est l'élément majeur d'une dynamique d'action culturelle ? déclare-t-il. Que sans elle le développement culturel, aurait le souffle court. » Il insiste aussi sur l'impérieuse nécessité de remplir ses salles et d'équilibrer le budget de sa future entreprise. Il prévoit ainsi de multiplier par trois les 6 millions accordés actuellement chaque année par le SAN, Epamarme, le conseil général de Seine-et-Marne et le ministère de la culture. « Nous ne sommes pas des consommateurs de subventions assis derrière notre bureau », lâche-t-il ironiquement. Sur ce point, le centre d'art et de culture entend bien s'auto-subsidier grâce à la billetterie bien sûr, mais aussi à la location d'espaces, à la production de disques et au mécénat d'entreprise, déjà testé efficacement pour le festival de jazz d'automne, pour lequel il reçoit 30 000 francs.

JEAN-FRANÇOIS CALTOT.

Une ville c'est fait de croisements.

En by bestir of gader, der modes i kygd.

A CITY IS MADE UP OF CROSSINGS.

UN CITTÀ È FATTA DI INCROCI.

يك شہراز تالاقی ہا تشکیل می شود

HEINE STADT DIE AUS KREUZUNGEN BESTEHT.

Aujourd'hui la ville est ouverte. Tout débord. Les cadres sont devenus trop étroits. Paris des jours, Paris des nuits, Paris des parisiens, Paris des touristes, la ville n'est jamais identique à elle-même. Ville de toutes les différences. Rencontres productives de langages, de signes, d'écritures. Tressage de cultures. Echanges positifs. Rêve de ville ou ville de rêve. C'est cette ville complexe et saisissante que la RATP vous invite à parcourir et à comprendre.

**RATP**

LA VILLE EST SAISSISSANTE, SAISISSEZ LA.

COMME BEAUCOUP DE LEADERS  
LE GROUPE

**SCHAEFER**

EST PRÉSENT A MARNE-LA-VALLÉE

**SYSTEME FIX**  
STOCKAGE ET MANUTENTION  
Tél. : 60.05.00.63

**FIX SHOP**  
MOBILIER DE BUREAU,  
VENTE PAR CORRESPONDANCE  
Tél. : 60.05.42.71

SHOW ROOM 1400 m<sup>2</sup>

PARC D'ACTIVITÉS PARIS-EST  
rue Léon-Jouhaux  
77200 CROISSY-BEAUBOURG

CHAMPS-S  
à 500 m  
station CHA

à l  
BA  
BU

مكتبة الأهل



## Branchée sinon câblée

**Actuellement, 3 500 logements reçoivent la télévision par câble. Expérience à étendre. Mais tous les moyens de communication modernes existent dans la ville nouvelle.**

**P**ARCE qu'une ville nouvelle doit aussi être une ville « branchée », le secteur de Val-Maubuée a été conçu pour recevoir un réseau câblé de télédiffusion. Actuellement, trois mille cinq cents logements captent les émissions de télévision nationales par l'intermédiaire du câble. Un système mixte qui associe la fibre optique, depuis le central jusqu'aux centres de distribution secondaires, et la ramification coaxiale pour rejoindre les prises dans les appartements.

Le SAN (Syndicat d'agglomération nouvelle) qui gère le projet aimerait l'étendre hors de la ville nouvelle pour en faire un réseau de communication sur le nord et l'est de la Seine-et-Marne. Pour l'instant, outre les six communes de Val-Maubuée (déjà reliées) trois autres sont concernées :

Roissy-en-Brie, Pontault-Combault et Meaux. « Nous espérons convaincre d'autres élus, déclare Jérôme Bouvier (PS), président d'Epamarne et vice-président du SAN. J'en ai même parlé au président de Disney, Dick Nunis, qui ne semble pas opposé à ce que le futur parc soit relié. Mais rien ne sera décidé tant que l'accord définitif n'est pas signé. »

Après quelques années de fonctionnement expérimental, la télédiffusion devrait devenir une réalité prochainement en ville nouvelle. C'est la Compagnie générale des eaux qui a été choisie comme opérateur financier, et la constitution de la société locale d'exploitation du câble est prévue pour les prochaines semaines. Les quinze canaux qui seront disponibles permettront la diffusion des programmes des grandes chaînes ainsi qu'une programmation locale estimée à trois heures d'émission quotidiennes. Une convention passée avec l'Institut

national de l'audiovisuel (à Bry-sur-Marne, tout près) favorisera les relations avec les spécialistes. Le studio-école de l'INA pourrait notamment se déplacer de temps en temps à Marne-la-Vallée.

Seul problème : le choix du procédé technique. Le groupe de pilotage du projet (Epamarne, INA et les représentants des communes concernées) avait porté son choix sur la fibre optique qui offrait une possibilité d'interactivité. Mais la Direction générale des télécommunications a opté pour le câble coaxial. « C'est une grosse déception pour nous, soupire Jérôme Bouvier, mais nous signerons malgré tout la convention avec la DGT, car il faut que ce réseau fonctionne. »

Un réseau qu'on envisage assez vaste pour résister à celui de Paris. Pour qu'il existe vraiment, les initiateurs devront convaincre de nombreux élus de la région. Jusqu'à présent, seules des municipalités socialistes ont donné leur accord. « Pour tant, rappelle Claude Laviolle, le responsable du projet câble au SAN, notre ambition est de faire une vraie télévision locale, pas un programme de parti politique... »

Le réseau de télédiffusion de Marne-la-Vallée pourrait également proposer des services aux entreprises, dans le domaine de la formation professionnelle, par exemple. « D'autre part, nous

avons commencé à mener une action en direction des écoles et des établissements de second cycle, souligne Claude Laviolle. Avec l'accord de l'académie de Créteil, une formation sera donnée aux enseignants pendant l'année scolaire 1986-1987. Et, en mai 1987, nous consacrerons une journée complète à l'utilisation du réseau câblé à l'école. »

### La radio aussi

Journaliste de radio, Jérôme Bouvier est tout naturellement un passionné de communication. D'où son ambition de donner à la ville nouvelle une image de marque résolument tournée vers les techniques nouvelles de communication. Il s'appuie, évidemment, sur le câble, en rappelant que Marne-la-Vallée a accueilli, en 1983, la première édition de Télé-câble, la réunion des « villes câblées », mais il insiste aussi sur les autres moyens de communication déjà en place.

En télématique, la ville nouvelle a une longueur d'avance grâce à Aspasie. Depuis plus de deux ans, cette association travaille avec les autres sociétés locales pour réunir un maximum d'informations sur Marne-la-Vallée. Elle a ainsi constitué une banque de données locales et pré-

paré des programmes de formation qui sont aujourd'hui utilisés par les scolaires de Val-Maubuée. Aspasie se tourne également vers un secteur nouveau : les services aux entreprises.

Troisième axe de la politique de communication de Marne-la-Vallée : la radio. La grande aventure de la FM est déjà loin, et la seule survivante des radios locales, Radio-Spirale, n'existe que grâce aux subventions du SAN. « A l'heure du réalisme, nous devons prendre une autre dimension », reconnaît Jérôme Bouvier. Radio-Spirale va donc bientôt perdre son nom en s'affiliant à l'un des grands réseaux nationaux qui permet des décrochements quotidiens pour des programmes spécifiques et des informations régionales. L'idée des responsables est d'étendre la couverture de leur radio à tout l'Est parisien, le long de la vallée de la Marne.

### Une maison et un festival

Pour symboliser l'orientation de Marne-la-Vallée vers les techniques de communication, on ne pouvait rêver meilleur emplacement que la cité Descartes. La future technopole en cours d'installation occupera un terrain rec-

tangulaire où les vaches paissaient encore il y a quelques mois. La ferme de la Haute-Maison qui a été rachetée aux agriculteurs sera transformée en Maison de la communication. Elle abritera la radio, le service télématique et la future télévision câblée, mais elle devrait aussi servir de lieu d'accueil privilégié pour les nouvelles technologies de la communication. « La présence, à proximité, de centres de recherche et de grandes écoles devrait favoriser le développement de ces techniques, estime le président d'Epamarne. Nous oserions aussi que cette Maison de la communication devienne un point de rendez-vous pour les entreprises du secteur qui pourraient utiliser les équipements de communication sophistiqués mis à leur disposition. »

En prévoyant d'organiser, en juin 1987, la première édition d'un festival international de la télévision locale, Jérôme Bouvier et son équipe espèrent apporter des éléments importants au débat de fond sur le canal de télévision locale câblée. Le festival pourrait être à la fois l'occasion de récompenser les auteurs des meilleurs programmes et d'échanger des émissions. Une sorte de marché international de la télévision locale.

C.-L.P.

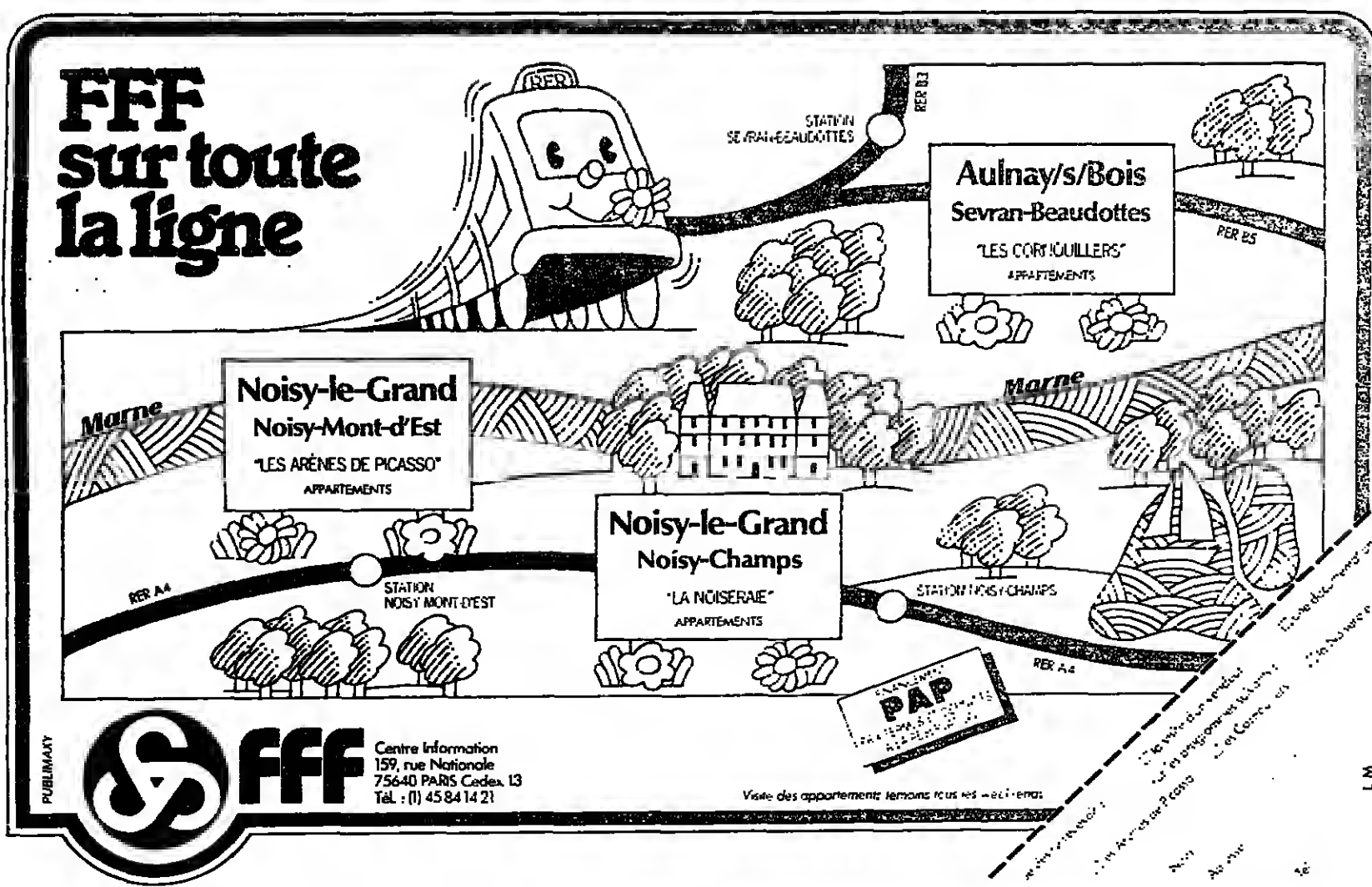
### Le sous-préfet dans la vallée...

Et pourquoi pas une sous-préfecture à Val-Maubuée ? C'est du moins le souhait du président de l'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (Epamarne), M. Jérôme Bouvier qui est également maire adjoint (PS) de Champs-sur-Marne. Administrativement, la ville nouvelle dépend de l'arrondissement de Meaux, l'un des plus importants de France puisqu'il compte déjà 375 000 habitants.

L'édification de Marne-la-Vallée entraînant l'arrivée de plus de huit mille nouveaux habitants chaque année, M. Bouvier estime qu'il va devenir impératif de doubler l'arrondissement.

« Avec les problèmes spécifiques auxquels sont confrontés les habitants et les élus des villes nouvelles, mais avec également le projet d'implantation d'un Eurodisneyland, il devient urgent de créer une sous-préfecture à Marne-la-Vallée, dans son secteur central, Val-Maubuée, afin, notamment, d'harmoniser les relations entre l'Etat et les collectivités locales. »

Son projet avait recueilli un avis favorable de Laurent Fabius. Jérôme Bouvier a renouvelé sa proposition auprès de Jacques Chirac. Le dossier est actuellement sur le bureau du ministre de l'intérieur.



**CHAMPS-SUR-MARNE**  
à 500 m du RER  
station CHAMPS-NOISY

**à louer**

**BATIMENTS INDUSTRIELS**

par unités de 300 m<sup>2</sup> atelier + 75 m<sup>2</sup> de bureau

**BUREAUX**

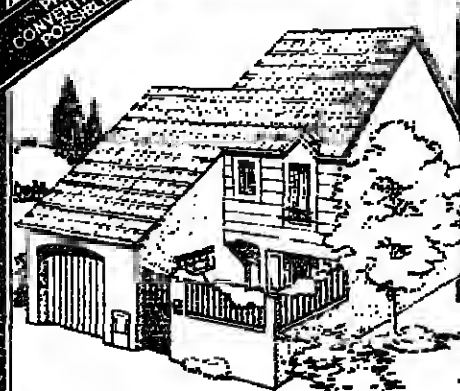
par unités de 150 m<sup>2</sup>

**Tél. : 64-37-24-59**

**SOCIÉTÉ POUR L'ÉQUIPEMENT DE LA SEINE-ET-MARNE**



Mise en vente



**les Collages de Noisy**  
NOISY-LE-GRAND

rue Étienne Dolet  
à 900 m du RER Noisy Mont d'Est

**13 maisons de standing  
de 4 à 6 pièces, avec jardin**

**helvim france**  
25, rue François 1<sup>er</sup>  
75008 Paris  
Tél. (1) 47.23.31.96

Bureau de vente sur place Av. du Pavé Neuf  
ouvert du vendredi au lundi de 12 h à 19 h  
**Tél. 45.92.39.89**

# Un suspense américain

**Les négociations pour l'installation d'Eurodisneyland ont commencé en décembre 1985. Elles continuent...**

**M**ALGRÉ le secret qui entoure la négociation, le dossier Disney commence à se dessiner sur la carte de Marne-la-Vallée. Le parc d'attractions (qui sera réalisé par une société-pivot dirigée par l'investisseur américain) occupera environ les deux tiers du secteur 4 de la ville nouvelle, celui qui est situé à l'extrême est. Près de 2000 hectares sur les 3215 qui appartiennent aux communes de Chessy, Cnupvray, Serris, Magny-le-Hongre et Bailly-Romainvilliers.

On sait que le parc d'attractions, en lui-même, le fameux

Magie Kingdom (Royaume magique) ne représentera qu'une soixantaine d'hectares; le reste étant consacré aux équipements d'accompagnement: hôtels, campings, golfs, parkings, centres de congrès, centres commerciaux, bureaux... Car, et c'est l'originalité du parc européen, la société Disney ne veut pas se contenter d'un centre d'attractions pur et simple. « *Le Magic Kingdom, seul, n'est pas rentable* », remarque le président du conseil général de Seine-et-Marne, Paul Séramy. « *Les Américains ont eu l'occasion de le constater lors de*

*leurs expériences précédentes, et ils ont décidé de réaliser des aménagements annexes qui rendront l'opération intéressante.* »

Depuis le 18 décembre 1985, date de la signature de la lettre d'intention par Michael Eisner, PDG de Walt Disney Productions, les négociateurs français et américains examinent le projet de contrat. Une étude minutieuse et menée à la loupe par des équipes entières de juristes internationaux.

En quelques mois, l'histoire d'Eurodisneyland a pris des allures de feuilleton à épisodes dignes des meilleures séries télévisées. Avec du suspense, de l'intrigue, et quelques rebondissements placés judicieusement pour relancer l'intérêt. Paul Séramy, qui a suivi le dossier depuis son origine, possède une panoplie entière d'anecdotes relatives aux péripéties de la négociation. Chaque épisode a, en effet, été marqué par une manifestation de

bonne ou de mauvaise humeur, de part et d'autre, et l'on ne compte plus les départs fracassants des Américains, reprenant l'avion avec leurs dossiers sous le bras aux moments les plus critiques...

## ■ Une rue à l'européenne

Cette partie de « *je-t'aime-moi-non-plus* » a mis les nerfs des négociateurs français à rude épreuve, mais, pour l'instant, l'équipe mise en place par Jacques Chirac après le 16 mars tient bon. De l'autre côté de l'Atlantique, on estime avoir affaire à des gens responsables qui « *ont pris la succession de Jean Peyrelevade, le premier négociateur dans un esprit tout aussi positif* », selon les mots de Jack Myers, le public-relations de Walt Disney. Prudent, Jack Myers ne se prononce pas sur une éventuelle date de signature et se contente de préciser que les négociations progressent lentement, car « *un point en entraîne un autre* ».

Si les Américains ont obtenu, sans trop de difficulté, l'attribution de deux cents hectares de terrain supplémentaires, il semble moins évident de leur accorder des prêts bonifiés à des taux réservés habituellement aux opérations relevant de l'intérêt public. Fort de son expérience et conscient de l'intérêt manifesté par les autorités françaises, qui ne peuvent pas laisser passer une création massive d'emplois en région parisienne, Disney pousse ses pions et demande le maximum pour obtenir le nécessaire.

Un point susceptible de rassurer les défenseurs de la culture européenne semble déjà acquis: les Américains se sont engagés à introduire dans le Royaume magique des attractions basées sur des thèmes chers au Vieux Continent. Ils auraient même accepté de modifier l'architecture de la « *rue principale* » pour le rendre plus conforme à la sensibilité des visiteurs européens. Sur le terrain, la population, très intéressée au départ, avait fini par marquer son mécontentement devant le manque d'informations officielles. Sans éconter le chant des cigales écologistes, les habitants des communes les plus proches se sont progressivement tournés vers l'APF (Association pour la protection des populations concernées par Eurodisneyland), qui a cherché à faire connaître le sentiment de ceux qui seront les premiers touchés par la création du parc.

De son côté, le président du conseil général aimerait bien voir signer rapidement une convention qui se fait attendre. « *Le département s'engage de manière conséquente, puisque nous allons financer la voirie primaire à concurrence de 450 millions de francs* », souligne-t-il. « *Mais nos investissements pour l'année 1987 doivent être décidés en novembre. Si aucun accord n'est intervenu d'ici là, le début des travaux sera retardé* ».

Concrètement, la venue de Disney bouleverse un peu l'aménagement de Marne-la-Vallée. Alors que le secteur est, avec ses douze communes, commence seulement à se transformer, c'est l'extrémité de la ville nouvelle qui sera presque entièrement consacrée à Eurodisneyland. « *Marne-la-Vallée sera achevée*

*plus rapidement et de manière intéressante*, estime Paul Séramy. « *On va prolonger le RER, construire des routes et réaliser un véritable réservoir de main-d'œuvre de nature à équilibrer la ville nouvelle dans son ensemble* ».

C.-I. P.

## Trois jours pour les entreprises

Pendant trois jours, les 2, 3 et 4 octobre, le secteur de Val-Maureuil accueille le premier Salon économique de la ville nouvelle. Cette manifestation, organisée par le Syndicat d'agglomération nouvelle, Epamame et les chambres de commerce et de métiers de Meaux, a l'ambition de promouvoir le tissu économique local et de mettre en relation tous les partenaires commerciaux de la ville nouvelle.

Au cours de ce salon, les entreprises présenteront les produits ou prestations de services conçus à Marne-la-Vallée. Deux forums-débats sont prévus, parallèlement à l'assemblée générale des élus des villes nouvelles qui se tient vendredi 3 et samedi 4 octobre à Val-Maureuil. Ils porteront sur « *la zone professionnelle et la ville nouvelle* » et « *les nouvelles communications au service des entreprises* ».

Dans sa série VILLES NOUVELLES, le Monde a publié dans son numéro du 6 juin 1986 un supplément sur EURY. Prochaine étape: CERGY-POISSONNE.

## « Ever heard of Marne-la-Vallée? »

Après les campagnes de promotion en direction des industriels français, Epamame se tourne maintenant vers l'étranger. La situation de Marne-la-Vallée en bordure de l'autoroute A4 et à mi-chemin des aéroports d'Orly et de Roissy justifie un effort dans ce sens.

Première cible visée: l'Allemagne. Un choix qui s'imposait en raison du développement de la ville nouvelle selon un axe ouest-est, le long de la Marne et de l'autoroute de l'Est. Plus surprenant, le deuxième marché convoité par les aménageurs: les Etats-Unis. Epamame et la

cabinet Bourdais, qui commercialise la ville nouvelle outre-Atlantique, ont choisi un slogan plutôt accrocheur pour séduire les chefs d'entreprise américains. La question « *When did you last come to Paris?* » (Quand êtes-vous venus pour la dernière fois à Paris?) est posée, en caractères rouges, sur une vieille photo jaunée de G1's assis dans leur jeep et admirant la tour Eiffel le jour de la libération de la capitale. « *Ever heard of Marne-la-Vallée?* » (Avez-vous déjà entendu parler de Marne-la-

Vallée?) leur demande-t-on avant de leur expliquer, plans et photos à l'appui, que depuis leur dernier séjour Paris s'est embellie...

« *Nous profitons de l'impact que représente le projet d'Eurodisneyland pour essayer de nous faire mieux connaître aux Etats-Unis* », déclare Jean De Launoy, le directeur commercial d'Epamame. La venue éventuelle de Mickey devrait amener de nombreux décideurs américains à entendre parler de Marne-la-Vallée. Nous ne pouvons pas laisser passer une telle occasion...

## MARNE-LA-VALLÉE: PORTE DE LA RECHERCHE



« 220 auditeurs/jour: tel est notre pari à MARNE-LA-VALLÉE » a confié à EUROPE N°1 Monsieur Jean-Louis COULON, Directeur Général du réseau commercial France du groupe BULL.

« Il était impératif, pour notre développement, de regrouper nos centres de formation en un seul lieu. Ce lieu, nous l'avons trouvé Cité Descartes à MARNE-LA-VALLÉE. Tout justifiait ce choix. De plus, quelle opportunité de collaboration avec sur place un tel potentiel de matière grise avec l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique, l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, le CNRS... Pour BULL, il n'est pas d'innovation sans esprit d'équipe et de partenariat ».

BULL a choisi pour son centre national de formation et de recherche le parc scientifique de l'avenir, 130 hectares sur une station du RER à 30 minutes du Châtelet.

### LA CITÉ DESCARTES.

Les bâtiments de l'ESIEE et du Centre de Formation de BULL, que l'on peut voir sur le site, illustrent la qualité exceptionnelle exigée par ses promoteurs pour faire de la Cité Descartes un haut lieu de la recherche et de l'innovation technologique. Avec un centre de quartier animé, des équipements de loisirs variés, un parc d'accueil de 17 ha pour les entreprises de pointe, les conditions optimales pour chercher, produire et communiquer sont réunies.

La notoriété et le prestige des Ecoles et des entreprises qui s'y installent en sont les garants.

Comme BULL, CORA, KODAK, IBM, LADINE ont choisi également de s'implanter à MARNE-LA-VALLÉE.

Pour en savoir plus, écoutez tous les jours à partir du 12 septembre, pendant le journal entre 19 h et 19 h 30, la rubrique de Christian MORIN « Les Portes de la Réussite » sur **EUROPE 1**.

SERVICE IMPLANTATION D'ENTREPRISES  
Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de MARNE-LA-VALLÉE  
5, boulevard Pierre Carle - NOISIEL  
77426 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2

Tél.: 60059020

**MARNE-LA-VALLÉE, LES PORTES DE LA RÉUSSITE**

هكذا نمنع الجهل



مكتبة الامم المتحدة

Le Monde sans visa • Samedi 4 octobre 1986 25

Le Monde

SANS VISA



Deux expositions sur le Mexique vont avoir lieu dans le cadre du Mois de la photo à Paris : Hommage à Manuel Alvarez-Bravo (ci-contre) au Musée d'art moderne, du 8 octobre au 8 décembre 1986 ; Charles Harbutt (voir ses photos page 26) à la Bibliothèque nationale, du 23 octobre au 29 novembre 1986.

# LE MEXIQUE POLOGNE DE L'AMERIQUE ?

PAR ANDRÉ FONTAINE

**T**OUTE ville du Mexique a son *zocalo*, quadrilatère qui en constitue à tous égards le centre et autour duquel sont rassemblés les principaux bâtiments publics et, souvent sous des arcades, des cafés et des boutiques. Le plus vaste, et de beaucoup, est, comme il va de soi, celui de la capitale. Sur l'un des côtés s'étale, sur plus de 200 mètres, la majestueuse façade couleur lie-de-vin du Palais national, où siègent le chef de l'Etat et le gouvernement. Les murs qui donnent sur les cours intérieures sont couverts de fresques immenses, les *murales*, dues pour la plupart au fécond pinceau de Diego Rivera, dont on va fêter

dans quelques semaines le centenaire.

Ces peintures retracent, à grands traits frappants, l'histoire, souvent sanglante, de ce qu'on appelait autrefois la Nouvelle-Espagne, et qui est aujourd'hui, avec ses 80 millions d'habitants, le plus peuplé des pays de langue espagnole. Elles en disent plus long que vingt ouvrages savants sur ce qui fait le fond de l'identité nationale du Mexique et le situent sans doute possible, autant que sa relative — et non fatale — pauvreté, dans le tiers-monde.

Les plus révélatrices dépeignent les horribles traitements infligés aux Indiens par leurs conquérants, que dénoncèrent avec vigueur, à l'époque, entre autres, le dominicain Bartolomé de Las Casas et Montaigne. Elles signifient, dans leur naïve cruauté, que les Mexicains d'aujourd'hui, malgré leur fierté d'appartenir à la *hispanidad*, à cette civilisation espagnole qui a couvert le continent de trésors artistiques incomparables, se sentent autant, sinon davantage, les descendants des conquis que ceux des conquérants.

Une stèle proclame d'ailleurs, dans une langue superbe, sur la célèbre place des Trois-Cultures durement éprouvée par le séisme de septembre 1985, que la défaite en l'an de grâce 1521, en ces lieux, de Cuauhtémoc, le dernier

empereur aztèque, n'a pas marqué la victoire d'une nation sur une autre, mais la « naissance d'un peuple métis ».

En se prenant, comme chacun sait, en la personne de la Malinche, une maîtresse indienne, le « conquistador » Hernan Cortés, dont les compagnons étaient venus, comme lui, sans femmes, a contribué fortement à répandre cette idée — on dirait mieux, ce mythe, le plus fort sans doute de ceux dont le Mexique se gorge, à défaut trop souvent de nourritures plus terrestres. Imaginons à quoi ressembleraient les Etats-Unis et le Canada aujourd'hui si, au lieu d'être basés sur la domination d'une race blanche qui n'a longtemps voulu voir dans les premiers occupants que des sauvages sinon des bêtes, les « pèlerins » du *Mayflower* et les colons français avaient largement ouvert leurs lits à des Huronnes ou à des Comanches.

Le résultat en tout cas est là : il suffit de regarder les visages, au Mexique, pour voir que le sang indien est partout. Le président de la République a beau s'appeler de La Madrid, ce qui situe ses origines, avoir fait ses études à Harvard, manquer un peu — et même beaucoup — de charisme et se trouver plus à l'aise dans la discussion privée qu'à la tribune, il se sent bien davantage, comme

(Lire la suite page 26.)





## LE MEXIQUE, POLOGNE

(Suite de la page 25.)  
ses prédécesseurs, l'héritier de Moctezuma et de Cuauhtémoc que celui des vice-rois espagnols. Et un grand hispaniste français, Jacques Lafaye, a pu consacrer un livre passionnant à la manière dont le culte de la Vierge de la Guadalupe a pris la relève, dans la conscience nationale, de celui de la déesse Tonantzin, la femme du serpent, « notre Mère » pour les Aztèques, tandis que saint Thomas se voyait assimilé à Quetzalcoatl, le serpent à plumes, ou mieux, selon Sandoval y Zapata, « l'éternité allée du vent », personnage central de la mythologie de l'empire disparu (1).

### Une différence fondamentale

Synchrisme, intégration poussée à l'extrême de deux civilisations, d'un côté, substitution pure et simple d'une race à une autre, de l'autre ; nul n'a mieux que Carlos Fuentes mis en lumière cette différence fondamentale entre les nations que sépare le rio Grande. Elle est la clé de la relation difficile qu'ont toujours connue et connaîtront sans doute longtemps encore le Mexique et les Etats-Unis.

Différence d'autant plus ressentie que l'anglais est, à notre époque, ce que le latin puis le français furent aux siècles passés : parce que des millions d'immigrants venus d'Europe ou, plus récemment, du Sud-Est asiatique ont trouvé, du New-York à la Californie, une patrie de rechange dont ils ont accepté sans difficulté, tant leur sort s'en trouvait amélioré, la langue et le système législatif, l'anglais est devenu à travers le monde l'instrument privilégié de l'unification politique et culturelle, ce qui contribue à expliquer sa fabuleuse vitalité.

Comme il bénéficie au surplus de tout ce qui subsiste de l'ancienne prépondérance britannique, il n'y a rien de bien étonnant à ce qu'il se répande chaque jour un peu plus sur une planète devenue village. On en a pris son parti à Tokyo comme à Rome, à Pékin comme à Moscou, et jusque dans les états-majors de combien d'administrations ou de firmes françaises : savoir l'anglais est aujourd'hui, comme l'on dit, un must.

Or voilà que campe sur la frontière sud des Etats-Unis un peuple qui n'a que le nationalisme et le

patriotisme à la bouche, et qui voit dans la défense de sa culture et de son identité le meilleur moyen de se protéger. Un peuple qui, de surcroît, n'a aucune raison d'avoir de particulièrement bons souvenirs de ses relations avec son grand voisin du Nord, puisque celui-ci n'a guère cessé de se mêler de ses affaires, allant jusqu'à lui enlever *mami militari*, au siècle dernier, des Etats comme le Texas, la Californie ou le Nouveau-Mexique, qui comptent aujourd'hui parmi les plus vastes et les plus prospères de l'Union.

Si l'on ajoute que le niveau de vie d'un Mexicain est exactement le septième de celui d'un citoyen des Etats-Unis, mais que ce Mexicain voit du matin au soir dans la rue ou à la télévision des *gringos* (2) dont l'opulence insulte à sa pauvreté, on ne s'étonne qu'à moitié de constater que, comme le montre un récent sondage paru dans l'*Excelsior* de Mexico, plus de 40 % des Mexicains considèrent les Américains, tout simplement, comme des ennemis.

Reste que, ennemis ou pas, les Etats-Unis font figure d'eldorado pour les Mexicains, dont 40 % au moins sont au chômage ou sous-employés et que, chaque jour, des centaines d'entre eux attendent la nuit pour essayer de franchir illégalement la frontière qui les en sépare. Il y a de tout parmi ceux qui s'infiltrent chez le grand voisin du Nord, y compris nombre de femmes enceintes qui veulent que leur enfant naisse à l'ombre de la bannière étoilée, ce qui lui confère automatiquement la citoyenneté américaine.

Si l'on en croit une récente étude de *Time*, les gardes-frontière ont refoulé, au cours du seul mois d'avril dernier, 72 000 entrants illégaux. Rien de surprenant à ce que, selon un sondage publié par le même magazine, 79 % des administrés du président Reagan pensent que ce problème de l'immigration clandestine est « très ou plutôt » (*very or fairly*) sérieux. Il est suffisamment en tout cas pour que le monopole de l'anglais se trouve de plus en plus remis en question à l'intérieur même des frontières de l'Union, au point qu'il serait aujourd'hui proprement impossible de faire voter par le Congrès une loi le déclarant langue officielle, ce

qu'il n'est que dans quelques-uns des cinquante Etats qui la composent.

Les immigrants illégaux, dont beaucoup sont des ouvriers ou des artisans très capables et acharnés au travail, se contentant la plupart du temps de salaires et de conditions de vie qui en font des concurrents peu appréciés des syndicalistes américains. Il en est d'autres pour se livrer à diverses contrebandes, dont celle de la drogue, qui est devenue, comme chacun sait, l'un des soucis majeurs de la Maison Blanche. Comme, de surcroît, le Mexique est devenu le deuxième débiteur, après le Brésil, du monde capitaliste, et d'abord des Etats-Unis, le sondage de *Time* déjà cité fait tout naturellement apparaître que, aux yeux de 69 % — pas moins — des Américains, il est mal gouverné (*poorly governed*).

Ce jugement est à bien des égards excessif. Le Mexique est l'un des très rares pays d'Amérique latine qui n'aient connu depuis plus de cinquante ans ni coup d'Etat ni guerre civile. Il a quasiment marginalisé l'analphabétisme. Il a considérablement développé ses infrastructures. Il a réussi en vingt ans à faire tomber de 3,5 % à 2 % le taux de croissance de sa population.

### Sanglante persécution

L'Etat a normalisé ses rapports avec l'Eglise catholique, dont le poids demeure énorme, comme si elle n'avait pas subi au Mexique, dans les années 20, la sanglante persécution qui a inspiré à Graham Greene les pages brillantes de *La Puissance et la Gloire*. Il suffit pour s'en convaincre de voir le dimanche, dans le Sagrario — l'église qui jouxte la cathédrale de Mexico, — l'invisible file des couples qui amènent leurs enfants à baptiser.

A noter que si la hiérarchie demeure plutôt, dans l'ensemble, préconclinaire, dans la filiation du « catholicisme de la Nouvelle-Espagne », qui était, comme l'a noté Jacques Lafaye, « celui de la Contre-Réforme », elle s'est tout de même convaincue de la nécessité absolue, pour le Mexique, de limiter la croissance de sa population : c'est ainsi que nous avons pu voir, dans le cadre d'un de ces magnifiques convents fortifiés dont s'enorgueillit le Yucatan, des apôtres de la méthode « natu-

relle » du contrôle des naissances en expliquer l'usage à de petits groupes de paysans mayas au regard plus qu'attentif.

Voilà pour le positif, certes considérable. Et l'on ne peut rendre l'actuel gouvernement du Mexique responsable de ces deux catastrophes majeures qu'ont été le tremblement de terre et la chute brutale, depuis janvier dernier, des cours du pétrole. De même qu'il faut lui donner acte de ses efforts, si timides soient-ils, pour limiter la corruption, cette plaie du tiers-monde, et pour rationaliser la gestion du pays. Reste qu'une erreur cardinale a été faite il y a quelques années, et que c'est une faible consolation de se dire que le Mexique n'en a pas le monopole.

### Un triple chiffre 100

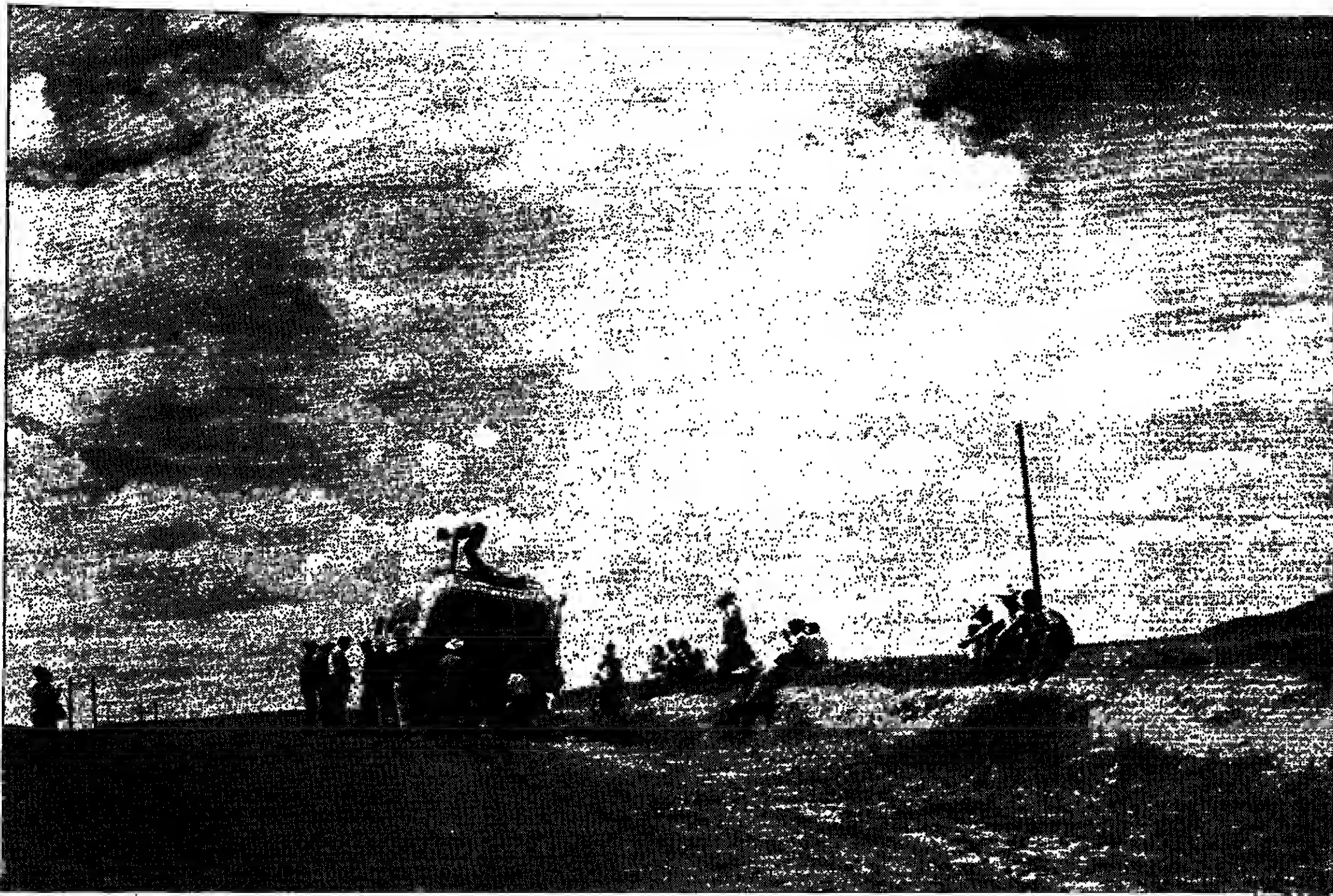
Comme tant d'autres, en effet, ses dirigeants de l'époque ont eu la tête tournée par le pétrole. S'agissant d'un produit fossile et donc, par définition, non renouvelable, ils ont cru que la rareté ne pourrait que s'intensifier et les prix, de ce fait, monter. Ils ont donc commis l'imprudence majeure de se mettre dans une totale dépendance envers le pétrole, qui ne représentait, au début de 1986, pas moins de 74 % du montant des exportations. Ils se sont de surcroît endettés au maximum pour leurs investissements en tablant sur les fabuleuses rentrées à attendre, croyaient-ils, de la vente de l'or noir. Moyennant quoi le prix a diminué de moitié, comme chacun sait, depuis le début de l'année.

Résultat, un triple chiffre 100 : 100 milliards de dollars de dettes, un taux d'inflation qui a toutes chances d'atteindre 100 % pour l'année en cours, et donc un taux d'intérêt de plus de 100 % sur le marché interne qui met les entreprises désastreuses de se développer hors d'état d'emprunter.

Il en résulte inévitablement une récession, d'autant plus sensible que le gouvernement, à court de trésorerie, s'est vu imposer par le Fonds monétaire international une politique d'économies draconniennes impliquant un retour, dans toute la mesure possible, à la vérité des prix : celui du ticket de métro, longtemps artificiellement maintenu à 1 peso, soit 1 petit franc ancien, a été multi-

مكتبة الجليل





GNE

## DE L'AMÉRIQUE ?

plié... par vingt. Celui de l'essence, jusqu'à présent gentiment gaspillée, a été majoré de moitié. Le maïs, qui est resté, comme avant l'arrivée des Espagnols, la nourriture de base des Mexicains, a triplé en quatre mois : la viande et le poisson, ont maintenant disparu de l'alimentation habituelle de la grande majorité des habitants. Et si, à en croire le gouvernement, le chômage a été jusqu'à présent à peu près contenu, il est douteux qu'il puisse en aller ainsi longtemps. La production d'automobiles, par exemple, a très sensiblement décliné, et la récente fermeture des aciéries de Monterrey a entraîné la perte de huit mille emplois. De même peut-on prédire sans grand risque d'erreur que la cession au secteur privé d'entreprises d'Etat comme les compagnies aériennes, lourdement déficitaires, entraînera au sein de la rentabilité de sévères compressions d'effectifs.

Ce problème de l'endettement du tiers-monde, épée de Damoclès depuis des années du système bancaire mondial, ne peut être bien entendu apprécié qu'en prenant en compte le mouvement de recyclage quasi automatique des prêts qui a non évité des capitaux. Une étude, parue en mars dans la revue *World Financial Markets*, et reproduite au début de septembre par *Excelsior*, le grand quotidien de la capitale, en évalue à plus de 30 milliards de dollars, en dix ans, le montant pour le Mexique, soit la moitié de sa dette extérieure. Il semble que la flambée - signalée plus haut - des taux d'intérêt ait provoqué un certain mouvement en sens contraire, mais il faudrait davantage pour colmater cette hémorragie.

A vrai dire, les pays prêteurs, ou du moins certains d'entre eux, y trouvent quelque intérêt, dans la mesure où elle compense la gêne occasionnée par le montant excessif des crédits alloués, dont ils sont au demeurant largement responsables, puisqu'ils ont incité leurs clients à s'endetter pour mieux placer leurs produits. Et l'on ne parle pas du poids considérable, dans les mouvements de capitaux, du rapatriement par les investisseurs étrangers des intérêts de leur dette.

Cette situation est, c'est le moins que l'on puisse dire, malaisée. Il en découle un sentiment de fragilité, d'insécurité, extrêmement préjudiciable tant à l'économie du Mexique qu'à celle du monde développé. C'est dans cette perspective qu'avec le fort appui de James Baker, le secrétaire au Trésor américain, le FMI a élaboré un plan de secours d'un montant de 12 milliards de dollars destiné à lui permettre de servir tout au moins les intérêts de sa dette.

### Une discrétion exemplaire

Ce plan est bien entendu assorti de conditions draconiennes, dont certaines, comme la réduction massive du déficit budgétaire, ont déjà dû être révisées. Moyennant quoi la gauche, qu'il s'agisse des partis d'opposition ou de celle qui cherche à se structurer, à l'heure actuelle, à l'intérieur du parti gouvernemental, le Parti révolutionnaire... institutionnel, sous la houlette de Porfirio Muñoz Ledo, son ancien président, est convaincue que ce plan comporte également des contreparties politiques et, pour commencer, l'adoption par le Mexique d'une attitude beaucoup plus docile dans les conflits d'Amérique centrale, et particulièrement du Nicaragua. Le fait est que le président de La Madrid a été sur ce sujet d'une discrétion exemplaire dans le message, pourtant fort long, qu'il a consacré lors de la rentrée du Parlement à la situation de son pays.

Ce courant ne se contente pas de demander l'effacement pur et simple d'une dette dont il soutient, non sans quelque vraisemblance, qu'elle ne pourra jamais être remboursée. Il réclame aussi plus de démocratie au sein du parti officiel, au moment précis où, pour la première fois, le PAN (droite pro-américaine), surtout implanté dans le Nord, signe avec trois partis plus ou moins marxistes une « plate-forme commune » dénonçant la manipulation des bulletins de vote. C'est un sujet sur lequel il y a certainement beaucoup à dire, même si nombre d'observateurs se trouvent d'accord pour estimer que, lors de l'élection, très contestée, en juillet, du gouverneur de Chihuahua, le PRI n'a pas eu le monopole des truccages et que la

droite, en tout état de cause, aurait été minoritaire.

Le fait est que, avec son système unique au monde d'autocratie limitée à six ans, le président sortant désignant en fait son successeur, le Mexique a perdu l'avance qu'il détenait en matière de démocratie sur la plupart des autres grands pays d'Amérique latine, où le multipartisme, impliquant une réelle possibilité d'alternance, est devenu, au cours des dernières années, la règle. Reste que, malgré tous ses évidents défauts, beaucoup de Mexicains hésitent à remettre en cause un système qui a su tout à la fois maintenir la paix civile, garantir les principales libertés, développer le pays et, dans une très insuffisante mesure, certes, réduire un peu les fantastiques inégalités de revenus qui découpent la nation en tranches si contrastées qu'on se demande à la limite quels rapports elles peuvent entretenir.

Dans l'ouvrage, volontairement fracassant, qu'il vient de publier avec Christine Ockrent, Alexandre de Marenches (3) compare le Mexique à une bombe prête à exploser sur le « ventre mou » du crocodile américain. L'explosion n'est certes pas fatale, quand ce ne serait que parce que les Mexicains ont encore à l'esprit, tout comme les Espagnols d'aujourd'hui, le prix terrible dont ils ont payé leur propension à la guerre civile. Mais, derrière le Mexique, il y a cette Amérique centrale où les fusils partent aussi facilement que dans le midi de la France éclatent les incendies de forêt. En tout cas, les Etats-Unis ne devraient pas sous-estimer la portée du défi que leur pose la cohabitation avec ce peuple dont le destin est de plus en plus mêlé au leur et dont la passion d'identité et d'indépendance est si forte que Zbigniew Brzezinski, le conseiller de Carter, lui-même d'origine polonaise, a pu dire un jour qu'il était la Pologne de l'Amérique.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Jacques Lafaye, *Quetzalcoatl et Guadalupe*, Gallimard, 1974.

(2) L'expression *gringos*, couramment employée pour désigner, en Amérique latine, les citoyens des Etats-Unis, vient de ce que les envahisseurs venus du Nord chantaient jadis : « Green grow the lilacs... » (Les lilas poussent verts...).

(3) Alexandre de Marenches, Christine Ockrent, *Dans le secret des princes*, Stock, 1986.





## rencontre

UN ENTRETIEN  
AVEC  
M<sup>GR</sup> GILSON

Principal animateur de la réforme des méthodes catéchétiques françaises, Mgr Gilson, évêque du Mans depuis 1981, est membre du Conseil permanent, l'exécutif de l'épiscopat, depuis 1984. A la veille du troisième séjour en France du pape, il répond aux questions du Monde sur la place du fait religieux dans la société française aujourd'hui.

Par Henri Tincq



Voyage du pape en France. Le Bourget, juin 1980.

## COMMENT PRATIQUER SA FOI SANS ÊTRE UN HÉROS

**M**GR GEORGES GILSON, cinquante-sept ans, est évêque depuis dix ans. Auxiliaire de Paris pendant cinq ans, il a acquis auprès du cardinal Marty une expérience nationale de la vie de l'Eglise catholique. Nommé au Mans en 1981, il est ce qu'il est convenu d'appeler un évêque de terrain. Procédure exceptionnelle de consultation des fidèles, il vient de convoquer un synode dans son diocèse, qui devrait aboutir à la Pentecôte 1988.

« France, es-tu fidèle aux promesses de ton baptême ? » Cette interrogation de Jean-Paul II au Bourget, le 1<sup>er</sup> juin 1980, a fait figure de provocation. Comment avez-vous ressenti, vous évêque, cet appel ?

— Mgr Gilson : le pape en a bousculé plusieurs. Moi le premier. Je suis de la génération qui n'a jamais suivi une procession religieuse dans les rues de Paris. La dernière à laquelle j'ai participé, ce fut en 1946, le grand pèlerinage à travers la France de Notre-Dame de Boulogne.

— Or, en 1980, le pape vient à Paris. Et c'est dans la rue que nous le recevons. Place de la Concorde. Il nous fait sortir de nos maisons et de nos églises. Et pour faire quoi ? Prier, et célébrer le culte par excellence, la messe. Sur le parvis de Notre-Dame de Paris, au cœur de la ville de Saint-Denis, dans l'immense place du Bourget.

— Il a bousculé bien des idées reçues. En effet, on présentait comme une situation définitivement acquise l'expérience française des relations de la religion avec la société séculière. On enseignait que la marche de l'histoire conduisait inexorablement tous les peuples vers une société désacralisée. On reconnaissait au christianisme sa place historique, mais pour en faire un objet culturel ou une force morale. Dieu devait rester le Grand Silencieux. Oui, Dieu et son culte furent les grands absents de notre société française. Rappelez-vous le cri de Maurice Clavel : « Dieu est Dieu, nom de Dieu ! »

— Jean-Paul II vient d'ailleurs. Il ouvre un horizon. Il déroute. Des jeunes me demandent souvent s'il y aura encore des catholiques en l'an 2000. Et ils s'étonnent en apprenant que, dans d'autres pays que le nôtre, le nombre des baptisés augmente. La terre ne tourne pas sous la poussée du vent agnostique. La croissance de l'humanité ne se fait

pas dans le sens inventé par le siècle des Lumières ou sous la force des philosophes du soupçon. La France est en crise. Et cette crise est spirituelle.

— La responsabilité n'en revient-elle pas aux chrétiens qui pratiquent moins et à une indifférence religieuse qui croît ?

— La crise de la foi chrétienne est rude et parfois tragique. Certains seraient tentés de juger sévèrement nos prédécesseurs, notamment ceux qui ont vécu et voulu appliquer le concile Vatican II. C'est facile et injuste. L'Eglise de ce temps est plus proche de l'Evangile ; elle s'est purifiée. Elle a tracé de nouveaux chemins pour rejoindre l'homme dans sa vie quotidienne et ses aspirations à plus de justice. Elle se veut « le levain dans la pâte » humaine. Elle ne doit pas abandonner cette voie. Mais les problèmes neufs que le monde lui pose la submergent. Faut-il s'en étonner ? Moi, pas.

— L'indifférence religieuse, je l'attribue — aussi et d'abord — à la marginalisation de la vie religieuse dans le champ social. Du fait, entre autres choses, de la destruction extraordinaire des communautés humaines de base que sont la famille et le village. Les gens ne sont pas plus irréligieux aujourd'hui qu'hier. Mais on ne leur donne plus les moyens d'être religieux, de vivre leur foi. Ils n'ont plus les conditions concrètes qui leur permettraient de laisser s'épanouir cette vie spirituelle, cette vie du cœur, qui les habitent toujours et qu'ils refoulent dans le secret de leur conscience. Ils sont donc frustrés !

— Vous voulez dire que la religion est moins en cause que les conditions pratiques de l'exprimer ?

— Voulez-vous un exemple ? J'ai fait l'an passé, comme tout évêque, des visites pastorales. Je me suis rendu compte un jour que des jeunes de quinze-dix-huit ans devaient, le dimanche matin, choisir entre le football et la messe. Ils choisissaient le sport, bien sûr ! Les responsables m'ont dit qu'ils étaient libres de choisir. Non, ils ne sont pas libres de choisir. Il faut que les adultes, qui gèrent le temps social, sachent que ces jeunes doivent pouvoir vivre les deux activités.

— Le respect des conditions sociales de la vie religieuse dépend pour une large part des autorités civiles, et de tous ceux qui gèrent le temps. Il ne suffit pas de sauvegarder formellement une liberté aussi fondamentale que la liberté reli-

gieuse : il faut veiller aux conditions sociales de sa réalisation concrète. C'est tout le sens du combat que mène l'épiscopat et les responsables de la catéchèse, pour ce qui concerne l'organisation du catéchisme pendant la semaine scolaire. C'est aussi le sens du synode diocésain de la Sarthe. Nous voulons mieux inscrire la vie de l'Eglise dans le département, faire œuvre collective, donner la parole aux quatre cent mille baptisés, faire place à Dieu...

**Je me suis rendu compte que des jeunes de quinze ans devaient, le dimanche matin, choisir entre le football et la messe. Ils choisissent le sport, bien sûr !**

— Il faut parfois être un héros pour pratiquer sa foi ! Pourtant il n'est pas facultatif pour l'homme d'avoir une vie spirituelle. C'est une exigence de la nature humaine que, avec le pape, des portions immenses et majoritaires de la population mondiale rappellent à la France. Pouvons-nous les entendre ?

— Vous ne regrettez tout de même pas la séparation de l'Eglise et de l'Etat ?

— Non. Elle est un bien. Elle a constitué une importante avancée historique. Elle a donné à notre pays une paix civile qu'il n'avait pas connue dans les siècles passés. En ce sens, la situation de chrétienté est définitivement dépassée.

— Cependant, l'Etat n'est pas la nation. Il la sert. Et l'Eglise est « peuple de Dieu », pour reprendre l'expression par laquelle Vatican II désigne tous les chrétiens. Or il ne peut pas y avoir rupture entre ce peuple de croyants et leur société. Dieu ne peut être absent du monde qu'il a créé.

— L'Etat doit être et rester laïque. C'est la condition de la propre liberté de l'Eglise comme de la liberté de ceux qui ne sont pas catholiques. Est-ce pour autant nécessaire que la communauté humaine que nous formons (dans le respect des consciences individuelles et de la diversité des groupes religieux) vive comme si les religions n'existaient pas... ou n'existaient que comme l'héritage d'un passé enterré, un patrimoine cultu-

rel admiré, une activité privée de personnes particulières ?

— Je crois que le moment est venu d'ouvrir un débat. Les faits sont devant nos yeux, notamment si nous sommes attentifs aux jeunes générations. Il nous faut avoir le courage de réfléchir ensemble sur le statut du religieux, et plus largement de la vie spirituelle dans la vie française, aux mille et une facettes. Il ne suffit pas de se réfugier dans les temples modernes de la culture. Et Dieu sait que celle-ci est devenue une vaste entreprise publique ! Le culte à Dieu et la vie des communautés de foi ne sont pas des éléments accessoires de la culture d'un peuple. Il s'agit du sacré. Il s'agit de Dieu.

— Vous croyez ce débat possible ?

— Possible aujourd'hui, je ne sais. Nécessaire, je le pense. A moins de construire une ligne Maginot pour interdire aux idées et aux croyances de circuler... Ce serait absurde. Il nous faut accueillir une situation nouvelle, que nous connaissons déjà : le réveil du sentiment religieux. Ce réveil souvent anarchique engendre des déviations, par exemple les sectes, l'occultisme ou la fausse anthropologie de la réincarnation, etc. Mais plus positivement, il y a le retour de la vie de prière, la quête d'une vie contemplative, la redécouverte de l'icône et de l'Orient chrétien, la réforme liturgique, l'appel des communautés nouvelles, et ce fait capital, aux conséquences insoupçonnées pour la société elle-même, qu'est le partage des tâches et des responsabilités entre prêtres et laïcs... De plus, il nous faut prendre en charge — avec respect et lucidité — la présence des musulmans, français et étrangers, dans notre pays. Et cela aussi est capital.

— A situation nouvelle, solutions nouvelles ! Je crains pourtant — pour avoir déjà abordé les questions avec quelques-uns — que les dirigeants, notamment les hommes politiques, restent encore sourds à ces questions embarrassantes. A la fois, je les comprends et je trouve cette attitude peu lucide. Je comprends leurs craintes de voir se réveiller des querelles théologiques et leurs compagnons traditionnels que sont l'intolérance et la persécution, le clericalisme et son contraire. Mais il ne suffit plus de reprendre sous forme répétitive les certitudes d'un passé même récent sur la laïcité ou la liberté des consciences, sur la sécularisation ou la mort de Dieu, sur la société civile et les autorités religieuses, etc. A frais nouveaux, il faut réfléchir ensemble maintenant, afin de ne pas se quereller demain.

— L'Eglise n'a-t-elle pas aussi à s'interroger sur son discours ? Je pense par exemple à celui qu'elle tient sur les questions de morale individuelle et conjugale ?

— Sans aucun doute. De fait, ce discours souvent n'est pas reçu. Cela ne veut pas dire que l'enseignement donné soit faux ! Cela veut dire que l'on met souvent la charrue avant les bœufs. La morale évangélique suppose la vie de foi, l'accueil de Dieu et de sa grâce... Mais c'est un autre entretien qu'il nous faudrait... Malgré ces difficultés réelles, il faut toujours risquer une parole. Humblement.

— Continuer à parler donc... à temps et contretemps ?

— Oui. Parler de Dieu. Mieux, laisser parler Dieu. Pour pouvoir mieux servir l'homme. Aimer l'homme. Car c'est tout un pour le christianisme. On a reproché à Jean-Paul II son humanisme. En rencontrant les évêques français à Issy-les-Moulineaux en juin 1980, il partagea son interrogation : « Pourquoi, dans l'étape actuelle de la mission de l'Eglise, une concentration particulière sur l'homme est-elle nécessaire ? »

— La réponse chez le pape est nette : à la tentation de l'homme de prendre l'homme comme absolu et de s'y perdre, au drame de l'humanisme athée et de sa faillite, des chrétiens doivent répondre par le mystère de l'incarnation de l'homme-Dieu, Jésus-Christ, pour proposer un humanisme sacré. L'homme n'est pleinement homme que divinisé. ■

**L'HORSET**  
Paris

**5 Hôtels de charme, de tradition, d'accueil**

L'Horset ASTOR\*\*\*\*  
(Madelaine)

L'Horset ROYAL MALESHERBES\*\*\*\*  
(Madelaine)

L'Horset SAINT-CLOUD\*\*\*\*  
(Porte de Saint-Cloud)

L'Horset PAVILLON\*\*\*\*  
(Grands Boulevards)

L'Horset OPERA D'ANTIN\*\*\*\*  
(Opéra)

**Réservation Centrale**  
11, rue d'Antin, 75008 Paris - Tél. : (1) 42-88-12-88  
Téléc. 642718

مكتبة القرآن



# Voyages

## AIR TOQUES

Pour bien manger en avion, une seule classe, la première. C'est un peu plus cher, mais les compagnies aériennes vous en servent pour votre argent.

Par Bruno Lancesseur



« **C**AVIAR de la Caspienne Petrossian, poularde de Bresse farcie sauce périgourdine, plateau de fromages de France, charlotte aux fraises, vodka russe, vase-romantée 1981. » Non, il ne s'agit pas d'un repas « trois étoiles » parisiens mais du menu proposé par la compagnie UTA à ses passagers de première classe. Servi à 10 000 mètres d'altitude, c'est un tour de force. Afin d'offrir de telles prestations à bord, les compagnies aériennes font appel à des entreprises de « catering » dont l'organisation et les impératifs horaires donneraient des sueurs froides à beaucoup de nos grands chefs.

Deux sociétés se partagent le catering aérien à l'aéroport de Roissy : Roissy Service, du groupe hôtelier Marriott, et Servair, une filiale d'Air France. José Arias, directeur de Roissy Service, explique : « Avec cent vingt personnes dans nos cuisines, nous préparons cent quatre vingt mille repas par an destinés aux premières classes de compagnies comme UTA, Air Canada, Japan Airlines. Avec de tels clients, nous avons de sérieuses références vis-à-vis des autres compagnies. Si une compagnie décide de quitter sa société de catering, nous le savons très vite, et c'est à nous de proposer un meilleur service. Le bouche à oreille entre chefs d'escalpe peut influencer une décision. »

Les cuisines de Roissy Service sont séparées en trois secteurs : le chaud, le froid et les desserts. Si les plateaux de la classe économique sont préparés à la chaîne, il n'en va pas de même des repas de première, préparés dans une pièce à part. Mettre en place une chaîne pour dix-huit ou vingt-quatre passagers serait trop coûteux et peu pratique. Hors-d'œuvre, langoustes, rôtis, sont placés dans des conteneurs numérotés, ce qui permet aux hôtesses de retrouver facilement les éléments qui composent le menu. Chez UTA et Air France, le personnel de bord dispose de notes d'information expliquant comment découper un filet de bœuf ou la poularde de Bresse entièrement décongelée et reconstituée à bord : « Elle se tranche comme une pièce classique, en partant des ailes vers les cuisses. »

Sur les vols transatlantiques de la PanAm et d'Air France, les hôtesses disposent d'une valise contenant les ustensiles en argent massif destinés uniquement au service des premières classes. Un must que l'on ne retrouve pas sur les autres compa-

gnies desservant l'Amérique du Nord, où la concurrence est un bras de fer permanent entre Air France, PanAm et TWA. C'est sur cette destination que les compagnies obtiennent leurs meilleurs résultats, excepté quand il s'agit d'une année noire comme 1986, due en grande partie à la défection des touristes américains.

Selon les compagnies aériennes, les menus sont établis par roulement sur deux ou trois mois. Air Canada dispose à Montréal d'un chef qui se déplace jusqu'à Paris pour goûter, tester et finalement accepter, si tout est parfait, les plats proposés par Roissy Service.

Ces séances de dégustation sont de véritables tortures pour les cuisiniers, et il n'est pas rare qu'un plat reparte plusieurs fois en cuisine pour un brin de persil mal placé. Une fois les menus établis, Roissy Service passe ses commandes à Rungis ou à des fournisseurs privés. Et quand Servair fait son marché, cela donne annuellement des chiffres impressionnants : 13 tonnes de foie gras, 25 tonnes de saumon fumé,

gastonomie française au départ de Paris. »

Le goût américain, ce sont également ces magnifiques salades servies dans de gros saladiers en bois avec un choix d'assaisonnements : vinaigrette ou sauce roquefort. Si le passager le désire, il peut arroser son déjeuner d'un Dom Pérignon, d'un médoc saint-julien 1977 ou d'un bourbon Old Granddaddy. Bon appétit ! Air France, qui se veut l'ambassadeur de la gastronomie française en altitude, s'efforce d'attirer cette clientèle typiquement américaine.

A l'autre bout de l'aéroport de Roissy, M. Hayashi, l'ancien chef du restaurant de l'hôtel Nikko, prépare un repas japonais pour les vingt-quatre passagers de première de la Japan Airlines (JAL). Si le passager peut également déguster une cuisine européenne, le repas japonais « kaiseki » est spectaculaire. Il se compose de sushi (poissons), de sashimi (tranches de poisson avec une sauce au soja et au gingembre) et de norimaki (petits triangles de riz entourés d'algues séchées). Le bœuf est « sukiyaki ».

**Conseils à une hôtesse de l'air : « La poularde de Bresse se tranche comme une pièce classique en partant des ailes vers les cuisses... »**

1 483 000 œufs frais, 612 tonnes de fruits et légumes, 39 tonnes de crustacés.

Vers 16 heures, le tôleux crépite dans un bureau de Servair. Francis Guérin, le chef catering de TWA, confirme le nombre de passagers en première pour le vol du lendemain. Au menu : caviar américain Iron Cate (boîte de 280 grammes pour sept passagers), foie gras, potage Du Barry, suprême de poulet farci, carré d'agneau ou tournedos, et la pièce maîtresse : la langouste parisienne. Une partie des cuisiniers ne vont s'occuper que de ce repas, avec un horaire très rigoureux. Les viandes en sauce seront un peu plus assaisonnées, car en altitude la nourriture a tendance à s'affadir. Et comment satisfaire les amateurs de tournedos bien saignants ou à point ? Les chefs de Servair ont la solution : chaque tournedos est saisi sur les deux faces ; ainsi l'hôte n'aura plus qu'à le laisser plus ou moins longtemps dans le four. Selon Francis Guérin, « les passagers de première sont toujours surpris de déguster une viande cuite à leur goût au-dessus de l'Atlantique. Notre clientèle de première étant à 80 % américaine, nous servons une cuisine au goût américain teintée de

Seul le caviar est russe, et le foie gras français.

Tous les moyens sont bons pour attirer les clients, et le choix des vins est important car les passagers de première sont pour la plupart de fins connaisseurs. Pour sa cave, Air France fait appel à des professeurs de la section œnologique de la faculté de Bordeaux : une manière de se démarquer des autres compagnies.

Ce que souhaite Air France avant tout ? La régularité ; impossible avec des vins régionaux. La sélection est agréable : château Smith haut lafin, Volnay 1980, et pour les champagnes : Dom Pérignon, Mumm « René Lalou » 1979. Air France est le premier consommateur de champagne dans le monde, avec 250 000 bouteilles par an. Whisky et cognac sont eux aussi des hauts de gamme : Chivas « Royal Salute » vingt et un ans d'âge sur Air Canada, et cognac Hennessy XO sur Swissair.

Seule la conservation des grands vins peut poser quelques difficultés, mais la consommation impressionnante résonne ce sonci : 24 000 bouteilles par an chez UTA. Le tout est servi à volonté, et il n'est pas question d'être mesquin car le passager

insatisfait n'hésitera pas à prendre une autre compagnie lors de son prochain déplacement.

Swissair est l'exemple même de la compagnie aérienne qui a réussi à prendre des clients à plusieurs de ses concurrents grâce à son dynamisme commercial et à la qualité de ses prestations. Le service catering de Swissair est basé à Zurich et emploie sept cent cinquante personnes. Une des originalités de ce centre : toutes les serrures sont magnétiques, et quiconque n'a pas sa petite carte ne peut pénétrer dans les cuisines. L'objectif est double : parer à toute menace terroriste et garantir le niveau élevé de l'hygiène. La vocation internationale de la Swissair l'a amenée à organiser son catering à une échelle elle-même internationale. Servir un foie de veau zurichois avec haricots verts et pommes boulangères entre Hongkong et Zurich ne pose aucune difficulté aux cinq représentants Swissair de Hongkong. Ils surveillent de très près les approvisionnements ainsi que la préparation des plats.

La plupart des compagnies préfèrent envoyer leurs équipes sur place, dans les pays africains et en Asie, notamment. Jacques Morelli, responsable UTA de l'escalpe bôtelière de Paris, nous explique : « Si UTA n'est pas sûre à 100 % de la qualité des produits dans tel pays, alors nous créons de toutes pièces un petit service catering. Il nous arrive également de travailler avec le chef d'un grand hôtel ou bien d'emmener dans les soutes les repas du retour. » Ainsi, des quenelles de brochet aux morilles sont conditionnées sous vide ou conservées dans de l'azote avec un délai de conservation de cinq ou six jours : une performance. Les fromages, quant à eux, sont sélectionnés pour être dégustés deux ou trois jours plus tard.

L'angoisse des compagnies aériennes, c'est qu'il faut toujours aller plus loin, proposer de nouvelles escalas afin de satisfaire la demande de la clientèle tout en mesurant les risques financiers. Il n'est pas admissible de faire n'importe quoi pour rester compétitif. Et la cuisine locale alors ? Seule la cuisine asiatique offre de réelles possibilités, mais très souvent, au départ de villes européennes. British Airways sert des sushis vers Tokyo, et UTA des carrys vers Colombo. En fait, un homme d'affaires appréciera une nourriture exotique plutôt à l'aller, car après huit jours de carry en Inde il se jette sur un chateaubriand.

En outre, il est plus facile d'imposer les normes d'hygiène européennes à un chef indien à Paris qu'à Bombay. Ces conditions

d'hygiène draconiennes exigées par les compagnies aériennes provoquent parfois des situations cocasses. En témoigne cette aventure survenue à une dizaine de crabes géants de l'Alaska destinés à un musée océanographique et qui ont été servis en hors-d'œuvre en première classe.

Et les grands chefs, que pensent-ils de cette cuisine ? Au premier abord, ils sont déçus par les quantités industrielles à fournir.

UTA a fait appel à Bocuse, Leclerc et François Clerc, comme une entreprise loue les services d'un conseiller financier. Mais, comme on le fait remarquer malicieusement chez Swissair : « Le grand chef était plus intéressé par nos techniques de cuisine industrielle. » La concurrence a été telle il y a trois ans qu'aujourd'hui les prestations sont pratiquement identiques.

(Lire la suite page 30.)

HORIZONS LOINTAINS PRÉSENTE

## LE CATALOGUE DU VOYAGE AUTHENTIQUE

**Horizons Lointains**

LE TOURISME FRANÇAIS

60 circuits à travers le monde.  
Catalogue gratuit disponible chez  
Le Tourisme Français, 96, rue de la Victoire  
75009 PARIS - Tél. : (1) 42.80.67.80  
et dans toutes les agences de voyages.



## escales

## LA NORMANDIE D'UN CONQUÉRANT

Sur les traces et les cavalcades de Guillaume avec, en chemin, une relecture de la tapisserie de la reine Mathilde.

Par Alain Hervé

**D**E grands rais de lumière blanche tombent des vitraux. L'homme qui creuse la tombe de Guillaume le Conquérant, William pour les Anglais, est affable. Il répond volontiers à ma curiosité. « Je ne touche pas à la tombe elle-même, je crée seulement une dénivellation de deux marches pour y descendre. Ensuite, la pierre de marbre gris qui porte l'épithète sera surélevée. »

Pour le moment, je la vois posée sur les marches du maître-autel de l'église Saint-Etienne de l'abbaye aux Hommes à Caen. Je lis : *HIC SEPULTUS EST INVICTISSIMUS GUILLERMUS CONQUESTOR NORMANNIAE DUX ET ANGLIAE REX HUIUSCE DOMUS CONDITOR QUI OBIT ANNO MLXXXVII*. Tout est dit : il y aura neuf cents ans l'année prochaine, on enterrera dans cette basilique, qu'il avait fondée à la prière du pape Nicolas II pour se laver du crime d'avoir épousé Mathilde, une lointaine cousine, le duc de Normandie, roi d'Angleterre, Guillaume le Conquérant.

Le William d'Angleterre contemporain pourrait, dit-on, inaugurer la nouvelle stèle le 9 septembre 1987 pour clore les célébrations. L'anniversaire sert à réveiller un prince et donne à une province l'occasion de se célébrer. Guillaume a dérivé trop loin dans le temps, il est trop peu français. La Normandie est trop près de Paris, trop présumée connue : camembert, cidre, pluie et plage. Alors ce neuvième centenaire peut être l'occasion de découvrir l'une en apprenant l'autre. C'est ce que viennent de décider les élus normands.

Commençons par la mort de Guillaume, puisqu'on la célèbre. Elle n'est pas banale. Guillaume a cinquante-neuf ans ; il est à la fois duc de Normandie et roi d'Angleterre, au sommet de sa gloire, et obèse, dit-on. Un chroniqueur rapporte que Philippe I<sup>er</sup>, roi de la toute petite France d'alors, le raille et demande quand aura lieu l'accouplement. Guillaume répond : « Quand j'irai à la messe de relevailles, je lui offrirai 100 000 clerges. » A-t-il l'intention de les lui apporter à Notre-Dame de Paris ? Fin juillet, c'est la canicule, ce mot étrange qui veut dire littéralement « petite chienne » et qui désigne aussi Sirius suivant la course du Soleil au cœur de l'été.

#### Eventré par le pommeau de la selle

Guillaume se met en campagne dans le Vexin français, il bouscule les troupes de Philippe et entre dans Mantes. Ses soldats mettent le feu à la ville ; son cheval, effrayé par la chute d'une poutre enflammée, se cabre, tombe. Le pommeau de la selle eventré Guillaume. Ce jour-là, l'histoire marque un temps. Allait-il conquérir Paris, ajouter à son titre de roi d'Angleterre celui de roi de France ? On ne la saura jamais.

Ses compagnons ramènent le géant meurtri à Rouen dans son palais. Il fait chaud. Il se plaint du bruit des cloches. On le transporte au prieuré de Saint-Gervais, à la campagne. Il meurt. La panique saisit les assistants. Chacun fuit pour aller protéger ses intérêts et laisse le grand corps nu à l'abandon. Le lendemain, quelques moines se ressaisissent et courent le duc-roi dans une peau

de bœuf. Il fait toujours très chaud.

Par voie de Seine et de terre, on le convoie jusqu'à Caen pour l'enterrer dans la basilique Saint-Etienne, selon son vœu. Au moment de le descendre dans la fosse, un incendie se déclare qui dévastera un quartier de la ville. La plus grande partie de l'assistance se précipite dehors. Alors, un certain Asselin proteste : le terrain où l'on a l'intention d'enterrer le duc lui appartient et ne lui a jamais été réglé. Séance tenante, l'évêque lui paie 60 sous. Mais la tombe a été creusée trop exiguë, les croque-morts poussent. « La peau de bœuf éclate, une poutre horrible se répand, que les fumées d'encens ne peuvent dissiper. »

Voilà pour l'avènement que nous commémorons, mais ce n'est pas fini. La tombe est violée pendant la Révolution, les os du « tyran » dispersés. Un fémur en réchappe, qui permet aux scientifiques contemporains de spéculer sur la grande taille du héros normand. Ils laissent dans le cercueil un relief auquel peuvent se raccrocher notre ferveur et les fastes de l'anniversaire.

J'ai tenté de replacer tout ce bruit et cette fureur entre les murs byzantins restaurés de la basilique. Puis, d'une église l'autre, je suis parti à la recherche de quelques-unes des constructions romanes, ou de ce qui en reste, dont Guillaume couvrit la Normandie, de Caen à Lassy, du Mont-Saint-Michel à Bayeux, de Jumièges au Bec-Hellouin. Il avait la folle de la pierre, celle de Caen, un calcaire tendre, facile à travailler. Il en exporta par bateaux entiers vers l'Angleterre pour y construire la Tour de Londres et dix cathédrales, de Winchester à Canterbury, dessinées

par des architectes normands dans les trente ans qui suivirent la bataille de Hastings.

#### Un relent d'Iliade

Mais se souviendrait-on de Guillaume sans un témoignage bien moins périssable, une broderie de soixante-dix mètres de long exécutée en Angleterre vers 1070, probablement par des hommes et commandée par l'évêque de Bayeux, Odon, son demi-frère. Il s'agit, bien sûr, de la tapisserie de la reine Mathilde, qui n'est pas une tapisserie et ne doit rien à l'épouse de Guillaume. Mais il y a un relent d'Iliade dans ce poème de laine où Mathilde aurait joué les Pénélope. Ce monument textile, le plus ancien de cette taille que l'on connaisse au monde, est exposé à Bayeux, dans l'ancien séminaire.

Je l'ai revu un jour de pluie. Mais où sont donc passées les canicules de l'an mil ? C'est une œuvre de propagande destinée à justifier aux yeux de la postérité la conquête de l'Angleterre par le corps expéditionnaire de Guillaume, en 1066. C'est aussi une œuvre d'art stupéfiante par la beauté et le dynamisme de son dessin, la première bande dessinée qui mérite le fameux détour. A tel point que la moitié de ses admirateurs sont des Anglo-Saxons venus du monde entier et jusque des antipodes.

La difficulté est d'y pénétrer. Non pas dans le musée, qui est un modèle pédagogique du genre, mais dans la broderie elle-même. Un peuple de six cent vingt-six personnages, sept cent cinquante animaux qui nous regardent du fond de neuf siècles. Avancent pas à pas d'une visite radioguidée, j'ai découvert les seuls portraits de Guillaume réalisés de son vivant et au point de tige. Je l'ai

vu assis, debout, à cheval. Il ressemble à un empereur romain avec sa toge.

Regard bérin et geste mesuré de l'administrateur, du législateur, du chef de guerre. Rien qui trahisse les colères sanguinaires de celui qui fit couper les mains des assiégés d'Alençon, arracher les arbres, brûler les maisons, boucher les puits et égorgé la population de la campagne d'York.

Bonaparte, en 1803, vint interroger ce regard qui avait su apprécier et surmonter les difficultés d'une traversée de la Manche avec des milliers d'hommes armés. Hitler, en 1940, fit étudier la broderie par un groupe d'officiers supérieurs. Aux titres de Guillaume et avant que ne soit construit le tunnel sous la Manche, on pourrait ajouter celui d'imitable.

#### Le Bâtard

Le poursuivant dans le maquis normand, je me suis enfin arrêté à Falaise. Je suis monté au donjon, la canicule se faisait toujours attendre. J'ai regardé, par-dessus le parapet, le lavoir qui se trouve à cinquante mètres en contrebas. De la même manière, Robert le Magnifique avait distingué une jolie lavandière, l'avait fait monter en château, avait appris qu'elle s'appelait Arlette, et Guillaume en était résulté. Puis, son père ayant décidé de partir en Terre Sainte, ce qui se pratiquait beaucoup à l'époque, il désigna Guillaume pour lui succéder. Robert meurt en Bithynie en 1035, Guillaume devient duc de Normandie. Il a sept ans. On l'appelle le Bâtard. Voici ce qu'on voit du haut du donjon de Falaise, que la municipalité envisage de restaurer pour célébrer le neuvième centenaire.

Entre sa naissance et sa mort, et lorsqu'il n'était pas en Angleterre, Guillaume parcourut sans cesse la Normandie à cheval. On peut le voir adolescent, fuyant ses assassins dans la baie des Veps,

traversant les sables mouvants du Mont-Saint-Michel pour aller corriger Conan de Bretagne, bataillant contre ses vassaux ou contre le roi de France à Val-ès-Dune, Varville, Mortemer, des lieux-dits que l'on identifie mal aujourd'hui entre prés et marécages.

En neuf cents ans, le paysage a changé. La forêt a reculé, le bocage est apparu. Guillaume, avec l'aide des historiens contemporains, remonte de l'obscurité. Il apparaît grand, fort, à la voix puissante, amoureux fou de chevaux et de chasse, fidèle à Mathilde, pieux (et d'autant plus que, pour des raisons diplomatiques, il devint le champion de la papauté), courageux au combat, avare, dit-on. Général tacticien et stratège, législateur inspiré, il inventa l'Etat anglais. Il ne savait pas écrire (on voit à Caen des chartes qu'il signait d'une croix) mais il se faisait lire des historiens latins. C'était un gros mangeur à grosse panse, ce qui le tua.

Attablé dans un restaurant de Ouistreham, devant un plateau de fruits de mer, j'étais certain qu'il avait mangé les mêmes. Mais il engloutissait aussi des perdrix, de la venaison, des anguilles. Les Anglais prétendent qu'il aimait le pudding au miel. Ce qui est certain, c'est qu'il ne connut pas le camembert, inventé au dix-huitième siècle. Il ignorait le bonheur pétillant du cidre bouché, car cette boisson arriva d'Espagne deux ou trois siècles après sa mort.

Regardant la mer à Dives, avant de s'embarquer pour l'Angleterre, ses émois étaient moins fragiles que ceux de Marcel Proust devant le même spectacle vu de « l'aquarium », la salle à manger du Grand Hôtel de Cabourg. Mais sait-on jamais ? De cet homme qui a changé la face du monde connu en son temps, il ne reste que le fémur, à Caen. Devos pourrait en faire une histoire. On s'apprête à l'honorer avec faste.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'Azur

06500 MENTON

Forfait Soleil 7 jours/7 nuits en demi-pension à partir de 1 085 F. Cuisines soignées.

**HOTEL-VILLA NEW YORK\*\***  
Ch. 11 confort, TV, 161. dir. Vue magnifique, parc exotique, parking clos, à 100 m des plages et du port de Garavan. Avenue K. Mandif. 06500 MENTON. Tél. 93-35-78-49 • LOGIS DE FRANCE •

## GRASSE

Maison familiale BEAUSOLEIL. Accueil de l'année groupes, individuels, retraités, fam., sportifs, classes. Tl. conf. Ch. 2 bis, bs, w-c. Park. Anim. int., extér. Psc. Bar. Jard. Sg. gran. Noël 148 F/j. Rés. réserv. 93-97-28-84 de lundi au vendredi.

## Angleterre

## LONDRES

**DRISCOLL HOUSE HOTEL**  
200 chambres à un lit. Demi-pension 65 livres sterling par semaine, adultes entre 21-60 ans. S'adresser à 172 NEW KENT ROAD LONDON SE 1. Téléphone 1-763 4175.

## Italie

## VENISE

**HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES**  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-52-32-333 VENISE. Tél. 411 50 FENICE 1. Directeur : Dante Apollonia.

## TOURISME

Séjours enfants Haut-Jura  
**VACANCES NOËL 1986-1987 ET PAQUES 1987**

Ski de fond, tennis, jeux pl.-air, jeux intér. Yves et Liliane (37 ans) réservent un acc. fam. et s'occupent des activités des enfants limités à 14, pour assurer une qual. d'hébergement dans leur acc. ferme coquette du XVIII<sup>e</sup>, confortabl. aménagée. Prix 1990 F sem./enfant. Pour tous rens. 81-39-12-51.

## Mer

Des Anglo-Normandes

## ILE DE JERSEY

Pourquoi ne pas profiter de l'automne pour séjourner dans cette adorable Ile de Jersey (20 km sur 10).

A cette époque, l'Ile vous appartient : les immenses plages de sable fin, la campagne encore très fleurie et les petits ports de pêche. Dans la capitale, Saint-Hélier, vous édifiez à la tentation d'un shopping roi ! Les distractions sont légion : les pubs pittoresques, les auberges, les petites pensions et les grands palais rivalisent d'amabilité pour vous accueillir.

La table est excellente ! Les produits du cru : légumes, poissons, laitages, contribuent à l'élaboration d'une gastronomie très appréciée. Ajoutez à cela les vins français très sélectionnés et à des prix raisonnables. Jersey, l'Ile fleur, c'est vraiment le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière.

Pour documentation en couleur, écrire à :  
**MAISON DE L'ILE DE JERSEY**  
Département F 15  
19, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS  
Tél. (1) 47-42-93-68

## AIR TOQUES

(Suite de la page 29.)

En première classe, le caviar est toujours russe ou iranien, le saumon, de premier choix. Les quantités varient selon les compagnies : 50 grammes de caviar sur Lufthansa et Air France, 30 grammes sur PanAm ; alors un amateur de caviar voyagera plutôt sur Lufthansa ou Air France à cause de 20 grammes de grains supplémentaires. Avec ce type de produit, les grands chefs ne sont d'aucune aide. On leur demande simplement de trouver des termes culinaires pour la rédaction des menus ou des bonnes adresses de producteurs. Air Canada sert du foie gras truffé à 3 % de Sarlat, et Swisair a son propre producteur près de Strasbourg. Les unes après les autres, les compagnies aériennes ont adopté le pain de Poilâne, un pain spécialement fait pour elles et qui contient un peu plus de levain pour mieux résister au froid et conserver sa fraîcheur.

Mais qui sont ces passagers privilégiés de première classe pour-  
vant régler 33 440 francs pour un Paris-Bangkok, aller et retour ? Des hommes d'affaires à 80 %.

Lorsque Thomson envoie ses représentants au plus haut niveau discuter un contrat de plusieurs millions de francs, le prix du billet n'est qu'une goutte d'eau dans la note de frais. Et il est impératif que les commerciaux arrivent reposés physiquement et intellectuellement. Dès lors, les compagnies aériennes sont obligées d'offrir des « plus » afin de conserver cette clientèle.

Willy Hagnan, de chez Swisair, explique : « La première est prestigieuse, chère, et le passager s'attend à un traitement de VIP. Nos hôtesses sont sélectionnées pour servir en première classe, et nous leur demandons d'accueillir un passager comme elles accueilleraient des amis chez elles. »

Aujourd'hui, la concurrence la plus redoutable vient de compagnies comme Singapore Airlines, qui propose dans son menu de première six huîtres fines de claire ouvertes quarante-cinq minutes avant l'embarquement. Mais, surtout, les passagers de première classe sont littéralement subjugués par le charme des hôtesses et le service de bord. Une concurrence qui cause certains soucis aux services commerciaux des compagnies européennes. La guerre des « étoiles » sera chaude.

BRUNO LANCESSEUR.

15<sup>e</sup> SALON NATIONAL DU LIVRE AU FORMAT DE POCHES

SAMEDI 4, DIMANCHE 5 OCTOBRE de 10h à 19h

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

entrées : 100 F (hors 100 F) • 100 F (hors 100 F)

## REPÈRES

**A Caen :** Saint-Etienne et l'abbaye aux Hommes, une des plus belles cathédrales romanes consacrées par Guillaume en 1077. Il y est enterré. La Sainte Trinité et l'abbaye aux Dames, où Mathilde est enterrée. On attend-on pour débarrasser ses tours des ridicules balustrades dont la dix-neuvième siècle les a affligées ? Le musée ethnographique de Normandie, dans l'enceinte du château.

**A Bayeux :** la Tapisserie de la Reine Mathilde.

**A Bec-Hellouin :** l'abbaye de son confesseur Lanfranc.

**A Saint-Evroult :** l'abbaye en ruine de son historiographe, Odréric Vital.

**A Falaise :** le château où naquit Guillaume ; on voit sur la place une des rares statues équestres de Guillaume déguisé en Vercingétorix.

**A Lassy :** l'abbaye fondée en 1056 et restaurée après la dernière guerre.

**A Dives-sur-Mer :** dans l'église, la liste des compagnons partis avec Guillaume conquérir l'Angleterre.

**A Jumièges :** l'abbaye inaugurée par Guillaume, roi d'Angleterre.

Pour déjeuner : la ferme Saint-Simon, près de Honfleur. Pour dormir : le château de la Salle à Montpinchon, dans la Manche. Pour s'instruire : le Conservatoire des techniques fromagères traditionnelles de Normandie, 28, place Pasteur, 14140 Livarot. Une ferme productrice de cidre et de calvados : chez Edienne Dupont, à Victor-Pontil, 14430 Douzès.

Pour lire : *Guillaume le Conquérant*, de Michel de Boüard (Fayard), et *Guillaume le Conquérant*, de Paul Zumthor (Tallandier).

(Publicité)

## ACCESS VOYAGES L'AMÉRIQUE AU MEILLEUR PRIX

	AS	AR
NEW YORK	1 200 F	2 400 F
BOSTON	1 450 F	2 900 F
PHILADELPHIE	1 450 F	2 900 F
WASHINGTON	1 550 F	3 100 F
CHICAGO	1 750 F	3 500 F
ATLANTA	1 750 F	3 500 F
MIAMI	1 750 F	3 500 F
NEW ORLEANS	1 750 F	3 500 F
HOUSTON	1 750 F	3 500 F
DALLAS	1 750 F	3 500 F
DETROIT	1 750 F	3 500 F
LOS ANGELES	1 950 F	3 900 F
SAINT FRANCISCO	1 950 F	3 900 F
SEATTLE	2 300 F	4 600 F
MONTREAL	1 550 F	3 100 F
TORONTO	1 750 F	3 500 F
VANCOUVER	2 950 F	5 900 F
MEXICO	2 500 F	5 000 F

— ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. ACCESS VOYAGES (Société d'Etat 175111) 8, rue Pierre-Lescot 75001 Paris. Tél. : (1) 42-21-46-84. Métro et RER Châtelet-Les Halles.

مكتبة النور



**Par  
La Reynière**

excellente. Clémence fut félicitée.

En vérité, l'un des meilleurs « beurrie blanc » de l'avant-guerre fut celui de cette Clémence, établie restauratrice à La Chebuette, non loin de Basse-Goulaine. Mais les Angevins lui opposaient celui de La Possennière, dans la banlieue d'Angers.

Il n'importe, et une chose est sûre, ce beurrie-blanc est le résultat d'un don. On ne l'apprend pas, on le retrouve d'ancestrales divinations et de secrètes formules, comme une alchimie du cœur même des terrestres nourritures. Il porte en lui, métamorphosé, les verts pitagoriques et la magie d'un fleuve-femme, la Loire! Et, du reste, il est cuisine de femme par excellence.

Il est, aussi, un défi!

Sa recette se présente comme un enfantillage culinaire : des échalotes, du vinaigre, du beurre... Et rien de plus délicat à réaliser, pourtant, de plus fuyant, de plus malicieux. « On entre au cirque comme on entre en religion », disait Recordier.

faut un pas trop chauffer pour que le beurre ne tourne pas en huile : le coup de main, vous dis-je ! et le coup d'œil ! N'est-ce pas la chère Mère Michel qui n'entendait faire un beurre blanc que pour quatre convives minimum et cinq maximum ? Alors, par deux, trois ou six, les clients devaient en attendre d'autres ! Sur place, je vends dire aux Rosiers-sur-Loire, le cher M. Augereau, disparu, a laissé son arberge, *Jeanne de Laval*, à ses enfants, et la maison reste toujours celle du beurre blanc (route d'Angers, aux Rosiers-sur-Loire. Tél. : 41-51-80-17).

A Paris, chez *La Mère Michel* (5, rue de Rannequin, 17<sup>e</sup> ; tél. : 47-63-59-80), M. Gaillard a repris gentiment le flambeau, tandis que M. Cullerre, en sa *Grille* (80, rue du Faubourg-Poissonnière, 10<sup>e</sup> ; tél. : 47-70-89-73), prépare le sien à base de demi-sel d'Eclair, ce qui le rend incomparable. Le beurre blanc est chez eux une institution. C'est ainsi qu'il faut le découvrir, et non dans les restaurants oh, perdu entre vingt autres plats, il n'est plus qu'une sauce comme les autres. ■

## ENSEIGNE

## DÉGUSTATION-SUPPLICE

Il est une autre manière de faire parler de ses vins : celle du *Grand Prix du Vignoble*, remis à Auxey-Meursault, propriétaire de vignobles prestigieux et copropriétaire du domaine de la Romanée-Conti. Depuis vingt ans, M<sup>me</sup> Lize-Laroy organise dans son domaine d'Auxenay ses « rendez-vous de septembre », l'une des plus prestigieuses dégustations du monde.

L'une des plus secrètes aussi, tant peut être drastique la sélection des invités. Ils étaient soixante le 24 septembre dernier, parmi lesquels quelques-uns des plus grands palais du moment, comme MM. Michel Sgattene, Didier

Bureau et Raoul Salama, meilleur dégustateur mondial, ainsi que de nombreux représentants américains et britanniques. Une scaboteuse comme ça, ça se trouve vite (vous tous du millésime 1966) servis à l'aveugle. Superbe moment pour une dégustation-supplée : qui dira jamais comment reconnaître un pommar grands éponats d'un pommar cios micault ? Comment savoir si le quasi-saufaite réalisé sur les chambertin (gevey-chambertin les caze-gevey-chambertin cios saint-jacques, chapelle-chambertin, chermes-chambertin, mazis-chambertin et chambertin) n'est pas un effet du hasard ?

Vainqueur du tournoi, M. Pierre Troisgros, qui remporta haut la main un jéroboam de gevey-chambertin luvex-saint-jacques (millésime 1969). Restait aux vaincus une belle tâche : impressions sensorielles. La meilleure argument publicitaire qui soit.

**JEAN-YVES NAU.**

► Les amateurs de vins de Bourgogne pourront avec intérêt s'adresser à la Compagnie bourguignonne des oenophiles, 10 rue de la République, 21000 Dijon, tél. 80-30-10-11.

## LES TABLES DE LA SEMAINE

## CHEZ LA MÈRE MICHEL

répéter au succès de cette petite maison aux murs beiges, à l'éclairage doux, aux tables élégantes... et surtout de la cuisine savoureuse du patron : un petit sauté de foies blancs au poivre vert et purée de panais, par exemple, vous donnera une idée de l'esprit d'attention et de soin de ce restaurant. Un tronc de lotte en meurette est disposé sur la table à côté d'aubergines, une petite lotte de bouillabaisse à la moutarde et aux fines herbes est remarquable, mais les mignonnettes de porc préparées aux champignons et asperges bien épicées. Vira à moins de 20 euros plats, brio de Mieux ET dessert à 135 F, service compris, est particulièrement intéressant.

**1. PISTE**  
**1. rue du Docteur Jacquemart**

**Clemenceau (15°).**  
Tél. : 48-28-51-38.  
Fermé samedi midi, dimanche et  
jours fériés.  
Chiens admis.  
A.E. et C.B.

**PEISTER**

## PÉRIGOURDINE

Fichtre ! Le décor usinier d'alentour n'est pas réjouissant. Cela fait

## DU NOUVEAU SUR LES BUTTES

s'amuser de sa matelote de filets de sardines à la moelle, mais s'enthousiasmer du gigotin de lapereau avec une escalope de file gras poêlée au thym. Il faut, enfin, ne pas oublier ses desserts et faire un choix, difficile, parmi les très belles bouteilles de sa cave (notamment en bordeaux).

**Le diable vauvert**

Les Buttes-Chaumont, pour les

Parisiens badants, c'est le diable vauver! Ils vont au Bois par habitude et badauderie; au Bois, où la chère est bien plus faible que ne laissent supposer les angures. Eh bien, je l'écris comme je le pense, voilà un - petit - Bois, un Bois en miniature, mais finalement plus sauvage, plus « naturel » et qui, avec son Pavillon Puebla, peut désormais rivaliser avec l'autre.

Ajoutons un menu « suggestion du jour » (trois plats, fromage ET dessert) à 200 F net. Que pour les prochains beaux jours une ter-

► **Pavillon Puebla** (entrée particulière des voitures à l'angle de la rue Botzaris et de l'avenue Simon-Bolívar). Tél. : 42-08-92-62, fermé samedi midi et dimanche. Salon de dix à trente couverts. Carte bleue.

au concombre, la pièce de bœuf de Bazas échalotes en chemise, sont, pour moi à noter). Très belle cave, faut-il le dire ? A la carte, compter 300 F. Pain maison : un bon point !

► **La Rouze,**  
34, cours du Chapeau-Rouge,  
à Bordeaux.  
Tél. : 56-44-39-11.  
Fermé samedi à déjeuner et dimanche (1-11 au 15-6) et samedi et dimanche déjeuner (15-6 au 30-10).  
C.B. - A.E. - C.D. L.B.

## Aux quatre co

**CHAMPAGNE Claude DUBOIS**  
A la propriété LES ALMANACHS  
VERTEUIL 51200 ÉPERNAY T. 03 58 48 57

## LE ROUZIC A BORDEAUX

**SAUTERNES 1<sup>er</sup> GRAND CRU**  
**« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »**  
**BOMMES 33210 LANGON**  
**TEL. : 16 (56) 63-61-55**  
*Tarif sur demande      Vente directe*

**BIBLIOTHÈQUE VITI-VINICOLE**  
 900 réf., région., techn., vulgaris.  
 A vendre global ou partiel.  
**LUCAN, 53, rue Thiers, 38008 GRENOBLE**  
**TEL. 76-47-94-37**

## Aux quatre coins de France

## Vins et alcools

**Château St Estève**  
29 Vitiennes

**medailles aux amateurs**  
Offre spéciale réservée aux lecteurs du Monde  
**12 BOUTEILLES ASSORTIES**  
AOC Côtes du Rhône Villages et Côtes du Rhône CHATEAU SAINT-ESTÈVE, rouge  
Mise au château

**315 F (1) TTC, rendu à domicile**

Millesime 1983	3 bouteilles
Millesime 1984	3 bouteilles
Millesime 1985	8 bouteilles

**E. Francs & fils, propriétaire récoltant**  
**Schaux 64100 GRASSE - TEL. : 99 34 34 04**  
**(71) Joindre le règlement à la commande**  
**Catalogue sur demande**

## VOTRE TABLE PENDANT LE SALON DE L'AUTO

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - L. H. : ouvert jusqu'à... heures

## DINERS

J. 23 h 30. Spéc. INDIENNES et PAK.  
KALI 84 : Meilleur Curry de Paris. - GR  
142, Champs-Élysées, 8, 43-5  
SPÉCIALITÉS D'ANCO  
HORS-D'ŒUVRE DAN  
MIGNON DE RENNE -

Déj. diner j. 22 h. SPÉC. ESPAGNOL  
boeuf, calamars tinta. Environ 145 F.

**STANAISES : Biriari, Tandoori. PRIX**  
**L D'OR 86 - de la gastronomie indienne.**  
20-41, de 12 heures à 22 h 30  
**ES et SCANDINAVES**  
**DIS - CANARD SALÉ**  
**FESTIVAL DE SAUMON**  
**S et FRANÇAISES. Zazouls, gambas,**  
**formule à 79,80 F s.n.c. avec spécialités.**

CUISINE BONNE FEMME



la Pirogue

## LES HALLES

des Allées  
**CUISINE TROPICALE**  
69, rue des Dames, 75017 PARIS  
Tél. (1) 45 32 30 48

## Le Bourdonnais

**La Cantine des Gourmets**  
**Micheline COAY**  
 113, av. de la Bourdonnais, 75007 PARIS  
 Réservations : 47-05-47-96  
*Fermé dimanche.*  
*Ouv. ts les jrs sem., y comp. lunell.*

**B  
P & F**



Depuis 1731

**BOUCHARD  
PÈRE & FILS**

**BEAUNE  
DU CHATEAU**

*produits  
exclusivement  
des climats  
surtout des*

**DOMAINES  
DU CHATEAU  
DE BEAUNE**

*classe en*  
**Beaune Premiers Crus :**

Les Aigues  
Les Sires  
Les Porcucots  
Les Arvins  
Les Terreflans  
Les Bellivands  
Les Sarras  
Les Retorvets  
Chez du Roi  
Les Com Vignes  
En Grand  
Les Bressandes  
Les Thousaints  
Les Grères  
Les Teurats  
Champ Pimont  
A l'Ecu



Documentation  
LMI sur demande  
à Maitre  
Bouchard Père & Fils  
au Chateau B.P.F. No  
21852 Beaune Cedex  
Tél. 03 22 16 41  
Télex Bouchard 560100 F  
Distributeur exclusif  
de "La Renaissance"  
et du Vin "Renaissance"  
"Aux Religieuses"  
de la Société Civile  
du Chateau  
de Vaux-Commune







## Religions

# La troisième visite du pape en France

Jean-Paul II arrive à Lyon samedi matin 4 octobre pour une visite de quatre jours dans la région Rhône-Alpes. Il sera accueilli par le président de la République et le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon. Les mesures de prévention et de sécurité sont impressionnantes : huit mille gendarmes et policiers sont mobilisés.

Ce troisième voyage du pape en France — après Paris et Lisieux en 1980, puis Lourdes en 1983 — se présente comme un retour aux sources chrétiennes du pays : l'archevêque de Lyon est, en effet, le primat des Gaules. Cette visite souligne également la triple originalité du catholicisme local : missionnaire, social, œcuménique.

**Catholicisme missionnaire** : de nombreuses congrégations ont pris naissance à Lyon, d'où est également partie au dix-neuvième siècle l'œuvre de la Propagation de la foi, fondée par Pauline-Marie Jaricot (1799-1862).

**Catholicisme social** : dans une ville marquée au dix-neuvième siècle par Frédéric Ozanam (1813-1858), fondateur de la Confé-

rence Charité (encore appelée Conférence de Saint-Vincent de Paul), catholique libéral, ou par le Père Antoine Chevrier (1827-1879) que Jean-Paul II va déclarer le 4 octobre bienheureux. La doctrine sociale de l'Eglise a en sa vingtième siècle d'ardents apôtres (Marins Gouin, Joseph Folliet et d'autres). La Chronique sociale, les Semaines sociales ont formé des générations de militants chrétiens engagés dans les partis et les syndicats. Le MRP est né à Lyon et la Libération.

**Œcuménisme** : c'est de Lyon que Roger Schutz, pasteur protestant, est parti créer, pendant la guerre, sa communauté à Taizé (Saône-et-Loire). Lyon est également la ville du Père Paul Couturier, qui a lancé les Semaines de prières pour l'unité des chrétiens et du Père Jules Monchanin, l'homme du dialogue avec l'hindouisme.

Jean-Paul II fait aussi un pèlerinage sur les lieux où ont vécu trois grandes figures de l'Eglise catholique, représentant chacune

une forme de spiritualité différente. A Ars, Jean-Marie Vianney (1786-1859) est l'archétype du prêtre français, curé de campagne, de la Restauration. An Pradon, Antoine Chevrier, prêtre engagé en milieu urbain et ouvrier, préfigure les nouvelles formes d'apostolat du vingtième siècle.

Et à Annecy enfin, François de Sales (1567-1622), évêque de terrain, a représenté, à l'époque de la Contre-Réforme, par ses sermons, ses ouvrages (*Introduction à la vie dévote*), sa correspondance (qui en a fait le saint patron des journalistes), toute une renaissance de la vie de l'Eglise et une ouverture aux courants modernes (sciences, culture, humanisme, etc.).

Par sa présence à Lyon et à Ars, où la communauté du Chemin-Neuf a ses quartiers et à Paray-le-Monial où la communauté de l'Emmanuel organise les pèlerinages, Jean-Paul II veut souligner enfin la progression du Renouveau charismatique en France.

## Une Eglise pour les non-pratiquants

Le silence de l'Eglise de France intrigue parfois à l'étranger. A tort ou à raison, beaucoup ont cru, il y a vingt ans, que par ses grands théologiens (Congar, Chenu, de Lubac), l'audace de ses évêques, son influence intellectuelle sur Paul VI, la France avait fait le concile Vatican II. De la condamnation de l'Action française à celle des prêtres-ouvriers, aucune de ses seules interventions ne laissait les autres pays indifférents. Que l'Eglise de France se mette à tressailler, disait-on à l'époque, et c'est l'Eglise entière qui s'enthousiasme.

« Quand j'ai découvert, il y a trois ans, la vitalité du catholicisme sud-coréen, dit un évêque français, j'ai compris que nous n'étions plus le centre du monde... » L'Eglise de France des années 80 pâlit parce que les autres prennent des couleurs, mais elle doit à elle-même aussi d'avoir perdu du terrain. Au déclin, les observateurs sont divisés : elle est, selon les uns, un malade qui ne se voit pas atteint, selon les autres, un bien portant qui s'ignore.

La visite de Jean-Paul II à Paris en 1980 a contribué à un réveil et à une affirmation plus grande de l'identité des catholiques de France. Mais la pratique religieuse ne s'est pas pour autant redressée. Les jeunes qui étaient allés l'apprendre au parc des Princes n'ont pas repris le chemin des églises.

Echec ? Oui et non. La sociologie traditionnelle de la vie religieuse, celle de Gabriel Le Bras et du clonisme Boulier, impliquait les gressiers de la déchristianisation de la France, a fait son temps. La pratique dominicale a cessé d'être le critère principal d'appartenance à l'Eglise et la messe le lien privilégié de rassemblement. Le catholicisme des années 80 est éclaté. Il n'y a plus en France un catholicisme, mais des catholicismes, traversés par une triple crise de militantisme, d'encadrement et d'autorité.

### Des chrétiens en migration

Crise du militantisme : depuis Pie XI et les années 30, le modèle culturel dominant était celui du militant engagé. L'action catholique, générale, puis spécialisée selon les milieux sociaux, avait donné aux catholiques français leur double citoyenneté dans l'Eglise et dans la République. Ils y avaient fait leur apprentissage de la démocratie et de la modernité.

Mais ces mouvements de masse, dans les années 50 à 70, se sont politisés. L'épiscopat est intervenu ou s'est désengagé. Une génération de militants a été perdue pour l'institution, sinon pour la société : Henri

Nallet, responsable de la Jeunesse étudiante chrétienne, rattaché à l'ordre en 1964 par Mgr Venillot, devint vingt ans après ministre socialiste de l'Agriculture.

La montée de l'individualisme et la tendance au repli priment aujourd'hui un nouveau coup aux modèles classiques de l'action militante et du témoignage évangélique. L'engagement dans la société ou l'Eglise n'est plus, comme hier, l'alpha et l'oméga de la vie chrétienne. La filière naturelle catholisme-messe du dimanche-adhésion militante ne va plus de soi. De bons paroissiens du dimanche sont indifférents à l'action catholique. Des jockeys ou des mères catholiques désertent leur église.

Officiellement, rien n'a changé dans la stratégie de l'épiscopat. Il continue de soutenir des mouvements qui n'entendent pas être rangés trop vite au musée. Leurs grands rassemblements, comme celui de la Jeunesse ouvrière chrétienne à La Courneuve en mai dernier (100 000 participants), restent des moments de fête et d'unité, de reconnaissance et de légitimité. Grâce à eux, des catégories de jeunes, de chômeurs, d'immigrés, autrement délaissés, sont touchées par l'Eglise. Mais leurs effectifs de cadres et de militants se réduisent comme peau de chagrin.

Un redéploiement des forces est en cours dans l'Eglise de France. Il se fait au profit d'un autre type de christianisme, affectif, émotionnel, privilégiant la formation et l'affirmation de l'individu à la transformation du monde, les relations courtes et personnalisées dans de petites communautés, plus ou moins autonomes, aux contraintes de grands mouvements organisés.

Ce nouveau modèle s'exprime dans le courant charismatique encouragé par Rome, dont l'implantation en France ne cesse de progresser depuis 1975 (50 000 personnes plus ou moins touchées), dans la multiplication des groupes réguliers de prière (2 500 environ), dans la renaissance de pratiques hier discréditées comme le jeûne, les pèlerinages (Ars, Taizé, Paray-le-Monial, les pardons bretons), voire les confessions. Le scoutisme progresse au rythme de 7 % l'an de nouvelles entrées. Les mouvements d'action catholique eux-mêmes tiennent compte de l'air du temps et, plus qu'hier, se tournent vers la prière, les belles liturgies, la lecture de la Bible et la formation religieuse de leurs militants.

Ce n'est pas seulement le visage de l'Eglise de France qui est en train de changer, mais son rapport à la société qui avait mis si longtemps à

**Où en est l'Eglise de France depuis la dernière visite du pape ? Elle voit naître des communautés nouvelles mais reste frappée par une triple crise de militantisme, d'encadrement et d'autorité qui la conduit à se tourner davantage vers les non-pratiquants.**

évoluer. Le besoin de communautés ferventes et chaleureuses est sans doute le produit d'une société dure et indifférente. On le retrouve, côté protestant, dans le dynamisme des Eglises baptistes et évangéliques.

Mais ce modèle « charismatique », qui mord sur le profil militant traditionnel, n'est pas sans certains risques : celui de cultiver chez les catholiques « un souci névrotique de l'identité », de réduire la vie chrétienne à des expériences spirituelles fortes mais sans lendemain, de constituer des réseaux parallèles, fermés sur eux-mêmes, étrangers aux méditations habituelles de la vie de l'Eglise et de la société.

Ces questions se posent d'autant plus à une Eglise qui, comme en France, est affrontée au délicat pro-

blème de la relève de son encadrement, clergé et laïc. De 1965 à 1985, la France a perdu 12 000 prêtres. La moyenne d'âge du clergé séculier est de soixante-cinq ans. La chute des ordinations sacerdotales est enrayée depuis 1980, autour du chiffre de 110 par an. Mais le sentiment domine que pour des raisons démographiques (il n'y a plus de familles nombreuses), sociologiques (le milieu rural traditionnellement porteur de vocations est en régression), sociales (le statut du prêtre reste dévalorisé), le creux de la vague n'est pas encore atteint.

Le niveau de formation du clergé a progressé, mais sa crise d'identité n'est pas résolue. Le profil du jeune séminariste est bien différent de celui de son aîné. Il ne vient plus de l'Action catholique, mais des paroisses, du scoutisme, du Renou-

veau charismatique ou des aumôneries. Il réclame des cours de patristique ou d'histoire de l'Eglise, plus que de sociologie. Il est plus attaché à la fonction ministérielle du prêtre qu'à l'engagement dans le monde. « Il faut leur rappeler qu'il y n eut Vatican II », dit un évêque parlant de ses séminaristes.

L'armée de réserve du laïc reste aussi fragile. 220 000 personnes — des femmes surtout — assurent la catéchèse des enfants. On rencontre de plus en plus de laïcs dans les équipes animatrices de liturgie, les cercles bibliques, les centres de préparation au baptême et au mariage. On les voit célébrer des obsèques ou des assemblées dominicales sans prêtres. Mais leur rôle s'ajuste parfois difficilement à la demande d'un public détaché, indifférent ou incroyant, qui n'a plus qu'un lien intermittent avec l'Eglise et pour lequel le prêtre est resté la seule figure qui compte.

Très majoritairement issu des classes moyennes et d'une bourgeoisie libérale qui prennent une place prédominante dans l'Eglise, le recrutement de ce laïc actif reste un souci majeur pour la hiérarchie. « Si le réservoir des paroisses et des mouvements continue de se tarir, s'interroge un responsable, où

l'Eglise ira-t-elle, demain, chercher ses catéchistes, ses animateurs de liturgie, ses permanents d'aumônerie, de scoutisme ou d'Action catholique ? »

### Un changement de stratégie

A cette crise des effectifs permanents, se greffe presque naturellement une crise d'autorité. L'Eglise catholique est sans doute moins spectaculairement divisée aujourd'hui qu'il y a dix ans, lorsqu'éclatait la dissidence de Mgr Lefebvre. Les mouvements de contestation, avant le synode romain de 1985 sur la situation de l'Eglise vingt ans après le concile, sont restés très limités.

Les différents groupes constitutifs de l'Eglise ont même appris à se rencontrer, voire à dialoguer. Dans la foulée des « grands-messes » du pape en 1980 et de la triple orientation — « identité, visibilité, communion » — donnée en 1981 par l'épiscopat, la vogue est aux rassemblements du « peuple de Dieu ». Avec des fortunes diverses, vingt-cinq diocèses (sur quatre-vingt-dix) en ont organisé au moins un depuis cinq ans. Des synodes ont eu lieu (à Limoges) ou se préparent (Le Mans, Perpignan).

Mais sans les passions d'hier, demeurent des guerres de position. Les intégristes font le plein dans leurs séminaires et leurs pèlerinages. Les monastères traditionalistes recrutent. Des campagnes contre la nouvelle catéchèse qui vise un apprentissage progressif de la vie chrétienne plus que la transmission intégrale d'un savoir religieux, ont été le contenu le plus grave des cinq dernières années entre le Vatican et l'épiscopat français.

La déclaration épiscopale de novembre 1983 sur l'armement nucléaire, le conflit entre l'enseignement catholique et la gauche au pouvoir en 1984, l'attitude de Rome sur la théologie de la libération, les questions d'éthique sexuelle et médicale, les soupçons de marxisme portés contre l'ancien du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) ont montré que les tensions étaient toujours à fleur de peau.

Dans le même temps, l'épiscopat semble avoir trouvé un autre mode d'influence dans la société et de communication avec l'opinion, moins inspiré par la défense de ses intérêts spécifiques que par l'exercice d'un ministère moral.

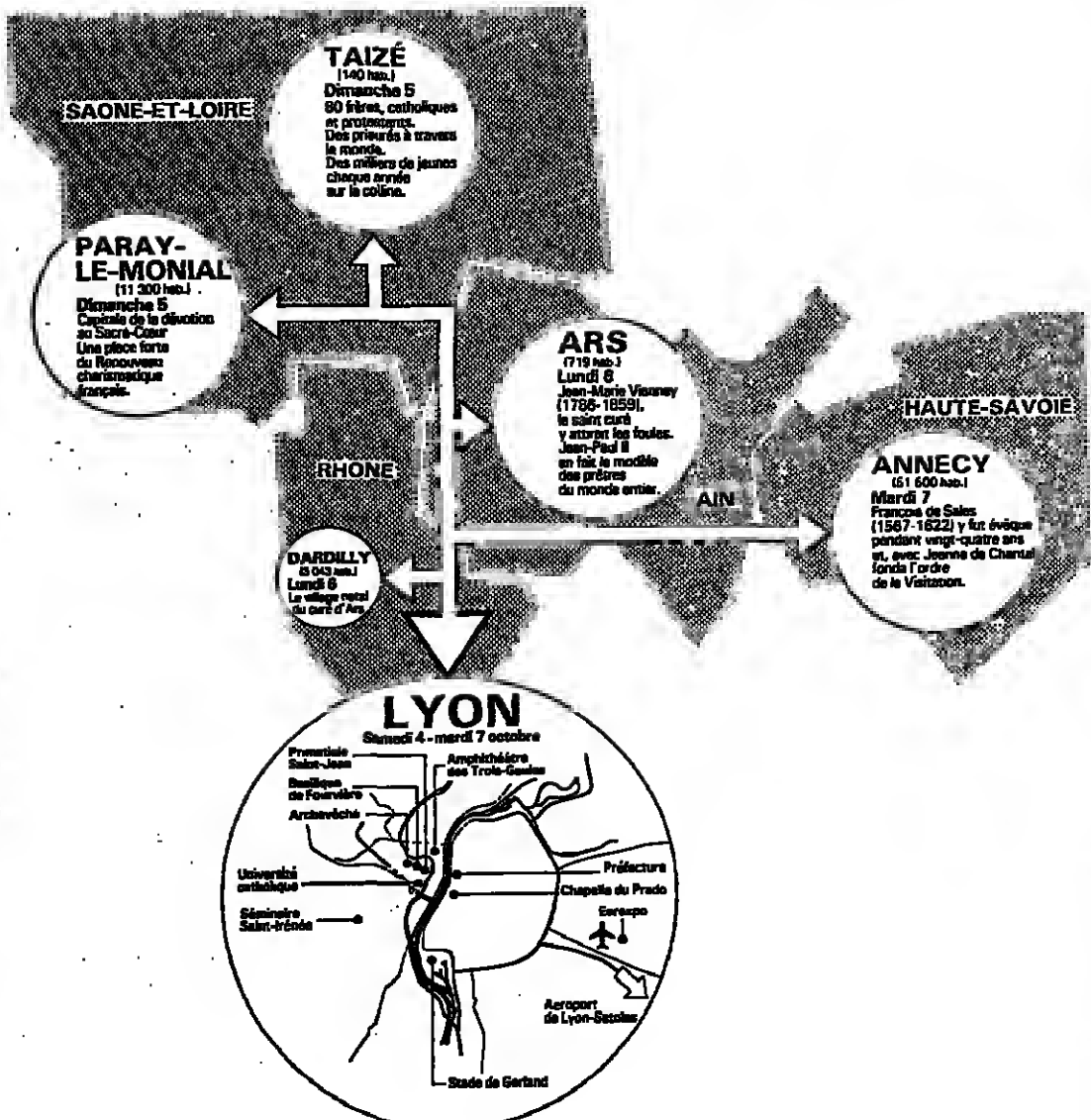
La langue d'identification de l'Eglise catholique avec les couches conservatrices du pays semble l'avoir pour longtemps dissuadée de vouloir jouer un rôle politique. C'est à contre-cœur que les évêques ont été amenés à négocier avec la gauche pendant la querelle scolaire et ils n'ont pas pris part directement à la démonstration de force du 27 juin 1984.

Force d'appoint ou de contestation, l'Eglise catholique est intervenue à de multiples reprises au cours des cinq dernières années contre le racisme, les nouvelles formes de pauvreté, les risques de l'armement nucléaire, l'avortement et l'euthanasie. En faveur des chômeurs, des immigrés, des marginaux, du tiers-monde.

Est-ce un nouveau « lobby » de la charité et des bons sentiments ? Non, répond un jésuite, les évêques sont devenus des « diseurs d'enjeux », au nom des valeurs qu'ils représentent, tout en admettant la relativité de leurs prises de position.

Le retentissement de leurs déclarations, l'audience d'un Jean-Paul II qui dépasse largement les simples catégories de pratiquants, annoncent un changement de stratégie : sans délaissier leurs troupes fidèles, les évêques entendent accentuer leurs efforts en direction de ceux qui attachent encore de l'importance au baptême, à une éducation religieuse pour leurs enfants, au mariage et à des obsèques à l'Eglise, mais ne croient plus en l'Eglise !

HENRI TRINCO.



### Le programme

**SAMEDI 4 OCTOBRE**  
10 h 15 : Arrivée à l'aéroport de Lyon-Satolas ; 11 h 15 : Visite de l'abbaye de Saint-Jean, lieu du martyre des premiers chrétiens ; 12 h 15 : Rencontre avec les autorités locales et nationales à la préfecture de Rhône ; 13 h 30 : Repas au grand séminaire Saint-Irénée ; 14 h 30 : Salade-Foy-Francheville ; 16 h 00 : Rassemblement et célébration de la messe à Eurepe, par des expositions de Lyon.

**DIMANCHE 5 OCTOBRE**  
8 h 30 : Rencontre avec la communauté de Taizé ; 10 h 30 : Célébration de la messe à Paray-le-Monial, visite de la basilique et

pèlerinage à la chapelle de la Visitation ; 16 h 45 : Rencontre avec les malades à la primatiale Saint-Jean à Lyon ; 18 h 00 : Rencontre avec les jeunes au stade de Gerland ; 20 h 00 : Rencontre avec les religieuses, les frères et les membres des divers instituts de vie consacrée, à la basilique de Fourvière. Bénédiction de l'agglomération lyonnaise ; 21 h 00 : Dîner à l'archevêché de Lyon.

**LUNDI 6 OCTOBRE**  
8 h 30 : Visite à la maison natale de Saint Jean-Marie Vianney à Ars ; 10 h 00 : Intronisation et prières à Ars, avec les séminaristes, les diacres et leurs familles, les prêtres et les évêques ; 15 h 00 : Célébration de la messe sur la prairie avec les délégués des secteurs pastoraux ; 18 h 30 : Rencontre avec le conseil pastoral et le conseil presbytéral du diocèse de Lyon au grand séminaire de Saint-Irénée ; 19 h 30 : Rencontre et dîner avec les évêques.

**MARDI 7 OCTOBRE**  
8 h 45 : Pèlerinage à la basilique de la Visitation à Annecy ; 10 h 30 : Célébration de la messe sur les bords du lac ; 16 h 15 : Rencontre avec les professeurs et les étudiants à l'université catholique de Lyon ; 17 h 30 : Visite à la chapelle du Prado ; 18 h 30 : Célébration de départ à Satolas.

**NOUVELLE PRESENTATION**  
**Le Monde des PHILATELISTES**  
l'Officiel de la philatélie  
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS  
Au sommaire du numéro d'octobre  
• Les fêtes de Noël  
• Tous les timbres sur les vespéraux  
et les colobes  
• Les Goncourt et les lauréats  
du prix Goncourt.  
**LE MONDE DES PHILATELISTES**  
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES  
En vente chez votre marchand de journaux



# Le Monde SPORTS

VOLLEY-BALL : l'après-championnat du monde

## Ne pas casser la vitrine

Dimanche 5 octobre, vers 22 h 30, le volley-ball quittera l'écran de l'actualité sportive. Les derniers spectateurs de la finale du championnat du monde quitteront le palais omnisports de Paris-Bercy. Toute déception bue, Alain Fabiani et Laurent Tillie, les deux meilleurs joueurs français, quitteront l'Hexagone pour l'été doré du professionnalisme italien. Alain Gélès, directeur technique national depuis 1970, quittera ses fonctions.

Qu'en restera-t-il huit mois après le volley-ball français ? L'exil volontaire à Montpellier d'hommes abandonnant études, emplois et famille aura-t-il un autre résultat que celui trop sec de ce championnat mondial ?

Le sacrifice des clubs se privant pendant deux saisons de leurs internationaux pour le bien national sera-t-il récompensé ? Bref, l'opération originale - coûteuse et, malgré l'échec contre le Brésil, réussie - tentée par la Fédération française de volley-ball (FFVB) aura-t-elle un lendemain ?

En vue de la préparation aux Jeux olympiques de 1988, il serait tentant de vouloir recommencer, admet Alain Gélès. Mais le DTN français sait bien que les clubs s'opposeraient à une nouvelle période de diète. Le championnat national, à l'intérieur déjà vacillant, n'y survivrait pas. D'ailleurs, dit-il, une nouvelle préparation bloquée de longue durée ne sera pas acceptée. Il s'agit de mettre le volley français à niveau. On peut espérer que les acquis resteront.

L'idée de regrouper en stage les internationaux sera toutefois conservée pour des périodes plus courtes et hors saison. Ainsi pour préparer les championnats d'Europe qui se disputeront en Belgique en septembre 1987, l'équipe de France sera rassemblée à Montpellier dès le milieu et pour tout l'été. Il sera en revanche impossible de préparer selon ce principe les tournois qualificatifs aux Jeux olympiques prévus au Brésil (mai 1987), aux Pays-Bas (janvier 1988) et en Italie (mai 1988).

En attendant ces échéances officielles, la politique de l'équipe nationale sera poursuivie, selon Alain Gélès, « dans le but de promouvoir le jeu en France. Notre équipe étant devenue un phare extraordinaire, il

faudrait qu'elle se produise plus souvent ».

Troupe d'élite chargée d'une mission de séduction, l'équipe de France est-elle autre chose qu'une vitrine ? Les jeunes, éventuellement attirés par le volley et par les exploits de Fabiani, trouveront-ils toutes les structures pour les accueillir ? Il serait intellectuellement plausiblement de dire que nous avons un plan tout fait, répond Alain Fabiani. Ce n'est pas le cas. Nous sommes une petite fédération (soixante-dix mille licenciés) qui va s'efforcer d'accompagner la dynamique qui se crée. Il s'agit de ne pas manquer le coche comme après les championnats d'Europe 1979.

### Compagnons

Pour Michel Genson, entraîneur national attaché au CNVB, une plus grande cohésion de la formation est nécessaire. Il souhaite que les entraîneurs de l'équipe de France aient un droit de regard sur ces centres régionaux et sur les classes de formation-promotion. « Pour créer enfin une unité technique de la base jusqu'au haut niveau », selon lui, Eric Daniell, le coach national, devrait avoir son mot à dire dans le choix et la compétence des cadres. « Il y a dix ans, estime-t-il, on pouvait commencer la formation d'un jeune sans avoir vu un seul match de division nationale. Aujourd'hui, les cadres doivent être imprégnés du haut niveau, non pas pour entraîner des benjamins comme des champions mais parce que la connaissance du haut niveau est un élément pédagogique indispensable ».

Sur cette politique de formation à mettre en place, la stratégie fédérale est encore floue. Les clubs rechignent à abandonner leurs meilleurs espoirs aux centres régionaux de formation, dont la multiplication souhaitée par les techniciens ne sera, selon Alain Gélès, « pas possible pour des raisons structurelles ».

Les clubs enfin, titillés par le déclin du professionnalisme, alors qu'ils jouent devant des tribunes vides, n'ont pas été oubliés dans les réflexions de la FFVB. Depuis le mois de juin, la pratique du volley-ball est officiellement « compartimentée selon les niveaux ». Les instances fédérales ont ainsi créé quatre départements autonomes avec les moyens et un budget propres à élaborer les règles et les moyens économiques de vie du volley selon qu'il se pratique de façon occasionnelle (sports, loisirs), modé-

rée (divisions inférieures), intensive (deuxième et troisième division) ou permanente (élite).

Dans ce dernier cas, l'avènement d'un réel professionnalisme passe, selon Alain Gélès, « par un encadrement technique et médical permanent, une gestion de la carrière socio-professionnelle des joueurs et surtout par la spécificité de l'installation ». Actuellement, aucun club français n'a de salle bien à lui. Même les clubs huppés qui distribuent des salaires alléchants doivent encore partager les gymnases avec d'autres. « Les salles de patronage uniquement réservées au basket sont à l'origine de l'essor de ce sport », dit Alain Gélès, regrettant qu'il n'y ait pas encore « de reconnaissance sociale et culturelle de notre activité ». Des négociations vont être entreprises avec les pouvoirs publics et les collectivités locales pour « un plan coordonné d'équipement ».

Démisionnaire, Alain Gélès n'y participera pas. Le nouveau standing du volley français requiert toujours plus d'imaginaire et d'esprit créatif. « Donc, des personnes nouvelles », conclut-il.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TRIATHLON : un millier de concurrents à Nice

## L'effort en trois dimensions

Avec cinq mille adeptes, une revue mensuelle et cent vingt épreuves dans l'Hexagone, le triathlon, sport d'origine américaine, va connaître son point d'orgue annuel, à Nice, ce dimanche 5 octobre, un millier de concurrents devant rivaliser sur 3 km de natation, 120 km de vélo et 32 km de course à pied pour le titre mondial.

Naguère réservée aux « masos » de l'endurance, cette discipline se démocratise. Un bon sportif peut goûter aux joies et aux peines de ce triptyque de l'effort long. A condition de sacrifier une grande partie de son temps à l'entraînement et à la diététique.

### Entraînement complexe

L'entraînement est cependant d'une extrême complexité. Premier impératif, travailler partout les disciplines dans lesquelles on est le moins à l'aise tout en conservant un bon niveau dans son sport de prédilection. Ensuite, établir un programme hebdomadaire qui tienne compte de la date de la compétition, de sa forme physique et de son emploi du temps. Le vélo « dévoreur d'espace » est de loin le plus dur à caser dans un agenda.

Pendant la phase de préparation, il est important de noter ses temps pour vérifier la progression. Avant la première épreuve, il convient aussi d'enchaîner effectivement nage, vélo et course. En sortant de l'eau, grimper sur une bicyclette peut paraître relativement facile malgré une certaine mollesse musculaire. Si l'eau a été froide, ce relâchement peut se transformer en crampes. L'enchaînement vélo-course à pied est le plus dur. Les mollets sont épuisés dès les premiers kilomètres. Le tri-

athlète moyen est alors pareil à un canard patageant dans une mare de mazout.

Le mois précédent la course, il est nécessaire de suivre un régime alimentaire très sévère. Alcool et graisses interdits ! Cure de magnésium ! Vitamineur propose à cet égard des produits spécialement étudiés à base de glucose et de protéines, le plus souvent sous forme liquide.

La veille du départ doit être consacrée au repos. Il faut aussi sacrifier à l'inévitable plat de pâtes (aliment à digestion lente, glucosé) et, le matin même du départ, on doit boire régulièrement de façon à hydrater correctement l'organisme (un quart de litre toutes les demi-heures). Ensuite, il est impératif de boire de l'eau sucrée après chaque discipline et pendant les deux derniers. Sport d'endurance, le triathlon « pompe » dans les réserves de l'organisme. Il est donc nécessaire d'alimenter sans cesse la « machine », notamment sur le circuit cycliste, pour éviter la fameuse et redoutable « fringale » qui coupe les jambes.

Pendant toute la course - dont l'intendance doit avoir été soigneusement réglée afin d'éviter les mauvaises surprises - il faut rester concentré sur l'objectif final : franchir la ligne d'arrivée. Les efforts doivent être dosés en conséquence. C'est dire que celles à la rose d'un vrai triathlète par amour-propre peut être suicidaire au regard de l'objectif poursuivi.

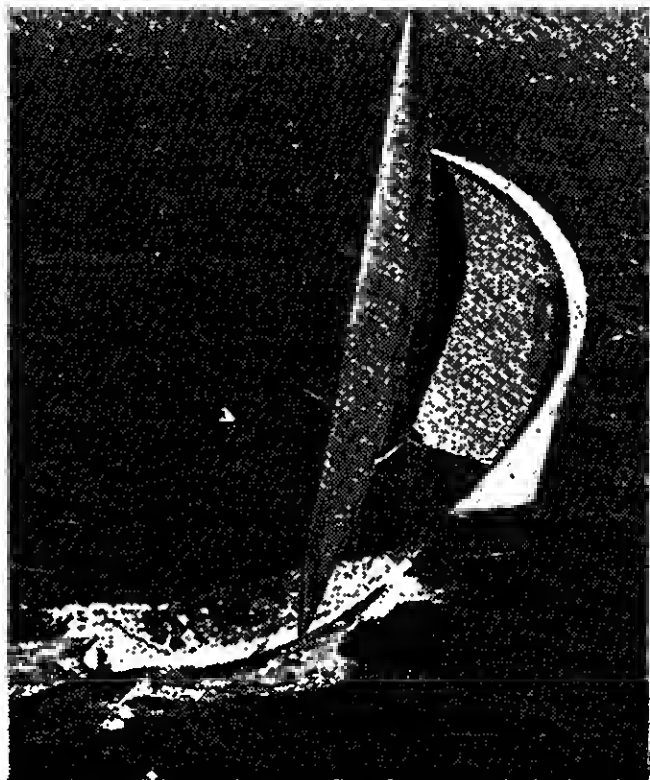
Le premier triathlon est un test où l'on apprend à répartir les efforts. Après l'arrivée, tout paraît simple. On peut croire qu'on aurait pu aller plus vite. C'est une douce illusion.

DOMINIQUE GAUTRON.

\* Lire : Triathlon, de Max Malaret et Yves Cordier, le meilleur français présent à Nice. Editions Robert Laffont, 95 F.

VOILE : la Coupe de l'America

### Défis



Treize challengers (six Américains, deux Français, deux Italiens, un Anglais, un Canadien et un Néozélandais) vont s'affronter à partir du dimanche 5 octobre à Perth pour désigner celui qui, à partir du 1<sup>er</sup> février 1987, tentera de ravir aux Américains la Coupe de l'America, le plus prestigieux des trophées de voile, perdue en 1983 par les Américains, qui la détenaient depuis cent cinquante-deux ans.

Trois séries de régates où chaque bateau rencontrera en duel tous ses adversaires sont prévues pour sélectionner les quatre meilleurs challengers qui disputeront la demi-finale (28 décembre au 7 janvier) puis la finale (13 au 23 janvier) de la Louis Vuitton Cup.

Avides de revanche, les Américains, qui consacrent près de 70 millions de dollars à cette reconquête, font figure de favoris pour le rôle de challenger avec notamment John Koltus (New York), Dennis Conner (San Diego), Tom Blackaller (San Francisco). Ils devront toutefois se méfier des Néozélandais, vice-champions du monde des 12 mètres J1 en février à Perth, et du défi français de Marc Pajot (notre photo), vainqueur de deux régates dans cette compétition.

VOL LIBRE : au-dessus du toit du monde

## Les ascendants de l'Everest

MONTEN en Deltaplane à l'Everest, le sommet qui domine le monde du haut de ses 8848 mètres : tel est le projet de l'expédition américaine Everest Over Air dirigée par Steve McKinney, qui battit aux Arcs, en 1982, avec 201 kilomètres à l'heure, le record de vitesse à ski du kilomètre lancé.

L'idée peut sembler risquée, pour ne pas dire complètement folle. Mais elle a convaincu deux sponsors importants, la chaîne de télévision ABC et la société Wild Country Productions (qui a déjà patronné, en 1984, la première traversée de l'Atlantique en ballon). En tout cas, Steve McKinney, rencontré par hasard à Xigaze puis à Tingri (Tibet), parle de son projet avec enthousiasme et explique volontiers que son idée est réalisable.

L'expédition comprend dix alpinistes, huit « hommes ou femmes volants », dix sherpas et un médecin. Elle emporte 3 tonnes de matériel, qui, au-delà des pistes carrossables, sont transportées à dos de yak jusqu'au camp de base. L'Everest s'étire vers l'ouest par une arête neigeuse longue de quelque 3 kilomètres. Pour Steve McKinney, des vents assez réguliers soufflent en montant le long du versant nord de l'arête et devraient ainsi être favorables au projet Everest Over Air.

Pour Jean-Marc Boivin aussi, l'idée de Steve McKinney est réalisable, même si c'est difficile et dangereux. Et Jean-Marc Boivin s'y connaît : alpiniste et skieur chevronné, il est le spécialiste français du Deltaplane en haute montagne ; c'est lui qui détient

les records d'altitude de départ de descentes de montagne en Deltaplane monoplace : départ de 7600 mètres sur les flancs du K2 en 1979 ; départ du sommet du Gasherbrum (Himalaya, 8035 mètres) en 1985. Autre record pour le deltaplane biplace : départ du sommet de l'Aconcagua (6959 mètres) en 1983. A chaque fois, la dénivelée ainsi descendue était de l'ordre de 3000 mètres.

Monter est évidemment plus difficile. Il faut réussir à décoller. Or, plus l'altitude est forte, plus la densité de l'air est faible et moins la portance est grande. En outre, la force du vent augmente en général avec l'altitude (ce qui, d'ailleurs, contribue à accroître la portance). Enfin, si les vents sont forts près du sommet, les « hommes volants » risquent de se trouver pris dans le « rouleau » de vent qui se forme juste sous le sommet du côté sous le vent, lorsque l'air, qui est monté le long du versant au vent, redescend brusquement une fois qu'il est passé par-dessus la montagne. Les « hommes volants » risqueraient alors d'être entraînés par les courants descendants.

Quoi qu'il en soit, la ou les tentatives devraient avoir lieu dans la première quinzaine d'octobre. Si tout se passe comme prévu, six caméras filmeront l'exploit : une sera fixée sur le Deltaplane, et les cinq autres seront réparties sur la pente de l'arête. Steve McKinney se proposait de descendre ensuite du haut du Potail, l'énorme palais-monastère du dalaï-lama à Lhassa.

YVONNE REBEYROL.

## LES HEURES DU STADE

### Tennis

Coupe Davis : France-Tchécoslovaquie à Montpellier qualifié pour le groupe mondial jusqu'au dimanche 5 octobre. La « 5 », les 4 et 5 à partir de 14 h.

Tournoi de Toulouse : du 6 au 13 octobre.

Athlétisme  
Six jours pédestres de La Rochelle : arrivée dimanche 5 octobre. FR3, 14 h 30.

Escalade  
Deux heures de La Courneuve : parc paysager de La Courneuve. Samedi 4 octobre.

Karaté  
Championnats du monde à Sydney jusqu'au 6 octobre.

### Sports équestres

Championnats de France de saut d'obstacle et de dressage, du 9 au 12 octobre au grand parquet de Fontainebleau.

### Volley-ball

Championnats du monde, poule finale au POBF les 4 et 5 octobre. TF1 : 22 h 5 samedi et 13 h 25 dimanche. A2 : 22 h 5 dimanche.

### Triathlon

Championnat du monde à Nice, dimanche 5.

### Omnisports

Jeux estivaux, clôture dimanche 5 à Séoul.

### Football

Championnat de France de première division, douzième journée, samedi 4 octobre. Canal + 22 h 25.

### Sumo

Tournoi exhibition des champions, les 10, 11 et 12 octobre au POBF.

### Rugby

Championnat de France, cinquième journée aller, dimanche 5 octobre.

### Judo

Championnats d'Europe par équipes à Novi Sad (Yougoslavie), les 4 (femmes) et 5 octobre (messieurs).

### Ulm

Troisième Grand Prix de Paris à partir de l'aérodrome de Meaux, les 3, 4 et 5 octobre.

Les 164 millions de francs du haut niveau et les 485 millions de francs de la masse du fond seront donc particulièrement disputés. Ils risquent même d'être amputés des crédits pour l'aménagement des rythmes scolaires, qui ont atteint 50 millions de francs en 1986 et dont M. Christian Bergelin a annoncé le triplement sans les faire figurer au budget. Une nouvelle ligne de dépenses prévoit également 125 millions de francs pour les études et travaux d'équipement à vocation olympique bien que l'Etat se soit engagé à financer sur sa cassette une partie des dépenses de Paris et d'Albertville en cas de désignation de ces villes pour les Jeux de 1992.

Les inquiétudes de M. Nelson Pailloy sont d'autant plus vives qu'après avoir été plafonnées par M. Alain Calmet pour 1986 les recettes du FNDS semblent avoir été anéanties pour 1987 par M. Christian Bergelin : 718 millions de francs sont attendus, soit 118 millions de plus qu'en 1986 mais les enjeux ont tendance à stagner. « Les sportifs ne font pas grève », a constaté M. Nelson Pailloy, nous allons donc réunir une session spéciale pour étudier les mesures à prendre. Lesquelles ? Moins d'Etat, c'est inéluctablement plus de sponsors. Ce que M. Nelson Pailloy veut éviter à tout prix.

A. G.

مكتبة الشامل



# Economie

... Le Monde • Samedi 4 octobre 1986 35

## Le plan de rénovation de la marine marchande

ions

Un premier ministre assistant, pendant près d'une heure, à la présentation d'un plan gouvernemental pour la marine marchande : les armateurs, marins, officiers, transitaires, hauts fonctionnaires et même amiraux, bref, toute la famille des gens de mer, n'avaient pas vu cela depuis plus de dix ans. Le jeudi 2 octobre, dans la grande salle de la Maison de la mer, en face de l'église Saint-Germain-des-Près, M. Chirac, avec à ses côtés M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer, et M. Pierre Léonard, président du Conseil supérieur de la marine marchande, a tenu des propos sans ambiguïté. « Il s'agit d'un plan ambitieux, courageux et cohérent avec la politique gouvernementale. Les transports maritimes sont un secteur clé de l'économie et les mesures de la mise au point desquelles j'ai veillé personnellement sont de nature à enrayer le déclin. »

Déclic ? Le premier ministre aurait pu, sans excès, parler de naufrage puisque, en un an, la flotte française a perdu quarante navires, les armateurs, sauf rares exceptions, sont exsangues et la balance des frets accuse toujours un déficit annuel de plus de 3 milliards de francs.

Il est vrai que si, depuis vingt ans, la chronique maritime est ponctuée par l'annonce de plans plus ou moins ambitieux et coûteux, tous les cinq ans, jamais ces programmes ne sont parvenus à redonner aux armateurs un esprit conquérant, aux syndicats de marins l'électrochoc salutaire pour mettre fin à un statut colbertiste, à l'opinion le sentiment que la France était animée d'une grande

ambition maritime de nature à tenter les épargnants d'investir dans cette branche, et les jeunes à y trouver un emploi.

Devant une concurrence effrénée où les armements des pays de l'Est et de l'Extrême-Orient donnent aux vieilles compagnies européennes des coups qui les mènent à la ruine, dans une Europe des Douze où n'apparaît pas le moindre soupçon de politique commune, le plan présenté par MM. Chirac et Guellec a le mérite de comporter une quantité non négligeable de mesures ou d'intentions d'agir et de faire appel à l'effort et à la responsabilité de tous les partenaires sociaux.

Recherche de la compétitivité des entreprises, libération des rigidités législatives ou réglementaires, évolution du statut social, telles sont les trois lignes de force de la politique annoncée, qui concerne les années 1987 et 1988.

Une prime de restructuration forfaitaire (exceptionnelle et temporaire, a fait préciser M. Balladur) sera attribuée aux entreprises qui, à l'instar de la Compagnie générale maritime, auront mis au point avec leur personnel et leurs actionnaires un plan de modernisation impliquant le maintien d'un certain nombre de navires sous le pavillon français. Ces primes, consignées dans une convention passée avec l'Etat, seront complétées par des aides à l'investissement applicables aussi bien aux navires neufs qu'aux achats de bateaux d'occasion sur le marché mondial (1). 400 millions de francs sont prévus au budget pour ces aides en 1987 et 1988. Autre mesure financière substantielle : l'allègement de 66 % de la taxe professionnelle qui frappe les compagnies maritimes, soit un manque à gagner pour l'Etat de 110 millions.

Un autre volet des dispositions

gouvernementales cherche à briser les rigidités et les dispositions réglementaires qui datent d'un autre âge et que personne n'avait osé porter tant elles apparaissaient comme des reliques : ainsi, le menu type du matelot est régi par un arrêté de 1910 ! De même, le marin est rattaché par un lien juridique au navire sur lequel il travaille et non à l'armateur qui l'emploie. Il importe donc de faire une grande toilette du code du travail maritime, dont le texte initial remonte à 1926.

Cette remise à jour apparaît d'autant plus urgente que les compagnies se disent de plus en plus tentées de transférer des navires sous le pavillon des Bahamas, du Panama ou du Liberia, tout en gardant du personnel français (2). A ces marins et officiers il sera proposé un régime d'assurance sociale volontaire auprès de l'Etablissement national des invalides de la marine (ENIM), un organisme spécifique qui gère la

sécurité sociale et les retraites des marins, et dont l'Etat doit, chaque année, combler le lourd déficit.

An total, c'est une enveloppe de 1,42 milliard sur deux ans que l'Etat consacrera à la marine marchande, faisant le pari d'éviter et Charybde et Scylla.

La question est maintenant de savoir évidemment avec quelle diligence le gouvernement mettra en œuvre les intentions qu'il affiche. Marins et officiers entendront-ils l'appel de M. Chirac, qui leur a demandé d'abandonner « leur comportement égoïste » ? L'Etat sera-t-il assez fort pour empêcher les armateurs coréens et japonais — pour lesquels les exigences de la rentabilité ne sont que des sottises — de tailler des croisières aux compagnies nationales sur les lignes entre la métropole, la Nouvelle-Calédonie et Tahiti ? Les armateurs français retrouveront-ils l'envie et l'occasion d'investir ? M. Guellec, qui entend sauvegarder « la spécificité du cadre social de la marine marchande », résistera-t-il aux objurgations de M. Chirac, qui, à quatre

reprises, a déclaré qu'il fallait « se rapprocher du droit commun » ?

Le plan de « rénovation » ou de « redéploiement » de la marine marchande peut être soit une lame de fond, soit un simple colmatage. Peu importe en définitive que les mesures représentent 400, 1 000 ou 1 400 millions de crédits. L'important est que les armateurs retrouvent un tempérament de gagnant et que les marins veuillent bien laisser à terre leur sac du temps de la marines à voile.

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

### Les réactions Entre l'« espoir » et l'« agonie du mourant »

M. Philippe Poirier d'Orsay, président du Comité central des armateurs de France (CCAF), a déclaré que le plan « apportait un espoir très clair » en raison de la « volonté politique du gouvernement qui a été solennellement exprimée ». Il représente, a-t-il ajouté, un « processus très dynamique de changement, de progrès ».

Du côté syndical, M. Raymond Charpiot, au nom de la Fédération des capitaines et officiers (CGT), a exprimé une « impression de relative satisfaction ». « C'est un plan

maigre, avec des ambiguïtés et des inévitables, mais qui veut mieux que le néant qui l'a précédé pendant dix ans. »

Par contre, M. François Lagain, secrétaire général de la Fédération des syndicats de marins (CGT), a estimé qu'il s'agit d'un « plan décevant, nettement insuffisant pour redresser la situation actuelle et qui ne permettra pas d'éviter les mille cinq cents licenciements en cours d'exécution ou sur le point d'être annoncés d'ici deux à trois mois ».

Le syndicat des marins CFDT porte, lui aussi, un jugement très sévère. « Ce plan a pour but de prolonger la vie du mourant et n'apportera pas la guérison du malade. On croirait qu'il est fait pour que vous ne portiez pas la responsabilité d'avoir à « achever » notre marine marchande. On est loin de l'esprit de reconquête tel que le préconisait le rapport [publié en février 1985 : NDLR], dont vous ne mettez en application que les côtés négatifs en refusant les quelques propositions qu'il contient. »

## La Ciotat, la ville qui avait un chantier naval

LA CIOTAT de notre envoyée spéciale

Dans les champs, le dos courbé, les femmes vendangent. En face la mer est encore tiède. Un beau temps pour les planches à voile. La pluie est tombée dru qui a calmé les esprits, dit-on. Le vent fait cliqueter les bandes des voiliers de plaisance. Mais La Ciotat n'est pas qu'une station balnéaire.

Loin de là... Encaissées à flanc de roche, les grues immenses des chantiers navals dominent la mer. Dans le chantier, on entend plus que les gabiers (les mouettes d'ici) et le fer à souder de deux ouvriers d'une entreprise de sous-traitance, perdus dans cette immensité et qui, cet après-midi, sont bien seuls à travailler. Pourtant, deux jours plus tôt, des incidents graves — cinq blessés avaient dû être hospitalisés — avaient choqué la ville. Lundi 29 septembre, déjà, les ouvriers du chantier avaient tenté le coup de force : déjouer le blocus policier qui, depuis le 30 juin, date de la mise en redressement judiciaire, les empêchait de sortir de la ville. Direction Saint-Cyr-sur-Mer, où trône une réplique de la statue de la Liberté de Bartholdi. « La première des libertés, c'est le droit au travail, non ? », dit Joseph Rodriguez, délégué CGT. « Alors on voulait emporter la statue et la mettre dans le chantier. Lundi, on n'y est pas arrivé, à cause des premiers heurts avec la police : alors on a recommencé. » Partis avec trois camions-grues, les ouvriers ont été une nouvelle fois bloqués. Quatre d'entre eux, violemment molestés, ont dû être hospitalisés, ainsi qu'un policier.

« Ça a été terrible, raconte un ouvrier du chantier. A Paris, ils

A quelques jours de la décision du tribunal de commerce de Paris (ses juges doivent décider, lundi 6 octobre, de la liquidation judiciaire ou de l'Etat d'un délai de trois mois pour poursuivre le redressement), les ouvriers de la Normed à La Ciotat sont sur le qui-vive. Après les violents accrochages avec la police des 29 et 30 septembre et la signature par les syndicats (CGT, CFDT exceptés) d'un accord d'entreprise, ils attendent, méfiants, la suite des événements. Mais il semble bien que l'heure des grandes mobilisations soit dépassée, comme si l'accord d'entreprise tant critiqué représentait un point de non-retour.

signaient, et pendant ce temps, nous, on se faisait tabasser. Le plus dur, c'était d'entendre les filles qui nous insultaient. »

« Ça n'a jamais été aussi violent, raconte un contremaître, les filles se faisaient par de garder les femmes, enfants, vieux, ils chargeaient tout le monde, en plein centre ville. On dit même qu'un grand larmoyant a atterri dans une école maternelle... Depuis à Saint-Cyr-sur-Mer la municipalité a sagement remis sa statue pour éviter les tentations. A La Ciotat on a paillé ses plaies et fait ses comptes. »

Venu s'expliquer, en assemblée générale sur la signature de l'accord d'entreprise le délégué FO Léon Mondolfin a été brutalement pris à parti. « Il est inadmissible que j'aie été molesté », dit ce barbu à l'accent alsacien. Ancien mineur reconverti, il connaît par ses secteurs en crise. Et cet accord il le défend pied à pied : « C'est le meilleur depuis la sidérurgie », dit-il. « Parce que, estime-t-il, le plan social est dissocié des trois porte-conteneurs en cours de fabrication, pour le Mexique ; parce que les pouvoirs publics s'engagent à assumer le plan en cas de disparition de Normed ; parce qu'il n'y aura pas de pénalité de retard infligée aux ouvriers ; parce que bon nombre

de revendication concernant les gens ayant entre quarante-huit et cinquante-trois ans ont été prises en compte. » Parce, qu'enfin, le plan industriel, une fois le plan social adopté, pourra se mettre en route. »

C'est l'avis de Léon Mondolfin, mais il n'en faut pas plus pour se faire ici traiter de « jaune » et obliger André Bergeron à donner de la voix pour défendre son représentant. La CFDT n'osera pas venir s'expliquer aux assemblées générales, et le délégué CGC de La Ciotat, lui, participera tout juste à sauver la face en ne suivant pas ses collègues de La Seyne et de Dunkerque, qui, eux, ont signé.

Malgré cette colère sourde, c'est sans grande conviction que l'on continue de s'agiter, la main sur le cœur. C'est, bien sûr, autour d'un pastis que l'on reçoit une délégation de mineurs CGT dans la cour des chantiers. Ce sont des atterrissements sur le port et dans les bistrots. Mais l'on y parle autant de terreur et de football que de casse industrielle. La « mobilisation contre la dépression » lancée par la CGT ne fait pas vraiment recette. L'accord signé, on attend maintenant avec anxiété la décision du tribunal de commerce et le montant de la paie de septembre. ATTENDRE, le CGT, qui semble maître du terrain, ne choisit pas pour le moment de souffler sur

le feu. Un exemple : la paie de septembre. Il n'y a rien sûr pas officiellement de négociations avec la direction. Mais comment ne pas penser que le versement des salaires — ils seront payés le 9 octobre et seulement après de dix-neuf heures de grève — n'a pas été menacé dans l'ombre, devant la menace de la destruction des carnets de pointage, seule preuve matérielle des arrêts de travail depuis la destruction des horloges pointeuses ?

11 h 39 le 18 septembre

Alors dans le chantier, le matin, on fait mine de travailler. Cela dure ainsi depuis trois mois. L'après-midi quelques centaines d'ouvriers viennent en masse à l'assemblée générale quotidienne. Dans les bureaux on travaille un peu. « On essaie d'occuper les gens », dit un dessinateur. « On travaille sans trop y croire sur des solutions pour... améliorer la productivité », dit-il dans un pauvre sourire. Les ordinateurs tournent. L'administration assure ce qu'elle peut. Sur les toits le vent finit d'effeuiller les drapeaux jétés par la fenêtre deux semaines plus tôt. Les pendules sont restées arrêtées à 11 h 39 le 18 septembre. Lorsqu'il s'agit d'aller manifester à Marseille à l'appel de la CGT, on a bien du mal à remplir trois cars lorsqu'on en a rempli sept. Et la police, étonnamment conciliante, laisse même passer. « Les gens sont fatigués », dit un ouvrier. Lassitude. Faut-il s'y fier ? Il faudrait si peu de choses pour que la colère et l'angoisse s'expriment à nouveau haut et fort.

AGATHE LOGEART.

### M. Joxe demande l'annulation de la vente des actions ELF par l'Etat

Une demande de sursis à exécution a été déposée jeudi 2 octobre, auprès de la section du contentieux du Conseil d'Etat à l'encontre de l'autorisation de cession par l'Etat de 11 % du capital de la société ELF-Aquitaine.

M. Pierre Joxe, agissant en nom personnel et en tant que président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale conteste les conditions de cette cession effectuée à un prix (305 francs par action) qui serait inférieur au « juste prix » de ces actions, procédure qui conduirait à une spoliation des intérêts de l'Etat. Il demande donc l'annulation de la vente à ce prix de près de 11 millions d'actions d'ELF-Aquitaine, opération qui prend fin ce 3 octobre.

Les socialistes rappellent qu'une vente à un prix inférieur au « juste prix » est contraire à la règle que le Conseil constitutionnel avait imposé pour toute privatisation (le Monde du 27 septembre et daté 28-29 septembre). La cession des actions d'ELF serait donc une décision inconstitutionnelle.

### Rhône-Poulenc convoite les activités agrochimiques d'Union Carbide

Le groupe chimique français Rhône-Poulenc, après avoir successivement avalé la société italienne biotechnique Isca, puis le laboratoire pharmaceutique allemand Nattermann, est désormais candidat au rachat de la division agrochimique d'Union Carbide. Le groupe nationalisé français a été retenu, avec trois autres sociétés, après une présélection des offres. Si les noms des autres candidats sont officiellement tenus secrets, on pense qu'il pourrait s'agir des Allemands Hoechst et Bayer, et du Suisse Ciba-Geigy.

Rhône-Poulenc pourrait ainsi profiter des circonstances qui obligent le géant américain à réaliser certaines activités. La catastrophe de Bhopal, en Inde en décembre 1984, au cours de laquelle plus de 2 000 personnes ont trouvé la mort, et surtout l'OPA lancée par son concurrent GAF ont en effet contraint Union Carbide à s'endetter lourdement pour racheter ses propres actions. (le Monde du 22 juillet). Il met aujourd'hui en vente l'agrochimie, après s'être successivement séparé de ses intérêts

découverts dans les métaux stratégiques, de ses divisions emballages plastiques, ingénierie (plastiques techniques), grand public (piles, produits d'entretien), et mis sur le marché son activité dans les produits carbonés à usage électrique (le Monde daté 31 août-1<sup>er</sup> septembre).

Le rachat éventuel de l'agrochimie d'Union Carbide ferait de Rhône-Poulenc l'un des plus grands groupes mondiaux dans le secteur, a souligné son PDG M. Jean-René Fourt. Ses activités agrochimiques représentent déjà plus de 6,5 milliards de francs, tandis que le chiffre d'affaires d'Union Carbide dans ce secteur s'élève à 4 milliards de francs. Le groupe français trouverait également l'occasion de s'implanter solidement aux Etats-Unis, où il est aujourd'hui « pratiquement absent », regrette M. Fourt. Enfin Union Carbide s'est fortement spécialisée dans les herbicides, secteur qui manque à la gamme de produits de Rhône-Poulenc.

« L'opération rentre dans notre stratégie de renforcer les secteurs

à forte valeur ajoutée : agrochimie, pharmacie, chimie fine », conclut le PDG du groupe français. Le principal obstacle réside sans doute dans le financement d'un rachat dont le montant devrait être compris entre 500 et 800 millions de dollars. En dépit de sa bonne situation financière, le chimiste qui a dégagé en 1985 un nouveau bénéfice historique de 2,3 milliards de francs, pour un chiffre d'affaires de 36 milliards de francs, a néanmoins engagé une politique d'acquisitions lourde à financer.

■ M. Daniel Lebard renonce à reprendre Nasa Electronique. — La société Nasa Electronique (distributeur de petite informatique et de bureautique) ne sera pas reprise par le groupe DLM (Daniel Lebard Managament Duvoynoppant), comme annoncé le 26 septembre.

■ PRÉCISION. — Dans nos premières éditions datées 3 octobre, une coquille nous a fait prénommer le nouveau président de Schlumberger Evan (le Monde du 3 octobre). En fait, cet Ecossais se nomme Evan Baird.

PREFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME REPUBLIQUE FRANÇAISE

### ARRÊTÉ déclarant d'utilité publique la réalisation d'un pont reliant PILE DE RÉ au CONTINENT et modifiant le plan d'occupation des sols de la commune de LA ROCHELLE

Le Préfet, Commissaire de la République du département de la Charente-Maritime, chevalier de la Légion d'honneur, Vu la délibération du Conseil général du département de la Charente-Maritime, en date du 26 avril 1974, décidant le principe de la construction d'un pont reliant l'île de Ré au continent ; Vu la délibération du Conseil général du département de la Charente-Maritime, en date du 19 juillet 1985, adoptant le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et demandant le lancement de cette enquête publique ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment son article R11-1 ; Vu la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur littorale ; Vu le Code de l'urbanisme, notamment son article L123-8 ; Vu l'arrêté préfectoral n° 333 du 29 juillet 1985 prescrivant, du 26 août au 25 octobre 1985 inclus, l'enquête préalable en vue de : — La réalisation d'une liaison fixe entre l'île de Ré et le continent et l'acquisition par le département de la Charente-Maritime des terrains nécessaires à ses aménagements routiers sur les communes de La Rochelle et Rivédoux-Plage ; — La modification des plans d'occupation des sols des communes de La Rochelle et Rivédoux-Plage en résultant ;

Vu les pièces attestant que l'avis d'enquête a été régulièrement inséré dans la presse, publié et affiché dans les communes intéressées ; Vu le dossier soumis à l'enquête et les registres y afférents ; Vu le rapport de la Commission d'enquête déposé le 23 novembre 1985 et ses conclusions favorables ; Vu le schéma directeur de La Rochelle approuvé le 5 juillet 1979 par M. le préfet de région ;

Vu le plan d'occupation des sols de la commune de La Rochelle approuvé par délibération du comité syndical du SIVOM de La Rochelle le 21 février 1986 ; Vu le plan d'occupation des sols de la commune de Rivédoux-Plage approuvé par délibération du Conseil municipal le 23 mai 1984 ; Vu l'arrêté préfectoral n° 522 du 28 novembre 1985 fixant la liste des personnes publiques associées à la modification du plan d'occupation des sols de la commune de La Rochelle, liée au projet de liaison fixe Ré-continents ; Vu la copie rendue de la réunion qui s'est tenue le 28 janvier 1986 rendant compte des travaux de l'ensemble des personnes publiques associées sur la modification du plan d'occupation des sols de La Rochelle ; Vu la délibération du comité syndical du SIVOM de La Rochelle en date du 21 février 1986 portant sur la modification du plan d'occupation des sols de La Rochelle en ce qui concerne la liaison Ré-continents ; Vu le procès-verbal de clôture de la conférence mixte en date du 27 janvier 1986 ;

Considérant que la réalisation d'un pont facilitera, en assurant une liaison permanente, les relations entre l'île de Ré et le continent ; Considérant qu'une nouvelle enquête publique portant sur les aménagements routiers sur la commune de Rivédoux-Plage (CD 75 et voie de contournement sud de l'agglomération) est en cours, qu'il importe, dans ces conditions, de surseoir à la déclaration d'utilité publique de la réalisation de la voie de contournement sud ;

Considérant que le coût de l'opération et les atteintes à la propriété ne sont pas excessifs, en égard à l'importance des intérêts en cause ; Considérant les mesures prises et les procédures engagées pour la protection de l'environnement dans l'île de Ré ; Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Charente-Maritime,

ARRÊTÉ : Article premier. — Est déclarée d'utilité publique la réalisation d'un pont reliant l'île de Ré au continent et de ses raccordements au réseau routier existant, entre le chemin de la Surveillance, sur le territoire de la commune de Rivédoux-Plage, et le chemin départemental 106, sur le territoire de la commune de La Rochelle, suivant le plan général ci-joint.

Art. 2. — Le département de la Charente-Maritime ou son mandataire sont autorisés à acquérir, au besoin par voie d'expropriation, les immeubles et droits immobiliers nécessaires à la réalisation de l'opération.

Art. 3. — Les expropriations éventuellement nécessaires devront être effectuées dans un délai de cinq ans, à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté emporte modification du plan d'occupation des sols de la commune de La Rochelle, conformément aux documents d'urbanisme annexés au présent arrêté.

Il sera procédé, conformément à l'article R.123-36 du Code de l'urbanisme, à la mise à jour du plan d'occupation des sols de La Rochelle.

Art. 5. — Le présent arrêté sera affiché à la préfecture de la Charente-Maritime, au siège du Conseil général, 2, rue de la Monnaie, à La Rochelle ; au siège du SIVOM de La Rochelle ; dans les mairies de Loix-en-Ré, La Rochelle et d'An-en-Ré, Rivédoux-Plage, La Courade, La Flotte-en-Ré, Loix-en-Ré, Saint-Martin-de-Ré, Rivédoux-Plage, Saint-Clement-des-Baleines, Sainte-Marie-de-Ré, Saint-Martin-de-Ré, à la diligence de leur président ou maire.

Il sera, en outre, inséré au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime et publié dans les journaux ci-après désignés : Sud-Ouest, la France, le Phare de Ré, le Monde, le Figaro.

Art. 6. — Le plan général des opérations envisagées et les documents d'urbanisme modifiés pourront être consultés à la préfecture de la Charente-Maritime, Direction de la réglementation, 4<sup>e</sup> bureau ; à la Direction départementale de l'équipement, 5, rue de la Cloche, à La Rochelle ; dans les bureaux du Conseil général, 2, rue de la Monnaie, à La Rochelle ; dans les mairies de La Rochelle et de Rivédoux-Plage et au siège du SIVOM de La Rochelle, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public.

Art. 7. — Le secrétaire général de la préfecture de la Charente-Maritime, le président du Conseil général de la Charente-Maritime, le président du SIVOM de La Rochelle, les maires de Rivédoux-Plage et de La Rochelle, l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le 20 septembre 1986.

Le Préfet, Commissaire de la République, Michel GILLARD.



## Economie

ETATS-UNIS : la préparation du budget

## Les crédits pour la « guerre des étoiles » sont moins importants que prévu

WASHINGTON  
Correspondance

Le programme de recherche sur la « guerre des étoiles » (IDS), l'un des grands domaines de l'administration Reagan, subit, à la faveur de la préparation du budget, des réorientations qui ne manquent pas de se répercuter sur les contrats envisagés avec les partenaires étrangers des Etats-Unis.

Après dix-huit mois de négociations, le Japon vient de signer un accord d'association au programme de recherche pour la défense antimissile. Le Pentagone a exprimé son intérêt pour des échanges qui permettraient aux Etats-Unis de bénéficier de percées technologiques japonaises, notamment dans la micro-électronique. Mais il apparaît aux entreprises nippones de décider individuellement si elles entendent s'associer à ces recherches. Or celles-ci semblent réservées, à la fois par souci de conserver le bénéfice de leurs propres avancées technologiques et de peur que leur participation à un programme militaire de cette nature ne les empêche ultérieurement d'utiliser commercialement, en toute liberté, les résultats obtenus. Ces dernières, en principe, appartiennent en effet au département américain de la défense.

A Thure où Matra, Thomson, l'Aérospatiale et quelques autres firmes françaises cherchent à concrétiser leurs premiers contacts avec l'organisation de l'initiative de défense stratégique, la comparaison des deux attitudes fait dire à nombre d'observateurs que, en ce domaine comme en beaucoup d'autres, « le Japon a constamment tendance à dire oui aux Etats-Unis pour n'en faire qu'à sa tête, tandis que la France dit régulièrement non et finit toujours par faire ce que les Américains attendent d'elle ».

C'est un budget de 26 milliards de dollars, établi entre 1985 et 1989, qui avait été initialement prévu. Les retombées de ce programme pour les Européens paraissent alléchantes malgré leurs hésitations pour une orientation stratégique qui vise à rendre caduque à terme la dissuasion nucléaire.

Lorsque le gouvernement britannique signe le premier, en décembre 1985, un accord d'association à ce programme, son ministre de l'Industrie annonce une manne de 1500 millions de dollars de contrats. En réalité, une dizaine de millions de dollars de contrats seulement ont été négociés jusqu'à présent. On parle maintenant d'un maximum de 300 millions de dollars qui seraient alloués aux contractants non américains sur toute la durée du programme.

## Les yeux et la tête

D'ores et déjà, une firme américaine comme Boeing a reçu pour plus de 100 millions de dollars de contrats sur ce budget en 1985, TRW et plusieurs autres presque autant ; au total, plus d'un milliard de contrats ont été signés par l'organisation de l'IDS, que dirige le général Abrahamson. Les principaux bénéficiaires en sont les contractants traditionnels du ministère américain de la défense, les dix plus gros ayant reçu 60 % de la part du budget déversée en dehors des agences de recherche gouvernementales. Les universités ont obtenu, pour leur part, des contrats d'une valeur de 140 millions de dollars pour 1986, dont 72 % sont allés au seul Lincoln Laboratory du Massachusetts Institute of Technology (MIT). C'est dire que, dans l'ensemble, les interlocuteurs de l'administration de la « guerre des étoiles » sont plutôt concentrés.

Le programme de recherche et de développement a été divisé dès l'origine en cinq éléments, dont la poursuite est en train d'évoluer :

— La surveillance, l'identification, la poursuite et le diagnostic de destruction, c'est-à-dire les yeux du système. C'est ce premier groupe de recherches qui est actuellement le plus pénalisé par rapport aux plans initiaux, compte tenu non seulement des restrictions budgétaires qui s'annoncent, mais aussi des résultats obtenus sur les premières recherches entreprises.

— Viennent ensuite les armes à énergie dirigée, sur lesquelles les travaux sont accélérés, mais en même temps réorientés. Les lasers

au sol bénéficient désormais d'une priorité par rapport aux lasers spatiaux, ce qui semble confirmer l'orientation vers une défense initialement anti-missiles balistiques au sol.

— Les armes à énergie cinétique vont voir aussi leur budget relativement réduit dans l'immédiat, la priorité étant désormais attribuée aux fusées à propulsion chimique alors que les lanceurs électromagnétiques restent en arrière-plan.

La gestion de la bataille spatiale et le système de commandement, contrôle et communications, c'est-à-dire le cerveau de l'ensemble, bénéficie actuellement de la priorité des priorités, car il est apparu que le problème du logiciel informatique est le plus critique pour tout le programme. Le nombre des sceptiques, qui assurent que la gestion informatique d'un système de défense aussi compliqué ne sera pas possible, semble dépasser celui des optimistes.

— La survie des matériels et leur protection contre les mesures adverses, les problèmes d'énergie dans l'espace et la mise sur orbite de ces matériels soulèvent encore de nombreuses questions. L'administration de l'IDS a réussi à obtenir 2,7 milliards de dollars de crédits budgétaires cette année et, en dépit des restrictions actuelles, il semble qu'elle recevra environ 3 milliards de dollars en 1987. Cela représente un taux de progression exceptionnel par rapport à la plupart des autres administrations, mais c'est moins que les 4,8 milliards réclamés.

## Onze firmes françaises candidates

Plusieurs domaines de recherche ont été assignés aux partenaires étrangers, notamment aux Européens : certains systèmes d'architecture de la bataille, certains éléments d'une défense anti-missiles à portée intermédiaire, l'intégration des diverses techniques mises au point par l'IDS, sur un théâtre d'opérations connexe à celui des Etats-Unis, et à plus faible portée des missiles subitiques comme celui de l'Europe. Après la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, Israël et, depuis quelques jours, l'Italie ont signé des accords d'association à l'IDS. En dehors du

contrat de 4 millions de dollars attribué en juillet dernier à Messerschmitt-Bölkow-Blumh (MBB) en République fédérale, et de celui de 14,3 millions de dollars attribué en juin dernier au ministère britannique de la défense pour l'architecture d'un système de défense anti-missiles balistiques de portée intermédiaire en Europe et aux laboratoires d'Etat Culham d'Abington, dans le nord-ouest de Londres, pour des études sur les faisceaux de particules, des conversations sont toujours en cours avec différentes entreprises des pays signataires.

« Nous aimerions pouvoir travailler davantage avec l'industrie française, car elle a beaucoup à offrir », nous a déclaré le colonel Ruth Anderson, directeur adjoint des programmes multinationaux de l'IDS, sa participation pourrait être beaucoup plus grande et le gouvernement français voudrait bien signer un accord avec le gouvernement américain, car nous ne voulons avoir qu'un seul interlocuteur français en face de nous, c'est à la fois pour des raisons pratiques et parce que les transferts de technologies sensibles auxquels nous devons procéder pour faire démarrer les projets ne peuvent se faire qu'à des gouvernements, et non à des entreprises.

En réalité, certaines entreprises françaises travaillent déjà comme sous-traitants d'entreprises américaines ayant des contrats avec l'administration de l'IDS, mais elles n'ont pas la relation directe avec l'administration américaine. Un groupe de onze firmes françaises ont été reçu officiellement en juillet dernier par l'organisation du général Abrahamson. L'ultime question est toujours celle de l'association du gouvernement français au programme d'ensemble. Mais tandis que les firmes italiennes et israéliennes continuent, sur les traces des allemandes et des britanniques, à essayer de décrocher des contrats qui, en tout état de cause, s'annoncent moins microboliques que prévu, les Français peuvent se demander, en même temps que les Japonais, si la meilleure raison pour eux de s'engager dans cette voie n'est pas simplement d'améliorer leur image aux Etats-Unis.

JACQUELINE GRAPIN.

THAILANDE : le VI<sup>e</sup> plan

## Le climat économique s'améliore

Le VI<sup>e</sup> plan thaïlandais est entré en vigueur le mercredi 1<sup>er</sup> octobre. Il prévoit un taux de croissance de 5 % par an en moyenne, une croissance annuelle des investissements de 8,1 % et la création d'ici à 1991 de 3,9 millions d'emplois nouveaux.

BANGKOK  
de notre correspondant

L'économie thaïlandaise est en train de se relever une santé. Elle a trouvé l'espoir d'un avenir relativement serein dans la chute des prix du pétrole. Autre bonne nouvelle : la réduction du déficit de la balance commerciale, avec une poussée spectaculaire des exportations. Même les dépenses provoquées par la campagne électorale du 27 juillet sont venues à point nommé relancer l'activité.

Da coup, les premières prévisions fixant le taux de croissance pour cette année à 3,2 % ont été révisées. On pourrait atteindre 4,6 %. Mieux qu'en 1985. Quant à l'inflation, elle ne dépassera pas 2 %. Un point sombre pourtant : le secteur agricole, qui souffre toujours de la chute des cours et du protectionnisme croissant de l'Occident.

Il y a quelques mois, le ton était au pessimisme. Recul des investissements, chute des prix des matières premières, augmentation de la dette extérieure, ralentissement de la construction, déclin du produit national brut ; rien, décidément, n'allait plus dans un royaume qui, depuis vingt ans, vivait à un rythme de croissance quasi égalé dans le monde.

## Crevettes séchées et poisson surgelé

La Thaïlande importe environ 70 millions de barils de brut par an. L'année dernière, le baril lui revenait, en moyenne, à 28 dollars. Il y a quelques semaines, Bangkok le payait entre 13 dollars et 16,5 dollars. Même si les prix du brut devaient se stabiliser aux alentours de 20 dollars, ce qui est peu probable, la Thaïlande réaliserait, cette année, une économie de l'ordre d'un demi-milliard de dollars.

A cette même institution, et dont profite déjà le nouveau gouvernement du général Prem, s'ajoute un autre motif de satisfaction. L'institut pour le développement et la recherche de Thaïlande (TDRI) a, en effet, calculé que les dépenses électorales ont atteint 3,3 milliards de bahts (1), soit 0,3 % du produit national brut. En raison de l'effet multiplicateur de ces dépenses, le coup de fouet pour une économie qui s'assoupissait pourrait même atteindre 0,5 % du PNB. Bref, la démocratie paie.

« Certes, le gouvernement a de la chance, explique un expert occidental, mais il faut ajouter que la politique d'austérité suivie par le précédent ministre des finances, M. Somchai Hountrakul, est en train de porter ses fruits ».

Les effets de la dévaluation du baht, fort critiquée lorsqu'elle fut décidée à la fin de 1984, commencent à se faire sentir. La hausse

spectaculaire des exportations de 20 % durant le premier semestre en témoigne, comme la chute de 6,7 % des importations.

Le déficit de la balance commerciale, qui avait atteint 60 000 millions de bahts en 1983, pourrait à peine dépasser 15 000 millions cette année. Pour les six premiers mois de 1986, elle n'est que de 6 700 millions. Parmi les produits locaux les plus demandés : les crevettes séchées et le poisson surgelé (+ 32 % en an), le textile (+ 10 %) ; les circuits intégrés (+ 44 %) ; les bijoux et pierres précieuses dont se parent les Américains (+ 26,4 %) ; le poulet que dévorent les Japonais, et même les fleurs artificielles. L'étain, par contre, comme partout ailleurs, est frappé par la crise (- 43,3 %).

Près de 60 % des produits manufacturés sont exportés vers les Etats-Unis. Ce genre d'activités favorise les petites et moyennes entreprises, et de coquettes fortunes sont en train de s'élever. « Cette richesse reste malheureusement concentrée dans les mains d'un petit nombre », remarque un économiste local, mais on constate déjà une relance de la construction et des ventes d'automobiles. La politique d'austérité du précédent ministre des finances ne lui avait valu que peu d'amis. Cette fois, c'est décidé, le gouvernement va dépenser de l'argent pour stimuler les milieux d'affaires encore sceptiques.

Avec l'aide, les amoncelés ont déclaré que 1 500 millions de bahts seraient mis à cet effet dans le « fonds pétrolier » que le gouvernement s'est constitué à la suite de la chute du prix du pétrole.

Pour un expert occidental, il s'agit d'une « mesure immédiate, plus spectaculaire qu'efficace », alors que « le grand problème du nouveau gouvernement est d'obtenir des résultats rapides ».

Certains craignent que ce souci n'amène l'équipe au pouvoir à contracter des emprunts nouveaux pour relancer quelques grands projets, tel le développement industriel de la côte est.

« Il faut faire attention au déséquilibre croissant entre la ville et la campagne, entre la richesse de quelques-uns et la pauvreté des milliers agricoles, qui représentent encore 80 % de la population active », ajoute un membre de la section économique de l'ambassade des Etats-Unis.

Dans les campagnes, on est en effet moins optimiste. Le prix du riz, en un an, a chuté de 24 %. C'est dur pour le paysan de base, qui, dans les bons jours, vit déjà pratiquement en-deçà du seuil de pauvreté. La production de riz a baissé de 3,6 % en un an, celle du tapioca de 19,2 %, et même si les exportations ont légèrement augmenté, le profit en est effacé par le recul des prix.

Les progrès dans l'ensemble du domaine agricole seront modestes : hausse de 1,9 % prévue pour 1986 (contre 2,7 % en 1985 et 5 % en 1984). Le paysan continuera donc à nourrir les villes, qui le lui rendront bien mal.

JACQUES BEKAERT.

(1) 1 F = 3,70 bahts.

DANS VOTRE BHV

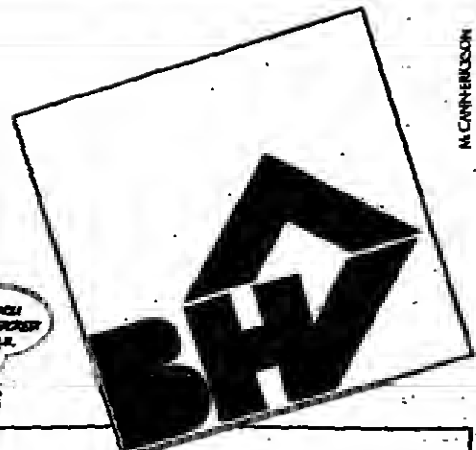
DU 29 SEPTEMBRE AU 18 OCTOBRE 1986

**-20%**  
**SUR TOUTES LES**  
**ARMOIRES**  
**DE RANGEMENT**  
(rayons meubles et chambres)

Livraison et montage gratuits Paris et proche banlieue à partir de 1000 F d'achats.

AU BHV RIVOLI : 130 MODELES D'ARMOIRES DE RANGEMENT EN PRESENTATION.

RIVOLI/BELLE-ÉPINE/CRÉTEIL



M. COMMERCE

**ODOUL** AGENT DE domeco  
**Garde-meubles**  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

## bloc-notes

## MICRO INFORMATIQUE

Stage de 6 jours

6-7-8 octobre

et

15-23-24 octobre

Ecole commerciale de la  
Chambre de Commerce et  
d'Industrie de Paris

3, rue Armand-Moisant  
75015 Paris  
Tél. : 43-20-08-82  
Métro Montparnasse







## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Schlumberger

Le conseil d'administration de Schlumberger, réuni à New-York le 1<sup>er</sup> octobre 1986, a élu à l'unanimité Evan Baird président-directeur général en remplacement de Michel Vailland.

Evan Baird, quarante-neuf ans, est entré chez Schlumberger en 1960 et a occupé, dans les services de mesure des sondages pétroliers, diverses fonctions en Europe, en Afrique, en Extrême-Orient et au Moyen-Orient. En 1974, il est nommé à Paris directeur personnel et, en 1976, directeur de l'exploitation, responsable des services de mesure.

Le conseil d'administration de Schlumberger, réuni le 1<sup>er</sup> octobre 1986, a arrêté les comptes du premier semestre de l'exercice 1986.

Les chiffres essentiels figurent dans le tableau ci-dessous :

	1 <sup>er</sup> semestre 1986 (MF)	1 <sup>er</sup> semestre 1985 (MF)	Variation (%)
Société mère			
Chiffre d'affaires hors taxes	968,9	921	+ 5,2
Résultat courant après impôt	29,1	27,9	+ 4,5
Résultat de la période	30	28,5	+ 5,1
Groupe			
Chiffre d'affaires hors taxes	8 782,3	8 604,5	+ 4,1 (1)
Résultat courant après impôt	33,4	29,9	+ 11,8
Résultat de la période	44,3	36,8	+ 20,4

(1) A partir des chiffres en monnaies nationales pour les filiales étrangères.

## Groupe Docks de France

Le conseil d'administration des Docks de France, réuni le 1<sup>er</sup> octobre 1986, a arrêté les comptes du premier semestre de l'exercice 1986.

	1 <sup>er</sup> semestre 1986 (MF)	1 <sup>er</sup> semestre 1985 (MF)	Variation (%)
Société mère			
Chiffre d'affaires hors taxes	968,9	921	+ 5,2
Résultat courant après impôt	29,1	27,9	+ 4,5
Résultat de la période	30	28,5	+ 5,1
Groupe			
Chiffre d'affaires hors taxes	8 782,3	8 604,5	+ 4,1 (1)
Résultat courant après impôt	33,4	29,9	+ 11,8
Résultat de la période	44,3	36,8	+ 20,4

(1) A partir des chiffres en monnaies nationales pour les filiales étrangères.

## Épéda-Bertrand Faure

## RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1986

En millions de francs	Premier semestre 1985	Premier semestre 1986	Variation %
Chiffre d'affaires H.T.	1 480	1 717	+ 15,4
Résultat courant avant I.S.	95,2	108,2	+ 13,7

Le premier semestre 1986 marque une évolution satisfaisante, tant de l'activité du groupe que de ses résultats. Les ventes de literie, qui avaient subi au cours de l'exercice précédent une sensible diminution de volume, ont repris leur progression au cours du premier semestre. Néanmoins, les coûts de lancement des nouveaux produits Épéda et Mérida (mise en place des nouveaux équipements, budgets de publicité) ont en particulier pesé sur la rentabilité au cours du semestre.

L'activité Siège automobiles a bénéficié de la meilleure conjoncture internationale du secteur, marquée notamment par le succès de nouveaux modèles français et étrangers, sur lesquels le groupe est bien placé. Ce climat favorable associé aux efforts de modernisation et de rationalisation se traduit par une progression satisfaisante de l'activité et des résultats.

Delsey a poursuivi sa croissance à un rythme soutenu, grâce notamment au bon accueil des lignes de bagages souples. Bien qu'encore pénalisés par les investissements commerciaux en Italie et aux États-Unis, où l'implantation de Delsey se réalise de manière satisfaisante, les résultats sont en sensible amélioration.

Pour l'ensemble de l'exercice 1986, la tendance enregistrée au cours du premier semestre devrait se maintenir en chiffre d'affaires et en résultats.



Le conseil d'administration de la société Hachette SA s'est réuni le 30 septembre 1986 pour arrêter les résultats au 30 juin 1986 de la société.

Le résultat courant d'exploitation d'Hachette SA a été particulièrement bon au premier semestre puisqu'il s'est établi avant plus ou moins-values à 111,2 millions de francs, contre 79,2 millions de francs en 1985.

Après plus ou moins-values, il ressort à 140,4 millions de francs, contre 79 millions de francs.

Cette période a été marquée par un certain nombre d'opérations qui renforcent les positions stratégiques d'Hachette en France et à l'étranger.

Les principales ont été, en France, la prise du contrôle d'Europe 1 Communication. Cette acquisition a été accompagnée par la cession des participations que le groupe détenait dans la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et dans la société Pathé-Cinéma.

A l'étranger, l'acquisition de Curtis aux États-Unis fait du groupe le premier distributeur mondial de presse, et renforce son implantation sur le marché américain où le succès de *Elle-USA* est remarquable, dépassant sept cent mille exemplaires en septembre, et franchissant son seuil de rentabilité avec douze mois d'avance. Une nouvelle édition de *Elle* sera très prochainement lancée en Espagne.

Les moyens financiers du groupe, déjà importants, ont été très renforcés par l'émission d'obligations remboursables en certificats d'investissement, réalisée au mois de juillet et pour un montant d'environ 1 milliard de francs.

Les résultats consolidés, qui constituent le véritable reflet de la situation du groupe, seront pour l'année 1986 améliorés par rapport aux prévisions antérieures puisqu'ils devraient être légèrement supérieurs à 210 millions de francs avant plus ou moins-values, et de l'ordre de 410 millions de francs après plus ou moins-values.

## GROUPE SLN

An premier semestre 1986, les ventes de produits métallurgiques du groupe SLN ont été de 25 132 tonnes, contre 23 606 tonnes au premier semestre 1985.

La forte baisse des prix du nickel et de la parité du dollar, au niveau consolidé, ramènent le chiffre d'affaires de 1 207 millions de francs à 792 millions de francs et entraînent une perte de 124 millions de francs contre un bénéfice de 144 millions de francs au premier semestre 1985. La perte du premier semestre 1986 s'entend avant toute reprise sur la provision pour amortissements dégressifs constituée au 31 décembre 1985.

Les résultats du second semestre resteront défavorables, faute d'un redressement des cours, que seule une meilleure adaptation des productions à la consommation mondiale rendrait possible.

Pour le groupe SLN, la production métallurgique sera ramenée sur l'ensemble de l'année 1986 à environ 42 000 tonnes, contre 45 000 tonnes en 1985.

## Degremont

Le conseil d'administration réuni le 25 septembre 1986 a examiné les résultats de Degremont S.A. au 30 juin 1986.

Les commandes d'équipements proprement dits à l'exclusion du génie civil sont élevées à 321 millions de francs pour le premier semestre 1986, contre 439 millions de francs au premier semestre 1985. Cette diminution tient à l'exportation, où les décisions de commandes se raréfient ou sont retardées ; l'activité commerciale France se maintient à un niveau satisfaisant.

Le résultat courant est positif à hauteur de 1,9 million de francs pour le premier semestre, se rapportant à un chiffre d'affaires de 460 millions de francs. En revanche, des pertes exceptionnelles dues notamment aux difficultés de certaines filiales étrangères ont pesé sur le résultat net comptable qui s'est établi à - 23,4 millions de francs. La poursuite du plan d'ajustement et de redressement sur l'année en cours devrait conduire à comptabiliser au titre de l'exercice 1986 des charges exceptionnelles au-delà d'un résultat courant équilibré.

## Economie

## Nominations

Chez Usiner et Sacilor, le nouveau président unique, M. Francis Mer, a nommé quatre directeurs pour élaborer des stratégies communes aux deux groupes. M. GERARD BELOH-GUY (cinquante-trois ans),

devient directeur des affaires sociales. M. ROBERT HURY (quarante ans) - Polytechnique, ingénieur de l'armement et ENA) sera directeur des affaires financières. M. JEAN-CLAUDE GEORGES - FRANÇOIS (quarante-neuf ans) - DES Lettres, IEP Paris) est nommé directeur des affaires économiques et du développement régional. M. FRANÇOIS LABADENS (quarante-sept ans) sera directeur de la communication.

Chez Ricard, M. JEAN-MARIE LABORDE, trente-huit ans, sera nommé PDG en janvier 1987, en remplacement de M. Gérard Serin. M. Laborde est entré dans le groupe Pernod-Ricard en 1979, comme chef du service plan-budgétaire, avant de diriger la filiale écossaise du groupe, House of Campbell. Il était directeur général de Ricard depuis 1985.

Au cabinet de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, M. JEAN-PIERRE BEYSSON, administrateur civil,

est nommé directeur, en remplacement de M. Jean-François Carrez qui est nommé chargé de mission auprès du ministre. M. Beysson était directeur adjoint du cabinet.

Au Crédit foncier de France, M. JEAN-CLAUDE COLLI, inspecteur général des finances, a été nommé par décret sous-gouverneur pour une durée de trois ans.

Dans le groupe Colgate-Palmolive-France, M. SYLVAIN BLUNTZ, trente-huit ans, ancien élève de l'ESSEC, a été nommé directeur général des Laboratoires Laroche. Il est entré chez Colgate-Palmolive en 1972 et il en est directeur du marketing pour la France depuis 1982.

A la Commission des opérations de Bourse, M. PIERRE FLEURIOT, trente-deux ans, est nommé chef du service des études en remplacement de M. Jacques Regnier. Ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, il était entré en septembre 1985 à la COB en qualité de chargé de mission auprès du président, M. Le Portz, pour occuper des questions concernant le développement et la modernisation du marché financier français.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration s'est réuni le 30 septembre 1986 sous la présidence de M. André Mouly, élu à ses fonctions à la suite du décès de M. Louis Morin.

En application de la décision de l'assemblée générale ordinaire du 27 juin 1986 qui offrait aux actionnaires la possibilité de percevoir le dividende en actions, le conseil d'administration a constaté que sur 60 052 585 F de dividende mis en paiement, plus de 87 % ont été payés au moyen d'actions nouvelles souscrites au prix unitaire de 911 F.

Suivie au paiement du dividende en actions et aux conversions d'obligations convertibles en actions, le capital social se trouve ainsi porté à 260 861 408 F et les capitaux propres à 929 492 132 F.

Le conseil d'administration a ensuite examiné les comptes arrêtés au 30 juin 1986 qui font apparaître un résultat courant de 55 821 499,03 F contre 29 895 502,53 F au premier semestre 1985, soit une progression de 86,72 % ; cette évolution s'explique en fonction de l'opération d'apports intervenue le 1<sup>er</sup> octobre 1985. Compte tenu d'un résultat exceptionnel de 1,2 million de francs, le bénéfice du premier semestre 1986 s'établit à 57 043 083,32 F.

Le conseil d'administration a approuvé le programme d'investissements des trois prochaines années sur les sites de Rungis, Villepinte, Bures et Antony, d'un montant de l'ordre de 300 millions de francs qui pourra être financé sur les excédents propres de la société sans recours au marché financier.

Les loyers prévisionnels de l'exercice 1986 devaient s'élever à 168 millions de francs (dont 49,8 millions de francs au titre des immeubles ayant fait l'objet de l'opération d'apports) contre 116,6 millions de francs en 1985 (dont 12,1 millions de francs au titre des apports), soit une augmentation de 44 % compte tenu de l'évolution du patrimoine.

En l'état actuel des hypothèses retenues, il apparaît que, sauf événement exceptionnel, les résultats de l'exercice devraient permettre de servir un dividende de l'ordre de 37 F contre 34 F en 1985.



## RETRAITES DU GROUPE ELF AQUITAINE, SOUSCRIPTION D'ACTION

Il est porté à la connaissance des retraités des sociétés dont le groupe Elf Aquitaine est l'actionnaire majoritaire et des personnes ayant quitté ces sociétés, après y avoir passé au moins cinq ans, qu'une souscription d'actions à des conditions préférentielles leur est ouverte.

Pour connaître, les personnes s'intéressant à cette souscription sont invitées à s'adresser par écrit, dans les prochains jours, au service du personnel de la société du groupe à laquelle elles ont appartenu.



Le conseil d'administration de la Lyonnaise des eaux, réuni le 1<sup>er</sup> octobre, a examiné les résultats de la société et du groupe, pour le premier semestre 1986, récapitulés dans le tableau ci-dessous.

	SOCIÉTÉ			GROUPE		
	30-6-85 MF	30-6-86 MF	Variation %	30-6-85 MF	30-6-86 MF	Variation %
Chiffre d'affaires	1 488	1 594	+ 7,1	6 531	7 335	+ 12,3
Résultat courant	114	141	+ 23	396	510	+ 28,8
Résultat net	54,6	69,3	+ 27	177	255	+ 44
Résultat net (part groupe)				114,4	172	+ 50

L'activité du premier semestre, en hausse de 7 % pour la société, a été satisfaisante. La progression plus importante du chiffre d'affaires consolidé s'explique essentiellement par des changements de périmètre.

Grâce, notamment, à la forte croissance des produits financiers et à l'amélioration des conditions climatiques, le résultat courant est en augmentation de 23 % pour la société et de 29 % pour le groupe. Le résultat net de la société a atteint 69,3 MF (contre 54,6 MF), en progression de 27 %. Pour le résultat consolidé qui s'élève à 172 MF pour la part du groupe (contre 114,4 MF), son taux d'augmentation de 50 % ne peut être extrapolé sur l'année entière.

Les prévisions de résultats pour l'année suivantes antérieurement ne sont pas modifiées. La société attend à des résultats sociaux et consolidés en progression substantielle, ce qui, compte tenu de l'augmentation de 20 % du nombre des actions intervenues au premier trimestre 1986, permettrait une croissance modérée des résultats par action.

## La Bourse c'est ma vie

La Bourse sur Minitel.  
L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.



## Marchés financiers

## PARIS, 2 octobre

Fermé  
+ 0,75 %

La Bourse a confirmé ses bonnes dispositions de la veille en séance officielle du 2 octobre, où l'indice a gagné environ 0,75 %. Le marché a une nouvelle fois bien réagi à la reprise de Wall Street. Quelques informations propres aux sociétés françaises ont aussi donné à la séance une bonne raison de se réjouir. L'annonce des résultats de Lafarge Coppée (voir ci-dessous) a donné un coup de fouet au titre, tandis que l'ensemble du bâtiment se réchauffait. Bouygues, Ciments Français, Dumas et Hisona Phénix figuraient parmi les valeurs les plus orientées. En hausse, on remarquait encore Croiset (fil à Arbois), Pollet et Carrefour.

Autour de la corbeille, les spécialistes remarquaient un net retour des étrangers à l'achat. Quant au titre Elf, il se traitait en séance à 325,50 F, contre 320 F la veille. On apprenait aussi les conditions de l'offre publique d'échange lancée par les sociétés Cibus et Pechiney sur les Presses de la Cité. Les banques dits « prévaricateurs » (Indosuez et Deminor) proposent aux actionnaires des Presses de la Cité d'échanger leurs actions contre des actions Cibus, à raison de trois titres Cibus et d'un versement en espèces de 700 F pour une action Presses de la Cité. Valourne était, de son côté, réservé à la hausse, de même que GTM entreprise. En baisse, figuraient Spic (- 3,5 %), Sigmus, Talis et Schenker, de même que Schlumberger.

L'annonce du refus de M. Mitterrand de signer les ordonnances sur le découpage électoral provoquant un certain tassement en fin de séance.

Du côté des obligations, le marché affichait aussi une certaine lourdeur : le contrat à échéance juin 1987 cédait 0,22 %, à 111,40.

Lingot : 90 050 F (- 900 F) ; napoleon : 539 F (- 3 F).

## NEW-YORK, 2 octobre

## Hésitant

L'approche de la publication des statistiques relatives au chômage aux États-Unis au mois de septembre - prévue pour vendredi - a constitué un facteur d'incertitude au Big Board, et les cours des actions américaines ont fléchi dans d'énormes limites. En clôture, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a baissé, au effacement de 1,69 point, à 1 781,21 points, tandis que le volume des échanges dépassait à peine les 128 millions d'actions, contre 143,5 millions la veille.

Si les indications du mois d'octobre se confirment en septembre sur le front de l'emploi, cela tendrait à démontrer qu'une « flambée » rapide des affaires est en cours, mais d'autres indicateurs économiques incitent à quelque prudence, et l'évolution des marchés (obligataires et actions) s'en ressent, avec les valeurs cotées par des opérations financières ou par la vie interne de l'entreprise se sentant quelque peu inquiètes.

Schlumberger, qui figure dans ce dossier aux côtés de 21 millions de titres échangés (un des plus forts volumes de la séance), a gagné du terrain après l'annonce de la nomination de son président et du remplacement par M. Evan Baird ; certains observateurs anticipent une mini-éclatation de la compagnie qui pourrait lui conduire à céder sa filiale semi-conducteurs.

VALEUR	Cours de 1 <sup>er</sup> oct.	Cours de 2 <sup>o</sup> oct.
Alcatel	36 1/4	36 1/2
A.T.T.	27 1/2	27 1/2
Banque	54 3/4	53 1/2
Chemical Bank	37	36 1/2
De Paris de France	50 1/4	50 1/4
Edison	54 1/2	54 1/2
Enel	67 7/8	67 7/8
Esso	71 3/4	71 3/4
General Motors	69 1/8	68 7/8
Goldman Sachs	53 1/4	53 1/4
I.B.M.	122 5/8	122 5/8
I.T.T.	49 1/8	48 7/8
J.P.M.	27 1/2	27 1/2
Philips	57 7/8	57 7/8
Schlumberger	33 1/8	34 1/8
Siemens	54 1/8	54 1/8
U.S. Steel	58 1/2	58 1/2
Union Carbide	21	20 7/8
U.S. Corp.	54 1/4	54 1/4
Westinghouse	53 1/2	54
Xerox Corp.	52	51 3/4

## CHANGES

## PARIS

Dollar : 6,58 F ↓

Sur des marchés des changes assez nerveux, le dollar a glissé, et assez nettement, perdant près de 1 %.

La livre, très attaquée jeudi, est restée faible vendredi, soutenue par la Banque d'Angleterre et, aussi, la Banque fédérale d'Allemagne. A Paris, la Banque de France a dû intervenir à nouveau pour empêcher le deutschemark de monter.

FRANCFORT 2 oct. 3 oct.  
Dollar (en DM) .. 2,82 2,808

TOKYO 2 oct. 3 oct.  
Dollar (en yen) .. 153,95 154,25

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(offres privées)

Paris (3 oct.) ..... 71 1/4 %

New-York (2 oct.) .. 57 7/8 %

## INDICES BOURSISERS

## PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

1<sup>er</sup> oct. 2<sup>o</sup> oct.

Valeurs françaises .. 1465 1473

Valeurs étrangères .. 1117 1111

Cotations des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général ... 382,5 384,5

## NEW-YORK

(indice Dow Jones)

1<sup>er</sup> oct. 2<sup>o</sup> oct.

Industrielles .... 1781,21 1781,21

## LONDRES

(indice Financial Times)

1<sup>er</sup> oct. 2<sup>o</sup> oct.

Industrielles .... 1251,7 1246

Mines d'or ..... 321,5 317,2

Fonds d'Etat ..... 82,83 82,38

## TOKYO

2<sup>o</sup> oct. 3<sup>o</sup> oct.

Nikkei ..... 1746,97 1692,49

Indice général ... 1465,8 1466,89

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 2 octobre

Nombre de contrats : 5 400

## ÉCHÉANCES

COURS

Oct. 86 Déc. 86 Mars 87 Juin 87

Dernier ..... 110,80 111,90 111,75 111,35

Précédent ... 110,95 112,10 112 111,65

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

PECHINEY : CHUTE SÉVÈRE DES BÉNÉFICES AU PREMIER SEMESTRE. - Le groupe national Pechiney, troisième producteur mondial d'aluminium, a annoncé une chute de 76 % des bénéfices au premier semestre 1986, avec 104 millions de francs, contre 451 millions au premier semestre 1985 et 732 millions sur l'année 1985.

Principale responsable selon la direction : la chute du dollar (- 20 % entre septembre 1985 et le début de cette année), qui a fait que les bénéfices comptabilisés par la revente du prix de l'aluminium (de 920 dollars la tonne en septembre

1985 à 1 150 en janvier-février 1986), qui ne s'est pas poursuivie depuis. Pechiney voit son chiffre d'affaires annuel diminuer de 10 % à 18 milliards de francs, mais limite la baisse de sa marge brute d'amortissement de 1,69 milliard à 1,27.

Le second semestre ne sera pas meilleur et devra passer en compte les provisions pour restructuration liées aux décisions à venir sur les sites de Négamont et Rungis, et sur le secteur du cuivre toujours défilant.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR					UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ inn	+ inn		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.
SE-IL	6,5790	6,5820		+ 45	+ 77	+ 136	+ 155		+ 366	+ 4
SE-DM	4,7433	4,7472		- 49	- 33	- 181	- 73		- 367	- 2
SE-£	4,2674	4,2721		+ 84	+ 97	+ 170	+ 193		+ 484	+ 5
DM	5,2731	5,2782		+ 78	+ 84	+ 143	+ 164		+ 494	+ 4
SE-DM	2,9922	2,9940		+ 43	+ 51	+ 87	+ 108		+ 261	+ 3
F.R. (98)	15,7864	15,8012		- 43	- 14	- 184	- 135		- 681	- 6
F.S.	4,8044	4,8047		+ 115	+ 135	+ 227	+ 235		+ 644	+ 8
L.I. (98)	4,7385	4,7381		- 159	- 165	- 379	- 328		- 1463	- 15
F. (98)	5,4619	5,4726		- 240	- 245	- 558	- 583		- 1743	- 18



●●● Le Monde ● Samedi 4 octobre 1986 39

**2 OCTOBRE** Cours relevés à 17 h 32[illegible]

## Second marché (sélection)

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS																			
VALEURS		% du nom.	% de coupon	Cours préc.		Dernier cours		Cours préc.		Dernier cours		Cours préc.		Dernier cours		Cours préc.		Dernier cours		Cours préc.		Dernier cours																	
Obligations																																							
Esp. 7 1/2 1877				8250	Chaux				946	Blanc				165	ASP.S.A.				1336	1340	Dowsey				1886	1920	Malac.		282	304									
Esp. 8 1/2 77				124	Colomb (E)				536	Wolff				104	Amstel				425	440	Dowdy-Russell				532	557	Om. Gas. Fil.		791	451									
9 1/2 75 77				104	Compagnie				463 10	OPF Banque				280	BANP				720	751	Edison-Buffard				288	289	Parasol S.A.		3186	2812									
9 1/2 75 78				100 25	Ch. Industrielle				3800	Apuray				182 10	R.L.P.				1278	1285	Electric S. & Power				800	800	Panama R.D.		220	278 80									
9 1/2 75 79				100 25	Cos. Lyon-Alpes				520	Algerie-Rail				1581	ESPR				1100	1144	Espar				380	381	Panorpa		460	441									
10 1/2 75 79				100 25	Cos. Nord				1020	Oran-Tunis				330	ESPR				1100	1144	Espar				380	381	Riquards		465	425									
12 1/2 75 79				110 25	C.M.P.				23 10	Palma-Oran				400	Calbret de Lyon				919	919	Gaillard				400	388	St-Gobain Cellulose		1324	1377 d									
13 1/2 75 79				106 57	Odéa (C.F.R.)				725	Parfums-Cp				570	Calbret				288	289	Gay-Dugues				800	870	St-Honore-Hattem		252 80	254									
13 1/2 75 79				106 57	Odéa (G.S.R.)				966	Paris-France				270	Camel				2080	2092	I.C.C.				307		S.C.C.P.M.		218	225									
16 1/2 75 79				106 48	Odéa (Lyon-Rail)				738	Paris-Lyon				285	C.G.M.E.				745	740	Le g. Informations				350		Sena-Helm		150	950									
16 1/2 75 79				106 48	O.L. (S.A.)				234 50	Paris-Lyon				285	E.C.L.D.				1460	1462	Lois-Investiment				364	351	S.E.P.R.		1536	1555									
16 1/2 75 79				106 48	Odéa				235 10	Prochain Jour. Ind.				218 80	C.S.I. Informations				551	536	Mercato				442	460	S.M.L. Gougl		267	282 d									
16 1/2 75 79				106 48	Odéa (S.A.)				470	Radio-Montpar				910	C. Océan. Financière				121	120 10	Martin-Kreuzberg				448	428	Solheim		320 50	332 50									
16 1/2 75 79				106 48	Odéa (S.A.)				470	Radio-Montpar				910	Dalia				152	151	Wolff				143 50	140	Sopre		651	915									
16 1/2 75 79				106 48	Odéa (S.A.)				470	Radio-Montpar				910	Dupont U.S.A.				1948	1950	M.M.E.				575	575	Valéry de France		344	344									
Étrangères																																							
A.E.G.				981	A.E.G.				981	A.E.G.				981	A.E.G.				981	A.E.G.				981	A.E.G.				981	A.E.G.				981	A.E.G.				981
Alcan				436	Alcan				436	Alcan				436	Alcan				436	Alcan				436	Alcan				436	Alcan				436	Alcan				436
Alcan Alum				230	Alcan Alum				230	Alcan Alum				230	Alcan Alum				230	Alcan Alum				230	Alcan Alum				230	Alcan Alum				230	Alcan Alum				230
Algerie-Rail				1581	Algerie-Rail				1581	Algerie-Rail				1581	Algerie-Rail				1581	Algerie-Rail				1581	Algerie-Rail				1581	Algerie-Rail				1581	Algerie-Rail				1581
Am. Financ.				330	Am. Financ.				330	Am. Financ.				330	Am. Financ.				330	Am. Financ.				330	Am. Financ.				330	Am. Financ.				330	Am. Financ.				330
Cahret de Lyon				919	Cahret de Lyon				919	Cahret de Lyon				919	Cahret de Lyon				919	Cahret de Lyon				919	Cahret de Lyon				919	Cahret de Lyon				919	Cahret de Lyon				919
Calbret				288	Calbret				288	Calbret				288	Calbret				288	Calbret				288	Calbret				288	Calbret				288	Calbret				288
Camel				2080	Camel				2080	Camel				2080	Camel				2080	Camel				2080	Camel				2080	Camel				2080	Camel				2080
Cap. Indust. Sogel				2270	Cap. Indust. Sogel				2270	Cap. Indust. Sogel				2270	Cap. Indust. Sogel				2270	Cap. Indust. Sogel				2270	Cap. Indust. Sogel				2270	Cap. Indust. Sogel				2270	Cap. Indust. Sogel				2270
C.C.M.E.				745	C.C.M.E.				745	C.C.M.E.				745	C.C.M.E.				745	C.C.M.E.				745	C.C.M.E.				745	C.C.M.E.				745	C.C.M.E.				745
C.E.P.A. Elect.				718	C.E.P.A. Elect.				718	C.E.P.A. Elect.				718	C.E.P.A. Elect.				718	C.E.P.A. Elect.				718	C.E.P.A. Elect.				718	C.E.P.A. Elect.				718	C.E.P.A. Elect.				718
E.C.L.D.				1460	E.C.L.D.				1460	E.C.L.D.				1460	E.C.L.D.				1460	E.C.L.D.				1460	E.C.L.D.				1460	E.C.L.D.				1460	E.C.L.D.				1460
C.S.I. Informations				551	C.S.I. Informations				551	C.S.I. Informations				551	C.S.I. Informations				551	C.S.I. Informations				551	C.S.I. Informations				551	C.S.I. Informations				551	C.S.I. Informations				551
C. Océan. Financière				121	C. Océan. Financière				121	C. Océan. Financière				121	C. Océan. Financière				121	C. Océan. Financière				121	C. Océan. Financière				121	C. Océan. Financière				121	C. Océan. Financière				121
Dalia				152	Dalia				152	Dalia				152	Dalia				152	Dalia				152	Dalia				152	Dalia				152	Dalia				152
Dupont U.S.A.				1948	Dupont U.S.A.				1948	Dupont U.S.A.				1948	Dupont U.S.A.				1948	Dupont U.S.A.				1948	Dupont U.S.A.				1948	Dupont U.S.A.				1948	Dupont U.S.A.				1948
SICAV (selection)																																							
VALEURS				Emission				Rachat				VALEURS				Emission				Rachat				VALEURS				Emission				Rachat							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.							
Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.				Frais Inc.															

## 2/

[illegible]

## Marché libre de l'or

[illegible]



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2-3 Le vote par le Sénat américain de sanctions contre l'Afrique du Sud. 4 Visite de M. Chirac au Maroc. 5 Inde : réactions après l'attentat contre R. Gandhi.	6 Après le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance électorale. 7 L'imperturbable M. Barre. — La rentrée parlementaire : une session chargée. 10 Journal d'un amateur : « Minorités ».	9 La politique du garde des sceaux. 10 Terrorisme : le gouvernement n'a pas de « preuves ». 11 L'implication d'un Etat. 34 Sports : le XI <sup>e</sup> championnat du monde de volley-ball.	12 Théâtre : American Buffalo, de David Mamet. — Exposition : autour d'Une leçon clinique du professeur Charcot à la Salpêtrière. 13 Danse : Alvin Ailey au Palais des sports. — Communication : Monopoly pour deux télé à vendre.	35 Le plan de rénovation de la marine marchande. 36 Les crédits pour la « guerre des étoiles » aux Etats-Unis. 37 Le départ de M. Gaumet du bureau confédéral de la CGT. 38-39 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 15 Pertes annuelles ..... 37 Carnet ..... 16 Météorologie ..... 16 Mots croisés ..... 32 Loto ..... 16 Philatélie ..... 16 Programmes des spectacles ..... 14

## Un projet de décret sur les urgences médicales

## Priorité aux pompiers

La « guerre » des urgences — l'expression est de M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre déléguée à la Santé — risque de rebondir, avec la publication prochaine des décrets d'application de la loi du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires.

Ce nouvel épisode fait suite à de nombreuses escarmouches : le 6 janvier 1986, M. Edmond Hervé, alors secrétaire d'Etat à la Santé, fait voter par le Parlement sa loi sur l'aide médicale urgente. Ce texte prévoit de créer, dans chaque département, un comité chargé de coordonner l'action de toutes les structures qui participent à l'aide médicale urgente. Pour la première fois, une existence légale est accordée aux SAMU.

La réaction de la fédération nationale des sapeurs-pompiers qui voit dans cette loi « un mauvais coup porté aux sapeurs-pompiers français » est très vive. Principal reproche adressé aux auteurs de la loi : le fait que celle-ci subordonne l'intervention des pompiers à celle des structures hospitalières.

Les décrets d'application de la loi — ils sont au nombre de quatre — inspirent aujourd'hui la plus vive

inquiétude aux responsables des SAMU. Et, tout particulièrement, le décret N° 2 relatif à la mise en œuvre de l'aide médicale urgente : son article 2 distingue, de manière assez confuse, les « pathologies naturelles » des « pathologies accidentelles », celles qui nécessitent à la fois des moyens médicaux et des moyens de sauvetage. Principale innovation, le texte prévoit que les pathologies naturelles seront du « ressort des centres 15 », c'est-à-dire, entre autres, des SAMU, tandis que les pathologies accidentelles seront, elles, du « ressort du numéro téléphonique 18 ». En clair, celui des pompiers. Conséquence pratique : dans le domaine de l'urgence accidentelle, une fois l'appel reçu au numéro 18, c'est aux services d'incendie et de secours qu'il appartient de déclencher l'intervention de leurs moyens de sauvetage et de leurs moyens médicaux. Et, « si besoin », de faire appel à d'autres services concurrents à l'aide médicale urgente.

On imagine la réaction des responsables des SAMU qui voient ainsi l'urgence accidentelle passer sous la seule tutelle des pompiers : « Scandaleux », « méconnaissance totale du problème des urgences », la réaction est unanime. Certains vont même jusqu'à évoquer la disparition prochaine des SAMU.

Le professeur Louis Lareng, l'un des fondateurs du SAMU, estime que ces projets de décrets sont « dangereux ». Selon lui, ils ne vont aboutir qu'à « dictonner la médecine de manière simpliste ». « Sans compter, ajoute-t-il, qu'avec de pareilles mesures, c'est la fin de la régulation des urgences. Que va-t-il se passer ensuite ? Très vite, les sapeurs-pompiers vont être débordés. Faute d'un nombre de médecins suffisant, ils devront en recruter de nouveaux. Et, petit à petit, va se créer un véritable corps médical autonome, insuffisamment formé ». En outre, le professeur Lareng estime que ces décrets sont, à termes, dangereux pour l'équilibre de la Sécurité sociale qui verra échapper une part non négligeable de ses ressources.

Du côté du gouvernement, l'arbitrage interministériel semble, lui aussi, poser quelques problèmes, tous les ministères concernés n'étant visiblement pas d'accord avec ces mesures.

Au ministère de la Santé, on insiste sur le caractère « général » de ces textes. Il est évident, ajoute-t-on, que l'organisation des urgences ne peut être la même en Lozère qu'à Paris. C'est donc au comité départemental qu'il appartient de moduler le rôle respectif joué par les différents acteurs prenant part à l'aide médicale urgente. Dans l'entourage du ministère des affaires sociales, M. Philippe Seguin, où l'on se déclare « peu satisfait » de ces projets de décret, on espère que la concertation interministérielle qui a lieu actuellement à Matignon permettra « sur le terrain, c'est-à-dire au niveau des départements, la collaboration harmonieuse entre les différents partenaires concernés par l'aide médicale urgente ».

Mais tout cela suppose au préalable que l'on sache faire la différence entre une « pathologie naturelle » et une « pathologie accidentelle ». A lire le texte du décret, rien n'est moins sûr. « La vieille dame qui se casse le col du fémur en descendant un escalier, cela fait partie, a priori, des pathologies accidentelles, remarque un responsable des SAMU. Faut-il pour autant, dans un tel cas, faire venir les pompiers ? »

## L'Acte unique européen contesté par le RPR

Le bureau du groupe UDF a choisi : il présentera la candidature de M. Bernard Stasi à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, abandonnée par M. Jean Lecanuet, plutôt que celle de M. Jean-François Deniau. Le vice-président du CDS a obtenu 20 voix, son opposant n'en obtenant que 11. Les centristes en avaient fait une affaire de principe ; ils ont reçu l'appui officiel des baristes membres du RPR.

L'affaire n'est pas réglée pour autant. M. Deniau, le jeudi 2 octobre, se refusait à précéder d'un mot son refus de se présenter. Prenant prétexte qu'il n'avait pas été prévu officiellement, du choix de l'UDF, il disait ne vouloir savoir qu'une chose : la réunion de la commission des affaires étrangères pour l'élection de son président avait été repoussée d'une semaine, par décision de son vice-président, M. Alain Peyrefitte. Il ne s'agit pas là d'une manœuvre du RPR. M. Jacques Toubon, dans les coulisses, a été un peu plus clair : les élus de son mouvement respectent le choix de leurs alliés quel qu'il soit. Simplement, par le jeu d'élections de députés au Sénat, 4 sièges de communistes RPR et UDF sont actuellement vacants. Or déjà la majorité ne dispose que de 36 voix sur 72 dans cette commission ; elle n'a donc pas le droit de se permettre de laisser à son président le choix de ses 5 membres du Front national qui siègent à cette commission préfèrent voter pour un socialiste que pour M. Stasi.

Ce délai de huit jours va malgré tout permettre d'éventuelles manœuvres. Déjà il a fourni un prétexte au gouvernement pour retarder la discussion à l'Assemblée du projet de ratification de l'Acte unique européen, puisque la commission ne l'a pas encore examiné. Pourtant elle aurait pu parfaitement le faire sous la responsabilité d'un vice-président. Or il avait été initialement prévu de le faire voter avant l'ouverture du débat budgétaire. Il est vrai que cela n'était pas facile, car le calendrier est déjà chargé.

Mais il est vrai aussi que ce projet soulève quelque hostilité au RPR. Lors des journées parlementaires, M. Michel Debré en a fait une critique violente ; il a même annoncé qu'il déposerait contre lui une exception d'irrecevabilité, le jugeant contraire à la Constitution. Renvoyé le débat à plus tard peut permettre au RPR de tenter de calmer cette opposition. Cela permet aussi de montrer à M. Mitterrand que le gouvernement peut avoir des difficultés à faire approuver par ses partisans de sa majorité un texte auquel tient le président de la République.

Th. B.

FRANCK NOUCHI.

## Vingt et unième partie

## Le pied de nez de Kasparov

match. Ce vendredi, dans la vingt-deuxième partie, Kasparov, avec les Blancs, cherchera sans doute une autre nullité, se réservant pour subir l'assaut de la dernière chance de Karpov, dans la vingt-troisième partie, lundi prochain.

B. de C.

Blancs : KARPOV  
Noirs : KASPAROV  
Vingt et unième partie

Position à l'ouverture

BLANCS : R43, F2, C2, Pa2, 64, F4, g3 et h4  
NOIRS : R46, F46, C46, Pa7, c5, f6, g7 et h6  
41... Fx5+ (c2) 44... f5  
42... R43 Cx4+ 45... C44+  
43... R42 g4 Nulle

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 3 octobre

Repli : - 0,54 %

La Bourse de Paris a cédé du terrain le 3 octobre en séance du matin, l'indice cédant 0,54 %. En repli figuraient UCB (- 4 %), Synthelabo (- 2 %), Lafarge (- 1,8 %) et Navigation mixte (- 1,8 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Preuve	Dernier cours
Acier	448	448	444
Agropar	1807	1807	1800
Air Liquide (L)	753	750	746
Alcatel	336 50	336 50	332
Banque Paribas	1150	1154	1150
Bouygues	2140	2145	2140
Bourgeois	1419	1418	1418
B.S.N.	4250	4230	4195
Caisses d'Alloc.	2610	2610	2610
Chemin de Fer	1322	1330	1317
Club Méditerranée	578	578	578
Danone	1823	1823	1823
Elf (Rif)	1352	1356	1350
ELF-Aquitaine	324 50	321	323 50
Enfer	3240	3210	3200
Esso	1435	1436	1408
Lafarge-Capelle	2284	2280	2260
Michelin	1681	1670	1688
Mid (R)	2190	2190	2178
Moët-Hennessy	1050	1051	1070
Oréal (L)	3504	3510	3500
Parovet (Rif)	1001	998	996
Pengot S.A.	1130	1125	1116
Santel	718	718	718
Suez-Panama	791	795	795
Télécom	2816	2815	2820
Thomson C.S.A.	1540	1540	1538
Tout-LEP	450 50	457	454 50
T.T.T.	2260	2260	2260
Vallo	651	654	654



CHAMPIONNAT DU MONDE  
LONDRES-LENNINGRAD  
1986

Nullité en offrant une pièce ! Kasparov a fait un joli pied de nez à Karpov dans la très courte reprise (quatre coups en un quart d'heure) de la vingt et unième partie, le jeudi 2 octobre.

En effet, après 43... R66, le challenger pouvait, par : 46... Fx4+, Fx4+ ; 47... Cx5+, F5+ ; 48... Cx4+, gagner le Fou noir. Mais alors, le Roi noir rajoutait tous les pions blancs sur l'aile Roi, et le Cavalier et le Roi de Karpov étaient « mobilisés » à vie pour empêcher les deux pions liés de Kasparov d'aller à Dame. Et si Karpov n'aurait pas dans cette variante de uille forcée, il perdait un pion et la partie. Il arrêta donc les frais.

Le score est toujours égal (10,5-10,5) à trois parties de la fin du

**CHEZ CAPELOU**  
Les meilleures marques aux meilleurs prix  
**TRECA EPEDA**  
**SIMMONS PIRELLI**  
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
DANS TOUTE LA FRANCE  
37, Av. de la République 75011 PARIS Tél. (1) 43.57.46.38 Metro : PARMENTIER

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE CHOISSENT LES - 30 % D'INTERNATIONAL COMPUTER LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.**  
Un Macintosh Plus et 10 logiciels freeware au choix. 18.130 F HT et 21.502 F TTC.  
INTERNATIONAL COMPUTER  
La micro sans frontières  
16, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> 42.72.26.26  
64, av. du Prado Marseille 13006 91.37.25.03

## Sur le vif Le ciel ou la terre

Dites donc, quand vous achetez une bagnole, vous — l'y pense à cause du Salon de l'auto, — qu'est-ce qui vous intéresse le plus ? Les puissances, la tenue de route ? Pas la peine de vous fatiguer à me répondre, je le sais déjà. C'était marqué l'autre jour dans le Monde, une enquête de la SOFRES. A moins de s'appeler Guy Prost, l'immense majorité des Français pense d'abord au confort, au silence. Ensuite, à l'essence : elle en bouffe beaucoup ? Enfin, à la résistance : faut en changer tous les combien ? La vitesse, 94 % des mecs et 88 % des nanas s'en tamponnent le pare-chocs.

Alors, bon, le Salon, combien d'entre nous y vont ? Si, bien sûr, on y était tous, hier, à 20 heures, avec mon frère, pour l'imagination. On y est restés deux minutes quinze chrono. Et on n'a rien vu. Sauf lui. De dos, de face, debout, assis. D'accord, il est solide, robuste, pas mal caréné, et il consomme un minimum d'essence à style, mais, depuis cinq ans qu'on l'a, il nous a déjà fait pas mal d'usage, et on va dire que huit mois s'il faut s'en payer un neuf ou pas.

Maintenant, question Peugeot, Citroën ou Renault, pour se décider, qu'est-ce qu'on a ? Les images que nous en donnent sur leurs écrans, leur grille, leur pub, leur défilé. On n'a le choix qu'entre des bagnoles folles, lancées dans un grand canyon à la poursuite de l'Orient-Express, jouant de tous les instruments, y compris de la harpe et de la clarinette, capables de rattraper un hélicoptère, de rouler sur les flots d'escalader le mont Blanc ou la Muraille de Chine.

Moi, je trouve ça complètement débile. La poésie ? Désolé, je la vois pas. Et d'abord, pourquoi ? Il faudrait que ça soit totalement irréel et hyrique une 309 ou une CX ? C'est pas digne d'un pays civilisé, cet hymne à la performance démentie sur des routes plantées de carcasses et de familles roulantes. Allez, messieurs, arrêtez de vous enfler en l'air, et parlez-vous un peu, pour changer, du dégrivage des vitres et du chauffage à l'arrêt. Gardez les roues sur terre, je vous en prie !

CLAUDE SABRAUTE.

## L'ouverture de la Foire du livre de Francfort Les Mémoires de Sakharov

FRANCK NOUCHI.

Près de 7 000 éditeurs de 84 pays — chiffre record ! — participent à la traditionnelle Foire du livre de Francfort, qui se tient pour la trentième fois dans la ville natale de Goethe et qui est placée cette année sous le signe de l'Inde.

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, est venu, jeudi 2 octobre, à la Foire remettre la croix de chevalier des arts et lettres à l'ancien président et en président actuel de GELC (Groupe des éditeurs de livres de la Communauté économique européenne), le Britannique Graham Greene, neveu de l'écrivain, et le Hollandais Gert Van Rossum, qui s'est adressé ensuite, sur le stand collectif français, aux éditeurs qui ont réuni à « faire de leur passion leur métier ».

Parlant du rôle des pouvoirs publics dans la politique du livre, il a affirmé sa volonté de revoir le dispositif d'aide publique à l'exportation du livre : « Rien ne se fera sans vous », a-t-il déclaré aux éditeurs ; « jamais il ne doit revenir à la puissance publique de se substituer à l'initiative privée, surtout lorsque la création littéraire est en jeu. La construction de cette Europe de la culture que nous appelons de nos vœux est entre vos mains ». M. Léotard a annoncé qu'il présiderait, le 17 octobre prochain, une table ronde consacrée à l'économie du livre.

Ce même jeudi, la Foire du livre, s'ouvre depuis plusieurs années d'événements spectaculaires, faisant écho à « bombe éditoriale » : à midi, lors d'une conférence de presse, M. Robert Bernstien, directeur du groupe d'édition américain Random House, annonçait l'existence d'une autobiographie d'André Sakharov, dont le manuscrit a pu parvenir à l'étranger malgré la surveillance constante dont le couple fait l'objet à Gorki.

Le gendre des Sakharov, M. Efrim Yankelovich, qui est le représentant officiel du couple en Occident, avait fait le voyage depuis Boston pour donner quelques explications sur le livre, qui avait failli ne jamais sortir d'URSS et qui a fait, au cours des années, l'objet de sautes de voix, etc. On aurait pu l'inviter, a-t-il dit, à la Foire qui n'avait jamais dû être écrite : ou bien « le journal d'un disparu ».

Ces Mémoires de Sakharov, qui vont jusqu'en 1983, devraient être publiés au prochain simultané chez dix éditeurs. En France, c'est Le Seuil qui publiera le livre. Une édition en russe est également annoncée chez Chekhov à New-York. De plus, ce mois-ci, sort aux Etats-Unis, chez Knopf, *Together alone* (« Seuls ensemble »), le livre laissé par Elena Bonner lors de son séjour en Occident et qui raconte la vie du couple à Gorki jusqu'en 1985, prenant le relais des *Mémoires* de son mari.

Dimanche prochain, la Foire du livre honore son lauréat du Prix de la paix, l'historien polonais Wladyslaw Bartoszewski.

NICOLE ZAND.

Le numéro du « Monde » daté 3 octobre 1986 a été tiré à 516 233 exemplaires

Où trouver le Glenlivet ? Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple Le Monastère, 10, rue de l'Arbre-sec, Paris 1<sup>er</sup>.

**SEHR GUT !**  
L'ALLEMAND DE A à Z  
Le répertoire qui sait tout.  
HATIER

**Je fais mes courses d'un coup de baguette**  
Faites vos courses de votre fauteuil.  
Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE  
LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

**hamm**  
135-139 rue de Rennes Paris 6<sup>e</sup>. Tél. 45.44.38.66.  
Parking à proximité

**SEHR GUT !**  
L'ALLEMAND DE A à Z  
Le répertoire qui sait tout.  
HATIER

A B C D E F G